

COMMUNE DE LAGARRIGUE PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRESENTATION

Pièce 1

Tampon de la Communauté de Communes	Tampon de la Préfecture

UrbaDoc

Chef de projet :
Etienne BADIANE
56, avenue des Minimes
31200 TOULOUSE
Tél. : 05 34 42 02 91
contact@be-urbadoc.fr

PRESCRIPTION DE L'ELABORATION DU PLU 6 Mai 2013

DEBAT SUR LE PADD

ARRET DU PLU

ENQUETE PUBLIQUE

APPROBATION DU PLU

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
CHAPITRE I : EXPOSE DU DIAGNOSTIC ET ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS	7
SITUATION GEOGRAPHIQUE	10
LE DEMOGRAPHIE	22
EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT	26
ECONOMIE	29
ACTIVITE AGRICOLE	32
EQUIPEMENTS, SERVICES ET RESEAUX	41
CHAPITRE II : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	46
AMENAGEMENT DE L'ESPACE	47
ORGANISATION DE LA FORME URBAINE	56
MOBILITES	72
CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE	75
PATRIMOINE NATUREL ET BIODIVERSITE	114
EVALUATION DES POTENTIELS URBANISABLES	134
CHAPITRE III : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS ET EXPOSE DES MOTIFS	136
CARACTERISTIQUES DES DIFFERENTES ZONES	140
CHAPITRE IV : EVALUATION DES INCIDENCES DU PLU SUR LA DEMOGRAPHIE, L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT	165
INCIDENCES DU PLU SUR LA DEMOGRAPHIE	168
INCIDENCES DU PLU SUR L'AGRICULTURE	170
INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT	172
CHAPITRE V : CRITERES POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN	173

AVERTISSEMENT

La réalisation de ce diagnostic consiste à donner une image précise, à l'instant « t », de l'état initial de l'environnement du territoire.

A travers cette analyse, se dégagent les faiblesses et les points forts du territoire.

L'analyse réalisée à un instant « t » sert également de base de réflexion et de discussion pour la définition du projet communal, pièce maîtresse du PLU.

C'est le PADD, issu du diagnostic qui servira à la traduction réglementaire du projet communal.

Au risque de fausser le projet communal, l'analyse sociodémographique ne peut être mise à jour.

PREAMBULE

■ Evolution de l'urbanisme de la commune

La commune disposait d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 13 Janvier 1989. La loi ALUR prévoit que les POS non transformés en PLU au 31 décembre 2015, deviennent caducs sans remise en vigueur du document antérieur et avec application du Règlement National d'Urbanisme (RNU). Aujourd'hui, ce document ne répond plus aux objectifs de développement de la commune.

■ Les objectifs de l'élaboration du PLU

L'élaboration du PLU a été décidée par la délibération en date du 6 mai 2013.

Les orientations de la commune de Lagarrigue sont les suivantes :

Objectifs généraux :

- Préserver les zones agricoles,
- Intégrer de nouveaux sites constructibles,
- Intégrer le nouveau réseau d'assainissement au PLU

Objectifs particuliers :

- Préserver les équipements collectifs de la commune,
- Rénover le parc de logement privé et communal (projet de lotissement et appartements communaux),
- Conserver le Patrimoine architectural de la commune (église).

■ Les modalités de concertation

Dans la délibération prescrivant l'élaboration du PLU, la commune a précisé les modalités de la concertation qui prendront les formes suivantes :

- Des articles dans la presse ou dans le bulletin municipal.
- La tenue de deux réunions publiques d'information (une conjointe avec les mairies de Bazens, d'Aiguillon et Port-Sainte-Marie et une pour la commune de Lagarrigue seule).
- L'affichage en mairie de panneaux réalisés par le bureau d'études chargé de la révision du P.L.U., faisant apparaître les éléments du diagnostic, les orientations et les plans schématiques relatifs au contenu du P.L.U. et notamment du Projet d'Aménagement de Développement Durables.
- La mise à disposition d'un registre de remarques où les observations pourront être consignées.
- La mise en ligne des documents du PLU sur le site internet des communes et/ou de la Communauté de Communes du Confluent.

■ Rappel des principes fondamentaux du PLU

Le Plan Local d'Urbanisme est le principal document d'urbanisme de planification de l'urbanisme au niveau communal ou intercommunal. Il remplace le Plan d'Occupation des Sols depuis la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000, dite « loi SRU ».

Le PLU est régi par les dispositions du code de l'urbanisme, essentiellement aux articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants.

La loi portant Engagement National pour l'Environnement ou « Grenelle II », du 12 juillet 2010, a modifié plusieurs aspects du PLU : prise en compte de la trame verte et bleue,

orientations d'aménagement et de programmation, PLH (programme local de l'habitat) voire PDU (Plan de Déplacement Urbain) intégré dans celles-ci...

Par ailleurs, le PLU devra prendre en compte la loi ALUR (l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) qui a été validée par le Conseil constitutionnel le 20 mars 2014 et promulguée le 24 mars 2014.

La loi ALUR traite de la modernisation des règles d'urbanisme. D'autres mesures en la matière ont été adoptées en vue « d'engager la transition écologique des territoires en encourageant la densification et en donnant un coup d'arrêt à l'artificialisation des sols ».

Elle réforme également la loi de 1989 sur les rapports locatifs et celle de 1965 sur les copropriétés.

Ainsi, l'article L121-1 du code de l'urbanisme stipule que « les Plans Locaux d'Urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

- Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;
- L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1° bis **La qualité urbaine**, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° **La diversité des fonctions** urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Conformément à la loi, un dossier de PLU comprend les pièces suivantes :

▪ **Un rapport de présentation**, objet du présent document. Le rapport de présentation explique, justifie et motive la politique d'urbanisme mise en œuvre par la collectivité dans le PLU. Conformément à l'article R. 123-2 du Code de l'urbanisme, le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-1-2.

2° Analyse l'état initial de l'environnement, présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard, notamment, des objectifs fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques.

3° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et, le cas échéant, les orientations d'aménagement et de programmation ; il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation mentionnées au 1 de l'article L. 123-1-4, des règles qui y sont applicables, notamment au regard des objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durables. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2.

4° Evalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

5° Précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L. 123-12-1.

En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles R. 123-23-1, R. 123-23-2, R. 123-23-3 et R. 123-23-4, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

▪ **Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).**

Le PADD est une pièce maîtresse du dossier de PLU. Il expose, dans le respect des grands principes édictés par les articles L. 110 et L. 121-1, les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement retenues par la Municipalité pour l'ensemble de la commune ; il joue donc un rôle politique. Les autres pièces composant le PLU doivent être en cohérence avec le PADD et en premier lieu le rapport de présentation.

▪ **Des orientations d'aménagement et de programmation**, obligatoires, qui peuvent prévoir, par quartier ou par secteur, des actions de mise en valeur, de réhabilitation, de restructuration ou d'aménagement. Ces orientations peuvent prévoir des actions et des opérations d'aménagement à mettre en œuvre, notamment pour valoriser l'environnement, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine, pour lutter contre l'insalubrité, pour permettre le renouvellement urbain et pour assurer le développement de la commune. Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

Les orientations du P.A.D.D. devront être conformes aux principes de la loi SRU, dont l'objectif est le développement durable : *« un développement qui tient compte des besoins actuels sans compromettre ceux des générations futures »*.

Un règlement qui fixe les règles applicables dans les différentes zones définies :

- *Les zones urbaines (U) correspondent aux secteurs déjà urbanisés et aux secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.*
- *Les zones à urbaniser (AU) sont les secteurs à caractère naturel destinés à être ouverts à l'urbanisation.*
- *Les zones agricoles (A) correspondent aux secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.*
- *Les zones naturelles et forestières (N) correspondent aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.*

Le règlement comprend également la délimitation de certains espaces faisant l'objet de réglementations spéciales : espaces boisés classés, éléments de paysages à protéger, emplacements réservés, secteurs à risques...

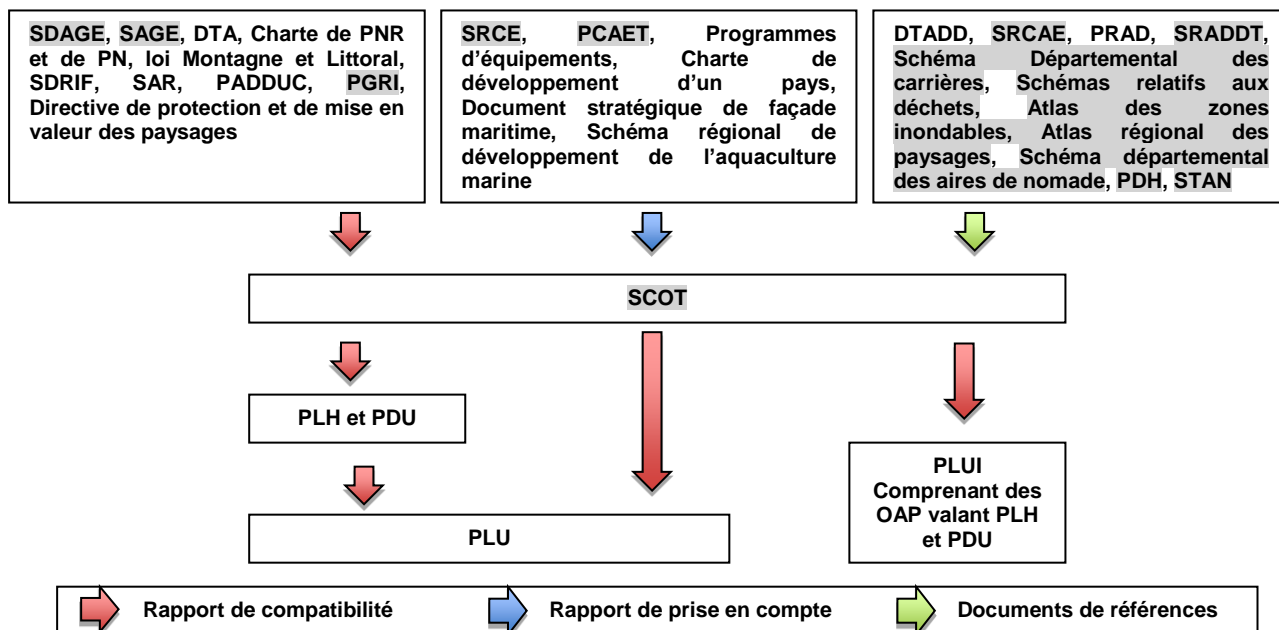
▪ **Des documents graphiques** qui indiquent le champ d'application du règlement par la localisation des zones et des différentes prescriptions graphiques. Sont ainsi délimitées les zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles et forestières (N).

▪ **Des annexes** qui conformément à l'article R. 123-14 comprennent en particulier à titre informatif les servitudes d'utilité publique, les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets.

CHAPITRE I : EXPOSE DU DIAGNOSTIC ET ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS

LOI ALUR : HIERARCHIE DES NORMES

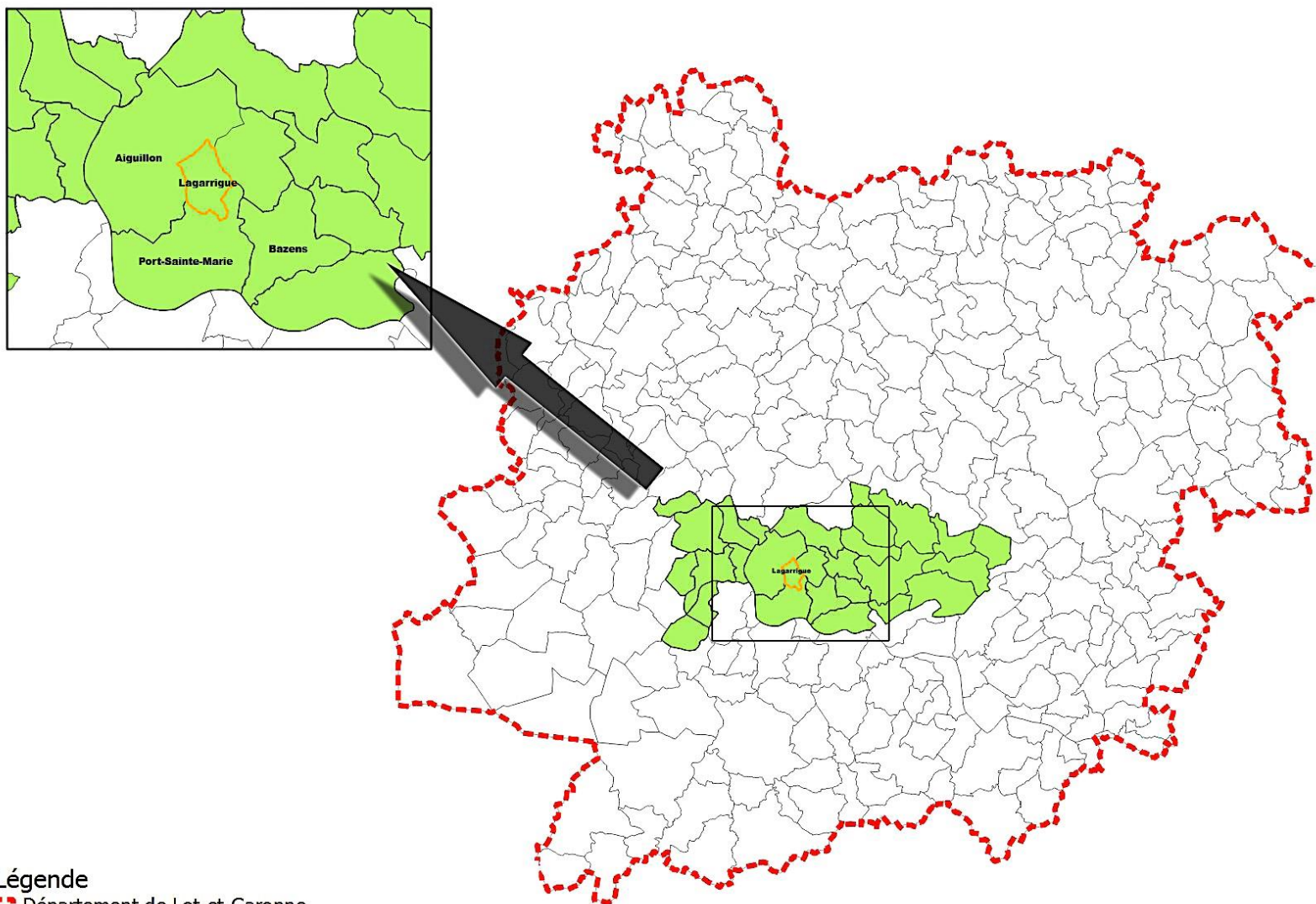
Source : Loi ALUR : DGALN – DHUP, www.territoires.gouv.fr






Notion de compatibilité : Le code de l'urbanisme introduit une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes, et un rapport de compatibilité entre certains d'entre eux. La notion de compatibilité n'est pas définie juridiquement. Cependant la doctrine et la jurisprudence nous permettent de la distinguer de celle de conformité, beaucoup plus exigeante. Le rapport de compatibilité exige que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur.

Notion de prise en compte : En complément des documents pour lesquels un rapport de compatibilité est exigé, le code de l'urbanisme prévoit que les documents d'urbanisme prennent en compte un certain nombre d'autres plans et programmes. La notion de prise en compte est moins stricte que celle de compatibilité et implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.

 : Documents applicables sur le territoire



Légende

-  Département de Lot-et-Garonne
-  Territoire de la Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas
-  Lagarrigue : limite communale



SITUATION GEOGRAPHIQUE

Lagarrigue est une petite commune du Sud-Ouest de la France, située dans le département du Lot-et-Garonne et de la région Nouvelle Aquitaine.

Elle fait partie de Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas.

Le territoire communal s'étend sur une superficie de 4 km² avec une densité de 70 habitants au km² et une moyenne d'altitude de 68 mètres.

Les villes voisines sont Galapian, Aiguillon, Port Sainte Marie, Bourran et Bazens.

1. Contexte intercommunal

1.1 Le canton de Port-Sainte-Marie

La commune est située dans le canton de Port-Sainte-Marie dont elle est le chef-lieu.

Le canton de Port-Sainte-Marie, regroupe 10 communes : Nicole, Bourran, Saint Salvy, Galapian, Lagarrigue, Frégimont, Bazens, Clémont Dessous, Port-Sainte-Marie et Aiguillon.

1.2 Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas

Au cœur du département du Lot et Garonne, à mi-chemin entre Toulouse et Bordeaux, le territoire du Confluent et des Coteaux de Prayssas est composé de 29 communes. D'une surface totale de 376 km² pour une population de 18764 habitants. La Communauté de Communes est proche de pôles majeurs comme Agen et Marmande, et se trouve traversée par l'autoroute A62 qui relie Toulouse à Bordeaux, élément essentiel pour le développement de l'intercommunalité. La Communauté de Communes a été créée le 28 Novembre 2016, avec prise d'effet le 1^{er} Janvier 2017. Ses compétences concernent l'environnement, le cadre de vie, le sanitaire et social, le développement et l'aménagement économique, le développement et l'aménagement social et culturel, l'urbanisme, la voirie, le développement touristique ainsi que le logement et l'habitat.

En 2017, la population légale de Lagarrigue représente environ 1,5% de la population de la Communauté de Communes.

Tableau n°1: Population de la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas

COMMUNES	Population légale 2017 (recensements 2014)		Population légale 2016 (recensements 2013)		Superficie Km²
	Municipale	Totale	Municipale	Totale	
Aiguillon	4 324	4 475	4 332	4 534	28.27
Ambrus	109	109	109	109	12.34
Bazens	523	538	529	544	12.20
Bourran	598	608	588	598	18.16
Clermont-Dessous	831	842	812	830	15.40
Cours	202	205	203	208	11.00
Damazán	1 308	1 378	1 300	1 369	16.14
Frégimont	282	285	293	294	7.59
Galapian	337	343	346	353	9.26
Ganges/Lot	600	591	584	593	4.19
Lacépède	318	321	306	309	12.57
Lagarrigue	290	296	287	293	4.26
Laugnac	640	653	631	637	17.35
Lusignan-Petit	352	363	359	370	7.35
Madaillan	652	669	625	642	23.90
Monheurt	204	207	210	211	10.30
Montpezat d'Agenais	577	624	576	627	24.19
Nicole	268	270	287	305	4.09
Port-Sté-Marie	1 924	1 958	1 926	1 961	18.96
Prayssas	987	1 023	967	1 004	26.48
Puch d'Agenais	707	722	708	715	23.00
Razimet	317	320	298	301	7.18
St-Léger	157	159	158	160	5.80
St-Léon	311	321	312	322	9.60
St-Salvy	184	185	179	180	9.30
St-Pierre de Buzet	293	295	296	301	8.52
St-Sardos	298	311	303	316	14.40
Sembas	140	141	139	141	12.51
TOTAL	17 733	18 212	17 663	18 227	374.31

Source : INSEE, RGP, 2013, 2014

2. Articulation avec les documents supra communaux

2.1 Le contexte régional et départemental

Le Plan Départemental de l'Habitat :

La loi portant «Engagement National pour le Logement» instaure la réalisation d'un Plan Départemental de l'Habitat (PDH) qui a pour vocation d'assurer la cohérence entre les politiques de l'habitat et de favoriser ainsi la lutte contre les déséquilibres et les inégalités territoriales.

Le Conseil Départemental 47 a engagé le 27 avril 2011, l'élaboration d'un Plan Départemental de l'Habitat (PDH), conjointement avec l'Etat, et en association avec l'ensemble des acteurs concernés par cette thématique en Lot-et-Garonne et en Aquitaine.

Cette initiative a permis, en moins d'une année, de dresser un état des lieux partagé des problématiques de l'habitat en Lot-et-Garonne et de définir des orientations communes à tous les acteurs dans ce domaine pour les six prochaines années.

Ce PDH, qui est le premier à avoir été adopté en Aquitaine, devra contribuer à la reconnaissance des problématiques lot-et-garonnaises en matière de logement au niveau régional et national.

Sur la base de l'étude réalisée, plusieurs priorités d'intervention, reprises par le Conseil Départemental dans le cadre de sa nouvelle politique de soutien au logement, ont été identifiées :

- L'aménagement du territoire : cet axe devra viser une répartition plus équilibrée de la production de logements conventionnés et des programmes de rénovation entre les différents territoires urbains et ruraux, en fonction des masses de population, en privilégiant la densification et les constructions réalisées en « continuité urbaine ».
- La qualité de l'offre de logements et ses qualités d'usage : cet axe visera à améliorer l'attractivité résidentielle du département. Le Conseil Départemental propose de renforcer son soutien aux travaux de rénovation de logements très dégradés ou insalubres ainsi qu'aux travaux d'amélioration thermique du parc privé, et de réorienter ses aides à la rénovation du parc social sur l'efficacité énergétique.
- Le logement aux étapes de la vie : le Conseil Départemental propose d'accompagner, de manière plus prégnante, les parcours résidentiels aux différents âges de la vie en créant des dispositifs facilitant l'accès des jeunes à la location ou à l'accession à la propriété d'un côté, et en renforçant son soutien aux travaux d'adaptation au vieillissement du parc privé de l'autre, afin de favoriser le maintien à domicile des personnes âgées.
- Le renouvellement urbain : pour faire face à la dégradation et la dévitalisation des bourgs de Lot-et-Garonne, le Conseil Départemental encouragera la reconquête des centres par les organismes de logements sociaux ou les particuliers, par des aides à l'acquisition immobilière de patrimoines délaissés et un soutien renforcé à la remise sur le marché de logements vacants. Une aide au ravalement de façades sera également créée afin de revaloriser les secteurs stratégiques : places de villages ou artères commerçantes.

La commune n'est pas concernée par le Plan Départemental de l'Habitat.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique :

En 2009, la région Aquitaine a lancé une étude régionale, Trame Verte et Bleue Aquitaine visant à maintenir et consolider un réseau écologique sur le territoire régional. Cette étude préfigure le SRCE de la région Aquitaine, lancé en 2011.

Le Schéma Régional Climat, Air et Energie (SRCAE) :

L'Etat et la Région Aquitaine ont approuvé le Schéma Régional Climat, Air et Energie (SRCAE) en 2012. Il définit les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables et terrestres et d'amélioration de la qualité de l'air.

Les cinq objectifs stratégiques du SRCAE sont les suivants :

- Sensibilisation et dissémination d'une culture énergie climat pour une prise de conscience généralisée des enjeux,
- Approfondissement des connaissances des acteurs du territoire, préalable à une définition adaptée des actions,
- Construction d'un cadre de gouvernance préalable à une démarche partagée et partenariale,
- Développement d'outils financiers et juridiques pour réussir le changement d'échelle,
- Déploiement généralisé des actions air énergie climat sur le territoire aquitain. 29 orientations découlent de ces objectifs et sont réparties en 7 thématiques : Bâtiment, Industrie, Agriculture, Transports, Energie et réseaux, Adaptation au changement climatique et Qualité de l'air.

Le Schéma Régional Eolien :

La loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 a donné un cadre pour mettre en œuvre l'engagement de la France de réduire ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020 et 2050. L'article 90 de cette loi prévoit ainsi l'élaboration d'un Schéma Régional Eolien qui doit notamment identifier les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne terrestre.

Le Schéma Régional Eolien élaboré par l'État et la Région a été arrêté le 6 juillet 2012 puis annexé au Schéma Régional Climat Air Energie le 15 novembre 2012. Il définit les parties du territoire Aquitain favorables au développement de l'énergie éolienne qui peut conduire à l'implantation de Zones de Développement de l'Eolien (ZDE) : en Aquitaine, cela concerne 1.655 communes, représentant une superficie de 18.350 km² soit 72% des communes d'Aquitaine et 45 % du territoire de l'Aquitaine. Le SRE a été approuvé par le Préfet de la Région par arrêté en date du 6 juillet 2012 puis annexé au SRCAE le 15 novembre 2012.

La commune est concernée par le SRE

Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux :

La gestion des déchets est encadrée par le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND) du Lot-et-Garonne approuvé le 18 mars 2009.

Les objectifs de ce plan sont les suivants :

- Prévoir la mise en place d'un programme de prévention et de sensibilisation pour réduire de 9% le volume des ordures ménagères d'ici 2016 et diminuer l'apport de déchets en déchèterie et pour réduire la toxicité des déchets ménagers,
- Accroître le taux de valorisation pour atteindre les objectifs règlementaires et ainsi réduire le tonnage de déchets résiduels non recyclables à éliminer.
- Aller vers une autosuffisance du département concernant le transfert et le traitement et privilégier les techniques de traitement respectueuses de l'environnement.

La commune est concernée par ce plan. Le PLU devra prendre en compte l'ensemble de ces documents.

2.2 Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le SAGE

Le SDAGE :

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne. Le SDAGE est un plan d'action qui répond à l'obligation de résultat de la Directive cadre européenne sur l'eau pour atteindre le bon état des cours d'eau, lacs, nappes souterraines. Ce schéma a été adopté en décembre 2015 pour la période 2016-2021, même si cette démarche s'inscrit sur des échéances plus longues : 2010-2027. Le SDAGE permet la mise en œuvre des SAGE.

Le SAGE :

Instaurés par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, maintenant article L212-3 du Code de l'environnement, les SAGE sont des outils de planification locale sur un territoire hydrographique cohérent (sous-bassin ou aquifère). Ils sont élaborés sur initiative locale et permettent de mettre en place des actions concertées entre usagers, collectivités et services de l'État.

Aujourd'hui sur le bassin hydrographique Adour-Garonne, il existe 26 SAGE, dont 17 en région Nouvelle-Aquitaine. Le SAGE Nappes profondes de Gironde, par exemple, a pour enjeux la préservation et la valorisation des eaux souterraines.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la vallée de la Garonne cherche à répondre à plusieurs enjeux avec lesquels le PLU devra être compatible. Actuellement ce document est en cours d'élaboration et devra s'appliquer pour la période 2017-2025.

2.3 Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Pour l'instant, aucun document d'urbanisme de type Schéma de Cohérence Territoriale ne s'impose au Plan Local d'Urbanisme que la commune élabore sur son territoire.

L'article L.122-2 du code de l'urbanisme stipule que sauf dérogation, l'ouverture à l'urbanisation de communes ne disposant pas de SCOT est interdite.

La loi Grenelle 2 modifie l'article L122-2 du code de l'urbanisme sur la constructibilité limitée des communes situées en dehors d'un périmètre SCOT en revenant à une application plus large mais progressivement.

Les communes concernées sont et seront celles situées :

- du 01/01/2013 au 31/12/2016 : à 15 kms du littoral ou d'une agglomération de + 15 000 hab. (version SRU) ;

- à compter du 01/01/2017 : toutes les communes en dehors d'un périmètre SCOT.

Ainsi la loi Grenelle 2 incite à une généralisation des SCOT à l'ensemble du territoire français.

La commune se trouve à 15 km d'une agglomération de plus de 15 000 habitants, toute ouverture à l'urbanisation de zone actuellement non classée urbaine ou ouverte à l'urbanisation devra faire l'objet d'une demande de dérogation auprès de M. le Préfet.

2.4 Prise en compte des études en cours

Le projet de PLU devra aussi intégrer les documents de cadrage qui intéressent le territoire de la commune : le Schéma Départemental d'aménagement numérique du Conseil Départemental du Lot-et-Garonne etc.

Ce qu'il faut en retenir :

Dans le cadre de son développement, la commune s'est rapprochée de la communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas afin de prévoir un projet respectueux des dispositions communautaires. La communauté de communes devra être associée à l'élaboration du PLU.

Par ailleurs, le PLU devra :

> intégrer les études en cours de réalisation sur le territoire.

> obtenir l'accord du Préfet pour ouvrir à l'urbanisation des zones naturelles et des zones d'urbanisation future.

NB : Depuis la réalisation du diagnostic et avec la fusion de la Communauté de communes du canton de Prayssas et la Communauté de Communes du Confluent, le nouvel EPCI est devenu compétent en planification le 1^{er} janvier 2017. Ainsi, le Conseil Municipal de Lagarrigue a délibéré le 03 avril 2017 pour donner son accord sur l'achèvement de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme communal par la Communauté de communes du confluent et des coteaux de Prayssas.

3. Les contraintes de la commune

Le parti d'aménagement prévu pour les communes doit prendre en considération toutes les contraintes d'ordre physique, réglementaire ou concernant les réseaux présents sur le territoire communal. Ces contraintes vont peser sur les orientations à retenir pour le développement ultérieur de la commune.

3.1 Les éléments physiques

En matière de prévention des risques majeurs, l'Etat doit faire connaître les risques et veiller à leur prise en compte par les collectivités locales. Le rôle des maires consiste à prendre en considération les risques naturels sur leur commune notamment dans l'établissement du droit des sols. Depuis 1987, les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent.

3.1.1. Les arrêtés de catastrophes naturelles

L'historique des arrêtés de catastrophes naturelles est un indicateur des risques encourus sur le territoire communal.

Plusieurs arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle ont été publiés au journal officiel :

- inondation et coulées de boue en 1982, 1990 et 2009.
- Inondations, coulées de boue et mouvement de terrain en 1999.

3.1.2. Les risques d'inondation

La commune est impactée par le risque inondation. Des arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris pour inondation et coulées de boue en décembre 1982, 1990, 1999 et en 2009.

Les éléments relatifs aux arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sont réputés fiables car directement issus du secrétariat de la commission nationale. Par contre, les informations sur les PPR ne peuvent servir de base pour la mise en place de l'information aux acquéreurs et locataires. Seuls les arrêtés préfectoraux, publiés sur les sites des préfectures, offrent la garantie d'exhaustivité nécessaire.

Il conviendra donc de ne pas étendre l'urbanisation dans l'ensemble des zones inondables afin de préserver les champs d'inondation.

Seuls les secteurs fortement urbanisés pourront en effet figurer dans les zones constructibles et soumis à des aléas modérés (hauteur d'eau inférieure à un mètre lors des crues exceptionnelles).

3.1.3. Les mouvements de terrain

Le mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est principalement dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion, favorisés par l'action de l'eau, du vent et de l'homme.

Ces mouvements de terrain font partie des risques naturels auxquels la France est confrontée. La classification de ces mouvements de terrain repose sur la vitesse avec laquelle ils se produisent. La première catégorie regroupe les mouvements lents et continus, tels que les affaissements, les tassements et les glissements. En s'accéléralant, ces derniers peuvent être rattachés, tout comme les effondrements, à la seconde catégorie : les mouvements rapides et brusques.

Les conséquences de ces catastrophes peuvent être multiples : évacuation de bâtiments, ensevelissements et destructions d'habitations, perte de vies humaines etc. Face à ces phénomènes, le rôle des autorités consiste à développer l'information du public sur les zones à risques.

Des arrêtés de catastrophe naturelle ont également pris pour des mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse en décembre 2000, 1999, octobre 2003 et janvier 2005.

La commune est concernée par un risque mouvement de terrain et mouvement de terrain – tassements différentiels, retrait-gonflement des argiles. La carte des d'aléas a été modifiée par le BRGM en 2012/2013. Le niveau d'aléa sur le territoire communal est dorénavant de faible à fort.

Elle est également concernée par un Plan de prévention des risques retrait-gonflement des argiles – tassements différentiels qui a été prescrit le 21/12/2012.

3.1.4. Le risque sismique

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante (articles R.563-1 à R.563-8 du code de l'environnement, modifiés par le décret no 2010-1254 du 22 octobre 2010, et article D.563-8-1 du code de l'environnement, créé par le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010) :

- une zone de sismicité 1 (très faible) où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les ouvrages « à risque normal »,
- quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux bâtiments et ponts « à risque normal ».

L'actualisation du zonage sismique réglementaire français en 2010 a été rendue nécessaire par l'évolution des connaissances scientifiques et la mise en place du code européen de construction parasismique, l'Eurocode 8 (EC8). Ce nouveau zonage sismique a été défini à la suite d'études scientifiques d'évaluation de l'aléa sismique, fondée sur une méthode probabiliste, avec une période de retour de référence de 475 ans, conformément aux normes EC8, et prenant en compte l'amélioration de la connaissance de la sismicité historique et des failles sismotectoniques actives, ainsi que de nouvelles données de sismicité instrumentale sur le territoire français.

Ce nouveau zonage est en vigueur depuis le 1^{er} mai 2011. Il est plus précis, en se basant sur les limites communales, et non plus les limites cantonales

**La commune est concernée par le risque sismique. Elle est classée en zone 1, soit
risque très faible.**

18

3.1.5. Le risque feux de forêt

Le Plan de Protection des Forêts Contre les Incendies vise, à l'échelle du massif aquitain, à :

- Définir la cohérence des actions de protection des forêts contre l'incendie
- Orienter la stratégie et les actions de l'État, des collectivités territoriales et des acteurs de la DFCI en matière de prévention, prévision et lutte.

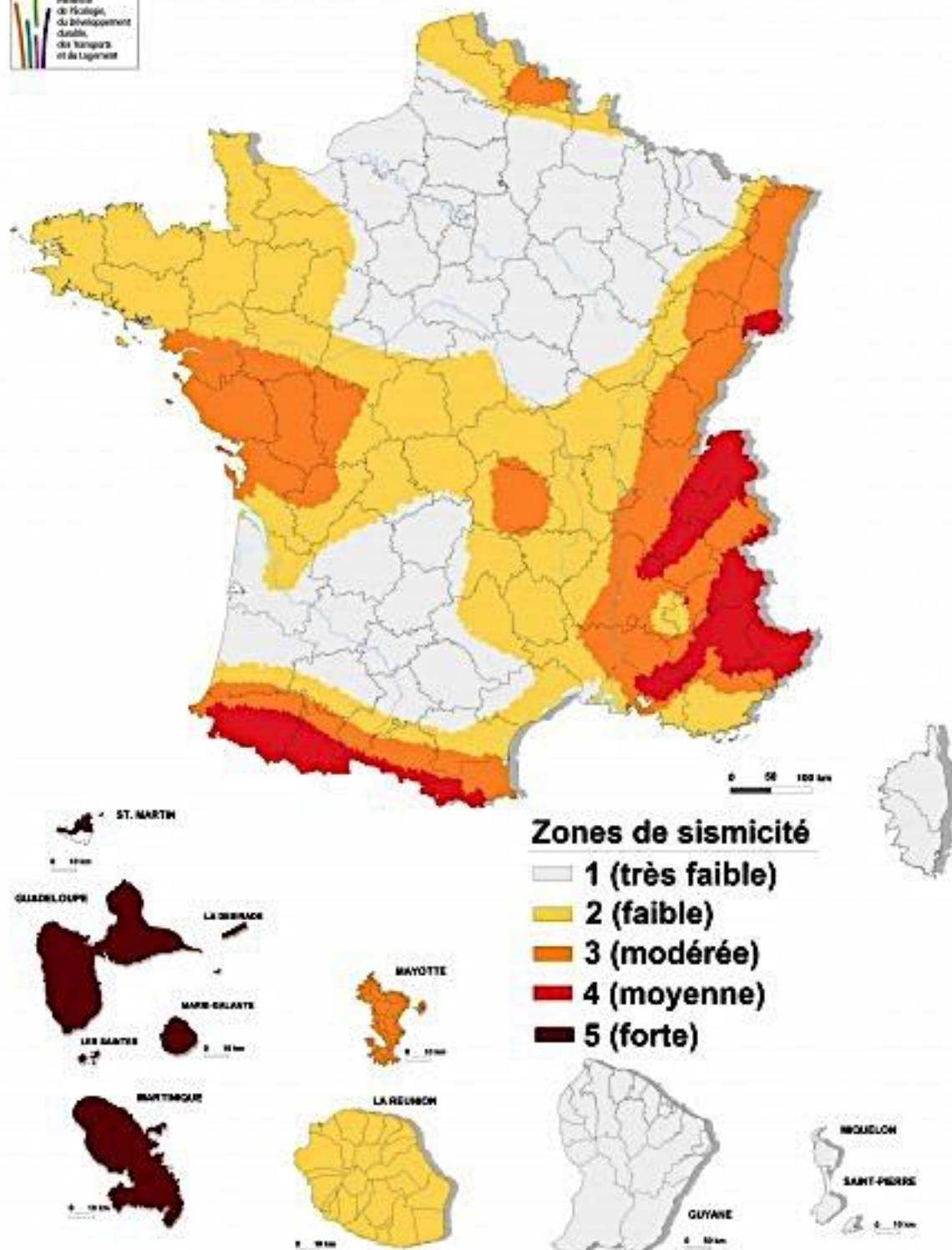
En particulier, les objectifs sont « la diminution du nombre d'éclosions de feux de forêt et des superficies brûlées et la prévention des conséquences de ces incendies sur les personnes, les biens, les activités économiques et sociales et les milieux naturels ».

L'atlas départemental du risque d'incendie de forêt, approuvé et diffusé en mairies le 21/06/2011, fournit une analyse des composantes du risque par grandes zones géographiques. Il décline, pour chaque zone, les grands enjeux à prendre en compte dans la politique de prévention du risque.

Le dossier départemental sur les risques majeurs traite aussi du risque d'incendie de forêt.

Lagarrigue comporte une surface boisée de 33 hectares soit 7,5% de la surface communale, et à ce titre, elle est concernée par le risque de feux de forêt.

Nouveau zonage sismique de la France



3.2. Les autres contraintes et risques

3.2.1. Les risques industriels et agricoles

En termes de prévention des risques technologiques, industriels ou de prévention des nuisances, les dangers éventuels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement doivent être également recensés, en particulier ceux liés au stockage de matières toxiques ou inflammables et celles relevant de l'activité agricole. Dans l'analyse de l'environnement devrait, par exemple, figurer une localisation spatiale des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation/déclaration afin de clairement présenter les risques/contraintes existantes, notamment pour l'habitat environnant.

Dans le souci de minimiser les nuisances par rapport aux activités agricoles, il y a lieu d'insister sur les dispositions de l'article L.111-3 du code rural qui rétablit « la règle de réciprocité » ; la même exigence d'éloignement doit être imposée aux projets de construction à usage non agricole nécessitant un permis de construire (à l'exception des extensions des constructions existantes) situés à proximité de bâtiments agricoles existants que celle prévue pour l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles.

Pour les bâtiments agricoles d'élevage, il y a également lieu de rappeler que les distances minimales d'éloignement définies dans le règlement sanitaire départemental doivent être respectées.

Une installation classée présentant des risques sanitaires existe sur le territoire communal, il s'agit de de l'EARL Domaine du Barry domicilié à Barry pour la culture de céréales et cultures industrielles.

3.2.2. Les risques sanitaires

Bien que ceux-ci ne relèvent pas directement des documents d'urbanisme, il convient tout de même de les prendre en compte.

Selon l'article L.220-1 du code de l'environnement *« l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. Cette action d'intérêt général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie »*.

Dans cette optique, le PLU peut notamment conseiller :

- L'emplacement judicieux des zones artisanales et industrielles vis-à-vis des secteurs résidentiels en fonction des vents dominants ;
- Un développement harmonieux de l'urbanisation limitant les transports automobiles ;
- La diversification des plantations afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens.

L'article L.1334-7 du code de la santé publique précise que *« un état mentionnant la présence ou, le cas échéant, l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente de certains immeubles bâtis »*.

Les textes pris pour l'application de ces dispositions (décret n° 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996) précisent que celles-ci concernent tous les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997. Bien que ces dispositions ne concernent pas directement les documents d'urbanisme, elles pourraient être diffusées, et « médiatisées », par l'intermédiaire du document d'urbanisme à travers, par exemple, la phase de concertation au public. .

3.2.3 La gestion des déchets

L'évolution des modes de vie et des habitudes alimentaires conjuguée à la croissance démographique ont une incidence reconnue sur l'augmentation de la quantité de déchets produits. La production d'ordures ménagères a ainsi doublé en 40 ans en France. La gestion des déchets représente aujourd'hui un véritable enjeu tant financier (en raison de l'augmentation croissante des coûts de traitement) qu'environnemental (gaspillage de matières premières, émissions de GES, etc.)

Lagarrigue est gérée par le SMIVAL pour les déchets ménagers et assimilés et la collecte est faite par le SMICTOM Lot Garonne Baïse.

Les collectes s'effectuent de la façon suivante :

- Collecte des déchets ménagers et déchets banals assimilés au porte à porte deux fois par semaine
- Collecte du tri sélectif en zone urbaine au porte à porte une fois par semaine.

3.2.4. Le bruit

Le bruit est perçu comme l'une des premières nuisances par 40% des français. La loi SRU orientant l'aménagement de la ville selon les principes de développement durable nécessite une considération accrue des impacts du bruit urbain sur la population. En effet, la loi SRU a posé les principes d'un urbanisme qui favorise la diversité des fonctions urbaines et une utilisation économe des espaces. Mais la mixité des fonctions urbaines (transport, artisanat et petite industrie, commerces, loisirs, habitat, enseignement, établissements médico-sociaux ...) multiplie les points de conflits entre les sources de bruit et les secteurs calmes.

Le bruit doit être pris en compte dans les projets d'urbanisme car il peut affecter gravement l'état de santé des populations exposées. Il peut être à l'origine :

- de troubles du sommeil à proximité d'infrastructures de transport mais aussi au voisinage d'activités économiques ou de loisirs bruyants,
- d'une gêne, d'un inconfort qui se traduit par des contraintes importantes apportées à l'usage du logement ou des espaces extérieurs dans les zones d'habitation,
- de réactions de stress conduisant à des pathologies parfois graves tant somatiques ou nerveuses que psychiques.

Textes réglementaires sur la prise en compte du bruit des infrastructures dans l'environnement :

- Directive n°2002-49-CE du 25 Juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;
- Ordonnance du 12 Novembre 2004 ratifiée par le conseil d'Etat le 20 Janvier 2005 – transposition par la loi 2005-1019 du 26 Octobre 2005 – articles L. 572-1 à L. 572-11 du Code de l'Environnement ;
- Décret 2006-361 du 24 Mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement – articles R. 572-1 à R. 572-11 du Code de l'Environnement ;
- Arrêtés des 3 et 4 Avril 2006 relatifs à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;
- Circulaire du 7 Juin 2007 relative à l'élaboration des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement.

3.2.5. Les carrières

Le schéma régional des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources, y compris marines et issues du recyclage,

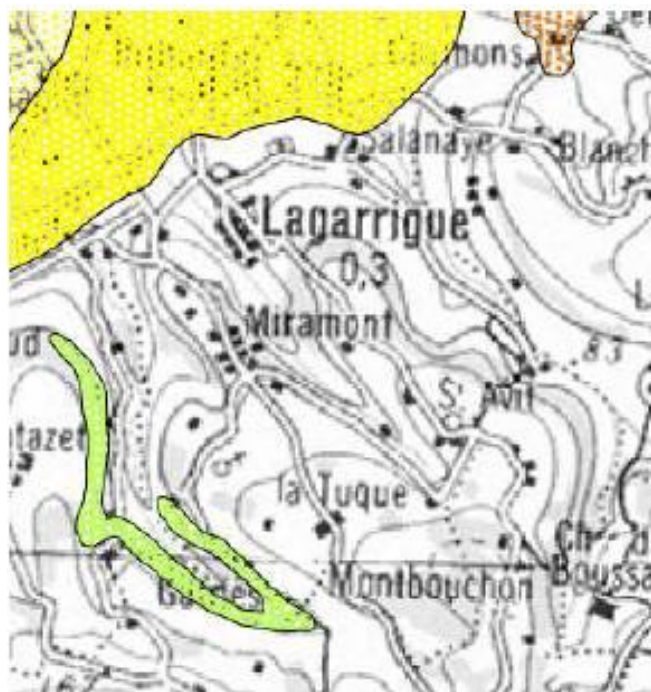
ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace, l'existence de modes de transport écologiques, tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage. Il identifie les gisements potentiellement exploitables d'intérêt national ou régional et recense les carrières existantes. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites.

Le schéma régional des carrières est élaboré par le préfet de région. Le contenu du schéma, les modalités et les conditions de son élaboration, de sa révision et, le cas échéant, de sa modification sont précisés par décret en Conseil d'État.

Le Schéma Départemental des Carrières, approuvé par arrêté préfectoral en date du 29 juin 2006, identifie les zones prioritaires pour la création des nouvelles carrières, en fonction des besoins recensés à échéance de 10 ans.

Pour satisfaire les besoins en matériaux tout en protégeant l'environnement, le schéma départemental des carrières a pour objectifs clés la préservation de la ressource, la promotion d'une utilisation rationnelle des matériaux, la réduction du recours aux matériaux alluvionnaires, la recherche de modes de transport adaptés, la prise en compte du devenir des sites, et la protection de l'environnement.

La convention départementale a été signée le 7 avril 2009 et fixe les actions opérationnelles qui comportent des modes opératoires respectueux de la protection de l'environnement et des principes du développement à optimiser.



Source : Schéma Départemental des Carrières

3.3. Les servitudes d'utilité publique

Plusieurs servitudes ont été répertoriées sur la commune :

Code	Numéro	Intitulé	Acte ayant institué la servitude
A2	1614	A.S.A Aiguillon – Galapian -Lagarrigue	Décret 13/06/1961
A5	117	Canalisations d'eau et d'assainissement	Loi du 04/08/1962
I4B	15	Transport et distribution d'énergie électrique – Moyenne tension	Loi du 15 juin 1906 modifiée

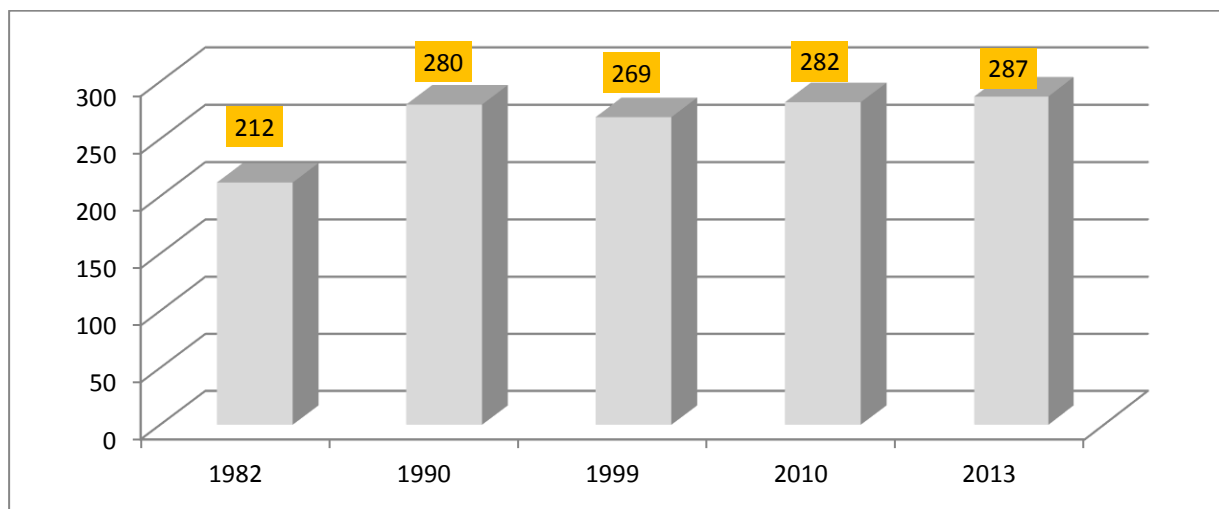
Source : Porter à Connaissance de la DDT 47

Les servitudes d'application générale A5 (réseaux d'eau potable et d'assainissement) et I4B (réseau électrique moyenne tension) ne sont pas cartographiées.

LA DEMOGRAPHIE

1. Une croissance importante de la population depuis 1982

Evolution de la population communale



Source : Insee, RGP, 2010

La population communale a évolué en plusieurs phases :

- Entre 1982-1990, la population a augmenté de 68 habitants, correspondant à une hausse de 32%.
- Entre 1990-1999, la population communale a baissé de 4%.
- Au recensement de 2010, la commune compte 282 habitants, soit une augmentation de 4,8%.

L'augmentation du nombre d'habitants et la présence des constructions récentes s'expliquent par la qualité et le cadre de vie.

Au recensement INSEE de 2013, la population communale s'élevait à 287 habitants, soit une augmentation de 1,7%.

Taux de croissance démographiques de la population

	1982-1990	1990-1999	1999-2010
Taux d'évolution annuel	+3,5%	-0,4%	+0,4%
Dû au solde naturel	+0,5%	+0,2%	+0,6%
Dû au solde migratoire	+3,1%	-0,7%	-0,1%

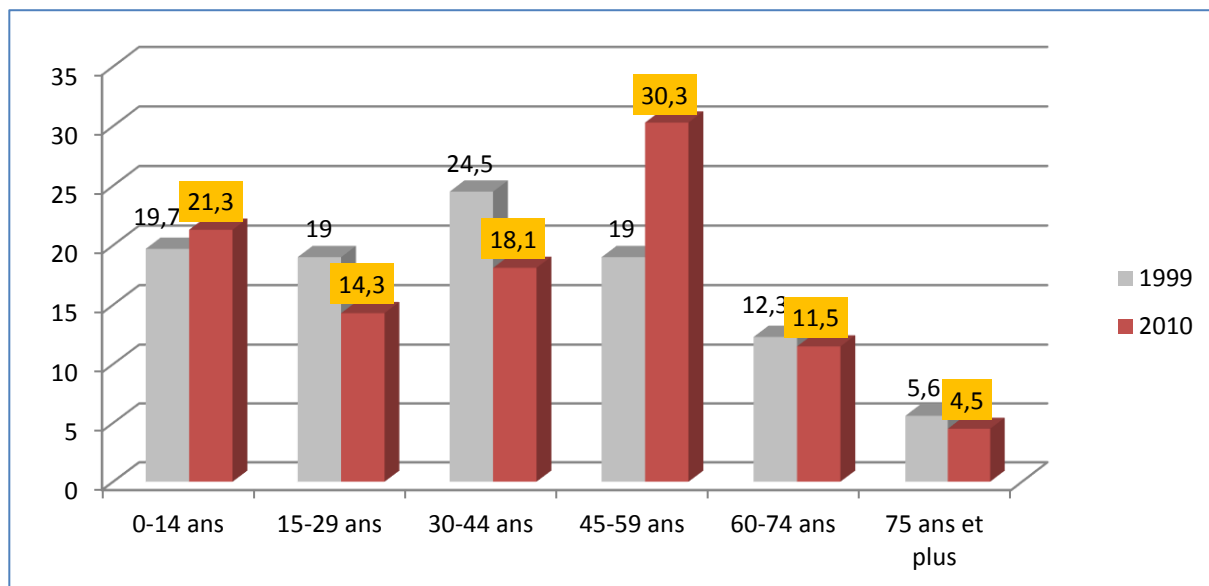
Source : Insee, RGP, 2010

L'augmentation démographique observée sur la commune entre 1982-1990 est le résultat du solde naturel et migratoire positifs. Ceci indique que la commune attire de plus en plus de jeunes couples désirant agrandir leur ménage. La principale raison de l'attractivité de la commune s'explique par le coût inférieur de l'immobilier (dans le domaine locatif que pour l'accession à la propriété). Par ailleurs, l'intérêt représenté par le cadre de vie paisible justifie également un argument important pour expliquer l'attractivité de la commune.

2. La composition de la population

a. La répartition de la population par tranche d'âge

Evolution de la structure de la population par tranche d'âge en pourcentage



Source : Insee, RGP, 2010

Entre les deux recensements, l'évolution de la démographie influence la structure de la population par tranche d'âge.

Cette évolution de la population entre 1999 et 2010 par tranche d'âge souligne :

- une augmentation des tranches d'âge de 0-14 ans ;
- une diminution des 15-29 ans, 30-44 ans, des 60-74 ans et 75 ans et plus ;
- une forte augmentation des 45-59 ans.

En 2010, la tranche d'âge des 45-59 ans représente la catégorie de la population la plus importante de la commune. L'augmentation de cette tranche illustre un élément dynamique positif pour les personnes en accession à la propriété.

En 2010, la population âgée de 0 à 44 ans représente 53,7 % contre 63,2% en 1999.

➤ L'indice de jeunesse

L'indice de jeunesse correspond au nombre de jeunes de 0 à 19 ans divisé par celui des personnes de 60 ans et plus. Plus l'indice est élevé et plus la population est jeune (plus il est faible et plus elle est âgée). La commune dispose d'un indice de jeunesse de 1,56. La commune de Lagarrigue dispose donc d'une population relativement jeune qu'il faudra conforter sur le territoire. Cette jeune population permet de participer au renouvellement de la population. A titre de comparaison, celui du département en 2009 s'établissait à 0,75.

Ce qu'il faut en retenir :

La structure de la population par tranche d'âge permet d'analyser l'évolution démographique communale. La croissance démographique entre 1999 et 2010 a montré que les catégories les plus représentées sur la commune sont les 45-59 ans. Ceci témoigne de l'attraction de la commune pour les ménages en accession à la propriété.

Structure de la population communale par tranche d'âge en pourcentage en 2010	Structure de la population par tranche d'âge en pourcentage dans le département du Lot-et-Garonne en 2009
<p>0-14 ans 15-29 ans 30-44 ans 45-59 ans 60-74 ans 75 ans et plus</p>	<p>0-14 ans</p>
Source: Insee, RGP, 2010	Source : Insee, RGP, 2009

En 2010, les jeunes de moins de 15 ans que compte la commune représentent 21,3% de la population communale. La part de cette catégorie est largement supérieure à la moyenne départementale (16,4%). Les tranches d'âge des 45 à 74 ans représentent 41,8% de la population communale alors qu'au niveau départemental, ces mêmes tranches représentent seulement 38,1%. En conclusion et en comparaison avec les données départementales, la commune présente une forte proportion d'habitants en âge d'acquies un logement souvent en deuxième accession.

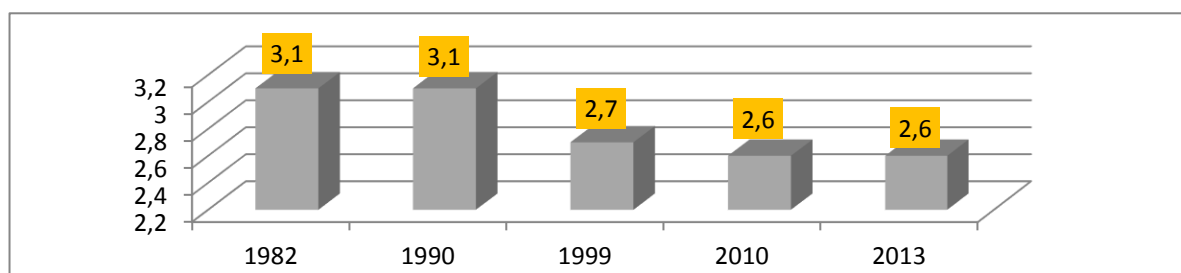
Ce qu'il faut en retenir :

La structure de la population par tranches d'âge permet d'appréhender l'évolution démographique de la commune. La population jeune est bien représentée sur la commune.

b. La taille des ménages

Entreprendre une géographie des ménages, c'est étudier les variations spatiales de la taille et des compositions d'une des cellules de base de la société française. En matière d'habitat, les ménages constituent une donnée importante, en complément des données quantitatives sur les logements, dans la mesure où ils permettent d'évaluer les besoins en fonction du développement démographique. En matière de consommation, cette donnée est également à prendre en considération. Le ménage constitue en effet l'unité de base qui détermine le calcul du marché de la consommation.

Evolution de la taille des ménages



Source : Insee, RGP 1999, 2010

La taille des ménages sur la commune est passée de 3,1 à 2,6 entre 1982 et 2010. Au niveau départemental, la taille des ménages représente 2,2 habitants. En 2010, la taille des ménages représente 2,6 habitants, supérieure à la moyenne nationale.

Ce qu'il faut en retenir :

La taille moyenne des ménages en 2010 de la commune est supérieure à la moyenne nationale. Cela reflète l'attraction de la commune pour les ménages avec enfant(s). Le nombre de personnes par ménage a tendance à diminuer avec le temps, passant de 3,1 à 2,6 personnes par ménage.

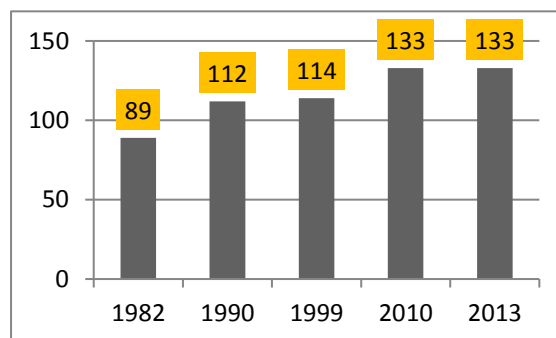
EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT

➤ L'évolution du parc de logements

Depuis 1982, le parc de logements de la commune a relativement augmenté, passant de 89 à 133, soit une progression de 49,4%. Cette augmentation du parc de logements observée sur la commune illustre le phénomène d'attractivité du territoire.

Au recensement INSEE de 2013, le parc de logements s'élevait à 133, identique au recensement de 2010.

Evolution du nombre de logements



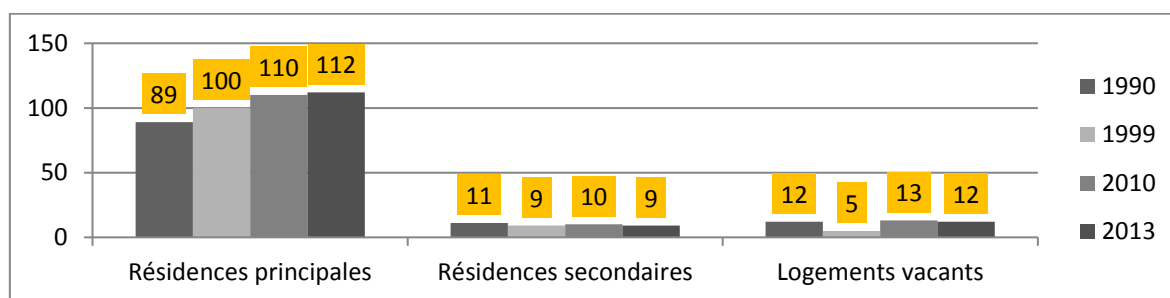
Source : INSEE, RGP, 2010

➤ La structuration des logements

Au recensement de 2010, la commune comprend 133 logements répartis comme suit :

- 110 résidences principales.
- 10 résidences secondaires ou occasionnelles.
- 13 logements ont été déclarés vacants.

Répartition du parc de logements par catégorie



Source : INSEE, RGP, 2010

Au recensement de 2013, la commune comprend 133 logements répartis comme suit :

- 112 résidences principales.
- 9 résidences secondaires ou occasionnelles.
- 12 logements ont été déclarés vacants.

Le nombre de résidences principales a augmenté de 21 unités, soit une progression de 23%.

Quant aux résidences secondaires, elles sont restées stables entre 1990-2010.

En ce qui concerne les logements vacants, après une forte baisse entre 1990-1999, ils ont relativement augmenté au dernier recensement, passant de 5 à 13, soit une hausse de 160%.

Il convient de préciser que 11 millions de logements sont vides dans l'Union Européenne. C'est le constat du très sérieux quotidien britannique **The Guardian** qui a publié une enquête recensant le nombre de logements vacants par pays membre de l'Union européenne.

La France se classe parmi les "mauvais élèves". Elle compte près de 2,4 millions de logements vides. Cette enquête souligne aussi que le nombre de sans-abris dans l'Union européenne est trois fois moins élevé que le nombre de logements vides. Le journal évalue ainsi à 4,1 millions le nombre de personnes qui n'ont pas de toit. C'est toutefois 50% de plus qu'il y a trois ans.

Les efforts en matière de réhabilitation des bâtiments vacants devront être un enjeu dans le développement de la commune et cela devra être pris en compte au moment de l'élaboration du PADD.

➤ L'analyse des statuts d'occupation et des types de logement

Environ 79,5% des habitants de la commune sont propriétaires de leur logement.

Les locataires représentent 18,7%.

1,8% des habitants de la commune sont logés gratuitement.

L'essentiel des logements de la commune est constitué d'habitat individuel. Cet habitat individuel se présente sous forme de pavillons et de lotissements.

Ces différentes typologies d'habitat sont à conforter sur la commune afin de répondre aux besoins d'une plus large tranche de population dans le but d'agir en faveur d'une mixité générationnelle et sociale de la population communale.

➤ La dynamique de construction

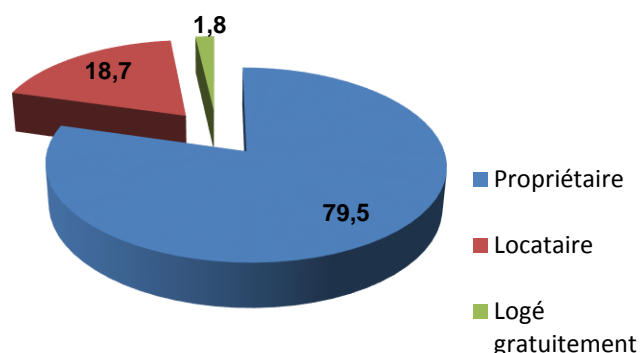
Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2010 :

	Nombre de ménages	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par logement
Ensemble	110	282	5,0
Depuis moins de 2 ans	9	25	4,7
De 2 à 4 ans	25	64	4,7
De 5 à 9 ans	16	40	5,2
10 ans ou plus	61	153	5,1

Source : Insee, RGP, 2010

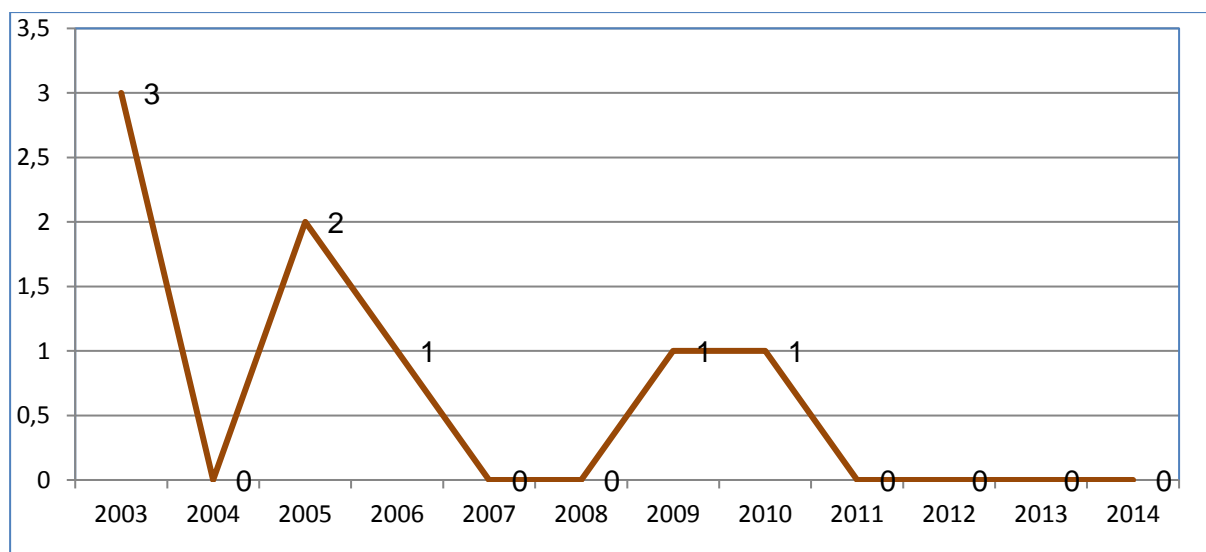
La commune présente une majorité de ménages installés depuis 10 ans ou plus. Il s'agit de la retranscription de la logique de construction d'un habitat individuel en milieu rural. Le nombre moyen de pièces par logement est de 4,7.

Répartition du parc de logements par catégorie



Source : Insee, RGP, 2010

Permis de construire



Source : Données communales

Le rythme de construction est différent selon les années : le nombre d'autorisations d'urbanisme délivrées pour le logement est ainsi passé de 3 en 2003 à 0 en 2004. Sur les quatre dernières années d'observation, aucun permis n'a été accordé.

Sur les 12 années d'observation 8 autorisations ont été délivrées pour le logement, soit une moyenne de 0,4625 PC/an pour une consommation foncière totale de 3,7 ha.

ECONOMIE

1. La population active

a. Evolution de la population active

Evolution de la population active

	1999	2010	2013
Population active	175	193	287

Source : INSEE, RGP, 2010

Au recensement INSEE de 2010, les emplois présents sur la commune sont estimés à 193 personnes actives. La commune attire des personnes qui s'installent sur le territoire pour la qualité de vie et ses paysages

Nombre de chômeurs

	1999	2010	2013
Taux de chômage	10,7	9,1	9,5

Source : INSEE, RGP, 2010

Le nombre de chômeurs représente en 2010 un effectif de 14 personnes sur la commune.

En 2010, le taux de chômage est de 9,1 % pour la commune.

En ce qui concerne le département du Lot-et-Garonne, les informations fournies par l'Insee, montrent que pour l'année 2009, le taux de chômage est estimé à 12,1%.

Le taux de chômage est bien inférieur à la moyenne départementale.

b. La structure de l'emploi

Evolution de la population active ayant un emploi

	1999	2010	2013
Population active ayant un emploi	162	179	141

Source : INSEE, RGP, 2010

Entre 1999 et 2010, le nombre d'actifs ayant un emploi a augmenté de 10%. Si on s'intéresse à la catégorie socio-professionnelle des actifs ayant un emploi, on remarque que les plus représentées sur la commune appartiennent à la catégorie professionnelle aux revenus généralement considérés comme modestes (agriculture, ouvriers, employés).

Ce qu'il faut en retenir :

La population active a relativement augmenté entre 1999-2010, passant de 175 à 193 personnes, soit une hausse de 10%.

La part des actifs travaillant dans la commune de résidence est relativement faible par rapport à la population active.

La grande part des emplois se polarise en dehors de la commune.

L'enjeu est de limiter le processus de résidentialisation qui a commencé à s'opérer sur la commune.

c. Revenus moyens

évolutions revenus fiscales moyennes par foyer

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Revenus moyens Lagarrigue	2 410€	1 856€	3 050€	2 701€	2 286€	1 807€	3 930€

Source : calculs JDN d'après ministère de l'Economie, 2012

Le revenu fiscal de référence par foyer pour la commune de Lagarrigue a fortement augmenté, passant de 1800 euros à plus de 3000 euros.

Ce qu'il faut en retenir :

Le revenu fiscal de référence moyen par foyer s'élève en 2009 à 24 035 euros.

	1999	2010
Travaillent dans la commune de résidence	21	16
Dans une autre commune autre que la commune de résidence	88	123
Situé dans le département de résidence	84	116
Situé dans un autre département de la région de résidence	1	2
Située dans une autre région en France métropolitaine	3	5
Situé dans une autre région hors de France métropolitaine	0	0

2. L'offre économique

a. L'emploi sur le territoire communal

Evolution des emplois et activité sur la commune

	1999	2010
Nombre d'emploi dans la zone	40	49
Actifs ayant un emploi résident dans la zone	109	139
Indicateur de concentration d'emploi	36,7	35,3

Source : Insee, RGP, 2010

En 2010, le nombre d'emploi dans la zone s'élève à 49 contre 40 en 1999.

L'indicateur de concentration d'emploi, de 35 est moyen. Il correspond au nombre d'emplois disponibles dans la commune pour 100 actifs ayant un emploi résidant sur la commune.

b. des emplois nécessitant l'utilisation de la voiture

Il y a très peu de services sur le territoire. On trouve cependant quelques activités artisanales, commerciales, industrielles installées.

On constate ainsi que la zone d'emploi se situe en dehors de la commune : 123 personnes en 2010.

Compte tenu du fait que la commune ne peut procurer de l'emploi à tous ses habitants, la voiture devient le premier moyen de transport utilisé pour effectuer la navette quotidienne de résidence et de travail. Ce mode de déplacement représente ainsi pratiquement plus de 90% du total des sorties du territoire communal et plus de 90% également des entrées.

A l'heure de la loi SRU et ENE, notamment la réduction des gaz à effet de serre et de la prise en compte des problématiques environnementales dans le cadre des politiques de déplacement, il est impératif dans le cadre du développement futur de la commune de tenir compte de ce paramètre.

Ce qu'il faut en retenir :

Compte tenu de la configuration du territoire et de l'absence d'emploi sur la commune. La voiture reste nécessaire pour les migrations domicile-travail.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, un des objectifs de la commune est de conforter les emplois et d'encourager l'utilisation d'autres modes de transport.

ACTIVITE AGRICOLE

La réalisation du diagnostic agricole sur la commune de Lagarrigue consiste à faire participer l'ensemble des agriculteurs du territoire. L'animation de terrain est essentielle pour la prise en compte à la fois des besoins réels mais aussi des perspectives d'évolution des entreprises agricoles (concept de développement durable).

Dans une commune comme Lagarrigue, les entreprises agricoles sont des entités économiques importantes qui occupent et façonnent l'espace.

➤ **Les objectifs**

La réalisation de ce diagnostic consiste à donner une image précise, à l'instant « t », de l'agriculture sur le territoire communal. Ainsi, s'en dégagent ses points forts et ses points faibles. Par ailleurs, il sera mis un accent particulier sur les perspectives d'évolution de cette agriculture lors des dix prochaines années. Ce diagnostic servira de base de réflexion et de discussion pour la définition des orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) puis lors de l'élaboration du zonage du PLU. Il met en exergue les différents éléments du milieu agricole et plus généralement de l'espace rural.

➤ **Les différentes phases de travail**

La méthodologie adoptée pour atteindre les objectifs fixés repose d'une part sur l'analyse des données existantes et d'autre part sur un travail de prospection et d'animation auprès des agriculteurs.

Deux phases de travail ont été réalisées :

- Analyse des données statistiques existantes (Institut National des Statistiques et des Études Économiques, Recensement Général Agricole, zones de protection particulière),

Avril 2014

- Présentation de la démarche PLU, de l'impact sur les exploitations et de la méthodologie de travail avec les exploitants agricoles de la commune.
Enquêtes auprès des agriculteurs de la commune afin de :
 - compléter les données concernant l'occupation agricole des sols,
 - localiser les sièges d'exploitation, les bâtiments agricoles et les perspectives d'évolution de chaque bâtiment,
 - recueillir auprès de chacun des exploitants des informations complémentaires sur le devenir de l'entreprise,

19 Mai 2014 (16 exploitations enquêtées)

a. L'évolution de l'agriculture sur la commune

Evolution de l'activité agricole

Données	Commune de Lagarrigue	Département du Lot-et-Garonne
Population	282 hab. (2010)	331 123 hab. (2010)
Superficie totale	438 ha	536 100 ha
Surface agricole utile (2000)	206 ha (47,0%)	302 196 ha (56,4%)
Surface agricole utile (2010)	193 ha (44,1%)	284 313 ha (53%)
Nombre d'exploitations professionnelles 2000 (RGA)	9	9 346
Nombre d'exploitations professionnelles 2010 (RGA)	6 (-33,3%)	7 207 (-22,9%)
SAU moyenne par exploitation en 2010 (RGA)	32,2 ha	39,4 ha

Source : AGRESTE (2010)

Cette première approche statistique est consacrée à l'analyse de l'évolution de l'agriculture de la commune. Elle est réalisée à partir des différents recensements agricoles qui permettent de se baser sur des données comparables dans le temps.

L'activité économique de la commune de Lagarrigue est l'agriculture. Elle représente en 2010, 44,1% du foncier du territoire. Entre 2000 et 2010, ces surfaces ont légèrement diminué (-6,3%) passant de 206 ha à 193 ha.

L'évolution récente (1988 - 2010) montre une érosion constante du nombre des exploitations agricoles qui est passé de 13 exploitations en 1988 à 6 en 2010 soit une perte de 54% d'effectifs.

Dans le même temps, la SAU moyenne par exploitation a augmenté significativement, passant de 21,3 ha en 1988 à 32,2 ha en 2010, soit une progression de 51%.

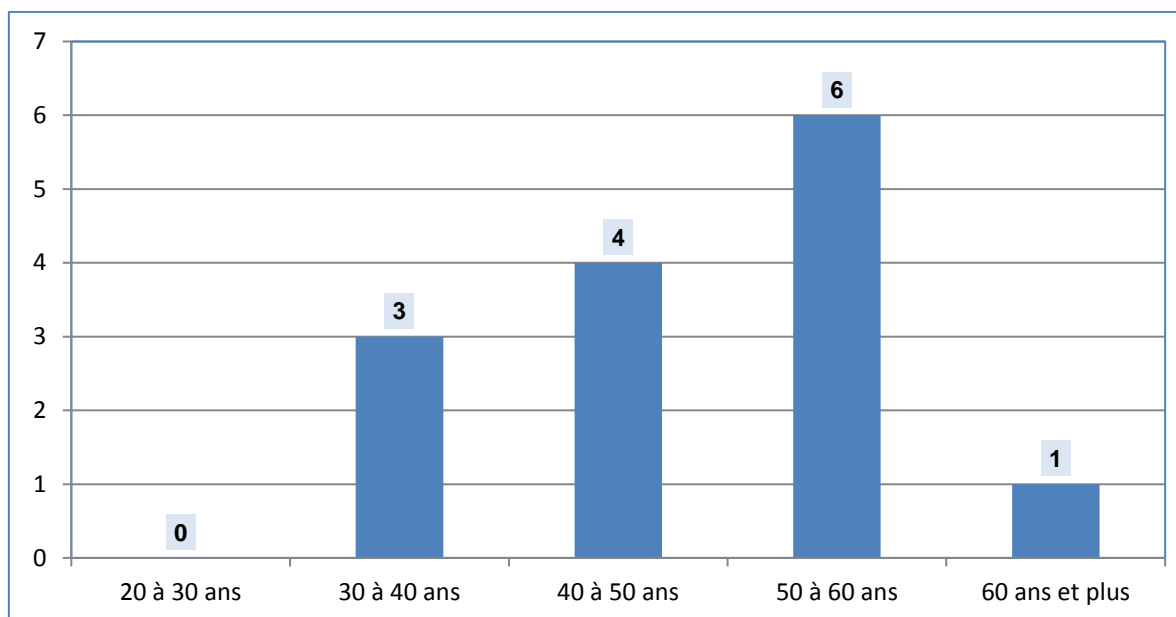
Cette dynamique atteste de la restructuration des exploitations agricoles et de l'apparition de plus en plus importante des gros exploitants avec en corolaire une disparition progressive des petits exploitants.

La répartition des chefs d'exploitations par classes d'âges montre que la part la plus importante concerne celle des 50 à 60 ans qui comptabilise 6 agriculteurs soit 42,9% de l'effectif total. Ils sont suivis par la tranche des 40-50 ans représentant 28,6%, puis des 30-40 ans comptant pour 21,4% de l'effectif global. Un seul exploitant à plus de 60 ans.

La constitution de sociétés (EARL, SCEA) permet également aux jeunes de s'installer conjointement avec le cédant, les parents le plus souvent. A ce titre la part des moins de 40 ans est non négligeable. On dénombre sur le territoire, quatre EARL, une SCEA et une SCI. Après enquête lors de la réunion du 19 mai 2014, la majorité des exploitations enquêtées est plutôt en "régime de croisière" avec des structures bien en place et des possibilités de maintien par leur associé ou descendant. A court/moyen terme, une seule cessation d'activité est recensée.

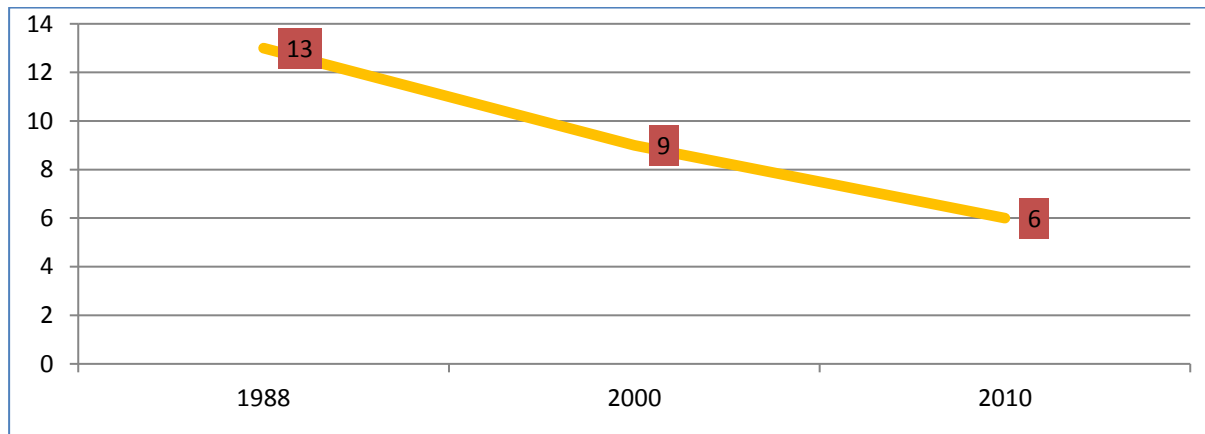
TABLEAU DE BORD

Répartition de l'ensemble des chefs d'exploitation par classe d'âge sur de Lagarrigue



Source : Réunion du 19 mai 2014 et données communales

Evolution du nombre d'exploitations sur la commune de Lagarrigue de 1988 à 2010



Source : RGA, AGRESTE (2010)

TABLEAU DE BORD

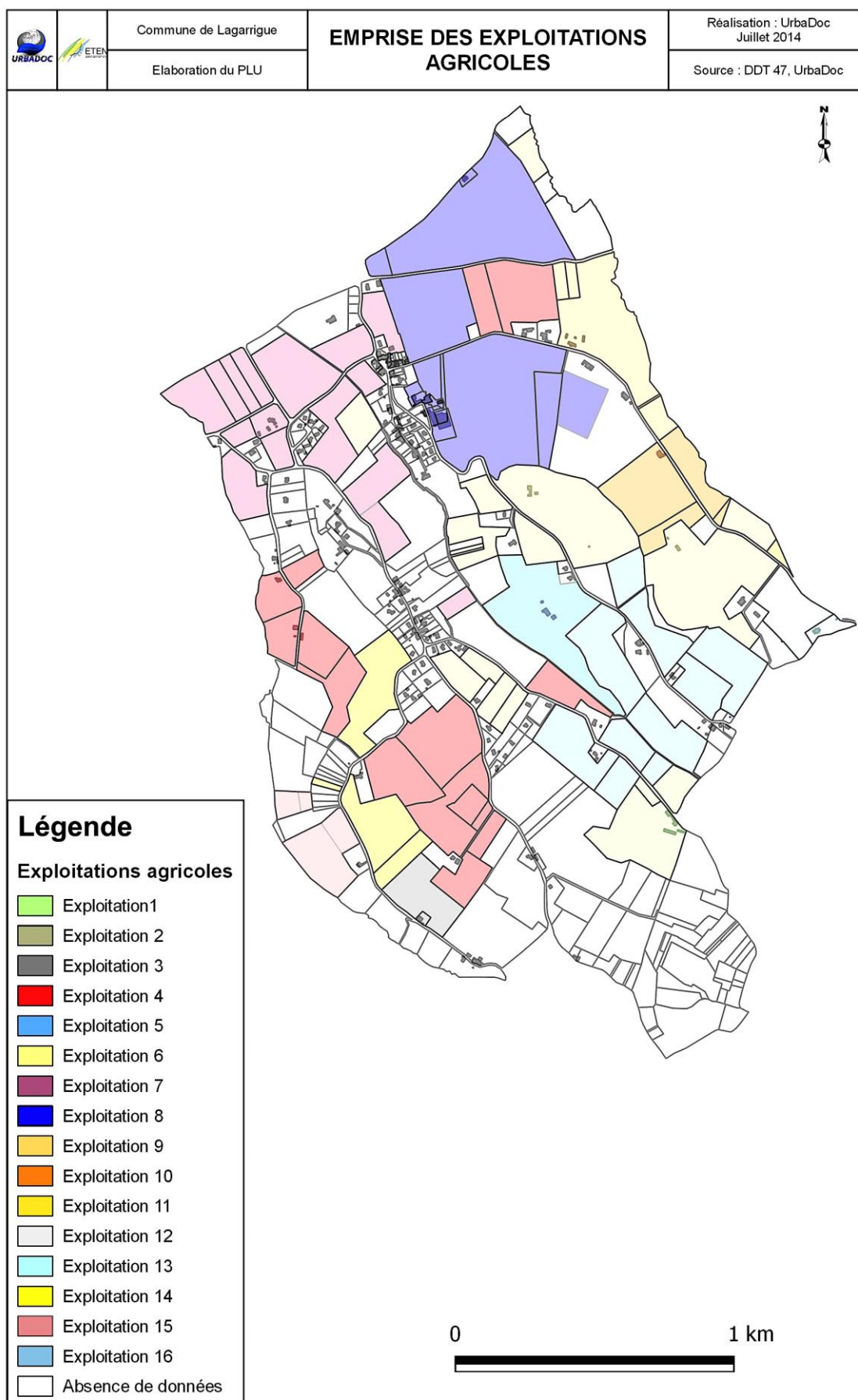
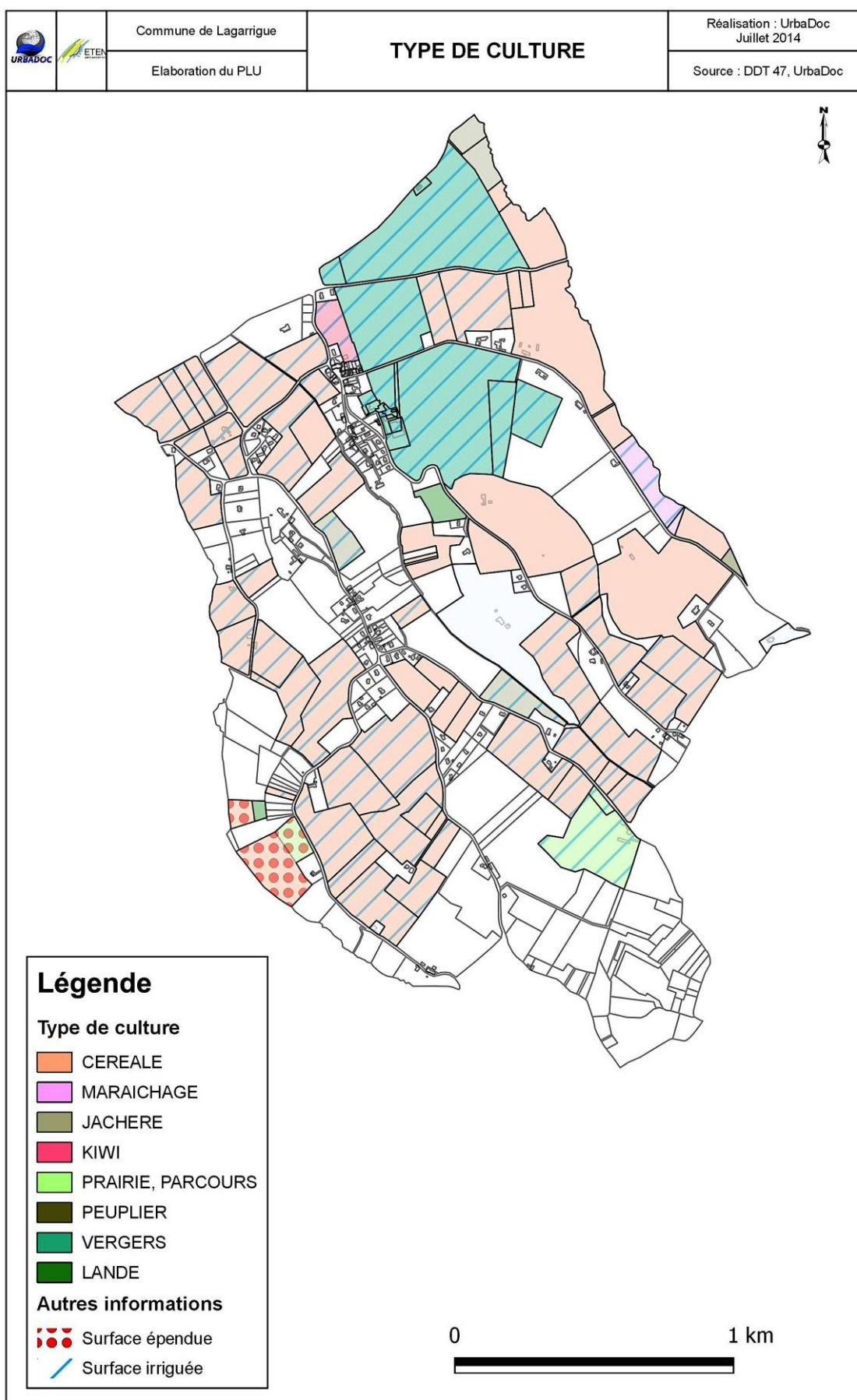


TABLEAU DE BORD



c. Les productions agricoles

L'orientation technico-économique des productions est orientée sur la fruiticulture et autres cultures permanentes. En 2000, les productions étaient davantage orientées vers la polyculture et le polyélevage.

L'agriculture de la commune de Lagarrigue présente une unité liée à l'homogénéité des sols et des paysages mais aussi à l'évolution passée et récente de la commune.

Cf. "Carte de l'assolement des surfaces exploitées".

Certains aménagements réalisés sur les secteurs moins impactés par la topographie (réorganisation du foncier en grandes parcelles homogènes et accessibles) combinés avec la qualité des sols ont permis le développement des grandes cultures telles que les céréales en complément des cultures fruitières.

La production de céréales et la polyculture occupent une place importante dans l'activité agricole communale.

Concernant les productions animales, un élevage de canard prêt à gaver de 2000 têtes et un élevage bovin de 29 unités gros bétail sont recensés sur le territoire.

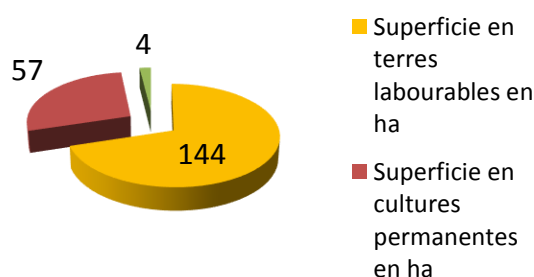


Céréaliculture, secteur entre Menaud et Régnac, © UrbaDoc 2014



Arboriculture, La Tuque, © UrbaDoc 2014

Répartition des surfaces exploitées par type de cultures sur la commune de Lagarrigue en 2000



Source : RGA 2000

La superficie des terres labourables ne cesse de régresser entre 1988 et 2010, passant de 243 à 121 ha (-50%), cela en lien avec les réorientations technico économiques des productions. Elles représentaient en 2010, 63% de la SAU.

Les superficies toujours en herbe ont également régressé de moitié entre 1988 et 2000, passant de 8 ha à 4 ha. Pour autant le cheptel de gros bétail a lui évolué en dent de scie avec 23 unités en 1988, 110 en 2000 et 29 têtes recensées lors de la réunion du 19 mai 2014.

Les surfaces en cultures permanentes en revanche ont augmenté entre 1988 et 2000 (+137%), passant de 24 ha en 1988 à 57 ha en 2000.

d. Les bâtiments d'exploitation

Les grandes cultures (fruiticulture, céréaliculture, ...) s'accompagnent de bâtiments spécifiques. Certains de ces bâtiments présentent par ailleurs un intérêt patrimonial et architectural non négligeable (anciens séchoirs, etc.). La réunion du 14 mai 2014 laisse apparaître pour deux exploitants un projet de construction directement lié à leurs activités : il s'agit d'un bâtiment d'exploitation et d'une unité de stockage au domaine du Barry.

Le PLU devra permettre par son règlement la réalisation de ces projets nécessaires à la stabilité et au développement des exploitations concernées.

La présence d'élevages implique également le respect des règles de réciprocité entre les dits-bâtiments d'élevage et les habitations tierces.

Le dynamisme de l'activité agricole sur la commune est notamment attesté par la présence sur le territoire du domaine du Barry dont les bâtiments de stockage de par leur volumétrie confèrent une signature particulière au village.



Domaine du Barry en second plan, © UrbaDoc 2014

TABLEAU DE BORD

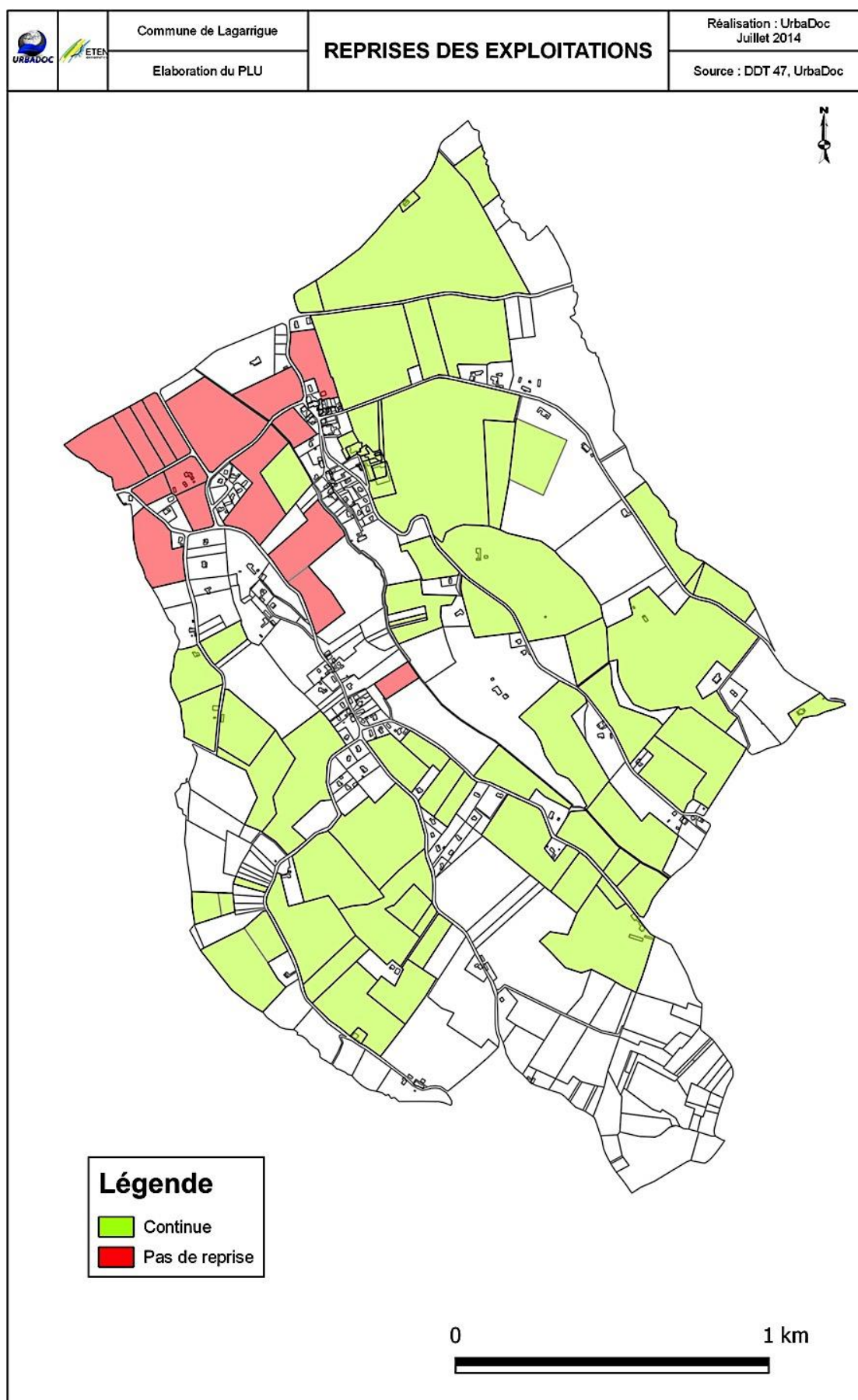


TABLEAU DE BORD



EQUIPEMENTS, SERVICES ET RESEAUX

1. Les services et équipements publics

L'essor d'une commune passe inexorablement par une diversification et une multiplicité de l'offre en équipements. Ainsi, cette offre influe sur le rayonnement et le pouvoir attractif de la commune.

En centre-bourg, on trouve :

- L'église
- La Mairie
- L'école

2. Les réseaux

a. L'électricité

La commune adhère au Syndicat Départemental d'Electrification, à qui revient la maîtrise d'ouvrage et dont le rôle consiste en la création des nouvelles lignes électriques (enfouissement, raccordement au réseau existant, pose de pylônes...).

Le SDEE est également par délégation du pouvoir des communes, propriétaire du réseau basse tension et, en partie, du réseau moyenne tension.

Parallèlement, EDF Lot-et-Garonne, en tant que concessionnaire du réseau, en assure l'exploitation et l'entretien.

b. La défense incendie

Dans toutes les zones nouvellement ouvertes à la construction, la défense contre l'incendie devra être assurée :

☛ Accessibilité des moyens de secours

Les caractéristiques minimales requises pour les voies et accès à créer, doivent permettre l'approche du matériel de lutte contre l'incendie. Ces caractéristiques sont celles d'une voie engin :

- Largeur : 3 mètres hors stationnement ;
- Force portante pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 KN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres) ;
- Rayon inférieur : 11 mètres ;
- Sur largeur $S=15/R$ dans les virages dont le rayon est inférieur à 50 mètres ;
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètres ;
- Pente inférieure à 15%.

De plus, et en aggravation, les voies et accès qui doivent permettre l'approche du matériel de lutte contre l'incendie pour les bâtiments dont le plancher bas est à plus de 8 mètres devront avoir les caractéristiques d'une voie échelle. La voie échelle est une partie de la voie engin dont les caractéristiques sont complétées et modifiées comme suit :

- Longueur minimale : 10 mètres ;
- Largeur : 4 mètres hors stationnement ;
- Pente inférieure à 10 % ;
- Résistance au poinçonnement : 80N/cm^2 sur une surface circulaire de 0,20 mètres de diamètres.

Enfin, ces contraintes pourront être complétées par des prescriptions définies lors de l'instruction des permis de construire de bâtiments particuliers tels que des industries, de grands établissements recevant du public, des habitations de plusieurs niveaux,

☛ Dispositions contre le risque incendie

Il appartient aux autorités municipales et aux maires en particulier de prévenir les incendies sur leur commune et de faciliter la lutte contre ce risque. Le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2212-2-5° prévoit que le maire, en tant qu'autorité de police, doit « prévenir par des précautions convenables, et faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents (...) tels que les « incendies ».

L'article 1424-3 et 4 du même code permet au maire, dans l'exercice de ses pouvoirs de police ou pour exercer des actions de prévention des risques, de mettre en œuvre les moyens relevant des services d'incendie et de secours. Toute nouvelle zone ouverte à la construction devra être desservie par les dispositifs de défense incendie. Selon les règles nationales, un point d'eau est considéré comme un dispositif de défense incendie efficace s'il dispose d'un débit de 60 m³ par heure pendant 2h, soit 120 m³. La distance réglementaire de défense autour du point d'eau est de 200 mètres en zone urbaine et 400 mètres en zone rurale.

Le décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie a apporté de nouvelles modifications à la réglementation. Le décret précise que « les règles d'implantation et de gestion des points d'eau servant à la défense contre l'incendie dans les communes suscitent des difficultés de mise en œuvre. Jusqu'alors, leur cadre juridique reposait sur les seuls pouvoirs de police générale des maires et sur d'anciennes circulaires. Le présent texte clarifie ces règles. La défense extérieure contre l'incendie communale n'est plus définie à partir de prescriptions nationales : les règles sont fixées, par arrêté préfectoral, au niveau départemental après concertations locales. Elles sont ensuite déclinées au niveau communal ou intercommunal. Ce dispositif précise les compétences des différents intervenants (maire, président d'établissement public de coopération intercommunale notamment) et les conditions de participation de tiers à ce service. Il met en place une approche réaliste, tenant compte des risques identifiés et des sujétions de terrain. Il ne détermine pas des capacités en eau mobilisées de façon homogène sur l'ensemble du territoire mais fixe une fourchette de ressources en eau devant être disponibles en fonction des risques. Il définit la notion de points d'eau incendie et les opérations de contrôle dont ils font l'objet ».

Depuis 2015, un référentiel départemental a été mis en place modifiant la norme relative à la défense incendie.

c. Le ruissellement des eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales est réglementée par le code civil (articles 640 et 641), le code général des collectivités locales (articles L 2212-2, L 2224-10), le code de l'environnement (articles L 212-1, L 214-2) et le code de l'urbanisme (L 123-1-11). Cette législation donne aux collectivités la possibilité de faire de la prévention en matière de pollution et d'inondation. Cette réglementation nationale peut s'accompagner d'une réglementation locale.

En effet, contrairement à ce qui s'applique aux eaux usées, il n'existe pas d'obligation générale de raccordement pour les eaux pluviales. Par conséquent, celle-ci peut être imposée que sur la base de règles locales issues du schéma communal d'assainissement, qui a autant vocation à traiter de ces aspects que de l'assainissement des eaux usées. La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement constitue un préalable indispensable au développement de l'urbanisation.

Il est possible de distinguer 4 enjeux majeurs de la gestion des eaux pluviales :

- **Inondations** : limiter les crues liées au ruissellement pluvial, les phénomènes d'érosion et de transport solide qui sont associés, ainsi que les débordements de réseaux ;

- **Pollution** : préserver ou restaurer la qualité des milieux récepteurs par la maîtrise des flux des rejets de temps de pluie ;

- **Assainissement** : limiter la dégradation du fonctionnement des stations d'épuration par temps de pluie et le risque de non-conformité. Ce troisième enjeu est renforcé par l'arrêté du 22 juin 2007 en termes d'exigence sur les seuils de charges en stations d'épuration ;

- **Aménagement** : envisager l'aménagement de leur territoire en maîtrisant les trois risques précédents.

La maîtrise du cycle de l'eau sur un territoire doit être intégrée dans l'aménagement, que ce soit par la définition de zones constructibles ou non, par des règles constructives relatives à des surélévations, à l'assainissement non collectif, au raccordement des eaux pluviales ou à l'imperméabilisation des sols, ainsi que par des pratiques agricoles. L'objectif peut être de rétablir des zones d'expansion des crues et interdire les constructions en zones inondables, de limiter les rejets aux milieux récepteurs, de ne pas aggraver les crues torrentielles, de préserver la capacité de collecte et de traitement du système d'assainissement.

Tout projet d'aménagement, même relativement peu important est maintenant soumis, soit à déclaration, soit à autorisation au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement en fonction du seuil d'atteinte atteint.

d. L'aménagement numérique

L'accès au Très haut Débit est un enjeu majeur d'aménagement du territoire, d'attractivité et de compétitivité et un enjeu de société pour les familles, les entreprises et les services publics. Le conseil Départemental du Lot-et-Garonne a décidé de préparer l'arrivée du Très Haut débit dans le département. Depuis 2011, le département du Lot-et-Garonne a défini une feuille de route et préparé la constitution d'un syndicat mixte, regroupant le conseil général, le conseil régional d'Aquitaine, le syndicat départemental d'électricité et d'énergies, en partenariat avec l'ensemble des communautés d'agglomérations et des communautés de communes.

La communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas est partie prenante de ce projet.

L'installation de ce syndicat constitue une avancée importante pour le déploiement du THD en Lot-et-Garonne.

Le Lot-et-Garonne est le 1er département d'Aquitaine à s'engager dans ce projet public, collectif, structuré et essentiel, tout comme l'ont été hier le déploiement de l'électricité, de l'eau courante ou du téléphone.

Dans le cadre de son programme régional très Haut Débit, le Conseil régional d'Aquitaine pourra consacrer à ce projet près de 2 millions d'euros d'investissements par an. Le Conseil général de Lot-et-Garonne mobilisera également d'importants crédits pour mener à bien ce déploiement. Lors de l'adoption de son schéma départemental d'aménagement numérique, Le département est équipé à 100% en ADSL et à 92 % en ADSL 2+.

D'autre part le Conseil Départemental a établi un Schéma départemental d'aménagement numérique (Sdan 47), en optant pour une desserte en fibre optique. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la loi pour lutter contre la fracture numérique (adoptée en décembre 2009) et constitue un gage d'équité sociale, de performance économique et d'attractivité du territoire. L'objectif de ce plan est de connecter 60 % des Lot-et-Garonnais au très haut débit d'ici 10 ans et ensuite de compléter la couverture progressivement à l'horizon 2035.

En ce qui concerne la téléphonie, tous les opérateurs (Orange, sfr, Bouygues et Free) sont disponibles à Lagarrigue

3. Les déplacements et le réseau viaire

En cinquante ans, la distance moyenne parcourue chaque jour par chaque français a été multipliée par 6, passant de 5 kilomètres en 1950 à 30 km en 1995.

La part des déplacements dans le budget des ménages a augmenté de 50% en quarante ans. En moyenne, chaque ménage consacre annuellement 4 400 euros à l'automobile, dont 68% sont absorbés par l'utilisation du véhicule (carburant et entretien).

Les déplacements correspondent à la principale source de consommation énergétique en France :

- Les transports représentent près d'un tiers de la consommation totale d'énergie et plus de la moitié provient du pétrole.
- Le transport individuel de voyageurs consomme 3,7 fois plus d'énergie que le transport collectif.
- Le rail 2,5 fois moins que le bus et 5,4 fois moins que la voiture particulière.

▪ Le réseau routier

La commune est située en dehors des grands courants de circulation, seule la RD 278 génère une certaine circulation.

▪ Le stationnement

Les capacités de stationnements semblent être conformes avec les besoins des habitants de la commune : au sein du village, les possibilités de stationnement se localisent en marge de la mairie – une dizaine de place - et de manière davantage informelle, aux abords de l'Eglise avec six places en épi, entre les arbres.

En marge du local en bardage bois servant de foyer, une vaste esplanade permet aussi le stationnement groupé.



Stationnements respectivement en marge du foyer, de la mairie et de l'Eglise, © UrbaDoc 2014

▪ Les déplacements

La plupart des déplacements des résidents de la commune se font en véhicule individuel. Notamment, les déplacements domicile-travail par ce mode de transport, sont réalisés :

- à près de 93 %, dès qu'il s'agit de sortir de la commune ;
- à 50 % en intra-muros.

▪ La sécurité routière

Lagarrigue est traversée par la RD 278 qui est un réseau secondaire.

Pour évaluer l'impact de la demande d'urbanisation à l'égard des intérêts de la voirie départementale, il est nécessaire que la commune associe le Conseil Départemental à chaque étape de la réflexion portant sur les zones traversées par sa voirie.

CHAPITRE II : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

AMENAGEMENT DE L'ESPACE

Les paysages

Paysages : le terme évoque « **la relation qui s'établit, en un lieu et à un moment donnés, entre un observateur et l'espace qu'il parcourt du regard** » ; chacun apprécie donc un paysage selon sa sensibilité de l'instant.

Elément essentiel du bien-être individuel et social et de la qualité de vie, le paysage contribue à l'épanouissement des êtres humains ainsi qu'à la consolidation de l'identité européenne. Il participe de manière importante à l'intérêt général, sur les plans culturel, écologique, environnemental et social et constitue une ressource favorable à l'activité économique, avec le tourisme notamment. Sa protection et son aménagement impliquent des droits et des responsabilités pour chacun (*Convention européenne du paysage*).

Le paysage communal est défini par différents paramètres, on retrouve principalement :

- Le relief ;
- L'hydrographie ;
- L'occupation des sols ;
- L'utilisation des sols.

Afin de comprendre les paysages présents sur le territoire, le développement suivant est organisé en une analyse descendante. Cela signifie que la description des paysages se fait dans un premier temps à une échelle élargie, celle du département du Lot-et-Garonne, pour petit à petit s'affiner au niveau de la Vallée de la Garonne et du pays de Serre et aboutir par la suite à une étude à l'échelle communale.

1. Les paysages du Lot-et-Garonne

Le Lot-et-Garonne peut être considéré comme un vaste carrefour d'entités géographiques naturelles. Au-delà de la rencontre de la rivière Lot et du fleuve Garonne, il rassemble trois grands ensembles physiques : La Gasconne et l'influence pyrénéenne, les terres des Causses et l'influence du Massif central et le Bassin Aquitain, tous trois unifiés par les deux vastes cours d'eau qui ont donné leur nom au département.

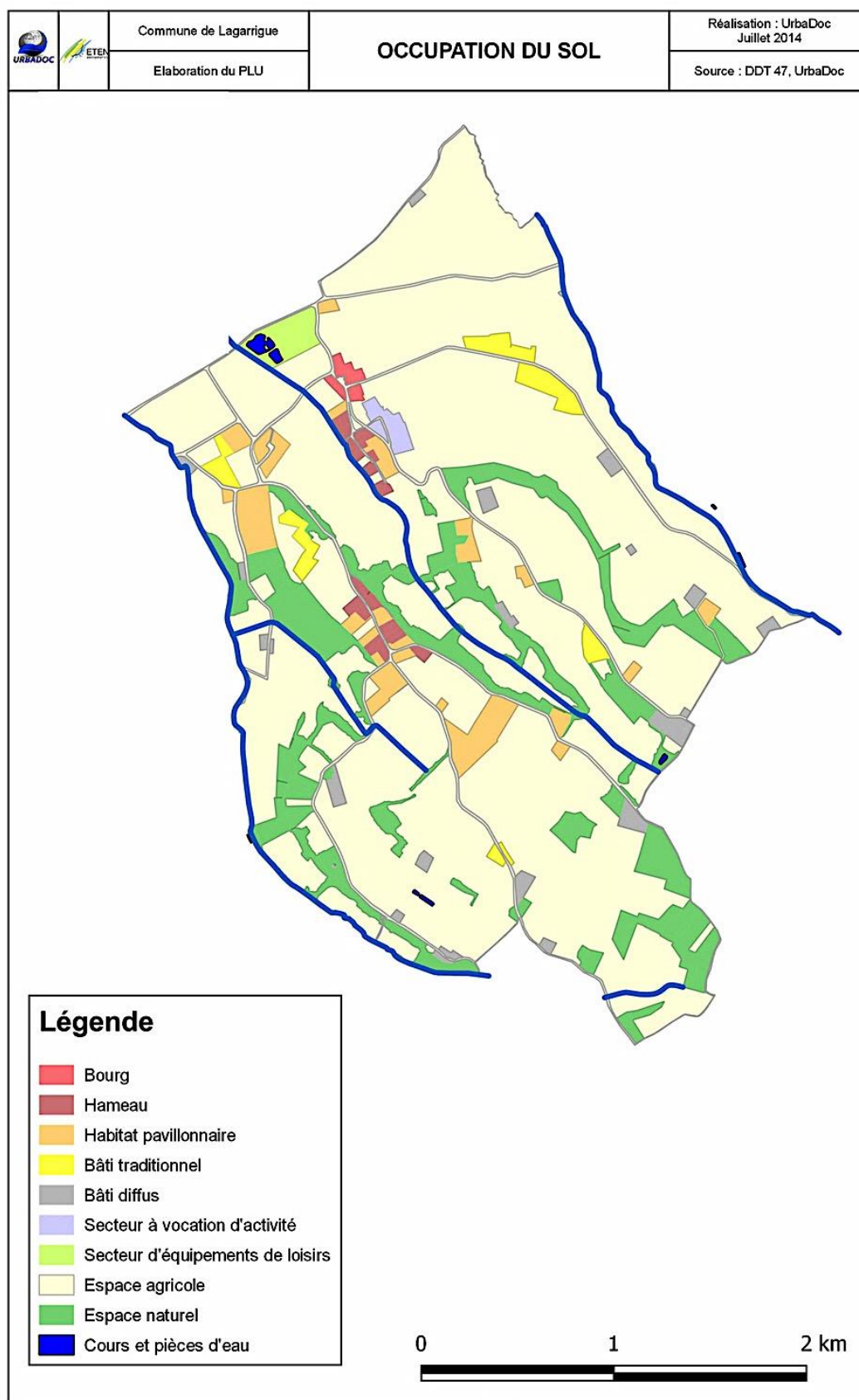
Les paysages qui en découlent, constituent donc, le prolongement des paysages des départements voisins. Il serait donc difficile d'effectuer une lecture d'un seul tenant des paysages du Lot-et-Garonne. Les entités paysagères ainsi définies, constituent des territoires facilement identifiables présentant une certaine homogénéité. Les neuf entités majeures pénétrant ou prenant assise dans le département (Vallée du Dropt, Terreforts, Lémance, Causses, Vallée du Lot, Serres, Vallée de la Garonne, Terres Landaises et Terres Gasconnes) se différencient par leur sol, leur relief et leur occupation humaine et végétale. Les limites de ces entités restent toutefois floues et il peut exister de grandes similitudes d'une entité à l'autre.

La vallée de la Garonne, traversant la totalité du département, offre un large couloir naturel, support des infrastructures et des agglomérations urbaines majeurs du département. Sa plaine, aux alluvions sans cesse renouvelées, accueille une grande diversité de cultures.

Au fil de sa course dans le département, **la vallée du Lot déroule** un paysage où se combinent avec variété, agriculture et habitat jusqu'à rejoindre la Garonne en la confluence. Cette vallée s'inscrit entre deux coteaux qui se distinguent nettement par leur relief et leur occupation humaine et végétale.

Territoire de rencontre entre la Dordogne et le Lot-et-Garonne, **la vallée du Dropt** décline un paysage tout en nuance, reflet de cette confrontation. La large plaine cultivée, pourtant propice aux grandes cultures céréalières, traduit sur son terroir la diversité de ces deux influences. A l'extrémité Nord-Ouest du département, un épais manteau forestier recouvre ce plateau où les vallées de **la Lémance**, de la Lède et les rivières affluentes dessinent les uniques clairières, habitées et cultivées.

TABLEAU DE BORD



Plus à l'Ouest, **les Causses** bordent le pays de serres et forment de vastes surfaces planes, à peine ondulées par les vallées sèches.

Dans le **pays de Serres** un relief haché et des sols gluants aux mois pluvieux rendent la circulation difficile d'autant plus que la dispersion du bâti est de règle. Les fermes isolées, les petits hameaux ou maynés, et les bourgs marquent le territoire traditionnel du pays.

Pays de collines dressées sur des fondations tertiaires de molasse, de marnes et de calcaires très variés, les coteaux de **Gascogne** agenaise annoncent déjà leurs jumeaux gersois en transformant en vallons les versants adoucis.

Les **Terreforts** sont un paysage aux lignes sans vigueur, incisé par le chevelu d'une multitude de ruisseaux tout cloisonné de haies vives et où le tapis des bois et des grasses prairies composent un paysage verdoyant comprenant un habitat dispersé au maximum.

Les **Terres Landaises** sont un plat pays de sables hérissés de lances infinies où un fond vert apparaît jusqu'à mi-hauteur de ciel, où les angles droits de toutes les routes marquent le territoire, où les pins viennent brouter les villages, où les maisons basses se protègent de leur coude et où les charpentes mêlent le dedans et le dehors.

La géologie de la Vallée de la Garonne et du Pays de Serre a façonné le paysage en quelques millions d'années, avant que la végétation et l'homme lui donnent son visage d'aujourd'hui

2. Une influence naturelle, fondement des paysages d'aujourd'hui

Le département du Lot-et-Garonne appartient géologiquement au grand ensemble du Bassin aquitain. En Lot-et-Garonne, la disposition géologique comme le relief confirment la dissymétrie du bassin, de type bassin sédimentaire dans la partie orientale et de type piémont détritique de montagne jeune prolongé en épandage sableux dans la partie occidentale. Au contact des deux se trouve la gouttière alluviale de la Garonne.

Jusqu'au soulèvement de la barrière pyrénéenne, au début du tertiaire, la sédimentation procède d'apports détritiques provenant du Massif central essentiellement, mais aussi de transgressions marines du Lias et du Jurassique moyen et supérieur. A l'Oligocène moyen, la mer envahit l'Aquitaine méridionale jusqu'à l'Agenais, favorisant le dépôt de calcaires à astéries. Ailleurs, l'orogénèse pyrénéenne a favorisé les dépôts continentaux avec la formation de molasses. Des affleurements jurassiques apparaissent à l'Est du département sur une petite zone de Causse calcaire avant de se prolonger largement ensuite dans le Quercy voisin.

La géologie permet également de connaître les différents matériaux utilisés pour la construction traditionnelle locale. On retrouve principalement l'utilisation du calcaire sur le territoire avec en complément, dans le noyau historique, de l'utilisation de la brique et du bois.

Outre la géologie, la végétation joue également un rôle important sur la perception des paysages. Au sein de la vallée du Lot et des secteurs de terrefort annonciateurs du Pays de Serre, comme dans l'ensemble du département, le territoire subit des influences biogéographiques contrastées qui se traduisent par des groupements végétaux spontanés et variés. Les pentes sont recouvertes par des boisements notamment en marge des vallées.

TABLEAU DE BORD



3. Les paysages de la vallée du Lot



Source : La Vallée du Lot, CAUE 47

Au fil de sa course dans le département, la vallée du Lot déroule un paysage où se combinent avec variété, agriculture et habitat jusqu'à rejoindre la Garonne en la confluence qui donnera son nom au département. Elle s'inscrit entre 2 coteaux qui se distinguent nettement par leur relief et leur occupation humaine et végétale.

La vallée du Lot s'élargit au fur et à mesure de la course de la rivière. Étroite en amont de Villeneuve-sur-Lot, elle atteint 7 kilomètres de large juste en aval avant de se resserrer à nouveau à la confluence.

Une vallée au paysage décliné de l'amont vers l'aval

Trouvant son origine dans le Massif Central, la rivière du Lot s'écoule depuis le Nord-Ouest jusqu'à rejoindre la Garonne au cœur du département. Présentant de nombreux méandres, elle suit une course de près de 80 kilomètres de long jusqu'à la confluence. D'un bout à l'autre, elle offre un paysage homogène présentant une plaine agricole et habitée, encadrée de coteaux distincts.

La vallée décline toutefois de l'amont vers l'aval des paysages relativement différents, disposant d'une largeur et d'une occupation humaine et végétale variables. En effet, la plaine, étroite en amont offre un paysage peu bâti largement dominé de prairies, elle s'élargit au-delà de Villeneuve-sur-Lot pour accueillir un habitat regroupé se mêlant à de grandes cultures. C'est au centre de cette entité que l'on peut trouver l'une des plus fortes concentrations de vergers à Prunier d'Ente (pruneau d'Agen). Cette caractéristique agricole s'atténue plus en aval mêlant les vergers à de grandes cultures céréalières et maraîchères.

Des coteaux très différenciés

Au nord, un coteau boisé souligne la rive droite abrupte du Lot. Les pratiques agricoles actuelles mettant en œuvre des techniques productivistes délaissent cet espace trop pentu sur lequel se développent boisements et friches. Il déroule une langue sombre sur laquelle se détachent des affleurements calcaires. On sent ici l'influence des Causses à travers ces coteaux abrupts qui dessinent la vallée en limite Est du département. En crête se sont parfois implantés quelques bourgs tels que Montbarbat et Laparade.

Le coteau qui lui fait face, plus doux, offre un faciès collinaire offrant la possibilité d'une implantation urbaine et d'activités agricoles. Alors que les noyaux urbains originels se sont installés sur les parties sommitales et le long des affluents perpendiculaires à la rivière, des extensions urbaines diffuses, mitant l'espace agricole occupent les pentes les plus douces aux environs des agglomérations de Villeneuve-sur-Lot et Fumel.

Une confluence marquée

La rencontre de la rivière et du fleuve se distingue par la présence du promontoire rocheux du Pech de Berre culminant à 130 mètres. A cet endroit la plaine offre une surface plane et riche, propice aux développements de grandes cultures. C'est en ce lieu stratégique, sur la pointe à l'extrême Ouest dominant à la fois la vallée de la Garonne et celle du Lot que la ville de l'Aiguillon a choisi de s'établir. Cette position offrant une image remarquable est amoindrie par les extensions urbaines récentes s'étalant sur les pentes moins accusées au Sud. Cette vallée "évolutive", tant du point de vue de son ampleur que de son

occupation humaine et végétale nous permettrait de distinguer 3 sous-unités de l'amont vers l'aval :

- l'étroite vallée de Fumel
- la vallée urbanisée de l'agglomération villeneuvoise
- la vallée agricole et la confluence

4. Les paysages du Pays de Serre



Source : Les Serres, CAUE 47

"Dans ce pays où un relief haché et des sols gluants aux mois pluvieux rendent la circulation difficile, et où le paysan trouve à proximité de sa maison les expositions et les sols les plus divers, la dispersion est de règle. Les fermes isolées, les petits hameaux ou maynés, les bourgs dont aucun ne rassemble beaucoup de monde, étaient les éléments du semis de peuplement traditionnel". Louis Papy, Géographe

Le Pays de serres est situé entre les vallées de la Garonne et du Lot, et constitue l'extrémité du Quercy blanc. Il prend la forme d'un vaste plateau calcaire profondément et régulièrement entaillé de vallons, rejoignant perpendiculairement, tantôt la vallée de la Garonne au Sud, tantôt celle du Lot au Nord. C'est cette physionomie si particulière qui lui a sans doute valu l'appellation de « Serres ». Ce relief, comme lacéré, semble en effet évoquer l'empreinte des serres de rapaces.

Le Pays de serres est marqué par une diversité des formes du relief et de l'exposition. C'est, en effet, un terroir où la variété des sols est plus grande que partout ailleurs dans le département. Concernant la végétation, les haies et bosquets sont entrecoupés de grandes parcelles agricoles et de pelouse sèche. Plus localement on retrouve sur le territoire des chênes sessiles, pédonculés, pubescents ainsi que des chênes verts.

5. Les unités paysagères de la Communauté de Communes

Territoire sur 4 unités paysagères :

- Vallée du Lot
- Pays de Serres
- Vallée de Garonne
- Entre Landes et Garonne

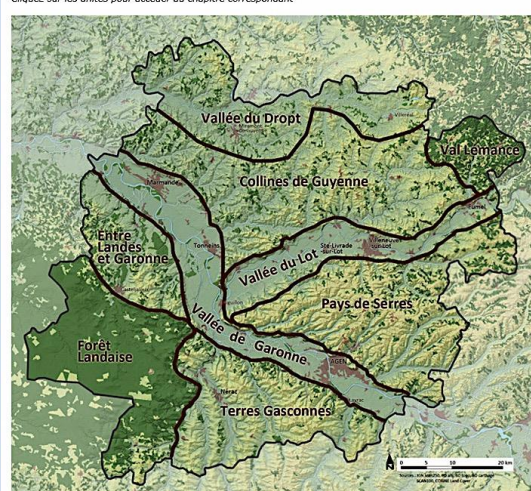
Cf : <https://atlas-paysages.lotetgaronne.fr>

La communauté de communes se situe entre les vallées du Lot et de la Garonne, centre de gravité de la confluence et du département. Elle s'étend des plateaux des Serres de l'agenais au relief marqué par des buttes calcaires et des vallées creusées par de nombreux ruisseaux qui veinent le territoire jusqu'aux rives du Lot.

Des caractéristiques communes et complémentaires avec un poids encore très fort de l'agriculture (29% contre 15% au niveau départemental) et industrielle notamment de l'agroalimentaire.

Les unités paysagères

Cliquez sur les unités pour accéder au chapitre correspondant



de l'activité

6. Les entités paysagères de Lagarrigue

La Convention européenne du paysage est entrée en vigueur en France le 1er juillet 2006. La France dispose aujourd'hui d'une législation très complète qui « reconnaît juridiquement le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité. » Divisée en plusieurs sous-entités paysagères, la commune observe un paysage ouvert en direction du Nord. Cette partie du territoire est marquée par des espaces de plaine avec un parcellaire agricole bien organisé et faiblement morcelé.

Le village de Lagarrigue est installé au bas des premières pentes annonçant le plateau de Miramont.

Au Sud du territoire, les pentes se font plus abruptes, et caractérisent le paysage du pays de Serre où alternent coteaux et vallons plus ou moins entaillés par divers cours d'eau : la Fontaine, le Malagagne sur la partie Nord et le Thoumazet en limite Sud.

a. Le paysage de la première terrasse

Il s'agit d'un paysage transitoire entre plaine et coteau. Le parcellaire agricole est réparti régulièrement suite à des logiques de remembrement qui ont également eu pour conséquence une disparition partielle des réseaux de haies et de fossés de drainage.

Quelques motifs boisés en rebord de coteau rythment le paysage et affirment les caractéristiques rurales du territoire.

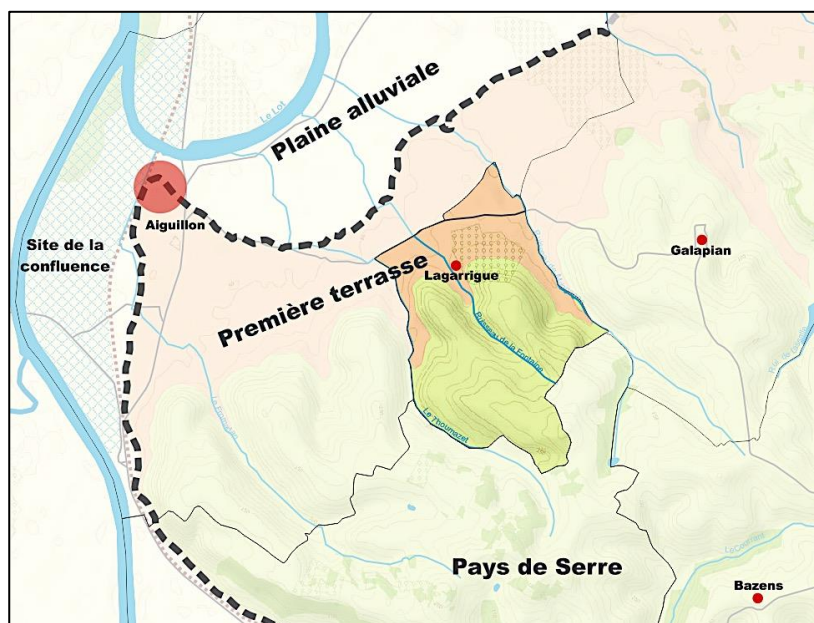


Première terrasse, bas du secteur de Trilles, en limite communale avec Aiguillon, © UrbaDoc 2014



Vallon agricole et vue sur le village de Lagarrigue en bas de coteau, © UrbaDoc 2014

Réalisation UrbaDoc 2014



b. Le plateau de Miramont

Le plateau de Miramont appartient au coteau Sud du Lot. Les pentes s'orientent sur la vallée du Lot et forment des coteaux doux et festonnés, généreusement arrondis par le passage des nombreux affluents. Les cultures sont très diverses : céréales, prairies, vergers où s'adjoignent de nombreuses structures végétales (haies, alignements d'arbres, bosquets, arbres isolés...). Le bâti est le plus souvent épars revendicatif de l'activité agricole bien représentée sur ce secteur. Les perspectives portent au loin sur le parcellaire agricole.



Paysage de large amplitude, marge de Saint Avit, visibilité en direction Nord de Galapian, © UrbaDoc 2014

7. Les points de fragilité et les enjeux paysagers

▪ Points de fragilité

A proximité ou au sein des noyaux d'urbanisation traditionnel (Miramont, la Fontaine), les constructions récentes de par leur typologie et leur implantation peuvent générer un premier point de fragilité en rupture avec les lignes générales du paysage et les caractéristiques du bâti traditionnel. En particulier une attention devra être apportée au traitement des clôtures délimitant l'espace public de la parcelle privée.



Traitement des clôtures créant une dissonance au sein du cadre bâti traditionnel, Miramont, © UrbaDoc 2014



Bâti de typologie et d'architecture distincte, entre Pauquet et Martinet, © UrbaDoc 2014

En outre, le développement de l'urbanisation sur les hauteurs des vallons ou des coteaux engage une visibilité importante et devra être encadrée.

La présence de certains bâtiments agricoles faisant appel à des matériaux de construction contemporains peut constituer un deuxième point de fragilité. Le bâti délabré apparaît très mineur sur le territoire communal.



Intégration du bâti dans le cadre paysager pouvant prêter à discussion, © UrbaDoc 2014



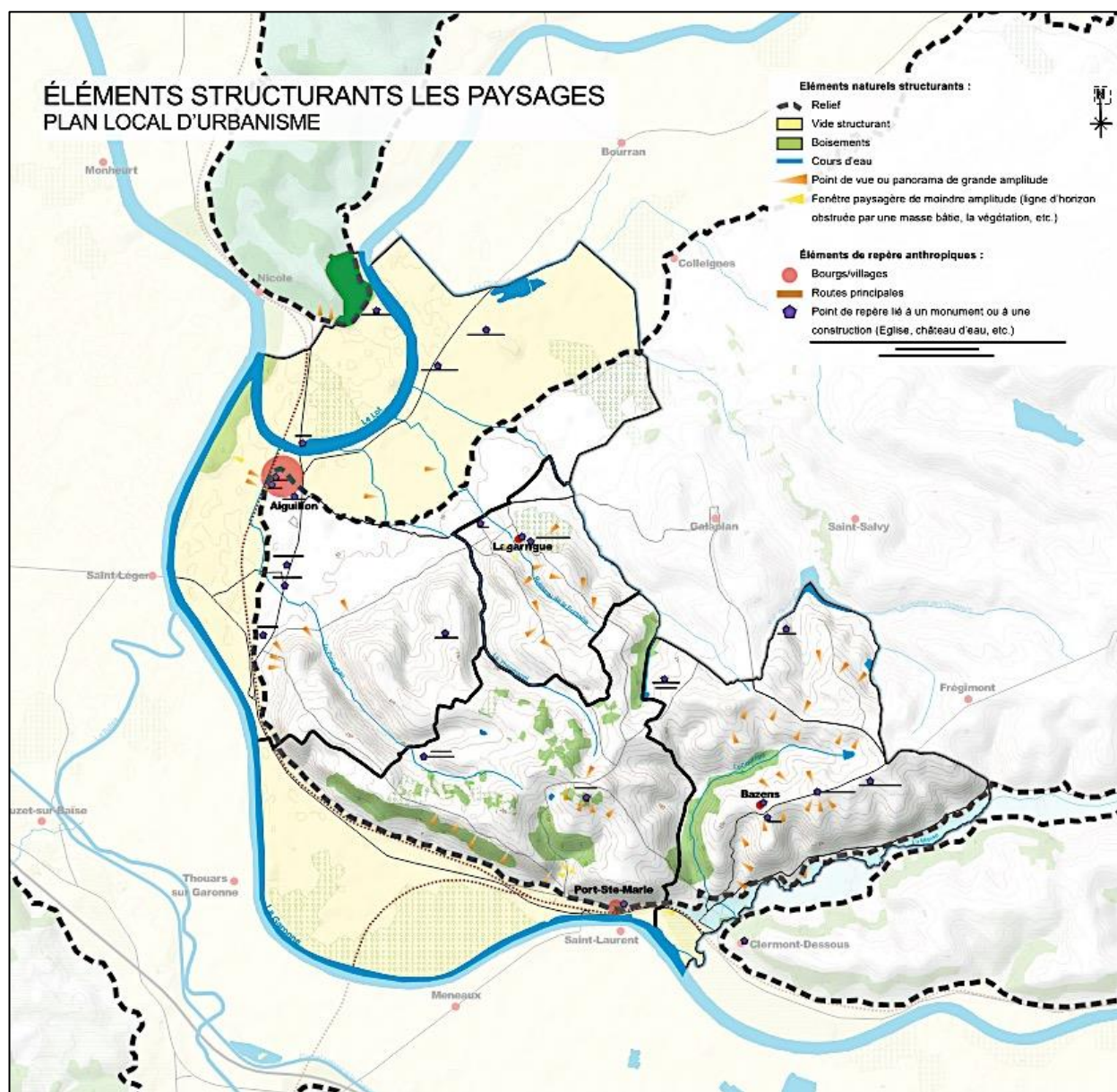
Bâtisse en ruine, © UrbaDoc 2014

▪ Enjeux

Les nombreux points de vue recensés sont à préserver afin de maintenir la qualité paysagère de la commune, de même les espaces boisés, notamment ceux bordant les coteaux et les ripisylves.

Le bâti traditionnel de qualité sur la commune nécessitera une réflexion quant à sa protection (ferme traditionnelle, séchoirs notamment).

Carte des points de vue et des marqueurs paysagers intra et intercommunaux



Réalisation UrbaDoc 2014

ORGANISATION DE LA FORME URBAINE

1. Distribution du bâti et armature urbaine

L'analyse de l'organisation urbaine de la commune permet de déterminer les phases successives de son développement. On distingue sur la commune plusieurs types d'implantation du bâti en fonction de l'âge d'achèvement des constructions mais aussi de leur vocation. Le bâti est regroupé au niveau du village de Lagarrigue et ses marges (La Fontaine). L'armature urbaine est complétée par deux foyers d'urbanisation supplémentaires à Carmantran et Miramont ; le bâti diffu concerne pour l'essentiel un bâti ancien à vocation agricole.

▪ La répartition des entités bâties

La distribution du bâti sur la commune de Lagarrigue présente un caractère groupé au niveau du noyau villageois et une forme urbaine semi-dense à Miramont et Carmantran avec conjointement la présence d'un bâti dispersé sur la commune, héritage de l'activité agricole. Le centre-bourg constitue la masse bâtie la plus significative. L'urbanisation pavillonnaire, présente en marge Sud du village a contribué à rapprocher le cœur de village du hameau de La Fontaine.

Les autres foyers d'urbanisation sont marqués par des constructions plus récentes qui tendent, de par la typologie des produits immobiliers proposés (maison individuelle) et des dynamiques résidentielles en œuvre sur la commune, à constituer une forme bâtie de plus en plus prégnante dans le paysage communal.

L'organisation urbaine de la commune est composée par :

- ✓ Le **village de Lagarrigue** établi sur la partie Nord de la commune et implanté en léger retrait de la RD 278.
Cette entité regroupe une part non négligeable de la forme bâtie à l'échelle communale ainsi que les marqueurs structurants présents sur le territoire (triptyque école/mairie/Eglise, ainsi qu'une salle des fêtes, etc.). Il regroupe un bâti ancien et traditionnel aux caractéristiques rurales, qui a été en partie réhabilité.
Le village est marqué sur son cadran Sud-Est par la présence du domaine du Barry et plus au Sud par l'entité rurale de la Fontaine qui a contribué à l'agrandissement du bourg.
- ✓ **Le noyau traditionnel de Miramont**
- ✓ **Les poches urbaines de Miramont et de Carmantran** dont le développement est caractéristique des extensions pavillonnaires opérées sur le territoire, selon des logiques individuelles ou bien d'aménagement d'ensemble (lotissement à Carmantran), parfois en appui de constructions plus anciennes.
- ✓ **Un bâti dispersé** hérité le plus souvent de l'activité agricole. Quelques **domaines agricoles** de taille et d'importance diverses, qui regroupent le plus souvent un bâti de qualité. Le bâti traditionnel aux caractéristiques agrestes rappelle l'importance de l'agriculture dans l'identité locale.

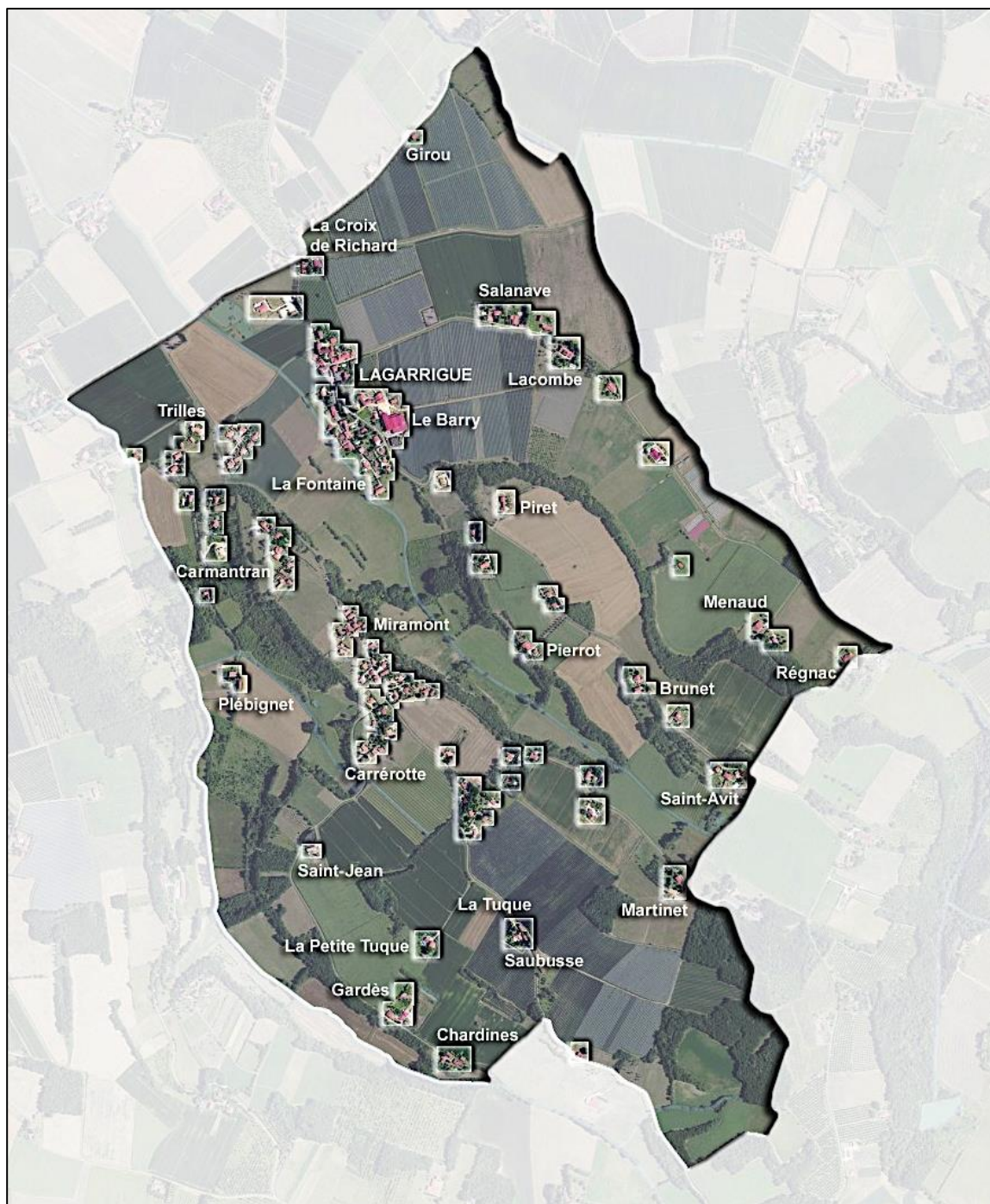
Le bourg de Lagarrigue constitue la principale entité densément bâtie à l'échelle de la commune. Pour autant, il est noté que le développement du village est conditionné par les données réglementaires du PPR mouvement de terrain.

Distribution du bâti sur le territoire communal : noyau villageois, foyers d'urbanisation secondaire à Miramont, extensions pavillonnaires et principales entités rurales. Le bâti diffus concerne quasi exclusivement des constructions ayant une vocation agricole.

2. Des formes bâties distinctes

Les données cadastrales permettent de cerner l'organisation urbaine par une lecture de la voirie, du parcellaire et de l'agencement du bâti, constitutif de la trame urbaine. Celle-ci s'articule en fonction d'éléments structurants forts : données naturelles, tracé des infrastructures viaires qui conditionnent les extensions urbaines, présence d'espaces de respiration – places résiduelles ou non – et d'édifices remarquables ayant servis à catalyser l'urbanisation sur leurs abords (bâti de caractère, etc.). A partir de l'analyse du cadastre, quatre catégories de formes bâties sont recensées : les formes urbaines du noyau villageois, de type pavillonnaire, les principaux hameaux et les caractéristiques de l'habitat diffus. Selon ces typologies d'habitat, l'organisation du bâti dans l'espace, et son emprise au sol diffèrent fortement.

Dans le centre ancien la morphologie urbaine demeure assez lisible et rationnelle tandis que le périurbain et le diffus s'accompagnent d'une perte de lisibilité due à une certaine déstructuration de l'espace.



a. Noyau villageois

Le noyau villageois de Lagarrigue est établi au croisement des voies communales n°4 et 9. Il se caractérise par une forme bâtie qualitative structurée en marge de l'Eglise : l'implantation du bâti, généralement en limite des emprises publiques, le niveau d'étagement des constructions, la qualité architecturale, constituent autant d'éléments conférant un certain cachet à l'environnement bâti du bourg.

Le village est complété sur sa partie Sud par l'entité rurale de la Fontaine ; il regroupe une dizaine d'habitations mêlant ancien et constructions plus récentes. Le bâti est agencé en fonction du tracé de la voie communale n°17 dite de la Fontaine, sans issue.

Cette entité est encadrée par un fossé mère sur la partie Ouest et par la voie communale sur la partie Est.

Sur la partie Est, le domaine du Barry constitue une troisième entité en marge du village.



(Noyau villageois ►)

a. Hameaux

L'entité de Miramont, de par le nombre de foyers qu'elle regroupe est de taille et d'importance sensiblement équivalente au village.

La base d'un bâti traditionnel a permis de conforter l'urbanisation sur ce secteur par la greffe progressive d'habitations pavillonnaires.

(Hameau de La Fontaine ►)



b. Lotissement

Les formes d'aménagement de type lotissement constituent une forme d'urbanisation peu représentée dans le paysage urbain ; elle concerne uniquement le secteur de Carmantran/Trilles qui compte 9 lots selon une densité comprise entre 6 et 8 logements à l'hectare. Les opérations d'aménagement d'ensemble permettent de rentabiliser efficacement le foncier disponible et les coûts en matière d'équipement réseau. Les constructions sont agencées en fonction d'une voirie spécifique. Ces aménagements affirment la volonté de gérer de manière rationnelle l'espace. Pour autant une attention particulière dans les programmations à venir devra être portée sur les possibilités de créer des connexions inter-quartiers et de préserver les accès des parcelles situées en deuxième rideau.

(Urbanisation récente, lotissement à Carmantran/Trilles ►)



c. Desserrement pavillonnaire

Le desserrement de la trame urbaine est favorisé par la présence des infrastructures viaires ainsi que par la recherche de qualités paysagères ; le bâti se développe souvent sur un parcellaire confortable (2000 m² et au-delà). Ce modèle urbain se caractérise par une densité modérée ce qui engendre des investissements importants en équipement de la voirie et de réseaux divers. Cette forme urbaine ne répond pas aux valeurs mises en avant par la loi SRU et rappelée par les lois ENE et ALUR, tant en termes de gestion économe du foncier que du maintien de l'aspect paysager et de la sécurisation des accès le long des linéaires routiers. Cette forme urbaine caractérisée par une moindre densité est constitutive des extensions pavillonnaires opérées aux grés des opportunités foncières.

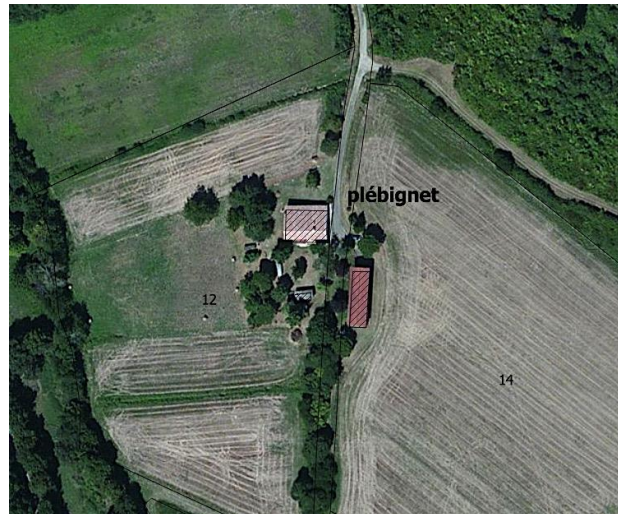
(Marge voie communale n°103 et n°3, secteur de Claquet et de Pauquet ►)



d. Bâti rural

L'implantation des constructions au sein des entités rurales et des fermes se caractérise par l'organisation du bâti en accroche ou bien en léger retrait de la voirie ; l'exploitation traditionnelle s'organise autour de multiples bâtiments (habitations principales, unités annexes servant au stockage, etc.). Au bâti traditionnel, s'agrègent parfois des unités de stockage plus récentes. Ce bâti traditionnel a pour sa très grande majorité conservé sa vocation initiale et n'a donc pas changé de destination.

(Exploitation agricole, Plébignet ►)



3. Le noyau villageois de Lagarrigue

La lecture du site : limites et principaux seuils

Site : Il définit un emplacement approprié en fonction de ses usages. Il s'agit de l'assise d'une zone d'habitat et ou d'activité vue dans ses caractéristiques physiques et son environnement immédiat. Le site se caractérise par ses qualités intrinsèques qui peuvent constituer des atouts (ouverture paysagère, etc.) ainsi que des limites aux dynamiques d'urbanisation (topographie, zone inondable, etc.).

Le village de Lagarrigue se situe au Nord du territoire communal et est installé sur la partie basse de la commune, en amorce du vallon dessiné par le ruisseau de la Fontaine. Ce ruisseau dessine une limite naturelle à l'urbanisation sur la frange Sud-Ouest du village. En marge orientale, les vergers établis au contact du village constituent une ceinture verte, seconde limite à l'urbanisation.



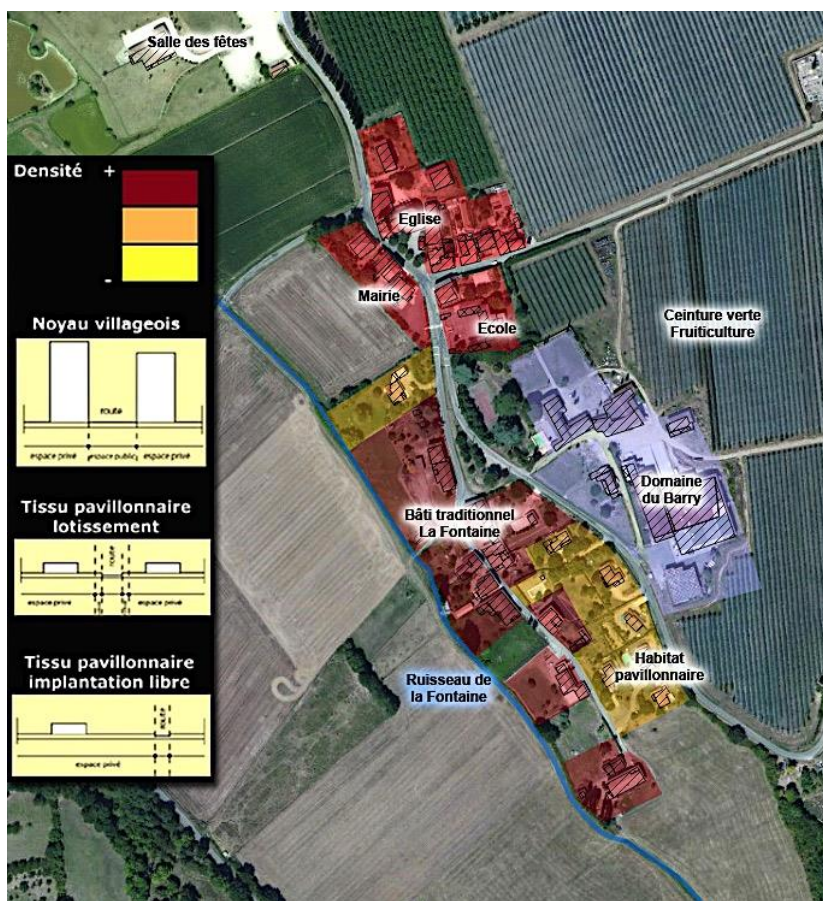
■ Organisation urbaine

Historiquement, Lagarrigue est une petite paroisse constituée autour de son église - Saint-Jean dite d'Ambais - et qui porte le nom de Miramont-d'Aiguillon. Au XIII^e siècle, Lagarrigue constitue une bastide, implantée sur un terrain vallonné, facile à défendre. Elle est dirigée par diverses familles, dont les Miramont. Les guerres de religion, les épidémies, associées à la disparition de l'église primitive, provoquent un déplacement de l'habitat. Les habitants délaissent alors les hauts plateaux pour s'installer dans la vallée, non loin de l'église récemment construite, dans le bourg actuel de Lagarrigue.

Les entités bâties présentes au sein du village de Lagarrigue peuvent être décomposées en plusieurs sous-secteurs en fonction des caractéristiques architecturales et des formes bâties observées. Plusieurs styles architecturaux se côtoient permettant une lecture distincte des grands ensembles morphologiques. Aussi à des fonctions d'habitat sont associées des constructions attestant de l'importance de l'activité agricole au sein de la commune (domaine du Barry).

Le village est constitué :

- d'un noyau ancien établi au croisement des voies communales n°4 et n°9 avec un front urbain marqué en marge de la voie communale n°4 (identifié en rouge)
- d'une base traditionnelle sur le secteur de la Fontaine, au Sud du village, mêlant quelques extensions plus récentes à vocation résidentielle (repéré en rouge foncé et orange)
- du domaine du Barry positionné en entrée Sud-Est du village et dont les bâtiments de stockage des productions attestent de l'importance des cultures fruitières sur le territoire (marqué en mauve sur le schéma ci-contre)



Le centre villageois accueille divers services et équipements structurants (Ecole, Mairie, Eglise, etc.).

La photographie actuelle quant à l'organisation urbaine du village atteste d'un développement opéré en continuité de l'existant. Pour autant quelques espaces interstitiels existent sur le secteur de la Fontaine, permettant une densification du tissu urbain, à moindre coût. Aussi le terrain situé à l'arrière de la mairie (parcelle 117, d'une surface de 0,95 ha), de par son emplacement privilégié, constitue un potentiel premier en termes d'urbanisation.



Décomposition des principales entités du village de Lagarrigue

▪ La trame urbaine : voirie et parcellaire

Le bourg de Lagarrigue représente aujourd'hui la forme urbaine la plus dense caractérisée par un tissu urbain avec 20 à 25 logements par hectare estimés. L'agencement de la trame urbaine au sein du noyau villageois village est conditionné par la géographie des lieux et des diverses lignes structurantes : voies communales qui se croisent, encadrement du village au Sud-Ouest par le ruisseau de la Fontaine, affluent du Lot.

Dans le noyau ancien, le bâti est structuré en appui des voies existantes - VC n°4 et n°9 – ancrée sur un petit parcellaire plus profond que large ; les sorties privatives et fonds de jardins sont établis à l'arrière.

Au Sud, le bâti ancien à la Fontaine est implanté en accroche de la VC n°17 dite de la Fontaine.



Agencement du bâti en accroche à la VC n°9, © UrbaDoc, 2014



Trame viaire et agencement du bâti centré sur le noyau ancien et sur le secteur de la Fontaine

■ Principales caractéristiques architecturales



Un bâti traditionnel d'inspiration rurale : Le noyau villageois se distingue par la qualité architecturale du bâti avec des constructions revendiquatives d'une architecture vernaculaire, dans le choix des matériaux et de leurs utilisations.

Volumétrie / Hauteur des constructions

Le bâti présente le plus souvent la forme d'un parallélépipède rectangle. La hauteur du bâti se présente généralement en R+1 (un sur rez-de-chaussée avec ou sans comble) ou bien de plein pied avec comble, notamment sur le secteur de la Fontaine.



Construction de plein pied ou bien de 1 niveau sur rez-de-chaussée, secteur de la Fontaine, © UrbaDoc 2014



Bâti de plein pied et d'un étage avec comble, marge VC n°9, © UrbaDoc 2014

Toiture

Les constructions se caractérisent par des toits à deux pentes et à quatre pans avec l'utilisation de tuile canal de couleur brune. Certaines toitures sont à pan cassé.

Quelques constructions, dans le centre ancien, présentent des toitures caractérisées par la présence de génoises ; celles-ci constituent une fermeture d'avant-toit (la face inférieure de l'avant toit) formée de plusieurs rangs de tuiles canal en encorbellement sur le mur. Le rôle de la génoise permet d'une part d'éloigner des eaux de ruissellement de la façade comme une corniche, et d'autre part de supporter et continuer le pan versant de toit. Ces éléments d'architectures traditionnelles au sein du village seront à préserver dans le cadre notamment de réhabilitation sur ce bâti de qualité. Dans ce cadre les gouttières seront à éviter en particulier dans le cas de génoises ou corniches.



Toiture à pan cassé, abord de l'Eglise, © UrbaDoc, 2014

Ouvertures

Elles sont plus hautes que larges, de type fenêtre à la française. L'encadrement des ouvertures est quelque fois souligné par l'utilisation d'enduits de compositions et de couleurs distinctes (enduit à la chaux). Une construction dans le village présente une ouverture de type baie vitrée qui dénote avec le cadre bâti environnant (cf. photo ci-dessus).



Symétrie des ouvertures participant à l'ordonnancement de la façade, © UrbaDoc 2014



Bâtisse se caractérisant par une déclinaison des ouvertures en fonction d'usage distincts ; domaine du Barry, © UrbaDoc, 2014

Les ouvertures observées sur certains bâtiments traditionnels témoignent des caractéristiques agrestes avec une déclinaison de l'importance de ces ouvertures en fonctions de leurs utilisations : porte charretière pour le stockage du matériel et de la production agricole, etc.

Colorimétrie observée, menuiserie, teinte de recouvrement

Les enduits et badigeon recouvrant les façades lorsque celles-ci ne sont pas laissées à l'état brut, sont choisis dans des tonalités rappelant le plus souvent les tons pierre, dans des tonalités claires. Les réhabilitations et les constructions plus récentes présentent également des façades dont les couleurs de recouvrement tirent sur des tonalités similaires (nuance de blanc).



Teintes des enduits utilisés pour protéger les façades, © UrbaDoc, 2014

Les menuiseries se caractérisent par une palette de couleurs relativement élargies avec particulièrement des déclinaisons récurrentes des nuances de marron. Quelques taches de couleurs tirant vers des nuances de bleu et des déclinaisons de blanc sont également présentes.

Matériaux de construction mis en œuvre

Les caractéristiques vernaculaires du bâti sont mises en évidence avec l'utilisation de matériaux de construction traditionnels : la majorité des unités bâties anciennes présentent des murs en pierre calcaire apparente, disposée pour certaines constructions en assise régulière et façonnées alors en rectangle afin de faciliter l'appareillage du mur.

L'utilisation de pierres maçonnées ou bien de brique voire encore d'éléments spécifiques permet de souligner les encadrements des ouvertures ainsi que les arrêtes des bâtisses les plus imposantes avec par exemple un traitement distinct des chaînages d'angle.

▪ L'encadrement des interventions sur le bâti existant

Le noyau villageois de Lagarrigue est également caractérisé par la réhabilitation de certaines constructions qui permet de gérer plus finement et de manière économe le tissu urbain. Les efforts de réhabilitation entrepris devront être poursuivis ; les constructions apparaissant dans un état de délabrement sont minimales, avec pour les plus vétustes d'entre elles, de nouvelles possibilités offertes en matière de renouvellement urbain et de gestion rationnelle et économe du foncier.



La mairie : une réhabilitation pouvant servir d'exemplarité, © UrbaDoc



Réhabilitation en cours, toiture, © UrbaDoc 2014

L'intervention sur le bâti existant devra privilégier l'utilisation de matériaux et de tonalités en harmonie avec le cadre bâti environnant. Les possibilités de densification au sein du noyau traditionnel devront également tenir compte d'une bonne intégration des constructions avec le bâti environnant.

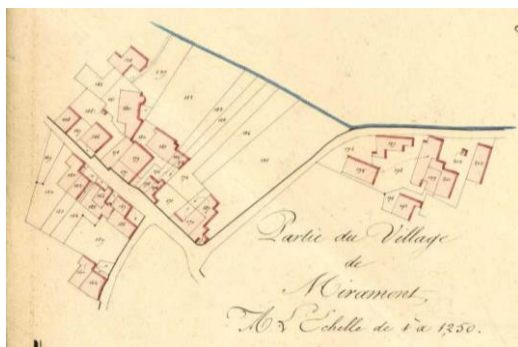
ENCADRER LES INTERVENTIONS SUR L'EXISTANT

Le bâti ancien présent au sein du noyau villageois bénéficie d'une qualité architecturale prononcée revendicative d'un modèle urbain traditionnel déterminé par des volumes simples et des matériaux traditionnels. Le PLU devra protéger son aspect par une réglementation précise de la rénovation notamment en ce qui concerne l'utilisation des matériaux, les jointements, les décors, les menuiseries, les toitures, les tonalités de recouvrement, les pratiques de mises en œuvre autorisées, etc.

4. Les foyers de peuplement secondaires

▪ **Miramont**

Il s'agissait anciennement du chef-lieu de la commune de Miramont de Guyenne⁶⁶. Anciennement nommé, Miramont d'Aiguillon ; il s'agit aujourd'hui d'un simple écart agricole occupant le sommet d'un étroit plateau, distant du village d'un kilomètre vers le Sud.



Extrait du cadastre napoléonien, 1837



Le hameau est établi au croisement des chemins communaux n°5 dit de Saint-Jean et n°3.

L'urbanisation sur ce secteur se traduit par la concomitance de constructions récentes agrégées à une base plus traditionnelle avec quelques corps de ferme (repérés en rouge sur l'esquisse ci-dessous). Le secteur de Miramont se confond avec celui de Carrérotte : du fait des caractéristiques paysagères de la commune, l'urbanisation s'est surtout propagée sur

les lignes de crêtes, sur le plateau de Miramont. La recherche de plus-values paysagères concerne ainsi les secteurs de Miramont et de Carmantran. Ce secteur est ceinturé sur sa marge Est par un travers boisé, qui signale les premières ruptures de pente. Il existe peu de possibilités de développement au sein de la partie actuellement urbanisée : parcelles n°38, 39 et 42. Plus au sud, le hameau est prolongé par un vaste îlot agricole qui s'évase à mesure que le plateau s'élargit et dont il convient de limiter la pression foncière.



5. Les extensions pavillonnaires

Les différentes formes de développement pavillonnaires s'opèrent soit :

- au gré des opportunités foncières ;
- en linéaire des axes de circulation ;
- de manière davantage organisée sous la forme d'opérations d'ensemble permettant une rentabilité accrue des investissements réseau (VRD) et une gestion économe du foncier.

■ Carmantran-Trilles

Le lieu-dit de Carmantran se caractérise par la présence d'un corps de ferme ; en marge de cette unité traditionnelle, le secteur de Trilles se distingue par la réalisation d'un lotissement ; celui-ci regroupe huit lots d'une superficie moyenne de 1250 m². Ces aménagements affirment, à la fois une volonté de gérer de manière plus rationnelle l'espace et une volonté de rentabilité foncière et des coûts en investissements réseaux. Cela même si ce lotissement s'est développé à l'écart des entités les plus densément bâties, créant une troisième poche urbaine en complément du village et de Miramont.

L'ensemble des constructions est exposé Sud-Est. Le hameau se développe sur un léger penchant ; en vis-à-vis du lotissement, la parcelle n°151 constitue un site premier en termes d'urbanisation afin de conférer une plus grande cohérence sur ce secteur : 1,12 ha. Le développement de ce secteur répond en vis-à-vis du village de Lagarrigue. Ce secteur est desservi par les voies communales n°3 et 8.



PRIVILEGIER LES AMENAGEMENTS D'ENSEMBLE

L'urbanisation récente à vocation d'habitat devra privilégier les formes d'aménagement pensées dans leur ensemble et en continuité d'entités d'ores et déjà existantes, à l'instar du lotissement inscrit en continuité Est du bourg, cela afin de limiter la pression foncière sur les espaces agricoles et naturels.

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) permettront de répondre favorablement à la restructuration de certains secteurs sur lesquels l'intensification de l'urbanisation est privilégiée.

Sur les autres écarts (Pauquet, etc.), l'urbanisation réalisée au gré des opportunités foncières pose la question de l'intégration du bâti dans le cadre paysager et du risque de dépréciation de la qualité paysagère qui en incombe.

Dans cette optique, l'un des enjeux du PLU sera de limiter l'entame des îlots agricoles et des espaces naturels, en recherchant des limites franches aux secteurs à urbaniser. Tout particulièrement le respect des règles de réciprocité entre bâti agricole et habitation permettra de limiter les conflits de voisinage.

▪ Principales caractéristiques architecturales

Les formes bâties et l'utilisation des matériaux utilisés dans le cadre des réalisations récentes s'éloignent le plus souvent du modèle traditionnel (toiture, matériaux, etc.) pour produire des formes originales plus ou moins bien intégrées dans la trame bâtie (complexité des volumes, couleurs, matériaux). Ces nouvelles constructions ne révèlent que rarement un attachement à l'identité locale, tant dans le choix des matériaux utilisés que dans la volumétrie et les exigences en termes d'esthétique, retenus.



Matériaux de construction, tonalité et architecture contemporaine, lotissement à Trilles © UrbaDoc 2014

Le bâti présente le plus souvent des façades dont les teintes de recouvrement tirent dans des tonalités plus chaudes (variante de jaune, etc.) ou bien contemporaine ou bien en R+1 implanté en milieu de parcelle. L'intégration des panneaux photovoltaïques devra être finement règlementée afin de ne pas donner lieu à des toits créant des dissonances au sein de l'environnement bâti.

Quelques constructions en bois sont également présentes sur la commune et rappellent les changements de comportement des individus en faveur d'un développement durable.



Construction bois, © UrbaDoc 2014

6. Les domaines agricoles

Au-delà du noyau villageois de Lagarrigue, le bâti est distribué de manière épisodique sur l'ensemble du territoire communal.

Le bâti diffus est implanté à la faveur des nombreux chemins vicinaux qui drainent le territoire communal et qui viennent se greffer sur les principaux axes routiers. Les données topographiques inhérentes au territoire communal sont propices à l'implantation d'un bâti diffus conférant ainsi le caractère d'une campagne habitée.

La dispersion de l'habitat sur le territoire communal, même s'il concerne pour partie l'implantation de constructions pavillonnaires est surtout le reflet de l'activité agricole, sur la commune.

Ces corps de ferme isolés constituent des marqueurs forts en terme paysager et présentent le plus souvent une identité certaine, revendicative d'une architecture vernaculaire. Il existe de nombreuses exploitations agricoles composées de plusieurs corps de bâtiments (habitation, hangars, annexes dévolues au stockage du matériel et de la production).

L'agencement des fermes dénote une structuration en fonction du tracé des voies secondaires et tertiaires qui viennent se greffer sur les axes de gabarit plus importants. La plupart de ces entités rurales se distingue par la qualité et la typologie du bâti qui les composent reflétant l'importance de l'activité agricole sur la commune.



Bâti à vocation agricole, © UrbaDoc, 2014 : au corps de ferme traditionnel s'ajoutent quelquefois des bâtiments plus récents ou bien ayant fait l'objet d'aménagement avec des matériaux de constructions qui créent une rupture avec le bâti originel

Le bâti rural est le plus souvent de bonne facture, les unités apparaissant dans un état de délabrement restent mineures.

En outre, il est noté que certaines constructions rurales ont été réhabilitées et ont parfois changé de destination.



Maison de maître XIXe s., secteur Lacombe, © UrbaDoc



Réhabilitation d'une ancienne grange en habitation, © UrbaDoc 2014

Les constructions isolées aux caractéristiques agrestes se composent généralement de plusieurs corps de bâtiments (habitations, hangars, annexes dévolues au stockage du matériel et de la production, etc.).

Le bâti agricole se caractérise également par l'implantation ponctuelle d'unités plus récentes (Saint-Jean, etc.) ; ces bâtiments, de par le choix des matériaux de recouvrement et de construction utilisés, présentent généralement une silhouette bâtie renforçant leur perception dans le paysage.

Enjeu : L'habitat dispersé est présent sur le territoire communal. Il correspond essentiellement à un bâti rural dont la qualité et les valeurs identitaires constituent une signature qu'il convient de préserver. En ce sens, les interventions sur l'existant et les modalités d'évolution de ce bâti traditionnel devront être encadrées.

7, Le patrimoine communal

▪ Eglise paroissiale Notre-Dame



Au XVI^e siècle, le village de Lagarrigue se développe autour de l'église paroissiale Saint-Jean dite d'Ambais. Au XIX^e siècle, l'édifice est restauré et placé sous le nouveau vocable de Notre-Dame.

La construction de l'église date du XVI^e siècle. La clef de voûte principale de la première travée indique une date précise, celle de 1559. Le style de l'église renvoie aux édifices de la France septentrionale, mais avec une cinquantaine d'années de retard.

La nef comporte quatre travées voûtées en étoile avec croisées d'ogives, un chevet pentagonal ainsi que deux petites chapelles formant le transept : l'une est dédiée à sainte Anne, l'autre à saint Claud.

Depuis le XIX^e siècle, les restaurations du bâtiment se sont multipliées, notamment celle du clocher dans un style flamboyant, par Alban Delsol, architecte qui travaille à la même époque sur la commune de Saint-Salvy. À la suite de l'hiver 1892-1893, de profonds remaniements de la sacristie sont nécessaires.

La dernière campagne importante de restauration a lieu dans les années 1930, le clocher étant à cette occasion consolidé.

▪ Croix de chemin du bourg



Au carrefour de plusieurs routes, la croix de Lagarrigue est une croix de chemin qui date probablement du XIX^e siècle.

À l'origine, la croix de chemin a pour vocation d'affirmer la foi des chrétiens sur la voie publique. Elle revêt également des rôles de guide et de protection du voyageur.

La croix de Lagarrigue reprend la typologie habituelle pour ce genre de monument. Elle se compose d'une croix ajourée en bronze, reposant sur un socle en maçonnerie.

Les croix de chemin constituent aujourd'hui un patrimoine de proximité que les communes cherchent de plus en plus à préserver.

▪ Monument aux morts



En édifiant ce monument, Lagarrigue rend hommage aux soldats originaires de la commune morts lors des deux guerres mondiales.

Le monument suit la typologie habituelle pour ce genre d'édifice. Il prend place au centre du village de manière à être visible de tous. Entouré d'une petite grille en fer forgé, il se compose d'un obélisque surélevé par un haut socle.

L'ornementation du monument obéit aussi à une composition classique. Le fût de l'obélisque accueille une feuille de palme traitée en relief qui évoque la palme du martyr. Sur la plaque noire apposée sur le socle, apparaît le nom des quinze victimes de guerre.

La commune abrite également un petit patrimoine revendicatif des caractéristiques rurales du territoire : séchoirs, croix de chemin, etc. Outre ce petit patrimoine, quelques bâtisses de très belle facture ponctuent également le territoire.



Photographie, UrbaDoc, 2011

Article L123-1-5 III-2° du Code de l'Urbanisme

« Le règlement peut, en matière de caractéristiques architecturales, urbaine et archéologique :

Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation »

8, Le patrimoine archéologique

L'article L.510-1 du code du patrimoine mentionne que « tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel, constituent des éléments du patrimoine archéologique. »

Les articles R.123-8 et R.123-11 du Code de l'Urbanisme prévoient la prise en compte et l'identification, dans le zonage du P.L.U., des zones à protéger pour raison historique, dont archéologique, par intégration en zone N, voire création de secteurs spécifiques au titre du L.123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme.

Ceci n'exclut pas la prise en compte de vestiges archéologiques dans d'autres zones ou secteurs du P.L.U.

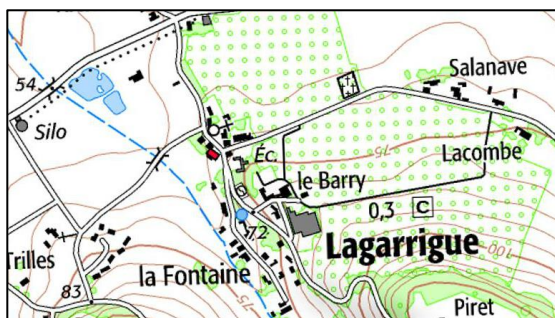
Plusieurs secteurs du territoire de la commune sont à considérer comme des zones sensibles du point de vue archéologique.

Nom	Nature époque
Le Bourg	Église, cimetière et fortification Moyen-Age
Miramont	Bastide Moyen-Age
Saint-Avit	Église et cimetière Moyen-Age
Saint Jean	Église et cimetière Moyen-Age

Source : Porter à Connaissance, DDT 47

MOBILITES

Analyse des entrées de bourg



(Extrait IGN)

Le bourg est desservi par la voie communale n°4 de Saint-Avit traversant le village du Nord au Sud. La voie communale n°9 de Salanave permet un accès sur la partie Est du village tandis que la voie communale n°8 offre une entrée Ouest.

a. Entrée Nord par la VC n°4 en provenance de la RD 278



L'entrée Nord en ayant emprunté auparavant la RD 278 se caractérise par un alignement de peupliers en bord de route qui permet de cadrer la vue et guide le regard en direction du local en bardage bois servant de foyer. La silhouette du village ne se remarque pas encore, le cadre paysager mettant en évidence l'importance des marges agricoles. En arrière-plan, se dessinent les premiers bourrelets de terrains inhérents aux coteaux.

Plus en aval, le clocher de l'Eglise signale le village avec en premier plan de l'édifice une construction traditionnelle. Le végétal reste présent en ligne d'horizon avec quelques sujets arborés.

Très étroite au pied de l'Eglise, l'entrée dans le village oblige à la prudence compte tenu des difficultés à se croiser.

b. Entrée Sud par la VC n°4



En provenance Sud, après que la route ait dessiné un virage et offert un panorama sur le grand paysage, le regard se porte sur les bardages métalliques des unités de stockage du domaine du Barry. Les constructions récentes se distinguent peu, implantées en contrebas de la voie sur la partie Ouest. En ligne de mire, le visiteur perçoit le bâti plus traditionnel inhérent au mas du Barry. Le domaine dépassé, le tracé de la route poursuit son inflexion, avec à l'horizon l'absence de bâtiment. Le mur de délimitation du domaine du Barry contribue à guider le regard. Un panneau indique la proximité d'une école et laisse deviner au visiteur le village tout proche.

A la sortie du virage, le clocher orthogonal de l'Eglise Notre-Dame, massif, marque le village. Le bâti traditionnel se remarque par la volumétrie et les toitures des constructions. En marge de l'école, un mur imposant marque cette entrée de village rappelant que son développement s'est effectué sur les premières pentes avec un étagement des constructions dans le paysage, comme en témoigne l'encaissement du lieu-dit La Fontaine.

c. Entrée Est par la VC n°9



L'entrée Ouest marque le caractère agricole des marges du village avec les cultures fruitières du domaine du Barry. Le cheminement est étroit et relève du tracé agricole. La vue est cadrée par une bâtisse implantée en accroche de la voie. La silhouette du clocher de l'église émerge au-dessus des vergers. En entrée de village, le gabarit de la voie est plus large ; les constructions implantées en majorité en accroche de la voie et en double mitoyenneté contribuent à resserrer le champ de vision qui bute en ligne de mire sur la mairie.

d. Entrée Est par la VC n°9

Cette entrée met en lumière la qualité de la silhouette bâtie du village de Lagarrigue, identifié par les façades des principaux éléments structurants : Eglise qui émerge des structures végétalisées, Ecole installée en position dominante, et dans une moindre mesure la mairie. Dans l'hypothèse où le terrain situé à l'arrière de la mairie venait à être construit, la municipalité veillera à l'intégration de ces constructions en termes d'épaulage mais également en veillant à recréer une ceinture végétale en premier plan de l'Eglise.



Dans un deuxième temps, après que la voirie ait dessinée une légère courbe, la perception d'une imposante bâtisse à la façade bien ordonnancée et aux caractéristiques architecturales néo-classiques se fait plus précise. En ligne de mire, une construction traditionnelle cadre également la vue.



La voirie en provenance du lotissement situé sur le secteur de Trilles reste étroite ; en outre, aucun cheminement piétonnier ne permet de sécuriser les déplacements entre le lotissement et le village, distant de 250 m environ.

CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

1. Contexte réglementaire

Cadre législatif et réglementaire : Le Grenelle de l'environnement

Afin de favoriser la cohérence des politiques publiques, le Grenelle a eu des répercussions à la fois dans le code de l'environnement et le code de l'urbanisme

⇒ La loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (Grenelle 1) apporte :

CODE DE L'URBANISME

Une modification du code de l'urbanisme en introduisant dans l'article L 110 la préservation de la biodiversité ; notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques.

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

L'objectif de création d'une TVB d'ici fin 2012, la TVB constitue un des outils en faveur de la biodiversité.

⇒ La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) apporte :

CODE DE L'URBANISME

Une inscription des continuités écologiques dans le code de l'urbanisme (articles L. 121-1 et suivants, L 122-1-1, L 123-1 et suivants) avec des objectifs « de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages, de préservation de ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Une inscription de la TVB dans le code de l'environnement (article L. 371-1 et suivants), avec définition, objectifs, dispositif de la TVB. « La Trame verte et la Trame bleue ont pour objectifs d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles en milieu rural ».

Ainsi, aujourd'hui à travers leur PLU, les collectivités doivent préserver la biodiversité, notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques sur leurs territoires.

La prise en compte du développement durable dans les politiques publiques est une obligation.

2. Contexte hydrographique

Le code de l'urbanisme impose aussi que les normes de planification et de réglementation de l'utilisation des sols soient compatibles, ou rendues compatibles, avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), outils de planification de l'eau.

Par ailleurs, le SDAGE Adour-Garonne (2010-2015) approuvé par arrêté préfectoral le 1er décembre 2009, comprend des dispositions visant à concilier les politiques de l'eau et l'aménagement du territoire.

3. Masse d'eau souterraine et qualité des eaux souterraines

La notion de Masse d'eau a été introduite en Europe dans le droit de l'environnement par la directive cadre sur l'eau. Un état des lieux de la masse d'eau de chaque Etats membres de l'Union européenne doit être dressé. Cette obligation s'est traduite en particulier en France via l'article R. 212-3 du code de l'environnement qui impose aussi que les données mobilisées pour cet état des lieux prévu soient recueillies, conservées et diffusées conformément aux dispositions d'un référentiel technique.

Une masse d'eau peut être « administrativement » décomposée en différents sous-ensemble, tels que : Bassin, groupement de bassins, Eaux de surface, intérieures, souterraines, côtières ou de transition ; Eaux douces, salées, saumâtres ; Eaux souterraines (aquifère) ou de surface, cours d'eau, réservoir, etc.

A l'image des masses d'eau superficielle, la délimitation des masses d'eau souterraine est organisée à partir d'une typologie. Cette typologie s'inspire largement de celle élaborée pour les entités hydrogéologiques définies dans le cadre de la révision de la BD RHF. Elle est basée sur la nature géologique et le comportement hydrodynamique ou fonctionnement « en grand » des systèmes aquifères (nature, vitesse des écoulements). Elle comprend plusieurs niveaux de caractéristiques qui font que en un point quelconque plusieurs masses d'eau peuvent se superposer les unes sur les autres.

Au regard de ce classement, deux masses d'eau administrativement définies « ne peuvent avoir de parties communes » (art 3 du décret), mais « plusieurs masses d'eau souterraine peuvent se superposer au droit de tout point d'un bassin ou d'un groupement de bassins » (art 3 du décret).

La commune est concernée par plusieurs masses d'eau souterraines :

- FRFG023 Alluvions du Lot
- FRFG071 Sables, graviers, galets et calcaires de l'éocène nord AG
- FRFG071 Calcaires et sables du turonien coniacien captif nord aquitain
- FRFG080 Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif
- FRFG088 Molasses du bassin du Lot

Ainsi, les principales masses d'eau susceptibles d'être impactées par tout projet d'aménagement sont celles de niveau 01 à savoir :

- FRFG023 Alluvions du Lot
- FRFG088 Molasses du bassin du Lot – au Nord-Ouest et Sud de la commune

a. FRFG023 : Alluvions du Lot

Il s'agit d'un système alluvial à écoulement libre d'une superficie de 335 km². Les pressions observées sur cette masse d'eau sont présentées dans le tableau ci-dessous :

<i>Pression qualitative</i>	
Occupation agricole des sols (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires)	Forte
Elevage	Faible
Non agricole (nitrates issus de l'assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, sites et sols pollués,...)	Forte
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine)	Moyenne
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels)	Moyenne
<i>Pression quantitative</i>	
Prélèvement agricole	Forte
Prélèvement industriel	Faible
Prélèvement eau potable	Faible
Recharge artificielle (par modification directe ou indirecte de la recharge) :	Absente
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine)	Forte
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels)	Forte

Pressions masse d'eau FRFG023 (source AEAG)

Des pesticides ont été détectés tout le long de la masse d'eau. Ils contribuent donc à classer cette dernière en mauvais état. La masse d'eau est exploitée par des puits anciens qui présentent des problèmes de fer et manganèse (liés à l'oxydation de la matière organique du Lot). Bon nombre de ces puits sont voués à l'abandon au profit des ressources karstiques environnantes.

État des lieux 2004-2006	RNABE	Éléments déclassants
	RNABE Qualitatif	NO ₃ , Pest.
	RNABE Quantitatif	
État des lieux 2008	Évaluation de l'état chimique	Éléments déclassants
	Mauvais état	Pest.

Etat des lieux de la masse d'eau FRFG023

Les informations relatives au SDAGE classent cet aquifère comme **une zone vulnérable à objectifs plus stricts**.

Objectif Etat global	Bon état 2021
Objectif Etat quantitatif	Bon état 2015
Objectif Etat chimique	Bon état 2021

Objectifs de qualité de la masse d'eau FRFG023

b. FRFG088 : Molasses du bassin du Lot

Il s'agit d'un système imperméable localement aquifère à écoulement majoritairement libre d'une superficie de 1 076 km². Les pressions observées sur cette masse d'eau sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Pression qualitative	
Occupation agricole des sols (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires)	Forte
Elevage	Moyenne
Non agricole (nitrates issus de l'assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, sites et sols pollués,...)	Moyenne
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine)	Absente
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels)	Faible
Pression quantitative	
Prélèvement agricole	Moyenne
Prélèvement industriel	Faible
Prélèvement eau potable	Faible
Recharge artificielle (par modification directe ou indirecte de la recharge) :	Absente
Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine)	Faible
Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels)	Faible

Pressions masse d'eau FRFG088 (source AEAG)

Les précédents états des lieux avaient été établis pour définir un risque. Cette appréciation résultait du croisement de l'état observé et des pressions exercées sur le milieu. Le présent état des lieux traite de l'évaluation de l'état chimique de la masse d'eau (sans prise en compte des pressions). Ainsi, le manque de données sur la qualité et une occupation agricole des sols importante (86% de la surface de la masse d'eau, selon les informations de l'état des lieux 2004) avait conduit à classer la masse d'eau en risque par rapport aux nitrates et aux pesticides.

Actuellement, le niveau de connaissance sur la qualité de la masse d'eau reste très insuffisant. Toutefois, aucun des éléments recueillis ne témoigne d'un mauvais état chimique. La masse d'eau est donc évaluée en bon état. Il n'existe aucun réseau qualitatif pour cette masse d'eau qui est qualifiée de «imperméable ou localement aquifère». En effet, dans la mesure où des points d'observation seraient mis en place, ils ne seraient représentatifs que de l'aquifère local dans lequel ils sont implantés et non pas de la qualité globale de la masse d'eau. **Les ressources de cette masse d'eau ont un intérêt local et sont exploitées pour un usage AEP au niveau de petites sources.**

État des lieux 2004-2006	RNABE	Éléments déclassants
	RNABE Qualitatif	NO ₃ , Pest., doute sur les autres éléments
	RNABE Quantitatif	
État des lieux 2008	Évaluation de l'état chimique	Éléments déclassants
	Bon état	

Etat des lieux de la masse d'eau FRFG088

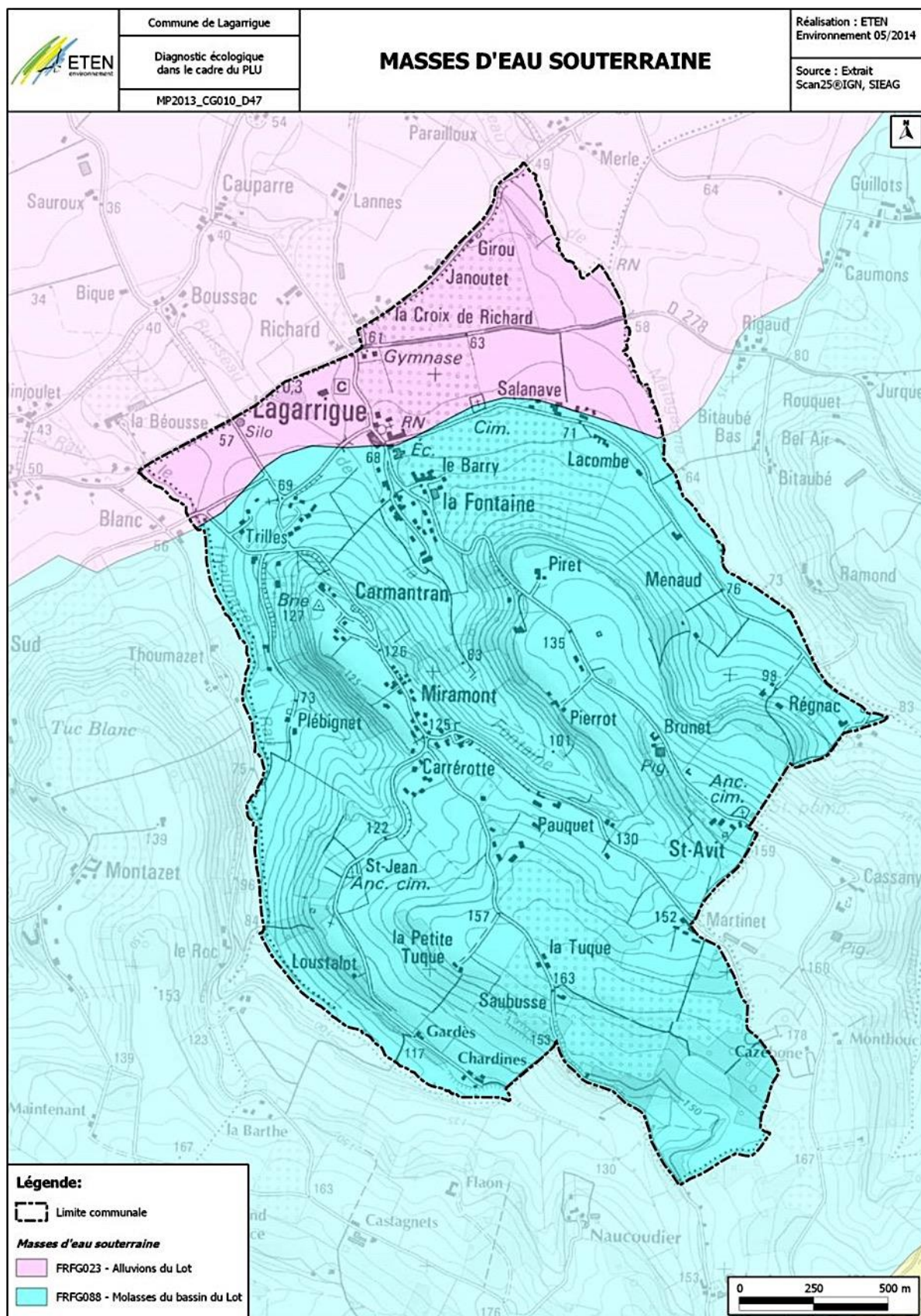
Les informations relatives au SDAGE classent cet aquifère comme **une zone vulnérable**.

Objectif Etat global	Bon état 2015
Objectif Etat quantitatif	Bon état 2015
Objectif Etat chimique	Bon état 2015

Objectifs de qualité de la masse d'eau FRFG088

TABLEAU DE BORD

Carte 1 : Masses d'eau souterraines



4. Entité hydrogéologique – BDRHV1

L'entité hydrogéologique est une partie de l'espace géologique, aquifère ou non aquifère, correspondant à un système physique caractérisé au regard de son état et de ses caractéristiques hydrogéologiques.

La commune est concernée par plusieurs entités hydrogéologiques

- 344 : Lot,
- 562 : Agenais et Quercy,

a. Lot (344)

Il s'agit d'un aquifère alluvial du Lot de 7 km en amont de Cahors jusqu'à la confluence avec la Garonne. La limite administrative de la région Midi-Pyrénées recoupe cet aquifère aux environs de Montayrol-Fumel. Il s'agit d'un système aquifère alluvial continu à nappe libre, non subordonné principalement à des cours d'eau de surface, assimilable à une monocouche (type 1).

La description lithostratigraphique du réservoir est la suivante :

- Alluvions modernes : ces alluvions sont de composition très variable. Elles présentent 1 à 1,5 m de limons de crue superposés à une grave à galets d'une puissance de 2 à 6 m, pouvant localement atteindre 20 m en remplissage d'anciens chenaux karstiques.
- Alluvions anciennes : elles constituent les terrasses inférieures, moyennes et supérieures.

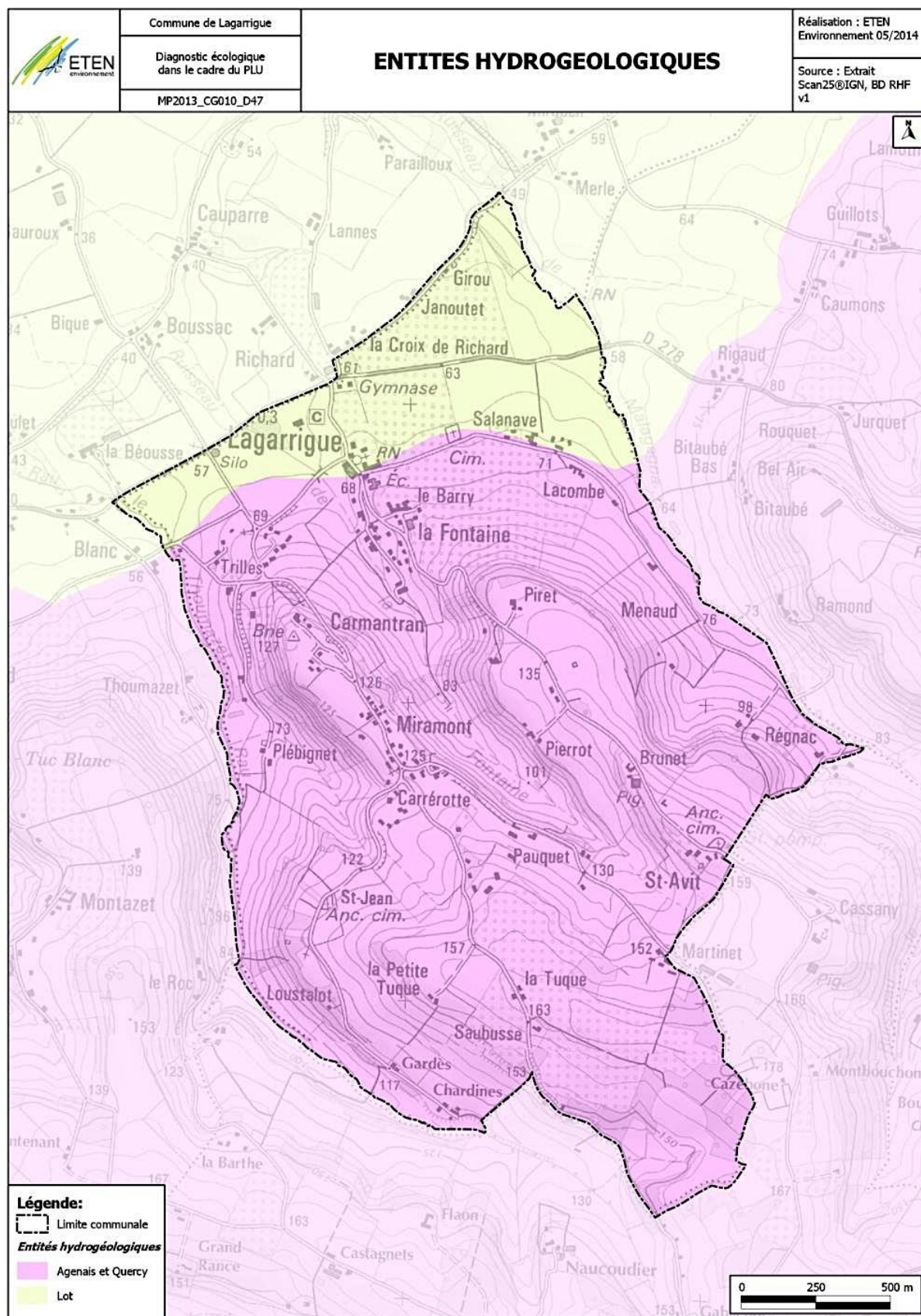
Les alluvions modernes sont les seules qui puissent être en communication hydraulique naturelle avec le Lot mais elles ne le sont effectivement qu'en amont de Luzech. Dans ce secteur, le Lot draine ou alimente la nappe alluviale, suivant leurs états hydrauliques respectifs. En aval de Luzech, le Lot n'est pas en contact avec les alluvions; la rivière coule entièrement sur le substratum calcaire qu'elle a surcreusé.

b. Agenais et Quercy (562)

Domaine sans grand système aquifère individualisé, constitué par des formations sédimentaires du Kimméridgien à l'Oligocène. Il s'agit d'un domaine sans aquifère libre, à aquifère captif bi- ou multicouche comportant des couches semi-perméables capacitatives ("magasin(s)" captif(s) à réserve mobilisable appréciable) et sans échange significatifs avec la surface. La partie supérieure de la couverture peut être constituée par des formations "imperméables" ou semi-perméables non connectées au multicouche

TABLEAU DE BORD

Entités hydrogéologiques au niveau de la commune



3. Contexte hydrologique superficiel

a. Réseau hydrographique

La commune de Lagarrigue est concernée par les cours d'eau suivants :

- O8860520 Ruisseau de Malagagne
- O8860590 La Béousse
- O8860560 Ruisseau de la Fontaine

La commune s'insère dans la zone hydrographique :

- O886 Le Lot du confluent du Chautard au confluent de la Garonne

Aucune masse d'eau superficielle n'est présente sur la commune mais cette dernière appartient au bassin versant du Lot du confluent de la Lémance au confluent du Lot.

b. Qualité des eaux superficielles

Afin de maintenir ou d'améliorer la qualité des rivières, des objectifs ont été mis en place, en application de la Circulaire du 17 mars 1978 sur « La politique des objectifs de qualité des cours d'eau, canaux, lacs ou étangs ». Tous ces objectifs de qualité sont confirmés par le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, issu de la Loi sur l'Eau, disponible auprès de l'Agence de l'Eau) adopté par le Comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordinateur du bassin en 2006. Ces objectifs ont été renforcés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et le SADGE entré en vigueur au 01 janvier 2010.

La DCE vise à prévenir et réduire la pollution des eaux, à promouvoir son utilisation durable, à protéger l'environnement, à améliorer l'état des écosystèmes aquatiques (zones humides) et à atténuer les effets des inondations et des sécheresses. Elle impose notamment l'identification des masses d'eaux et de leurs caractéristiques, par bassin et district hydrographiques, ainsi que l'adoption de plans de gestion et de programmes de mesures appropriées à chacune d'entre elles. Elle vise ainsi, pour 2015, un « *bon état écologique* » des milieux aquatiques et du bassin versant, seul moyen de garantir une gestion durable et soutenable de cette ressource vitale.

Les objectifs d'amélioration de la qualité de l'eau des rivières ont été fixés par Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement en tenant compte des usages connus et futurs de l'eau, ainsi que des réglementations européennes sur l'eau potable et les baignades.

Pour les cours d'eau sans usage identifié, l'objectif est la préservation de l'équilibre biologique.

➤ **Le Lot du confluent de la Lémance au confluent de la Garonne**

Les pressions observées sur cette masse d'eau sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Pression
Agricole	Forte
Domestique	Moyenne
Industrielle	Forte
Ressource	Forte

	Pression
Morphologie	Forte
Agricole nitrates	Faible
Agricole pesticides	Moyenne
Autres micropolluants	Forte

Pressions observées sur la masse d'eau FRFR225

Etat de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007) :

Etat écologique (mesuré)	Mauvais
Etat biologique :	Moyen
Etat physico-chimique :	Bon
Etat chimique	Bon

Etat de la masse d'eau FRFR225

Objectif d'état de la masse d'eau :

Objectif état global :	Bon état 2021
Objectif état écologique :	Bon état 2021
Objectif état chimique :	Bon état 2021

Objectifs de qualité de la masse d'eau FRFR225

TABLEAU DE BORD

Réseau hydrographique de la commune

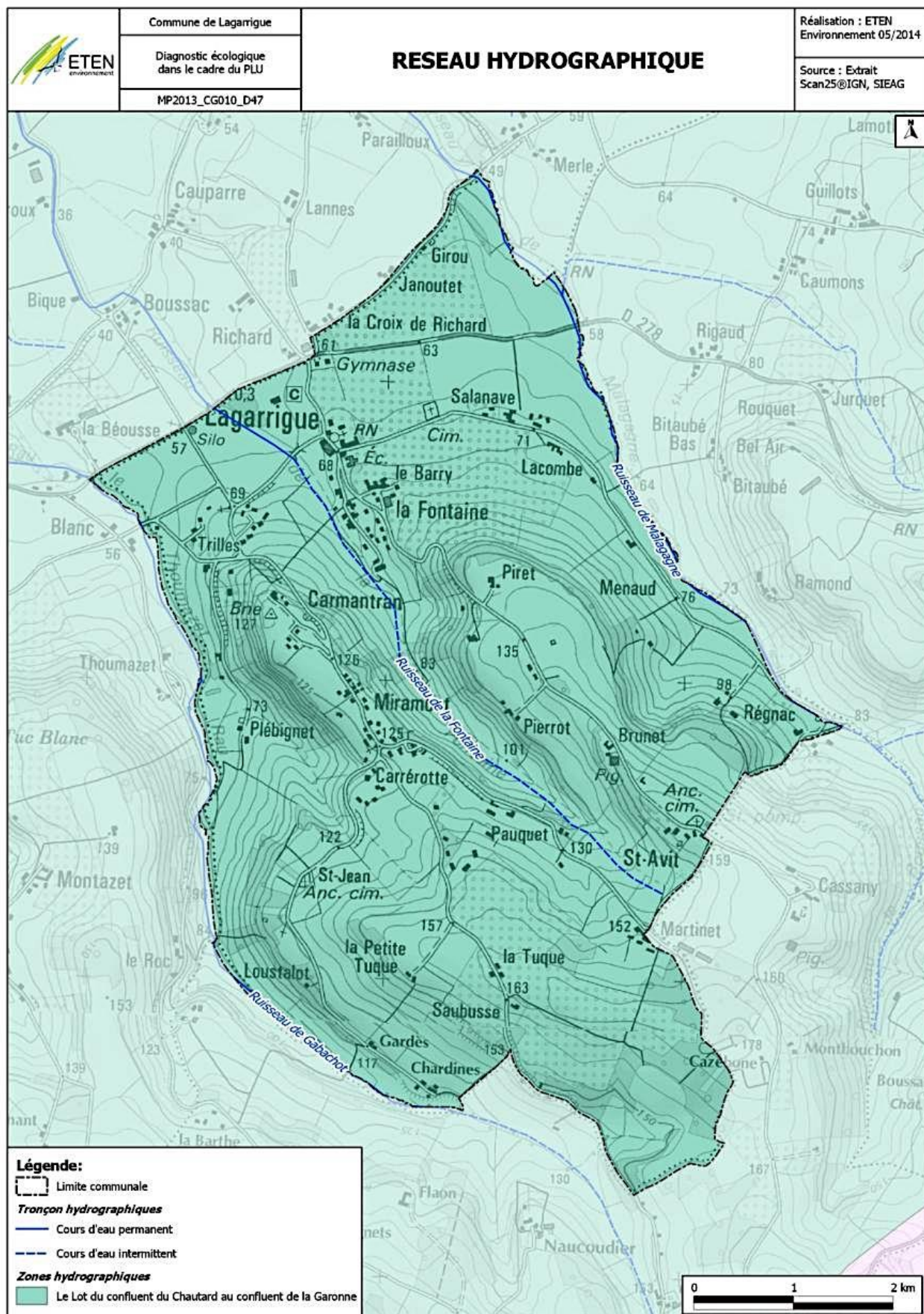
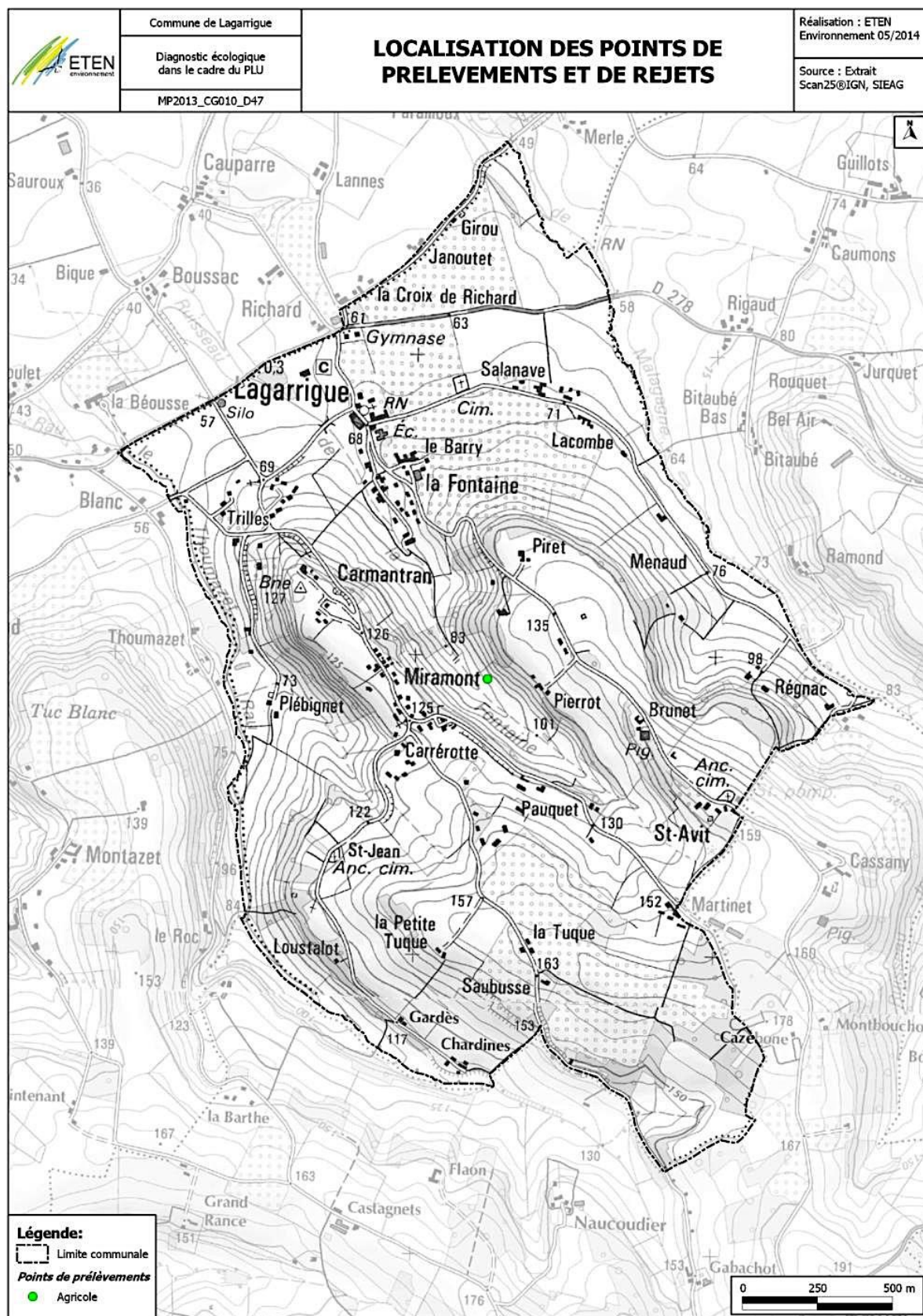


TABLEAU DE BORD

Pressions et rejets sur la commune



4. Périmètre de gestion et zonages réglementaires liés au SDAGE Adour Garonne

Les définitions sont présentées en annexe. (Annexe 1 : Glossaire) (Source : Agence de l'eau Adour-Garonne)

La commune est soumise à différents documents réglementaires et/ou de gestion concernant la ressource en eau.

a. Zones à objectifs plus strict (ZOS) souterraines et rivières

Le niveau national et Européen identifie désormais ce concept comme zone d'alimentation en eau potable future (ZAEPF).

Parmi ces ZPF, des ZOS (Zones à objectifs plus stricts) ont été identifiées comme des zones devant faire l'objet des programmes pour réduire les coûts de traitement de l'eau potable. Ces zones sont des portions de masses d'eau souterraine, cours d'eau et lacs stratégiques pour l'AEP dans le bassin Adour-Garonne. Deux représentations possibles pour les eaux superficielles : par masse d'eau rivière & lac, ou par bassin versant de ces rivières ou lacs.

La commune n'est pas concernée par ce zonage.

b. ZPF souterraines – Zones à préserver pour leur utilisation future en eau potable

La commune n'est pas concernée par ce zonage.

c. Zones à vigilance nitrates, pesticides et élevages

Les efforts de réduction des pollutions diffuses d'origine agricoles s'inscrivent dans ces zones de vigilance. Ils résultent :

- des opérations de sensibilisations et de promotions des bonnes pratiques agricoles,
- des obligations réglementaires (programme d'action en zone vulnérable notamment),
- de la mise en œuvre de démarches volontaires (plans d'actions concertés) sur des territoires prioritaires.

Ces zones hydrographiques englobent :

- des secteurs où les teneurs en nutriments et phytosanitaires ou le facteur bactériologiques compromettent l'atteinte des objectifs du SDAGE (bon état, utilisation des ressources pour certains usages tel que l'eau potable ou la baignade),
- des bassins où ces mêmes polluants, sans atteindre les valeurs seuil du bon état du classement en zone vulnérable ou de l'eau brute SDAGE présenté au comité de bassin du 16 novembre 2009, méritent qu'une surveillance de ces paramètres soit maintenue et que les éventuelles tendances à la hausse soient prévenues.

L'ensemble de la commune se trouve au niveau d'une zone de vigilance nitrates et pesticides.

d. Axes migrateurs amphihalins

Ce classement n'impacte pas directement l'occupation des sols mais il est nécessaire de veiller à ce que la qualité des eaux superficielles ne soit pas dégradée par des rejets anthropiques (pluvial, assainissement eaux usées,...).

La commune n'est pas concernée par ce classement.

e. Zone de répartition des eaux

L'ensemble du territoire communal est concerné par la zone de répartition des eaux.

Cette dernière peut être une zone de bassin, sous-bassin, fraction de sous-bassin hydrographique ou des systèmes aquifères, caractérisée par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.

Ainsi, les seuils de prélèvements sont baissés et les prélèvements des captages sont soumis à autorisation en fonction des débits.

f. Zone sensible à l'eutrophisation

La commune est concernée par ce type de zonage sur l'ensemble de son territoire. Le cours d'eau concerné est le Lot en aval de sa confluence avec le Dourdou et ses affluents (hors le Célé).

L'obligation réglementaire qui en découle est la mise en place d'un système de collecte et de station(s) d'épuration (avec traitement complémentaire de l'azote et/ou du phosphore et/ou d'un traitement de la pollution microbiologique).

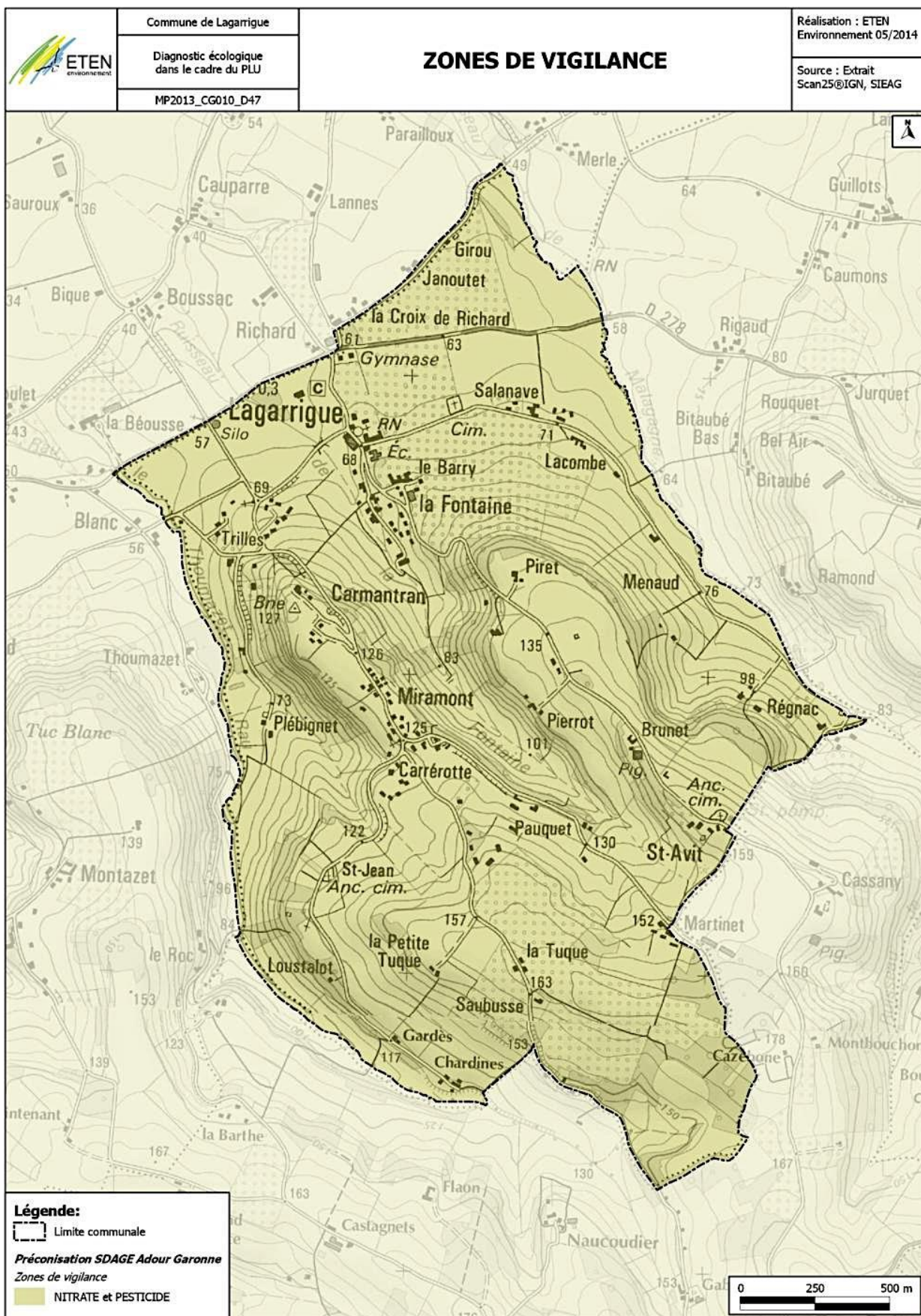
g. Zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole

La commune est concernée par ce type de zonage sur l'ensemble de son territoire.

Il s'agit donc d'une commune où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable, notamment avec le risque d'avoir une teneur en nitrate supérieure à 50 mg/

TABLEAU DE BORD

Zones de vigilance



h. Plan de Gestion d'Etiage

Le Plan de Gestion des Etiages est **un outil** qui définit les règles de partage de l'eau entre les différents usages du bassin et les besoins des milieux pendant la période où elle manque, l'été. Les prélèvements ne peuvent être supérieurs à la ressource disponible et doivent permettre de respecter les Débits Objectifs d'Etiage (DOE) au moins 8 années sur 10.

La commune est concernée par un seul plan de gestion des étiages :

- **PGE Lot.**

L'Entente Lot porte la maîtrise d'ouvrage du **PGE du Lot avec l'aide de tous les partenaires du bassin** : Etat, Conseils Régionaux, Conseils Généraux, Agence de l'Eau, représentants des principaux usages,... C'est une démarche concertée qui vise à mieux concilier les usages tout en maintenant le bon fonctionnement des milieux aquatiques, lorsque les ressources sont au plus bas.

L'objectif de ce PGE est d'assurer une cohérence de bassin, d'équilibrer les besoins et la ressource en eau, de promouvoir des économies d'eau et la lutte contre les gaspillages et si nécessaire de valoriser de manière saisonnière les eaux en créant des retenues.

i. Points nodaux pour objectifs d'étiage DOE DCR

Le DOE est le débit de référence permettant l'atteinte du bon état des eaux et au-dessus duquel est satisfait l'ensemble des usages en moyenne 8 années sur 10. Il traduit les exigences de la gestion équilibrée visée au L211-1 du code de l'environnement.

Le DCR est le débit de référence en dessous duquel seules les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable et les besoins des milieux naturels peuvent être satisfaits.

La commune n'est pas concernée.

j. SAGE

Le SAGE est un document de planification qui a vocation à favoriser une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, sur un sous bassin ou une unité hydrographique cohérente

La commune n'est pas concernée.

k. Contrat de rivière

La commune n'est pas concernée par ce type de zonage.

l. Cours d'eau classé en réservoir biologique

Les réservoirs biologiques sont définis par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA, art. L214-17 du Code de l'Environnement). Le SDAGE 2010 - 2015 identifie ces cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux nécessaires au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant. Ces réservoirs biologiques permettront les classements réglementaires des cours d'eau pour 2014.

Aucun cours d'eau de la commune n'est concerné par cette classification.

m. Classement des cours d'eau

Sur la commune de Lagarrigue, aucun cours d'eau n'est concerné par ce classement

5. Conclusion

Les ressources en eau sont importantes en Lot-et-Garonne, qu'elles soient naturelles (réseau hydrologique dense, présence de nappes aquifères) ou construites pour les besoins de l'agriculture et pour le soutien des étiages (100 millions de m³ stockés dans les plans d'eau).

Ces ressources en eau sont essentielles pour le département afin d'assurer l'eau potable, une production agricole riche et diversifiée, et de répondre aux besoins des industriels. Les besoins actuels en prélèvements d'eau (données Agence de l'Eau) sont :

- l'eau potable : 12 à 13 millions de m³ dans les eaux de surfaces et 19 à 21 millions dans les eaux souterraines soit en moyenne 32 millions de m³ ;
- l'irrigation : 84 millions de m³ en moyenne sur la période 2002 -2008 ;
- l'industrie : de l'ordre de 10,6 millions de m³

Ce qu'il faut retenir :

Les informations ci-dessus témoignent d'une certaine vulnérabilité de la ressource en eau en raison d'une forte pression anthropique.

Dans le cas présent, les enjeux vis à vis des masses d'eau superficielles sont limités en raison de l'absence de cours d'eau significatif.

Le PLU devra donc assurer le développement urbain tout en s'assurant de préserver et même améliorer la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines. La gestion des eaux pluviales et des eaux usées doit être prise en compte dans les zones ouvertes à l'urbanisme.

Dans le cadre des études du PLU, il est important d'anticiper les problèmes de ruissellement urbain et de maîtriser la qualité des rejets.

Recommandations dans le cadre de l'élaboration du PLU :

- Adapter le zonage du PLU aux périmètres réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration (SAGE) et aux sensibilités environnementales en ce qui concerne la problématique « eau »

- En zone d'assainissement non collectif, il faudra veiller à ce que les parcelles aient une taille suffisante pour ne pas concentrer les rejets. **Ainsi, dans un souci d'économie de l'espace, l'ouverture à l'urbanisme où les contraintes d'infiltration des eaux usées sont trop fortes est à proscrire.**

Une révision de la politique d'assainissement des eaux usées pourra être nécessaire dans le cadre du PLU (révision zonage assainissement, adéquation urbanisme/mode d'assainissement, aptitude des sols au non collectif, situation de la station d'épuration pour le futur ...) : **les problématiques d'urbanisme et d'assainissement au sens large étant étroitement liées et dépendantes les unes des autres en terme d'impacts sur le milieu naturel.**

- Le PLU pourra prévoir des espaces réservés pour l'aménagement de bassins de rétention des eaux pluviales - Dans le règlement d'urbanisme, des zones peuvent être identifiées (graphiquement) comme des « zones de transparence hydraulique » où il ne sera pas fait obstacle à l'écoulement naturel des eaux par la présence de constructions.

Gestion eau potable

1. Contexte réglementaire et organisationnel

Le Syndicat Départemental Eau47, qui regroupe 206 communes du Département de Lot et Garonne, assure la production, le traitement et la distribution de l'eau potable sur le territoire des communes adhérentes. Il assure également les services liés à l'assainissement collectif et non collectif.

Au 1er janvier 2013, les syndicats de la Brame, du Nord du Lot, du Nord de Marmande, du Sud d'Agen, du Sud du Lot, de la région de Tournon, ont fusionné avec le syndicat Eau47, et sont devenus des territoires.

La production, le traitement et la distribution d'eau potable ont été confiés par délégation de service public à des entreprises privées :

- Sur les territoires de la Brame, du Nord du Lot, Nord de Marmande, **Sud du Lot auquel appartient la commune de Lagarrigue**, le délégataire est la SAUR,
- Sur les territoires de Tournon, du Sud d'Agen ainsi que la commune de St Pardoux du Breuil, le délégataire est VEOLIA EAU.

2. Captages

Le Syndicat du Sud du Lot, qui regroupe 60 communes du département, utilise pour sa production d'eau potable différents points de prélèvement. Il ne dessert qu'une partie des habitants des communes de Villeneuve-sur-Lot, Sainte-Livrade-sur-Lot, Aiguillon, Auradou, Saint-Laurent, Pont-du-Casse.

Les points de prélèvements utilisés sont :

- Forage de Tulet (Cauzac) :

Date de mise en service : 1962

Capacité nominale : 3600 m3/j,

Nature de l'eau : nappe souterraine (FRFG080),

Type filière : traitement de désinfection

- Forage de St-Julien (Madaillan) :

Date de mise en service : 1983

Capacité nominale : 3 400 m3/j,

Nature de l'eau : nappe souterraine (FRFG080),

Type filière : Traitement physique simple et désinfection

- Forage de Néguenou (Prayssas) :

Date de mise en service : 1964

Capacité nominale : 2 600 m3/j,

Nature de l'eau : Nappe Souterraine (FRFG080),

Type filière : Traitement physico-chimique et désinfection

- Forage Le Mail (St-Antoine-de-Ficalba) :

Date de mise en service : 1984

Capacité nominale : 3 200 m3/j,

Nature de l'eau : nappe souterraine (FRFG080),

Type filière : Traitement physico-chimique et désinfection

- Forage de Lagravette (Lafitte/Lot) :

Date de mise en service : 1988,

Capacité nominale : 3000 m3/j,

Nature de l'eau : nappe souterraine (FRFG080),

Type filière : Traitement physico-chimique et désinfection.

C'est ce forage qui alimente la commune de Lagarrigue avec 6 autres communes (Aiguillon, Bourran, Granges-sur-Lot, Lafitte-sur-Lot, Lagarrigue et Saint-Laurent).

Au titre des contrats, le syndicat, avec la collaboration des délégataires, met régulièrement à jour les autorisations de prélèvement et de traitement des eaux captées et participe à la validation des périmètres de protection des captages d'eau du syndicat. Sont précisés ici les périmètres de protection pour les captages:

Communes	Captages	Autorisation de prélèvement	DUP de périmètres de protection	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau
St-Antoine-de-Ficalba	<i>Le Mail</i>	12/05/1987	12/05/1987	80 %
Cauzac	<i>Tulet</i>	02/09/2010	02/09/2010	60 %
Prayssas	<i>Néguenou</i>	02/09/2010	02/09/2010	60 %
Madaillan	<i>St-Julien</i>	02/09/2010	02/09/2010	60 %
Lafitte	<i>Lagravette</i>	27/10/1988	27/10/1988	80 %

L'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau est calculé grâce à la valeur de l'indice obtenue (selon le tableau ci-après) et la quantité d'eau produite par le captage. **Selon l'ARS, l'indice serait de 66,4% sur le territoire Sud du Lot.**

Les forages de Lagravette (Lafitte/lot) et du Mail (St-Antoine-de-Ficalba) ont connu une régularisation administrative début 2013.

Ainsi, des périmètres de protection ont été définis autour de chaque captage. Dans le cas des forages profonds (toutes les ressources du syndicat), les périmètres de protection immédiate, proche et éloigné sont regroupés, et correspondent à la parcelle d'implantation du forage.

Des piézomètres ont été installés sur les cinq forages du territoire, afin de suivre les variations de niveau d'eau dans chacun d'entre eux.

En 2010, le niveau de la nappe semblait stabilisé :

- stabilité observée à Cauzac, le Mail et Prayssas,
- pas de modification notable du niveau de la nappe depuis le remplacement de la pompe du forage de Lafitte début 2009,
- baisse observée entre mai et septembre 2010 à St Julien, mais peu de changement depuis.

Le tableau suivant représente l'évolution des volumes produits par les différents forages. Dans le cas d'un forage, les volumes captés sont sensiblement équivalents aux volumes produits.

Forages	2009 (m³)	2010 (m³)	2011 (m³)	2012 (m³)	Tendance 2011/2012
<i>Le Mail</i>	651 387	696 961	761 801	917 779	+ 20,5%
<i>Cauzac</i>	1 192 505	1 169 831	885 990	723 737	- 18%
<i>Prayssas</i>	610 210	610 171	662 331	716 339	+ 8%
<i>Saint Julien</i>	1 115 777	972 860	1 097 002	1 029 925	- 6%
<i>Lafitte</i>	607 786	605 296	605 292	577 620	- 4,5%

L'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau est calculé grâce à la valeur de l'indice obtenue (selon le tableau ci-après) et la quantité d'eau produite par le captage. **Selon l'ARS, l'indice serait de 66,4% sur le territoire Sud du Lot.**

3. Desserte

Le territoire Sud du Lot dispose de 53 ouvrages de stockage, réservoirs et bâches de reprise, permettant d'avoir une capacité de stockage de 19 791 m³.

La longueur totale du réseau du Territoire du Sud Lot était de 2 154 km en 2012 pour 19 674 abonnés en 2011 (soit 199 abonnés de plus qu'en 2010). Le linéaire de réseau est en **constante évolution**, grâce aux extensions que connaît le réseau d'eau potable, pour desservir un nombre d'abonnés en constante augmentation.

L'indice linéaire de pertes, volume perdu (en m3) par les réseaux par jour et par kilomètre, **est considéré comme acceptable** (1,93 en 2011 contre 1,91 en 2010).

Le rendement du réseau est relativement constant depuis 2009 (près de 64% en 2011), toutefois on observe une légère baisse depuis 2010. En effet, durant les mois d'hiver 2012, en février et mars, le gel a provoqué de nombreuses casses sur le réseau d'adduction d'eau, qui ont été difficiles à repérer et à réparer, car elles ont été simultanées. Il y a eu donc plus de perte d'eau que les années précédentes.

La consommation annuelle par abonné n'est pas la même selon les territoires. Par exemple, sur certains territoires, quelques élevages font monter la moyenne des consommations (données RPQS 2012) :

- Brame : 111 m3/abonné/an,
- Nord de Marmande : 131 m3/abonné/an,
- Nord du Lot : 117 m3/abonné/an,
- Saint Pardoux du Breuil : 80 m3/abonné/an
- Sud d'Agen : 129 m3/abonné/an,
- **Sud du Lot : 118 m3/abonné/an**
- Tournon : 139 m3/abonné/an.

La commune de Lagarrigue disposait de 121 abonnés en 2011, soit 2 de moins qu'en 2010 pour un volume annuel consommé de 150 m³ par abonné en 2011 ce qui est dans la marge haute de la consommation moyenne des autres communes du territoire Sud Lot (118 m3/abonné).

4. Qualité des eaux distribuées

Le programme d'analyses est établi conformément aux prescriptions du Décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001, modifié par le décret du 11 janvier 2007 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

Les prélèvements sont effectués par l'Agence Régionale de Santé : ARS (ex-D.D.A.S.S.), et les analyses par le Laboratoire Départemental de l'eau de Haute Garonne, agréé par le Ministère de la Santé.

Le taux de conformité des prélèvements sur le secteur Sud Lot était de 100% sur la bactériologie et de 100% sur la physico chimie (données RPQS 2012).

Ainsi, la qualité de l'eau distribuée par le syndicat Eau47 a respecté les limites de qualité. Les quelques dépassements de références de qualité observés n'ont pas eu d'incidence sur la qualité bactériologique.

5. Conclusion

Lagarrigue ne bénéficie d'aucun périmètre de protection sur son territoire mais une masse d'eau présente sur la commune est utilisée pour l'alimentation en eau potable de l'ensemble du territoire Sud Lot : « Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif » (FRFG080) et bien que cette masse d'eau ne soit pas affleurante sur la commune, il conviendra de la protéger de toutes formes de pollutions.

Les contraintes liées à la desserte de l'eau potable ont une large influence dans la délimitation des zones et le parti d'aménagement défini par les documents d'urbanisme. En

effet, le développement des communes ne peut se faire que dans la limite des zones pré-équipées et ayant une capacité suffisante de réseaux, sauf si la commune prévoit des extensions ou des renforcements dans le cadre de projets de développement ultérieurs.

L'ensemble des secteurs projetés à l'urbanisation (zones AU) et zones urbaines en développement (notamment, les dents creuses) devra être desservi par le réseau d'alimentation en eau potable évitant par ailleurs des coûts supplémentaires pour la commune.

Dans le but de préserver voire d'améliorer la qualité des masses d'eau souterraines, superficielles et de l'eau potable, il est vital de limiter les aménagements aux zones de moindre intérêt.

Les zones, où la qualité des eaux est la plus mauvaise associée au paramètre AEP, sont classées à très forts enjeux hydrologiques car elles constituent des zones extrêmement sensibles où de nouveaux aménagements et activités (principalement agricoles) doivent être proscrits dans une optique de préservation des ressources en eau.

Les zones où la qualité de l'eau est bonne mais où il y a un enjeu AEP, sont classées à fort enjeux hydrologiques. L'aménagement sur ces zones ne doit se faire que dans le cas où il n'y aurait pas d'alternative possible pour limiter au maximum l'altération de la qualité de ces eaux.

Enfin, les zones où la qualité de l'eau est bonne et où il n'y a aucun enjeu AEP sont classés en enjeux modérés puisque les risques liés aux nouveaux aménagements sont plus limités. Ces derniers doivent cependant être réalisés de façon réfléchie afin de ne pas dégrader la qualité des masses d'eau.

Assainissement des eaux usées

Le Syndicat Eau 47 assure la collecte et le traitement des eaux usées domestiques et industrielles sur les communes assainies en collectif, sur les territoires de la Brame, du Nord de Marmande, du Nord du Lot, du Sud d'Agen et du Sud du Lot.

Le Syndicat a délégué la gestion de ce service à des prestataires, chargés de la gestion des stations d'épuration et des réseaux d'assainissement.

Le délégataire est la SAUR pour les territoires de la Brame, du Nord du Lot et du Nord de Marmande, **la Lyonnaise des Eaux pour le territoire de Sud du Lot**, et Véolia Eau pour le territoire du Sud d'Agen.

La commune de Lagarrigue bénéficie d'une station d'épuration très récente mise en service en juin 2013.

Les informations ci-dessous proviennent des données fournies par le Syndicat Eau 47 (RPQS 2011/2012, schéma assainissement) et le SATESE 47.

1. Zonage et assainissement collectif

a. Rappels réglementaires

L'établissement d'un zonage d'assainissement n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. C'est un document qui doit être élaboré en étroite collaboration avec les documents d'urbanisme lorsqu'ils existent. Ainsi, le classement d'une zone, en zone d'assainissement collectif permet de déterminer le mode d'assainissement quand un permis de construire est accordé, mais ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- ni de dispenser le pétitionnaire d'une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la construction est antérieure à la desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ni d'exempter le pétitionnaire ou le promoteur de leur participation aux équipements publics d'assainissement. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L.332-6-1 du Code de l'Urbanisme.

L'assainissement collectif correspond à la création ou l'extension d'un réseau de collecte raccordé soit à une station existante, soit à une station locale ou projetée.

Il permet un meilleur contrôle du devenir des eaux usées et un meilleur suivi de leur traitement. Les travaux sont réalisés essentiellement sur la voie publique (interventions en propriété privée limitées autant que faire se peut).

b. Obligations de la collectivité

En matière d'assainissement collectif, la commune ou l'EPCI compétent prend obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif :

- réseau de collecte,
- stations d'épuration des eaux usées,
- élimination des boues produites par les stations ...

L'entretien régulier du réseau d'eaux usées et de la station d'épuration est un gage de bon fonctionnement. La collectivité peut se charger de la gestion du service ou bien la confier à un organisme extérieur.

La dépense annuelle à la charge de la collectivité représente le remboursement de la dette et les frais de fonctionnement. Pour couvrir cette dépense, la redevance annuelle est répartie entre les abonnés pour équilibrer le budget assainissement.

Les recettes du budget assainissement se répartissent entre :

- **La participation aux frais de raccordement**, perçue au moment des travaux qui permettra de réduire d'autant l'emprunt et donc la charge financière communale ;
- **L'abonnement annuel** ou une base forfaitaire, donnant droit à l'utilisation du service et assurant une base financière permettant de fixer un coût au mètre cube plus raisonnable ;
- **Le prix de l'eau au mètre cube** ; le prix fixé au mètre cube consommé permet une certaine justice dans la facturation. Les utilisateurs paieront une somme proportionnelle à leur besoin ;
- **Les aides éventuelles de l'Agence de l'Eau et du Conseil Général.**

La loi de finances de 2006 permet aux collectivités, quelle que soit leur taille, de subventionner l'assainissement non collectif sur leur budget général pendant 4 ans.

Jusqu'à-là, la procédure M49 obligeait les municipalités à avoir un budget assainissement distinct du budget principal et financé uniquement à partir de redevances perçues auprès des abonnés, excepté pour les communes de moins de 3 000 habitants (article 75 de la loi du 12 avril 1996).

LES CHARGES

L'investissement se traduit par des charges pour la commune. Il faut distinguer :

- les charges d'annuité,
- les charges d'amortissement,
- les frais d'exploitation.

Les charges d'annuités d'emprunt correspondent aux emprunts contractés par la commune ou l'autorité compétente pour réaliser les travaux : elles sont fonction de la durée et du taux d'emprunt.

Les charges d'amortissement correspondent aux prévisions pour renouvellement. Les procédures d'amortissement sont détaillées dans les instructions comptables M49 et M14 auxquelles sont soumises les collectivités.

Les communes de moins de 3 500 habitants n'ont pourtant pas obligation d'amortissement des infrastructures d'assainissement.

Les frais d'exploitation dépendent du mode de gestion de l'assainissement choisi par la collectivité, de l'importance et de la complexité du système d'assainissement collectif retenu (contraintes techniques, performances épuratoires de la station ...).

LES RECETTES

L'investissement peut générer des recettes pour la commune :

- participations aux frais d'installation de branchement (habitations existantes),
- participations à la mise en place du réseau construit (nouvelles habitations),
- redevance d'assainissement comportant une partie proportionnelle et une partie fixe.

Comme la facturation de l'eau, la facturation de l'assainissement collectif est composée, d'une partie fixe : abonnement au service d'assainissement, d'une partie variable basée sur le volume d'eau consommé, et des prélèvements obligatoires reversés à différents organismes publics.

Ces contributions peuvent permettre d'atteindre l'équilibre budgétaire sur l'année. Pour les communes inférieures à 3 000 habitants, la législation autorise, sous réserve de dérogation préfectorale, un apport du budget communal destiné à alléger la part d'investissement répercutée sur l'usager (en application de la loi n°96-314 du 12 avril 1996 – article 75 faisant référence à l'article L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le prix TTC du m³ assaini passe de 2,46 € pour l'année 2011 à 2,63 € pour l'année 2012, soit une augmentation de près de 7% à l'échelle du territoire Sud Lot.

OBLIGATIONS DES USAGERS

Une fois le réseau réalisé, toutes les habitations desservies ont un délai de 2 ans pour s'y raccorder (article L.33 du Code de la Santé publique). Toutefois, des dérogations pourront

être accordées dans le cas d'une habitation possédant un dispositif individuel conforme à la réglementation et au sol en place, qui permettra au particulier de ne se raccorder au réseau qu'une fois son dispositif amorti. Les maisons qui viendraient s'implanter après la création du réseau d'assainissement devront bien entendu s'y raccorder.

Tout raccordement au réseau d'eaux usées devra faire l'objet d'une déclaration préalable.

La réalisation d'un réseau de collecte des eaux usées implique :

- la mise en place d'un réseau le plus étanche possible avec interdiction formelle de rejeter les eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées (caractère séparatif : séparation des eaux usées et pluviales)
- la suppression des fosses septiques (avec regroupement des eaux ménagères et des eaux vannes) avant raccordement au réseau ;
- la mise en place d'une convention avec la commune pour les activités rejetant des effluents non domestiques dans le réseau afin qu'ils s'équipent des prétraitements adaptés avant rejet ;

Les usagers relevant de l'assainissement collectif ont obligation de raccordement et de paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard on pourra faire une distinction entre :

- ***le particulier résidant actuellement dans une propriété bâtie :***

- qui devra à l'arrivée du réseau d'assainissement desservant sa parcelle, mettre en place et à ses frais, une canalisation de liaison de ses eaux usées entre sa propriété privée et le branchement au droit du domaine public, ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuisance de sa fosse devenant inutilisée,

- et qui, d'autre part, sera redevable auprès de la commune :

- d'une contribution au coût du branchement : montant ne pouvant excéder le coût réel des travaux de mise en place d'une canalisation de jonction entre son domaine privé et le collecteur principal d'assainissement, diminué du montant de subventions éventuelles et majoré de 10% de frais généraux,

- de la redevance assainissement : taxe assise sur le m³ d'eau consommée et dont le montant contribue au financement des charges du service assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

- ***le futur constructeur (maison neuve) :***

qui, outre les obligations qui lui sont imputables au même titre et dans les mêmes conditions que celles définies à l'occupant mentionné dans la section précédente, pourra, compte-tenu de l'économie réalisée sur la non-acquisition d'un dispositif d'assainissement individuel, être assujéti, dans le cadre d'une autorisation de construire, au versement d'une participation qui ne pourra excéder 80% du coût de fourniture et pose de l'installation individuelle d'assainissement qu'il aurait été amenée à réaliser en l'absence de réseau collectif.

c. Rappels réglementaires

Code station : 0547129V001

Agglomérations desservies : Lagarrigue

Année de mise en service : Juin 2013

Type de traitement : Filtres à sable planté de roseaux

Capacité nominale : 190 EH

Débit nominal constructeur : 28,5 m³/j

Milieu récepteur : NC

Exploitant : LYONNAISE DES EAUX

Linéaire et type de réseau : Réseau séparatif pour grande partie neuf. Toutefois, il existait un réseau dans le lotissement sur lequel il existe peut-être des branchements pluviaux.

Raccordements sur la station :

- 46 en 2013,
- Taux de desserte de 100% en 2013

Remarques SATESE bilan 2013 :

- Absence eaux claires parasites,
- Aucune surcharge hydraulique observée,
- **Excellente qualité du rejet** avec toutefois une concentration en nitrates élevée, inhérente à ce type de procédé,
- Anomalies éventuelles tant dans la conception des ouvrages que dans les aspects techniques et économiques de l'exploitation ainsi que les causes
- Le service chargé de la Police des eaux considère que **la performance des ouvrages d'épuration est conforme** aux prescriptions de l'arrêté du 22 juin 2007

La commune dispose d'un zonage d'assainissement élaboré par la SESAER en 2003 et pour lequel ont été placés en zones d'assainissement collectif :

- **Le Bourg,**
- **Le lotissement de Mettaud (déjà raccordé),**
- **La salle de sport (située sur la commune d'Aiguillon),**
- **La salle des fêtes.**

d. Conclusion

En raison de sa très récente mise en service, la station n'a pas fait l'objet de bilans d'autosurveillance, cependant le nombre de raccordements mentionné dans le rapport annuel du SATESE (47) laisse sous-entendre une charge polluante d'une centaine de personnes.

Ainsi, sans informations plus précises, la marge sécuritaire serait estimée à 90 EH.

Or, les habitations existantes ne sont peut-être pas encore toutes raccordées au réseau (délai réglementaire de 2 ans sauf dérogation). Aussi, avant d'envisager l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones raccordables, il conviendra d'estimer la charge polluante prévisible à court terme et représentée par les habitations existantes.

2. Modalités de l'Assainissement non collectif

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est opérationnel au Syndicat Départemental Eau47 depuis juillet 2002. C'est un service public financé par les usagers au travers d'une redevance qui figure sur la facture d'eau. Pour les usagers qui ne sont pas abonnés au service public d'adduction d'eau potable, la redevance est facturée par le Syndicat.

Et pour les installations neuves dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire ; une redevance est facturée au pétitionnaire dès l'obtention du permis pour le contrôle de conception et de réalisation.

5 territoires du syndicat EAU47 bénéficient de l'expertise technique, administrative et juridique du SPANC : Sud Agen, Nord du Lot, **Sud du Lot**, Nord de Marmande, La Brame.

Ce service a été créé le 1er juillet 2002, pour répondre à la réglementation. Les communes avaient l'obligation de contrôler toutes les installations d'assainissement non collectif avant le 31 décembre 2012 (loi sur l'eau du 30 décembre 2006). Elles doivent pourvoir à la vérification technique de conception, d'implantation et de bonne exécution des ouvrages pour les installations neuves ou réhabilitées et au contrôle périodique des installations existantes. Elles peuvent également effectuer leur entretien et leur réalisation.

Ainsi, le Syndicat des Eaux et d'Assainissement du Sud du Lot a confié à la SAUR le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des 27 000 installations d'assainissement non collectif de son périmètre, dont la commune de Lagarrigue.

a. Rappels réglementaires

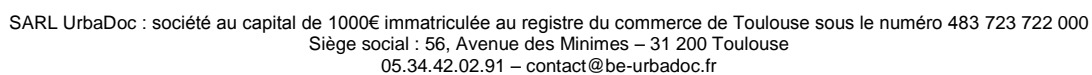
L'Arrêté Interministériel du 6 mai 1996 relatif à l'assainissement non collectif, a été abrogé par celui du 7 septembre 2009, modifié par celui du 7 mars 2012, qui a pour objet de fixer les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de demande biochimique en oxygène mesurée à cinq jours (DBO₅) soit 20 EH.

Deux arrêtés révisant la réglementation relative à l'assainissement non collectif viennent de paraître au Journal officiel :

- l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif modifie l'arrêté du 7 septembre 2009,
- l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités d'exercice de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif par les SPANC remplace l'arrêté du 7 septembre 2009. Cette modification met ainsi en œuvre les nouvelles dispositions relatives au contrôle des installations introduites par la loi no2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

Ces nouvelles dispositions s'appliquent depuis le 1er juillet 2012.

Zonage assainissement Lagarrigue



➤ Arrêté du 7/09/2009 : rappels sur l'évolution de la réglementation

Jusqu'à la publication de l'arrêté du 22 juin 2007, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, quelle que soit la charge organique. Il comportait en annexe, une liste des dispositifs agréés, susceptible d'être mise à jour, pour tenir compte de nouveaux procédés, après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Dans un premier temps, cet arrêté a été abrogé en partie pour les installations de plus de 20 EH, par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅ (soit 20 Equivalent-Habitants).

Dans un second temps, l'arrêté du 6 mai 1996 a été définitivement abrogé et remplacé, pour les installations de moins de 20 EH, par l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par celui du 7 mars 2012.

Cet arrêté reprend globalement les dispositions générales de l'arrêté du 6 mai 1996 en favorisant le développement de nouveaux procédés de traitement qui doivent faire l'objet d'un agrément.

La principale modification porte sur la définition d'une procédure d'agrément des nouveaux dispositifs de traitement, précisée dans l'arrêté. Les dispositifs de traitement concernés par cette nouvelle procédure sont notamment les micro-stations, les filtres à coco.

Les principales dispositions de cet arrêté sont les suivantes :

1) Dispositions générales

- ✚ Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas :
 - porter atteinte à la salubrité publique, à la santé publique,
 - engendrer de nuisances olfactives,
 - présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles ni porter atteinte à la qualité du milieu récepteur,
 - porter atteinte à la sécurité des personnes
- ✚ L'implantation d'une installation d'assainissement non collectif est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine.

2) Traitement

- ✚ Les installations doivent permettre le traitement commun des eaux – vannes et des eaux ménagères, à l'exception possible des cas de réhabilitation d'installation pour lesquelles une séparation des eaux usées existaient déjà.
- ✚ Le traitement des eaux usées se fait préférentiellement soit par le sol en place soit par un matériel dont les caractéristiques techniques et le dimensionnement sont précisés en annexe de l'arrêté.
- ✚ Le traitement peut également se faire par des dispositifs, autres que par le sol, qui doivent être agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement.

Deux procédures d'évaluation sont distinguées :

- ✚ la procédure complète basée sur des essais réalisés sur plateforme expérimentale d'une durée de 15 mois
- ✚ la procédure simplifiée basée sur l'analyse des rapports d'essais fournis par les fabricants pour les installations bénéficiant du marquage CE, ou celles commercialisées légalement dans d'autres états-membres, d'une durée de 3 mois. Cette procédure permettra d'agréer, sans aucun essai complémentaire, les installations marquées CE qui répondent aux performances épuratoires réglementaires, conformément aux dispositions prévues à l'article 27 de la loi dite « Grenelle 1 ».

Quelle que soit la procédure, pour être agréés, les dispositifs de traitement doivent respecter :

- ↳ les performances épuratoires : **30 mg/l pour les MES et 35 mg/l pour la DBO₅**,
- ↳ les principes généraux définis par l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par celui du 7 mars 2012
- ↳ les spécifications techniques contenues dans des documents de référence (DTU XP-64.1 en cours de révision, NF EN 12566) et les exigences essentielles de la directive n°89/106/CEE du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction.

Cette directive vise à harmoniser au niveau communautaire les règles de mise sur le marché des produits de construction. Ces évaluations sont effectuées par les organismes dits notifiés au titre de l'article 9 du décret du 8 juillet 1992, soit le CERIB ou le CSTB. A l'issue de cette évaluation, les organismes notifiés établissent un rapport technique contenant une fiche descriptive dont le contenu est précisé en annexe de l'arrêté.

La liste des documents de référence, la liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques.

3) Evacuation

↳ L'évacuation des eaux usées traitées doit se faire préférentiellement par le sol, à l'échelle de la parcelle, si les caractéristiques de perméabilité le permettent (expertise à réaliser),

↳ Si l'évacuation par le sol n'est pas techniquement envisageable, les eaux usées traitées sont :

- Soit réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, sauf irrigation de végétaux destinés à la consommation humaine
- Soit drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu, sous condition d'une étude particulière réalisée par un bureau d'étude ou déjà existante.
- Il est rappelé que les rejets d'eaux usées même traitées sont interdits dans un puits, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.
- Si aucune des solutions n'est techniquement envisageable, le rejet des eaux usées traitées peut se faire par puits d'infiltration, sous réserve de respecter les caractéristiques techniques notamment de perméabilité et conditions de mise en œuvre et sous réserve d'autorisation par la commune sur la base d'une étude hydrogéologique.

D'un point de vue réglementaire et selon la perméabilité du sol en place, il est rappelé que le rejet des effluents traités doit, dans la mesure du possible, se faire par infiltration dans le sol par l'intermédiaire de drains d'épandage ou en fond de filtre à sable.

Le rejet d'effluents traités vers les fossés ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où le sol ne peut assurer la dispersion des eaux (Arrêté du 7 Septembre 2009 abrogeant celui du 6 Mai 1996 et modifié par celui du 7 mars 2012). L'autorisation du propriétaire ou du gestionnaire de l'exutoire superficiel doit préalablement être accordé.

4) Entretien

- ✚ Les installations sont entretenues régulièrement par le propriétaire et vidangées par une personne agréée par le préfet.
- ✚ La périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée à la hauteur de boue qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile.
- ✚ Les dispositifs doivent être fermés en permanence et accessibles pour le contrôle et l'entretien.

5) Utilisation

- ✚ Un guide d'utilisation, sous forme de fiche technique rédigé par le fabricant, est remis au propriétaire décrivant le type d'installation, les conditions de mise en œuvre, de fonctionnement et d'entretien et expose les garanties. Il comprend à minima des informations mentionnées dans l'arrêté.
- ✚ Ce guide sera un outil commun aux différents acteurs intervenants sur l'installation.

6) Toilettes sèches

- ✚ les toilettes sèches sont autorisées, à la condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage, ni rejet liquide en dehors de la parcelle, ni pollution des eaux superficielles et souterraines.

➤ **Les nouvelles filières agréées**

En application de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par celui du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, les procédés innovants peuvent faire l'objet d'un agrément ministériel, après évaluation de leur performances épuratoires et du respect des principes généraux fixés par l'arrêté.

L'agrément est publié au JO par les deux ministères et une liste des dispositifs agréés est tenue à jour par les ministères. Les agréments de ces nouvelles filières d'assainissement non collectif sont déjà publiés au Journal Officiel de la République depuis juillet 2010. Ils ont été notifiés à leurs titulaires conjointement par le ministère chargé de l'écologie et le ministère chargé de la santé.

L'agrément de la filière concernée est fonction du procédé d'épuration utilisé (filtres, micro station à boues activées ou à cultures fixées) et de la capacité de traitement correspondante en équivalent-habitant. Ainsi, de nouveaux dépôts de demande d'agréments sont régulièrement enregistrés auprès du ministère.

Les caractéristiques techniques, et en particulier les performances épuratoires, du dispositif sont disponibles sur le site internet interministériel relatif à l'assainissement non collectif :

<http://www.assainissement-noncollectif.developpement-durable.gouv.fr>.

➤ **Les règles depuis le 1^{er} juillet 2012**

Deux arrêtés, respectivement du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2012, révisent la réglementation applicable aux installations d'assainissement non collectif. Ces arrêtés reposent sur trois logiques :

- 1) mettre en place des installations neuves de qualité et conformes à la réglementation ;
- 2) réhabiliter prioritairement les installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution pour l'environnement ;
- 3) s'appuyer sur les ventes pour accélérer le rythme de réhabilitation des installations existantes.

Cette évolution réglementaire vise également à préciser les missions des services publics d'assainissement non collectif sur tout le territoire. Les arrêtés réduisent les disparités de

contrôle qui peuvent exister d'une collectivité à l'autre, facilitent le contact avec les usagers et donnent une meilleure lisibilité à l'action des services de l'État et des collectivités.

Depuis 1992, les communes sont compétentes pour contrôler les installations d'assainissement non collectif. Elles ont créé des services dédiés, les services publics d'assainissement non collectif (SPANC), pour contrôler ces installations et identifier celles qui sont non conformes ou mal entretenues. Toutes les installations doivent avoir été contrôlées au moins une fois au 31 décembre 2012. La réglementation et les usages évoluent depuis 20 ans dans le sens d'une meilleure protection de la ressource en eau et de la santé. Ces deux arrêtés, pris en application de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle 2, sont une nouvelle étape de cette évolution.

Pour le contrôle des installations, les modalités de contrôle des SPANC sont précisées, en particulier les critères d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et de danger pour la santé des personnes. La nature et les délais de réalisation des travaux pour réhabiliter les installations existantes sont déterminés en fonction de ces risques.

Une distinction est faite entre :

- les installations à réaliser ou à réhabiliter, pour lesquelles les contrôles de conception et d'exécution effectués par les SPANC déterminent la conformité à la réglementation en vigueur,
- les installations existantes, pour lesquelles le contrôle périodique de bon fonctionnement, d'entretien et d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et des dangers pour la santé des personnes permettent d'identifier les non-conformités éventuelles et les travaux à réaliser.

Pour les installations existantes, en cas de non-conformité, l'obligation de réalisation de travaux est accompagnée de délais : un an maximum en cas de vente ; quatre ans maximum si l'installation présente des risques avérés de pollution de l'environnement ou des dangers pour la santé des personnes. La possibilité est donnée aux SPANC de moduler les fréquences de contrôle (suivant le niveau de risque, le type d'installation, les conditions d'utilisation...), dans la limite des dix ans

Depuis le 1er janvier 2011, en application de l'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation, le vendeur d'un logement équipé d'une installation d'assainissement non collectif doit fournir, dans le dossier de diagnostic immobilier joint à tout acte (ou promesse) de vente, un document daté de moins de 3 ans délivré par le SPANC, informant l'acquéreur de l'état de l'installation.

Depuis le 1er mars 2012, en application de l'article R 431-16 du code de l'urbanisme, le particulier doit joindre à toute demande de permis de construire une attestation de conformité de son projet d'installation d'assainissement non collectif. Cette attestation est délivrée par le SPANC.

b. Principes de fonctionnement

L'Assainissement Non Collectif (ANC) correspond à tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Ces dispositifs concernent les habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées et qui doivent en conséquence traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

Les eaux usées traitées sont constituées des eaux vannes (eaux des toilettes) et des eaux grises (lavabos, cuisine, lave-linge, douche...). Les installations d'ANC doivent permettre le traitement commun de l'ensemble de ces eaux usées.

Contenant micro-organismes potentiellement pathogènes, matières organiques, matière azotée, phosphorée ou en suspension, ces eaux usées, polluées, peuvent être à l'origine de nuisances environnementales et de risques sanitaires significatifs.

L'assainissement non collectif vise donc à prévenir plusieurs types de risques, qu'ils soient sanitaires ou environnementaux.

Suite à la collecte, les eaux usées domestiques sont prétraitées dans une fosse (septique ou toutes eaux) qui permet la décantation des matières en suspension dans les eaux collectées, la rétention des éléments flottants et une première étape de dégradation.

Les eaux usées sont par la suite acheminées vers le traitement où l'élimination de la pollution est assurée par dégradation biochimique (activité microbiologique) des eaux grâce au passage dans un réacteur naturel constitué soit par un sol naturel, soit par un sol reconstitué (massif de sable).

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des eaux usées ou à leur traitement, un bac dégraisseur est installé dans le circuit des eaux ménagères et le plus près possible de leur émission.

c. Mise en œuvre des filières

Selon la réglementation, les termes : « installation d'assainissement non collectif » désignent toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R. 214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Pour un hameau ou un groupe d'habitations, un assainissement dit regroupé pourra relever de l'assainissement collectif dans la mesure où les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique et de l'assainissement non collectif dans le cas contraire.

Cette distinction revêt une grande importance vis à vis des obligations de l'utilisateur :

- obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien pour les systèmes collectifs,

- obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages pour les systèmes non collectifs (remarque : dans le cadre du service de contrôle de l'assainissement non collectif, ce service pourra, si la collectivité le souhaite, prendre en charge l'entretien).

Toute installation d'assainissement autonome devra faire l'objet d'une déclaration préalable.

L'assainissement non collectif (ANC) est une technique adaptée aux zones d'habitat diffus à faible croissance. Il doit être réservé aux zones rurales destinées à le rester ou zones périurbaines à faible densité et faible pression foncière.

L'assainissement non collectif n'est généralement pas adapté aux secteurs fortement urbanisés. Le recours à l'assainissement non collectif pourra être envisagé :

- s'il est démontré par une **étude économique** que le **coût de l'assainissement collectif est excessif**,

- s'il est démontré que **l'assainissement collectif n'apporte aucun avantage réel** par rapport à l'assainissement non collectif vis à vis de la salubrité publique et de l'environnement dans le cadre d'une urbanisation diffuse et très limitée (quelques habitations).

Une fois la filière déterminée au moment de la délivrance du permis de construire et réalisée, le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) a pour mission de donner un "avis technique", lors du contrôle de la conception et de l'implantation avant l'enfouissement de l'ouvrage. Le rapport de visite de contrôle pourra alors être délivré au particulier.

d. Filières susceptibles d'être autorisées

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

Sauf dispositions plus strictes fixées par les réglementations nationales ou locales en vue de la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie selon l'arrêt du 7/09/2009, modifié par celui du 7 mars 2012, est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance. Ces installations peuvent être interdites par le préfet ou le maire dans les zones de lutte contre les moustiques.

Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, particulièrement l'aptitude du sol à l'épandage, ainsi qu'aux exigences décrites à l'article 5 de l'arrêt du 7/09/2009, modifié par celui du 7 mars 2012 et à la sensibilité du milieu récepteur.

Les installations doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères, à l'exception possible des cas de réhabilitation d'installation pour lesquelles une séparation des eaux usées existait déjà.

Le traitement des eaux usées se fait préférentiellement soit par le sol en place soit par un matériel dont les caractéristiques techniques et le dimensionnement sont précisés en annexe de l'arrêté relatif aux prescriptions techniques du 7/09/2009 modifié par celui du 7 mars 2012. Le document de normalisation française DTU 64.1 de mars 2007 disponible auprès de l'AFNOR (en cours de révision) doit également être pris en compte.

Le traitement peut également se faire par des dispositifs, autres que par le sol, qui doivent être agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé (<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>).

Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définis à l'article 11 de l'arrêté du 7/09/2009, modifié par celui du 7 mars 2012 (perméabilité inférieure à 10 mm/h), les eaux usées traitées en sortie de filière sont :

- soit réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de végétaux utilisés pour la consommation humaine et sous réserve d'absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées ;

- soit drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

En cas d'impossibilité de rejet conformément aux dispositions évoquées précédemment, les eaux usées traitées conformément à la réglementation peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1 de l'arrêté du 7/09/2009, modifié par celui du 7 mars 2012.

Ce mode d'évacuation est autorisé par la commune, au titre de sa compétence en assainissement non collectif, en application du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales sur la base d'une étude hydrogéologique.

e. Entretien des dispositifs non collectifs

Un contrôle régulier des dispositifs individuels, effectué par les services compétents, s'impose afin d'éviter tout risque de contamination en cas de dysfonctionnement. L'accessibilité des regards de sortie est impérative pour le contrôle.

La mission de contrôle peut éventuellement être élargie à la gestion de l'assainissement non collectif par la mise en place d'un service d'entretien des installations individuelles (vidanges organisées par la collectivité).

L'entretien des dispositifs individuels consiste en une vidange régulière conforme aux prescriptions du constructeur (Cf. guide utilisateur obligatoire) et un nettoyage annuel du préfiltre s'il existe, assurant la longévité des dispositifs de traitement secondaire et l'élimination des problèmes d'odeurs. Le devenir des matières de vidange devra être surveillé.

f. Organisation du service

➤ Obligations des collectivités

La Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 a donné aux communes des compétences accrues en matière d'assainissement. Ainsi, les collectivités doivent réaliser un zonage d'assainissement, qui définit les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif en fonction des contraintes technico-économiques spécifiques aux communes.

Parallèlement à l'instauration de ce zonage d'assainissement, la loi sur l'eau fait obligation aux communes de contrôler les dispositifs d'assainissement non collectif. **La mise en place**

de ce contrôle technique communal devait être, à l'origine, assurée au plus tard le 31/12/2005.

La loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 puis la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ont introduit les modifications suivantes :

- les communes devront avoir contrôlé **toutes les installations avant le 31 décembre 2012**, (2020 pour Mayotte). A ce titre, les agents du SPANC peuvent accéder aux propriétés afin de réaliser leur mission de contrôle ;
- elles devront mettre en place **un contrôle périodique dont la fréquence sera inférieure à 10 ans** ;
- les communes pourront assurer, outre leur mission de contrôle, et éventuellement d'entretien, des missions complémentaires facultatives de réalisation et réhabilitation, à la demande des usagers et à leurs frais ;
- les communes pourront également assurer la prise en charge et l'élimination des matières de vidange ;
- les agents du service d'assainissement auront accès aux propriétés privées pour la réalisation de leurs missions ;
- si à l'issue du contrôle, des travaux sont nécessaires, les usagers devront les effectuer au **plus tard 4 ans après** ; sachant que les travaux ont d'abord pour objet de remédier à des pollutions pouvant avoir des conséquences réellement dommageables pour le voisinage ou l'environnement. Les travaux demandés doivent donc rester proportionnés à l'importance de ces conséquences ;
- les usagers devront assurer le bon entretien de leurs installations et faire appel à des personnes agréées par les préfets de département pour éliminer les matières de vidanges afin d'en assurer une bonne gestion ;
- afin de mieux informer les futurs acquéreurs, un document attestant du contrôle de l'ANC devra être annexé à l'acte de vente à partir du 1er janvier 2011 ;
- Possibilité de faire prendre en charge une partie des dépenses du SPANC par le budget général de la commune pendant les cinq premiers exercices budgétaires suivant la création du SPANC (dérogation à l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales) introduite par la loi de finances n°2006-1771 du 30 décembre 2006, sans condition de taille de la collectivité et modifié par la loi de finances pour 2009.

Les dispositions introduites par la LEMA ont nécessité de modifier et de compléter les textes réglementaires, publiés en mai 1996, devenus inadaptés.

Les prescriptions techniques applicables aux plus grosses installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO₅ (20 équivalent-habitants) ont été mises à jour par l'arrêté du 22 juin 2007, remplaçant les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996 qui leur étaient applicables.

Trois arrêtés relatifs à l'assainissement non collectif ont été signés le 7 septembre 2009 après deux ans de négociations avec les acteurs de l'ANC et accord de la commission européenne, permettant de stabiliser le dispositif réglementaire :

- Un arrêté relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg de DBO₅, incluant également les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif
- Un arrêté relatif aux modalités de l'exécution de la mission des communes de contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes
- Un arrêté relatif aux modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites.

Ces dispositions prévues par la LEMA ont été complétées d'une disposition dans la loi de finances pour 2009 (disposition de l'article 99 codifiée dans le code général des impôts,

conforme à l'esprit du Grenelle de l'Environnement, donnant la possibilité aux particuliers de bénéficier d'un éco-prêt à taux zéro pour les travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif ne consommant pas d'énergie. Les modalités et plafonds d'attributions ainsi que la nature et les caractéristiques techniques de ces travaux sont précisés dans les articles R.319-1 à R.319-22 du code de la construction et de l'habitat.

➤ **Nature du service assuré par le Syndicat Eau 47**

Le service d'assainissement non collectif comprend :

- **La vérification de conception et d'exécution des installations neuves** : le service étudie les filières d'assainissement proposées lors des dépôts de permis de construire. Les filières validées par le SPANC font l'objet d'un contrôle lors de la réalisation de l'installation. Celui-ci est effectué depuis le 1er juillet 2002. Sur le territoire du Sud d'Agen, il est réalisé par les techniciens d'Eau47, pour les territoires du Nord de Marmande, du Nord du Lot, du **Sud du Lot** et de la Brame, il est réalisé par le prestataire de services Saur.

- **Le diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes** : suite au diagnostic de l'ensemble des installations, le Syndicat répond à la réglementation en effectuant un contrôle périodique des installations. La périodicité, votée par les élus du syndicat, est de 4 ans. Le syndicat a confié ces contrôles périodiques à un prestataire de service pour une durée de quatre ans (**SAUR pour les territoires** du Nord de Marmande, du Nord du Lot, **du Sud du Lot** et de la Brame, **VEOLIA Eau** sur le territoire du Sud d'Agen). Cette mission est prévue du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2013

Le rôle du SPANC sera déterminant pour préserver les ressources naturelles du syndicat en assurant :

- un accompagnement des transactions immobilières visant à inciter voire obliger la réhabilitation des installations défectueuses ;
- Le contrôle périodique avec un accompagnement éventuellement de l'entretien des installations.

➤ **Obligations des usagers**

Les obligations auxquelles doivent se soumettre l'utilisateur d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sont fixées d'une part par la réglementation applicable aux installations d'assainissement non collectif et d'autre part par le règlement de service du SPANC auquel il appartient. Le règlement de service doit définir « en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires ».

Ces obligations sont :

- équiper l'immeuble d'une installation d'assainissement non collectif,
- assurer l'entretien et faire procéder à la vidange périodiquement par une personne agréée pour garantir son bon fonctionnement,
- procéder aux travaux prescrits, le cas échéant, par le SPANC dans le document délivré à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans,
- laisser accéder les agents du SPANC à la propriété, sous peine de condamnation à une astreinte en cas d'obstacle à la mission de contrôle,
- acquitter la redevance pour la réalisation du contrôle et, le cas échéant, l'entretien,
- rembourser par échelonnement la commune dans le cas de travaux de réalisation ou de réhabilitation pris en charge par celle-ci,
- annexer à la promesse de vente ou à défaut à l'acte authentique en cas de vente le document, établi à l'issue du contrôle, délivré par le SPANC, à compter du 1er janvier 2011. Ce document s'ajoutera aux 7 autres constats ou états (amiante, plomb, gaz, termites, risques naturels et technologiques, installations électriques, performances énergétiques),
- être contraint à payer une astreinte en cas de non-respect de ces obligations,
- être contraint à réaliser les travaux d'office par mise en demeure du maire au titre de son pouvoir de police.

Les zones assainies de façon non collective doivent faire l'objet d'une aptitude du sol à l'épuration qui permettra de définir d'une part le type d'assainissement à préconiser et d'autre part la taille des parcelles à envisager. En effet, en zone d'assainissement non collectif, il faudra veiller à ce que les parcelles aient une taille suffisante pour ne pas engendrer de nuisances. Ainsi, dans un souci d'économie de l'espace, l'ouverture à l'urbanisation où les contraintes d'infiltration des eaux usées sont trop fortes est à proscrire.

g. Cas de la commune de Lagarrigue

➤ Synthèse du diagnostic des assainissements non collectif

Les informations ci-dessous sont toutes issues du rapport relatif au contrôle périodique des assainissements non collectifs réalisé par la SAUR pour le compte du Syndicat des Eaux 47 en 2013.

Le diagnostic des installations existantes d'assainissement non collectif s'est déroulé au cours de l'année 2013 et a concerné 64 installations sur les 90 recensées sur la commune (81%).

La grande majorité des logements sont des résidences principales : 95%.

Le parc des assainissements non collectifs est composé de :

- 19% d'installations de moins de 10 ans,
- 8% d'installations comprises entre 10 et 20 ans,
- 48% d'installations de plus de 20 ans
- 20% d'installations ont un âge qui n'a pu être déterminé.

Sur les habitations équipées, la fosse septique et la fosse toutes eaux sont présentes en proportion similaire :

- Fosse septique : 44%,
- Fosse toutes eaux : 42%.

Il est à noter que sur la commune une seule habitation est équipée d'une fosse étanche, dispositif nécessitant une vidange régulière.

Sur la commune, 89 % des habitations sont équipées d'un dispositif de prétraitement, **cependant 7 habitations en sont totalement dépourvues occasionnant des rejets directs d'effluents bruts dans le milieu naturel** ce qui implique une obligation de mise en conformité de ces habitations dans les meilleurs délais

Il a été recensé lors de ce diagnostic, la présence de **56% des habitations équipées d'une filière de traitement** et **28 habitations n'en possèdent pas** (rejet direct après prétraitement des eaux usées en surface de parcelle ou dans le sol, dans un puisard, ou le plus souvent dans un fossé). Pour 39 % des installations, aucun élément probant ne permet d'affirmer qu'il y ait une filière de traitement

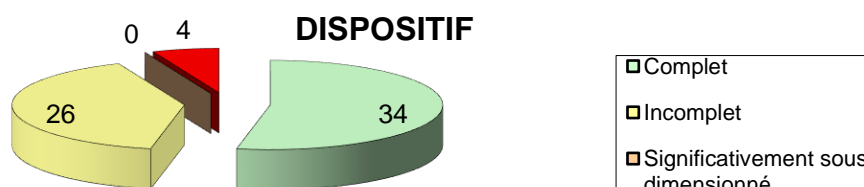
La filière la plus répandue est quant à elle l'épandage souterrain à faible profondeur (20%). Cette filière est adaptée à des sols présentant une bonne perméabilité et sans nappe souterraine à proximité (1,20 m).

Le tableau ci-dessous synthétise les principales filières recensées sur la commune :

TRAITEMENT	NBRE	%
Tranchée d'épandage à faible profondeur	13	20%
Filtre à sable vertical drainé	8	13%
Filtre à sable horizontal drainé	1	2%
Filtre à sable vertical non drainé	2	3%
Plateau absorbant	11	17%
Micro-station	1	2%
Non (aucun élément probant)	25	39%
Aucun	3	5%
TOTAL	64	100%

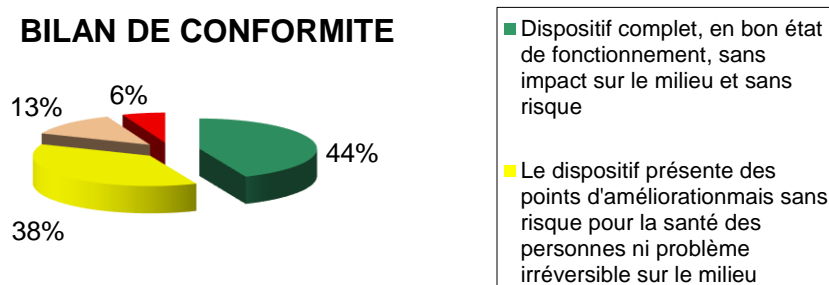
Le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif a permis de montrer que près de **95% des installations fonctionnent correctement** ou présentent peu de risques pour l'environnement et/ou la salubrité publique. Pour **53% des dispositifs diagnostiqués, le système épuratoire est complet**.

7 dispositifs sont à réhabiliter en urgence (11%). Ce sont des habitations sans dispositif de traitement ou qui rejettent les eaux après un simple prétraitement dans le milieu naturel avec des risques environnementaux et sanitaires.



Etat des dispositifs sur la commune de Lagarrigue

Sur la commune de Lagarrigue, il n'existe pas de zone à enjeux environnementaux. L'impact des rejets sur le milieu naturel n'est pas négligeable, puisque près de **19% des dispositifs peuvent générer un risque sanitaire ou une pollution du milieu**.



Impacts prévisibles des assainissements non collectifs sur la commune de Lagarrigue

Les contrôles de bon fonctionnement de l'assainissement non collectif ont permis de révéler que **28 % des installations sont considérées comme suffisantes et se trouvent en bon état de fonctionnement**. Pour 24 dispositifs (travaux à réaliser dans un délai d'1 an si vente) la visite a permis de détecter des problèmes de fonctionnement ou de sensibiliser les usagers aux améliorations à mettre en œuvre afin d'obtenir une installation complète en bon ordre de fonctionnement. Pour 8 dispositifs (13%), des travaux sont à prévoir dans un délai de 4 ans ou un an en cas de vente. Il s'agit, le plus souvent, d'habitations qui rejettent les eaux usées partiellement assainies dans le milieu naturel avec des dangers pour la santé des personnes.

4 dispositifs sont à créer de manière urgente (6%) pour des habitations qui ne présentent aucun dispositif

(Source : DREAL Aquitaine, INPN)

Délai de mise en conformité	Conformité des dispositifs	Nombre d'installations	%
	Dispositif complet, en bon état de fonctionnement, sans impact sur le milieu et sans risque.	28	44
Aucun ou un an si vente	Installation non-conforme hors d'une zone à enjeux sanitaires ou environnementaux Installation incomplète, significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs.	24	38
Quatre ans ou un an si vente	Installation non-conforme. Pour toutes les installations sans distinction de localisation Défaut de sécurité sanitaire, de structure ou de fermeture des ouvrages, ou implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant être raccordé au réseau public de distribution Installation dans une zone à enjeux sanitaires ou environnementaux Installation incomplète, significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs.	8	13
Dans les meilleurs délais	Absence d'installation.	4	6

Conformité des dispositifs non collectifs sur la commune de Lagarrigue

➤ **Aptitude des sols à l'assainissement non collectif**

Dans le cadre de l'élaboration du schéma d'assainissement, le bureau d'études SESAER a défini l'aptitude des sols à la pratique de l'assainissement non collectif grâce aux investigations de terrains réalisées.

Les secteurs d'études ont été :

- *Le Bourg,*
- *La Fontaine,*
- *Mettaud,*
- *Carmentran,*
- *Carrerotte Nord.*

La majorité des zones d'études présente des caractéristiques moyennement favorables à la pratique de l'assainissement non collectif en raison des facteurs suivants : très faible perméabilité, hydromorphie, proximité de la roche mère.

Ainsi les principales filières préconisées ont été :

- **le filtre à sable vertical NON drainé :** *Carmentran,*
- **le filtre à sable vertical drainé :** **le reste des zones étudiées.**

h. Conclusion

La nature peu perméable des sols en place nécessitera la mise en place d'une filière drainée dans le cas d'un assainissement non collectif. **Cette préconisation entraînera inévitablement un rejet des eaux traitées au milieu hydrographique superficiel (fossés, ruisseaux).**

Il conviendra donc dans le cadre du PLU de favoriser le raccordement à l'assainissement collectif (existant ou projeté). Dans le cas contraire, la densification de l'habitat devra tenir compte de la multiplication des rejets et donc de l'impact que cela peut avoir sur la qualité des masses d'eau superficielles.

PATRIMOINE NATUREL ET BIODIVERSITE

1. Méthodologie

L'analyse du patrimoine biologique et de la biodiversité a été menée par Bruno Labrousse, chargé d'études écologue au sein du bureau d'étude ETEN Environnement.

Elle a été réalisée suivant deux axes de travail :

- Une recherche bibliographique de l'ensemble des documents disponibles susceptibles d'apporter une information sur la connaissance de la biodiversité et le fonctionnement écologique à l'échelle du territoire communal et de la région biogéographique dans lequel il s'insère ;
- Une visite de terrain qui permet de vérifier les informations recueillies et de les compléter le cas échéant. Cette visite s'est déroulée le 28 mars 2014 par temps couvert. Elle se base sur une approche écosystémique et vise à comprendre le fonctionnement écologique de la commune, aucun relevé exhaustif de la flore et de la faune n'a été mené.

L'identification et la hiérarchisation des enjeux se basent sur une approche éco-paysagère du territoire. Ont été pris en compte les zones bénéficiant de statuts (site Natura 2000, ZNIEFF,...), les écosystèmes (forêts, prairies permanentes, zones humides, cultures, ...) identifiés sur le territoire, leur rareté à différente échelle (locale, régionale, nationale), leur valeur écologique intrinsèque et leur agencement spatial sur le territoire (liens fonctionnels).

2. Le contexte écologique

a. Les périmètres réglementaires

La commune de Lagarrigue n'est concernée par aucun périmètre réglementaire.

b. Les zones d'inventaire

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France.

Cet inventaire différencie deux types de zone :

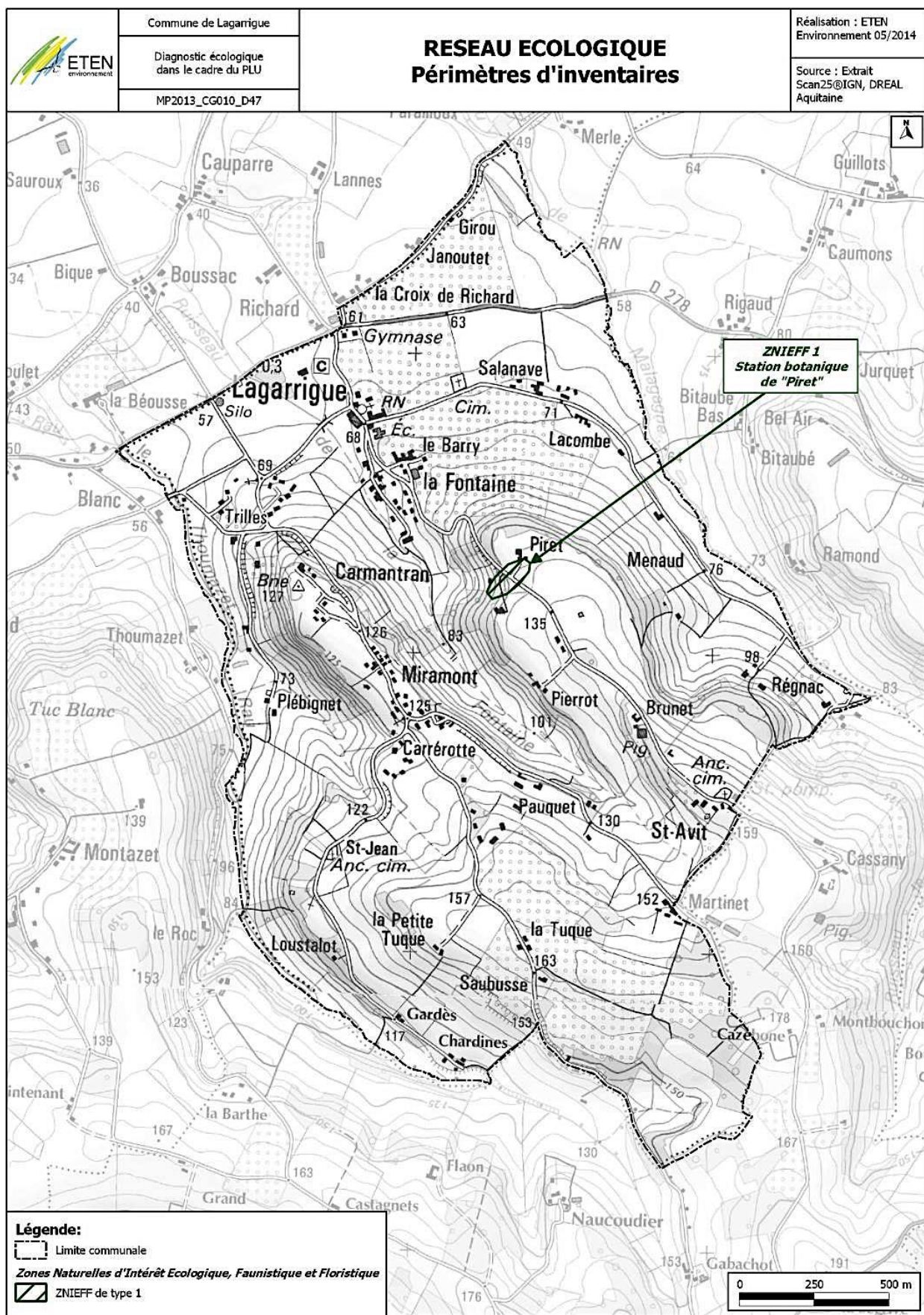
- Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne ;
- Les ZNIEFF de type 2 concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

La commune de Lagarrigue était, jusqu'à la révision des ZNIEFF d'Aquitaine, concernée par une ZNIEFF de type 1.

ZNIEFF de type 1 : Station botanique de « Piret » :

Bien qu'en forte régression sur l'ensemble du territoire national, la tulipe d'Agen (*Tulipa agenensis*) est relativement commune en Lot-et-Garonne (avec près d'une cinquantaine de sites inventoriés). Compte tenu de sa fréquence et des milieux où elle se développe, chaque station inventoriée n'est pas systématiquement intégrée à l'inventaire des ZNIEFF. Dans le cas présent, la ZNIEFF a été supprimée.

Toutefois, le département du Lot-et-Garonne possède actuellement les populations françaises les plus importantes : il tient ainsi une responsabilité de conservation importante pour la tulipe d'Agen. Des mesures de conservation doivent être engagées en collaboration avec les propriétaires.



3. Le patrimoine biologique et la biodiversité

La répartition des milieux est fortement liée aux caractéristiques physiques (topographie, géologie, hydrographie,...) et aux activités humaines (agriculture, pastoralisme, urbanisation,...) de la commune.

Les espaces non intensément cultivés ou urbanisés (bois, haies, talus, mares, prairies, etc.) jouent un rôle important dans les équilibres biologiques et la préservation des espèces. Ils constituent les habitats nécessaires à la reproduction, et sont également des zones de gagnage (nourrissage), de transit, de stationnement, d'hivernage. Ces espaces préservés sont aussi des continuums biologiques (corridors) qui permettent aux espèces de se déplacer d'un habitat à l'autre et de dynamiser leur population (brassage génétique) et ainsi garantir leur pérennité.

Ces corridors assurent donc le maintien des populations et la survie des espèces. Ils interviennent également dans la protection des sols, le fonctionnement hydraulique des cours d'eau voisins et les microclimats.

Les expositions, pentes et essences (arbres) rencontrées modifient aussi l'intérêt de ces écosystèmes en offrant aux espèces animales des variations stationnelles assurant une grande diversité et la présence de refuges en fonction des saisons et des conditions climatiques.

Le maintien des habitats et de leur connectivité est un enjeu qu'il est nécessaire d'intégrer dans les stratégies de développement communal.

a. Les milieux aquatiques

➤ Les cours d'eau

Plusieurs cours d'eau permanents sont présents sur la commune de Lagarrigue. Ils la sillonnent sur un axe Sud-Nord et en marquent les limites Est et Ouest (ruisseaux du Thoumazet et de la Malagagne).

L'abondance des **ripisylves** (végétation en bords de cours d'eau, plan d'eau...) varie d'un ruisseau à un autre. Le ruisseau de Thoumazet comporte une ripisylve plutôt bien conservée, le ruisseau de la Malagagne en est dépourvu sur certains tronçons en milieu agricole (cultures). Le ruisseau de la Fontaine, au centre de la commune, présente en revanche une ripisylve très dégradée que ce soit en milieu prairial, cultivé ou urbain.



Ripisylve présente et absente sur le ruisseau de la Malagagne de part et d'autre de la D278 (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

Les ripisylves en bon état constituent un corridor écologique primordial ; elles jouent en outre un rôle essentiel de maintien des sols et filtrent les pollutions éventuelles.

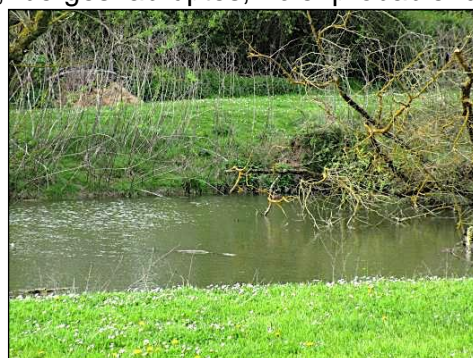
Les **cours d'eau** sont essentiels pour certaines espèces inféodées aux milieux aquatiques (oiseaux, amphibiens, libellules, mammifères). Ils jouent un rôle dans le degré d'humidité des sols influant ainsi sur le type de végétation des prairies les bordant. Ils sont attractifs pour la flore hygrophile et pour la faune appréciant les milieux humides. Les mammifères peuvent s'y abreuver, et ils constituent des réservoirs biologiques importants pour les écosystèmes locaux. Certains points stagnants de ces ruisseaux, notamment dans les cours d'eau intermittents, peuvent en outre créer de petites zones humides attractives pour les amphibiens.

➤ **Les plans d'eau**

Les plans d'eau sont anecdotiques sur la commune de Lagarrigue : tous sont d'origine anthropique. Ils présentent à ce titre les mêmes caractéristiques : linéarité des contours, absence totale (ou presque) de végétation rivulaire, berges abruptes, rôle probable de réservoir d'eau.

Ils peuvent néanmoins présenter un intérêt écologique, pouvant héberger certains groupes faunistiques tels que les amphibiens ou les odonates bien que leur configuration ne soit tout à fait favorable.

Etant toujours situés à proximité immédiate des cours d'eau, leur alimentation provient probablement des ruisseaux permanents ; il n'y a donc pas de risque particulier de tarissement.



Retenues d'eau artificielles (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

➤ **Les fossés**

Les fossés sont identifiés comme des cours d'eau temporaires. Ils sont présents à travers la plaine agricole et servent de fossés de drainage, ou en bord de route, de fossés d'assainissement. Ces milieux aquatiques temporaires présentent un attrait limité pour la faune et la flore. Ils sont en effet peu végétalisés et récupèrent de plus les produits phytosanitaires utilisés dans le cadre des exploitations intensives telles que les cultures de maïs et les vergers fruitiers. Ils font partie cependant du réseau hydrique présent sur le territoire et forment des jonctions entre les différents ruisseaux.



Suivant le type d'assainissement non collectif préconisé dans le schéma d'assainissement, les fossés peuvent être l'exutoire privilégié des eaux usées traitées en sortie de filière d'assainissement non collectif. La nature du parc d'assainissement, sa vétusté et sa performance pourront avoir un impact notable dans la qualité des eaux superficielles. Ainsi, il conviendra de s'assurer de la conformité des assainissements existants et de leur adéquation à la nature du sol et des eaux usées à traitées.

Recommandations dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Les milieux aquatiques sont des milieux riches, diversifiés et très sensibles qui doivent être préservés. Ressource hydrique et énergétique, ils sont également source de diversité biologique. Il est important de préserver et restaurer les ripisylves des cours d'eau qui forment des corridors importants de la trame verte et bleue communale. Toute urbanisation à proximité des cours d'eau et des plans d'eau est à proscrire. Il conviendra également de ne pas réaliser davantage de retenues collinaires.

L'évacuation des eaux usées traitées doit se faire préférentiellement par le sol, à l'échelle de la parcelle, si les caractéristiques de perméabilité le permettent (retour préalable à la parcelle nécessaire).

Le rejet d'effluents traités vers les fossés ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où le sol ne peut assurer la dispersion des eaux (Arrêté du 7 Septembre 2009 abrogeant celui du 6 Mai 1996 et modifié par celui du 7 mars 2012). L'autorisation du propriétaire ou du gestionnaire de l'exutoire superficiel doit préalablement être accordé.

L'assainissement non collectif n'est généralement pas adapté aux secteurs fortement urbanisés. Le recours à l'assainissement non collectif pourra être envisagé :

- s'il est démontré par une **étude économique** que le **coût de l'assainissement collectif est excessif**,

- s'il est démontré que **l'assainissement collectif n'apporte aucun avantage réel** par rapport à l'assainissement non collectif vis à vis de la salubrité publique et de l'environnement dans le cadre d'une urbanisation diffuse et très limitée (quelques habitations).

b. Les milieux boisés

Les principaux secteurs boisés sont répartis à l'ouest, au centre et au sud du territoire communal. Ils sont presque tous situés sur les versants, hormis les plantations à visée d'exploitation (peupleraies par exemple).

Les **peuplements de feuillus** présents sur la commune sont principalement des chênaies. Ces milieux sont susceptibles d'abriter une faune diversifiée et typique. Les coléoptères, les passereaux cavernicoles et arboricoles, les rapaces diurnes et nocturnes nichent volontiers dans les cavités ou les branches des vieux arbres. Les mammifères arboricoles comme l'**Ecureuil roux** (*Sciurus vulgaris*) établissent leur lieu de vie au sein de ces boisements. Ils constituent en outre des refuges indispensables à certaines espèces de chauves-souris (**noctules**, **Barbastelle d'Europe**, etc.) appréciant également ces arbres qui leur servent de gîte ou de zone de repos lors de leur chasse nocturne. Cela dit, les boisements de Lagarrigue sont pour la plupart de jeunes peuplements.

La particularité de la commune de Lagarrigue est qu'il ne reste plus de boisements compacts, mais des formations boisées linéaires, d'une quarantaine de mètres de largeur en moyenne, suivant les pentes des coteaux.



Jeune chênaie et coupe à blanc (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

La principale menace pesant sur ces milieux forestiers est l'exploitation abusive du bois, pouvant aller jusqu'à la coupe à blanc (observée sur la commune), où pour une surface donnée l'intégralité des arbres sont coupés en une seule fois. Même si on replante par la suite, l'écosystème met plusieurs dizaines d'années avant de revenir à son état initial. Plus les forêts sont âgées et plus elles sont susceptibles d'abriter une faune diversifiée ; il est donc intéressant de laisser des îlots de vieillissement.

Les boisements de la commune de Lagarrigue sont fragmentés et de configuration linéaires. Ils représentent néanmoins un réservoir de biodiversité conséquent et jouent un grand rôle dans la trame verte communale au vu de leur continuité et de leurs connexions avec les autres milieux naturels.

Une plantation de feuillus d'environ 0,4 ha et une peupleraie d'environ 0,3 ha se situent respectivement au Sud-Est et à l'est de la commune. L'intérêt écologique de la peupleraie est assez faible en raison du caractère monospécifique de la strate arborée et du développement très limité de la strate herbacée. Il n'y a en effet aucun arbuste au niveau de ce type de boisement et le sol est bien souvent dépourvu de toute végétation. Les plantations de fruitiers présentent en revanche un intérêt écologique supérieur, notamment lorsqu'elles comptent des spécimens âgés présentant des cavités et fissures attractives pour la faune (oiseaux, reptiles, coléoptères).



Peupleraie et vieil arbre présentant des cavités (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

Recommandations dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Les boisements naturels doivent être préservés, d'autant qu'ils sont tous plus ou moins connectés entre eux (échange interpopulationnel important).

Les plantations de feuillus, bien que moins favorables à la biodiversité, restent des réservoirs et lieux de transit essentiels pour la faune. Les vieux arbres, arbres morts et troncs effondrés sont autant d'éléments intéressants pour la faune qu'il convient de conserver en l'état.

c. Les milieux semi-ouverts

Les friches arbustives peuvent prendre des configurations variées : il s'agit de milieux ouverts en cours de fermeture, de terres agricoles à l'abandon, de prairies ou de pelouses rarement fauchées ou pâturées où se développent des plantes ligneuses. On retrouve typiquement un cortège d'épineux, comme la ronce, le prunellier, l'aubépine, l'ajonc...seul le pâturage caprin ou l'entretien manuel permettent de maintenir une ouverture dans ce type de milieu.



Friche ligneuse pâturée par des chèvres et écotone (Lagarigue, 2014) © ETEN Environnement

Ce type d'habitat est riche en diversité biologique, notamment lorsqu'il est complété par un maillage de haies et d'arbres. Outre un habitat naturel de choix pour de nombreuses espèces (reptiles, oiseaux, insectes, mammifères), ces milieux sont une source de nourriture importante pour la faune, en été comme en hiver. On les retrouve sur les coteaux et les versants ensoleillés de la commune. Elles forment de plus des écotones (zone de transition entre deux écosystèmes) entre les prairies/friches et les boisements.

Recommandations dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Les milieux semi ouverts sont riches d'un point de vue environnemental et jouent souvent un rôle de jonction entre différents réservoirs de biodiversité. Les milieux ouverts en cours de fermeture doivent être préservés de tout aménagement car ils représentent les principaux réservoirs de biodiversité avec les boisements.

d. Les milieux ouverts

Les **prairies** sont, à l'instar des milieux boisés, concentrées sur les parties ouest et centrale de la commune. A l'échelle du territoire, ce sont des parcelles de taille petite à moyenne (jusqu'à près de 5 ha). On trouve des prairies de fauche ainsi que des prairies de pâture (brebis et chevaux).

Les prairies de fauche ont un aspect homogène où les espèces végétales sont bien réparties. *A contrario* les prairies de pâture sont plus hétérogènes avec des zones de refus (non broutées) et des plantes plus nitrophiles, adaptées aux fortes teneurs en azote (excréments) ainsi qu'au piétinement. Parfois des prairies sont fauchées puis pâturées sur le regain, en automne.

Lorsqu'elles ne sont pas ou peu amendées, la diversité floristique des prairies est élevée et celle des espèces animales également. Les papillons sont de bons indicateurs de la qualité de la prairie, les espèces étant souvent associées à une plante en particulier. La diversité des prairies temporaires est par contre faible : il s'agit de prairies semées où la diversité des espèces végétales est faible, d'où une diversité en insectes faible également.



Prairie pâturée et prairie de fauche (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

Les prairies sont des zones de transit, de reproduction et d'alimentation pour la faune, ce que favorise la présence conjointe de haies ou de boisements. Celles de Lagarrigue sont souvent agrémentées de haies ou de linéaires boisés et connectées entre elles ou avec des réservoirs de biodiversité (boisements et milieux semi-ouverts). Elles jouent un rôle important de corridor écologique.

Les **friches**, anciens milieux cultivés ou pâturages laissés à l'abandon, constituent des milieux ouverts lors des premiers stades de développement (avant une fermeture progressive du milieu aboutissant à des friches arbustives). Ces milieux sont généralement favorables à la biodiversité, notamment lorsqu'ils sont bordés de boisements ou de haies, à l'instar des prairies.



friche herbacée basse et haute (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

Les friches agricoles correspondent à des cultures mises en jachère récemment et présentent une diversité faunistique et floristique faible. Ces habitats transitoires sont appréciés par certaines espèces mais n'ont que peu d'intérêt pour la faune et la flore à ce stade de développement.

Les **linéaires arborés et arbustifs (haies et alignements d'arbres)** sont bien représentés dans la partie de la commune située à l'Ouest du ruisseau de la Fontaine, hormis dans les zones de vergers et de cultures. Un maillage important de haies, de vieux arbres et de petits bosquets bien conservés délimite souvent les milieux ouverts, leur conférant une grande richesse paysagère et faunistique. Ce type de campagne bocagère apporte des avantages paysagers (cadre de vie) et fonctionnels (nombreux corridors écologiques). La fonction des haies est essentielle dans ces milieux ouverts.



Paysage bocager du centre de la commune (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

Recommandations dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Afin de conserver le paysage rural de la commune et maintenir les continuités écologiques, il convient de préserver les haies qui structurent le paysage et de restaurer celles des prairies les plus dépourvues. Les ensembles bocagers sont des entités traditionnelles présentant un intérêt important pour la biodiversité ; il convient de les préserver.

e. Les milieux cultivés

Les **cultures** marquent fortement le paysage de plaine de la commune, façonné en grande partie par l'agriculture intensive. Sur les monocultures, la diversité animale et végétale est très limitée voire inexistante. Ces zones ne constituent aucun intérêt écologique particulier, d'autant qu'elles sont souvent source de produits phytosanitaires et d'engrais qui perturbent les milieux naturels avoisinants. La maïsiculture semble être majoritaire sur la commune : elle compte parmi les plus consommatrices en eau et les plus exigeante en phytosanitaires.



Monocultures de maïs sans et avec linéaires arborés (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

Les vergers de fruitiers sont très présents dans la plaine. Ce sont tous des vergers intensifs dont les principales caractéristiques sont des espacements faibles entre les plants, un sol dépourvu de végétation et une instrumentalisation développée (filets, tubes d'irrigation, etc.). Tout comme les monocultures, ces vergers font l'objet de nombreux traitements d'engrais et de pesticides, c'est pourquoi la diversité animale et floristique y est quasiment inexistante. Les **élevages aviaires** constituent un milieu cloisonné (grillage), le sol y est souvent dépourvu de végétation herbacée du fait du pâturage constant des oies et canards. Ce milieu ne présente pas d'intérêt environnemental.



Vergers intensifs (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

Les **linéaires arborés et arbustifs (haies et alignements d'arbres)** sont très mal représentés dans les milieux cultivés de l'ensemble de la commune. Pour l'agriculture, les haies permettent une meilleure absorption des pluies et contribuent entre autres au maintien des sols. Elles sont également d'une grande importance en tant que corridor écologique pour la faune. Elles constituent en effet des jonctions entre les boisements ou les milieux semi-ouverts, utilisées par les espèces animales comme zones de transit ou de refuge. Leur préservation est très importante, d'autant plus que leur nombre reste limité compte-tenu de l'importance des surfaces agricoles

Recommandations dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Les cultures et vergers intensifs sont prédominants sur tout autre type de milieu, ce qui induit une faible diversité biologique, d'autant plus lorsque les haies y sont inexistantes. Afin de conserver le paysage rural de la commune et maintenir les continuités écologiques, il convient de préserver les haies qui structurent le paysage et de restaurer celles des cultures les plus dépourvues. Il conviendra d'être vigilant sur le développement agricole de Lagarrigue afin de ne pas morceler les trames vertes existantes.

f. Les zones urbanisées

De manière générale, les zones urbanisées ne sont pas particulièrement favorables aux espèces animales et végétales, en partie du fait de l'absence de zones enherbées. En ce qui concerne Lagarrigue, le tissu urbain représente une faible part du territoire mais se trouve disséminé sur l'ensemble de la commune.

On distingue le centre-ville où la densité des habitations est la plus importante avec des espaces verts assez réduits. En s'éloignant du centre, le tissu urbain est moins dense mais reste très linéaire avec une urbanisation morcelée le long des routes. On peut presque distinguer un autre centre urbain au lieu-dit *Carrérotte* où la densité d'habitations est importante, ainsi qu'une zone de lotissements visiblement en expansion entre les lieux-dits *Trille* et *Plébignet*.

Les **jardins** sont assez présents sur la commune et constituent des zones de verdure qui permettent une meilleure transition avec le milieu naturel environnant.

Le **bâti**, selon la méthode de construction, peut s'avérer attractif pour la faune. Les maisons traditionnelles sont intéressantes d'un point de vue écologique car les murs sont pour certaines en pierre apparente, non recouverts de crépis. Les anfractuosités peuvent constituer des abris pour les reptiles, oiseaux et chiroptères. Dans le milieu naturel, ces animaux sont très conditionnés par la présence de nourriture mais également de gîtes. Les murets de pierre sont également des structures favorables aux reptiles tels que le **Lézard des murailles** (*Podarcis muralis*). Il convient de privilégier ce type de construction. Les avancées de toits peuvent également être des structures

intéressantes. Plusieurs espèces d'oiseaux telles que l'**Hirondelle des fenêtres** (*Delichon urbicum*) construisent leur nid sous ces structures. La présence de poutres et d'anfractuosités est très favorable à la faune anthropophile. Ponctuellement, des maisons en ruine se rencontrent ; elles sont d'autant plus attractives pour les espèces animales citées précédemment mais également pour certains rapaces nocturnes comme l'**Effraie des clochers** (*Tyto alba*).

En revanche, les bâtis de type moderne ne présentent aucune attractivité pour les espèces animales (pas d'avancées de toit, murs dépourvus de cavités, etc.).



Bâti traditionnel et jardin comportant de nombreuses niches écologiques et bâti moderne construit sur coteau arbustif (Lagarrigue, 2014) © ETEN Environnement

Recommandations dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Il convient d'être très vigilant sur le développement du bourg de Lagarrigue et des « hameaux » répartis sur le territoire. Une urbanisation concentrée est à favoriser par rapport à une urbanisation le long des routes coupant les milieux naturels. Dans le cas présent, il apparaît plus pertinent de développer l'urbanisation au niveau du centre-ville existant, en continuité de l'existant, et de stopper la progression de l'urbanisation au niveau des zones présentant un enjeu écologique important. Les parcs et jardins sont des éléments fondamentaux de la trame verte qu'il convient de préserver.

4. Les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques

a. La notion de continuité écologique

La trame verte et bleue est une mesure adoptée par le Grenelle de l'environnement qui a pour but de limiter la perte de biodiversité en préservant et en restaurant les continuités écologiques. C'est donc un outil d'aménagement du territoire qui vise à reconstituer les différents réseaux écologiques à l'échelle nationale. Par réseau écologique on désigne un ensemble de mêmes milieux qui sont connectés entre eux. La trame verte est donc représentée par les milieux boisés et prairiaux, la trame bleue par les cours d'eau, retenues d'eau et zones humides associées.

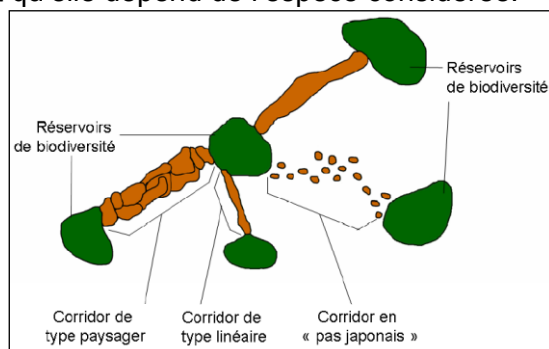
Cette approche vient du constat que depuis ces cinquante dernières années le territoire a connu des aménagements très importants : routes/autoroutes, habitations, augmentation des surfaces agricoles, etc. Les milieux naturels ont été de plus en plus morcelés et les habitats de taille de plus en plus réduite. Et même s'ils sont de taille suffisante pour que les espèces végétales et animales puissent subsister, il est nécessaire qu'il existe des échanges entre

les différentes populations d'une même espèce pour assurer sa pérennité (brassage génétique).

Le terme de corridors écologique désigne l'élément de connexion entre deux habitats de même type entre deux réservoirs de biodiversité. Il existe autant de réseaux écologiques que d'espèces, chacune ayant des besoins qui lui sont propres. Le choix a donc été fait de regrouper les espèces qui ont des besoins similaires en termes d'habitat et de capacité de dispersion.

Dans un premier temps, il faut identifier et localiser les différents habitats utilisés par un groupe d'espèce (végétale ou animale) et voir ceux qui sont isolés ou dont les connexions sont fragilisées. Sont donc privilégiés les milieux naturels tels que les forêts, haies, prairies, fossés, cours d'eau, etc. Les milieux anthropisés (habitations, routes, cultures, etc.) ne sont pas favorables pour la plupart des espèces et constituent de véritables obstacles à la dispersion d'une majorité d'entre elles. Un champ de maïs par exemple ne sera pas traversé par un papillon, qui naturellement se cantonne au niveau d'une végétation rase à laquelle il est inféodé. Ceci est d'autant plus vrai que la surface de l'obstacle est grande.

Le schéma ci-dessous, illustre les différents éléments d'un réseau écologique, pour une espèce considérée. Les réservoirs de biodiversité sont les habitats où sont présents une ou plusieurs populations. Plusieurs formes de corridors sont possibles : de type linéaire (milieu homogène sans discontinuité), de type paysager (formé d'un agrégat de même milieux) et en « pas japonais » (successions d'ilots qui forment un passage). Pour un corridor linéaire, la largeur est très importante et son efficacité varie selon les besoins d'une espèce en termes de déplacement. Des passerelles au-dessus des autoroutes ont ainsi été créées pour que les animaux sauvages puissent passer d'un côté à l'autre, mais seulement de 5-6 mètres pour la plupart. Or le Cerf élaphe a besoin d'avoir une visibilité d'au moins une dizaine de mètres de chaque côté. Ces ouvrages sont loin d'être inutiles, car ils permettent de reconnecter des réservoirs entre eux ; mais cet exemple montre que la nature même du corridor est importante et qu'elle dépend de l'espèce considérée.



Exemple de réseau écologique

La conservation de la biodiversité ne se limite pas seulement à la protection des espèces animales et végétales et de milieux naturels dans des aires protégées. En effet l'idée de placer des milieux sous cloche ne permet pas de répondre aux multiples enjeux de conservation. En France et à plus large échelle en Europe, la réflexion porte sur l'ensemble des territoires et de notre manière de concevoir les aménagements futurs. La trame verte et bleue est donc un outil pour l'aménagement du territoire et ne doit pas être perçue comme une contrainte. Le fait de préserver, renforcer les continuités écologiques participe à l'amélioration du cadre de vie, en favorisant les espaces naturels sans se limiter à une artificialisation de la nature. Il est donc important de préserver les milieux naturels (même s'ils sont communs) car ils fournissent des services écologiques dont nous dépendons.

c. La continuité écologique au sein de la commune

Des réservoirs de biodiversité et des corridors biologiques ont été identifiés en fonction des habitats et espèces qu'ils accueillent mais aussi de leur rôle dans le fonctionnement et le maintien de la biodiversité à l'échelle communale.

Les zones d'intérêt pour la faune et la flore correspondent à des ensembles fonctionnels, relativement préservés. Elles constituent des refuges biologiques, des zones de reproduction et d'alimentation pour la faune et la flore à l'échelle communale ou extra-communale (lien avec les habitats naturels périphériques à la commune). Elles accueillent une faune et une flore plus riches et plus diversifiées ainsi que les éléments biologiques les plus originaux de la commune (habitats naturels, espèces). Elles présentent des surfaces qui permettent aux espèces les plus sensibles aux dérangements d'assurer leur reproduction (grand gibier, rapaces, passereaux...). Leur disparition entraînerait une perte forte de la biodiversité et de la richesse biologique communale.

Les zones de transit sont les couloirs de déplacements (corridors biologiques) empruntés par la faune. L'ensemble de la faune (et non uniquement les grands mammifères) régit ses déplacements dans un objectif de sécurité face à ses prédateurs, de protection par rapport au vent et aux intempéries et selon la source de nourriture. Ces déplacements peuvent être saisonniers, occasionnels ou réguliers avec plusieurs dizaines de trajets par jour entre une zone de nourrissage et une zone de repos.

Ces zones sont alors fréquentées avec assiduité, ce qui implique de nombreux aller-retour. Entre ces secteurs de ressources alimentaires et les sites de reproduction, les espèces empruntent les couloirs les plus sécurisés et les moins hostiles. Les réseaux de haies, friches, lisières de boisements (en fait tous les milieux qui conservent des caractéristiques naturelles) sont alors largement privilégiés au détriment des milieux anthropisés, souvent très uniformisés, tels que les parcelles agricoles.

L'impact de la rupture de ces zones de flux sur la faune par un aménagement ou une infrastructure serait, le cas échéant, important. Il induirait une augmentation de la mortalité (percuSSION, prédation induite, rupture de transit et d'accès à des zones de nourrissage,...), et donc un déséquilibre possible de la dynamique propre à chaque espèce ainsi qu'une perte de biodiversité. Il convient par exemple d'être vigilant à ne pas trop urbaniser le long des routes mais plutôt de favoriser un développement central afin d'éviter de couper les corridors.

La nature des assainissements non collectifs préconisés, leur densité et leurs performances épuratoires sont autant d'éléments pouvant porter atteinte à la continuité écologique de la commune. Il en est de même pour la station d'épuration communale (Lagarrigue) qui présente une capacité nominale de 190 EH remplie au 2/3 de sa charge organique nominale laissant supposer la possibilité de raccordements supplémentaires.

Ainsi, sans informations plus précises, la marge sécuritaire serait estimée à 90 EH.

Or, les habitations existantes ne sont peut-être pas encore toutes raccordées au réseau (délai règlementaire de 2 ans sauf dérogation).

Aussi, avant d'envisager l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones raccordables, il conviendra d'estimer la charge polluante prévisible à court terme et représentée par les habitations existantes.

Ainsi en l'état actuel, le système collecte/traitement ne générera pas d'impact sur l'environnement sous réserve de la conformité des rejets et d'une adéquation entre charge polluante collectée et capacité nominale de la station.

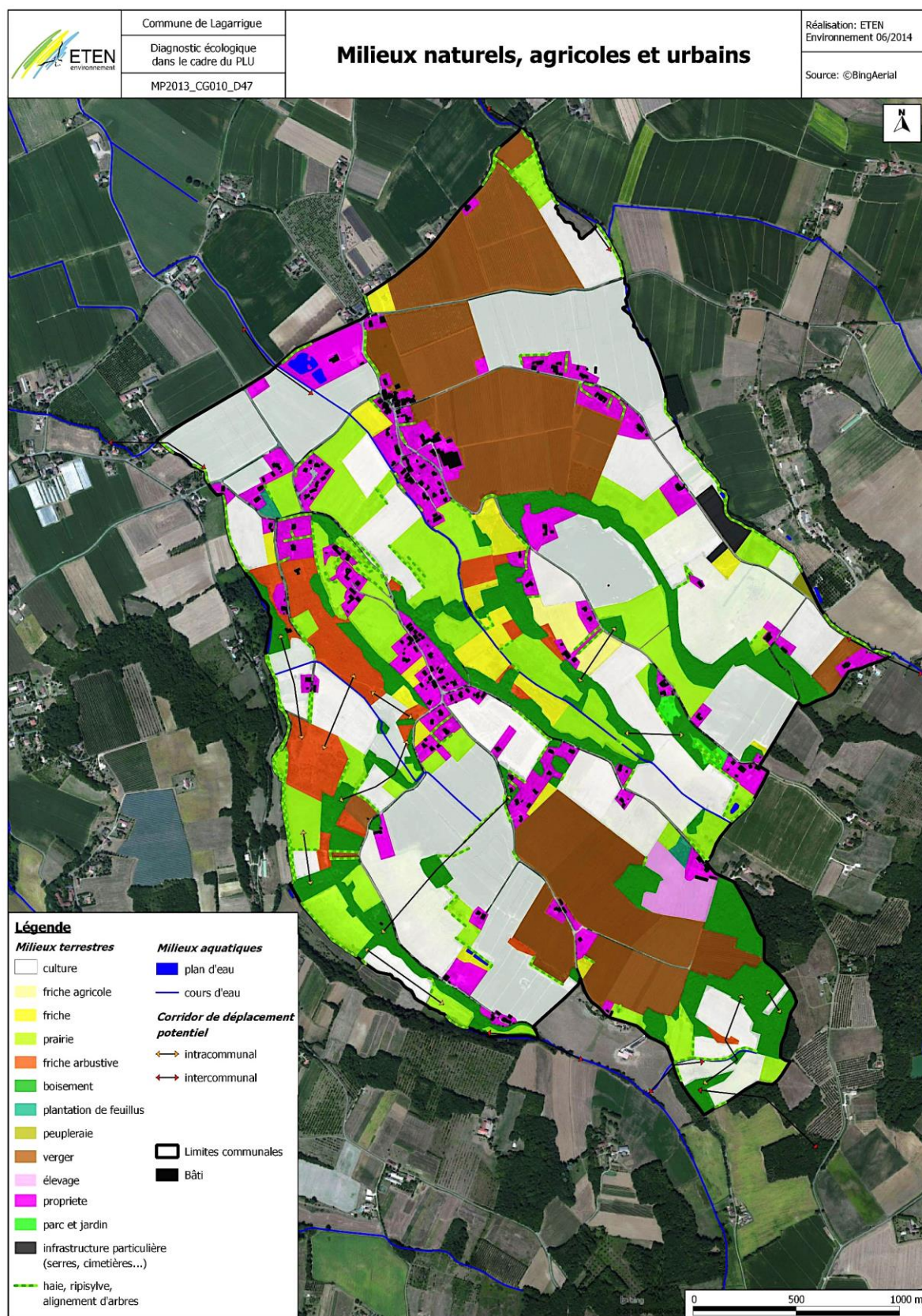
d. Les corridors principaux

Les ripisylves, les haies et alignements d'arbres et les lisières de boisements représentent les principaux corridors de la commune. Ils sont des corridors forestiers assurant les liaisons entre les différents grands boisements mais également entre les milieux naturels comme les boisements, les friches arbustives et les prairies.

Certaines parcelles agricoles occupent toutefois une place stratégique dans la trame écologique en représentant des passages préférentiels pour la faune, c'est pourquoi elles doivent être préservées de tout aménagement. Il s'agit en général de parcelles localisées entre deux réservoirs de biodiversité. Ces préconisations à l'échelle communale sont représentées sur la carte correspondante par des **corridors de transit intracommunaux** (flèches orange).

Les **corridors de transit intercommunaux** (flèches rouge) à préserver sont visibles sur la même carte. Il est fondamental d'aborder le thème de la continuité à ces différentes échelles et de conserver les liaisons existantes avec les autres communes limitrophes.

TABLEAU DE BORD



e. La trame verte et bleue sur la commune de Lagarrigue

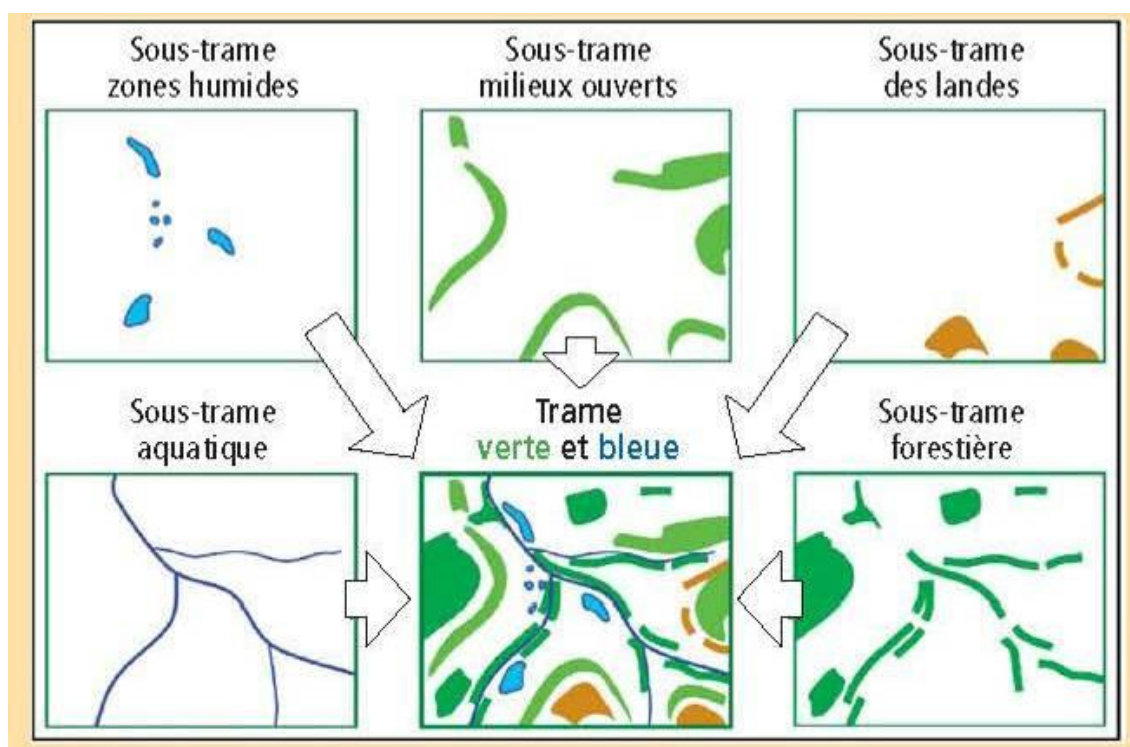
La trame verte et bleue résulte des différentes cartographies réalisées sur le territoire communal. La trame verte se définit à partir des différents boisements (milieux fermés), des friches arbustives, vergers (milieux semi-ouverts), des prairies, friches (milieux ouverts) ainsi qu'à partir du réseau de haies et des alignements d'arbres. La trame bleue se compose des rivières, ruisseaux et des plans d'eau.

La figure ci-dessous schématise l'imbrication des différents éléments de la trame verte et bleue. Cette trame vise à définir les principales continuités écologiques à l'échelle de la commune de Lagarrigue et des communes avoisinantes.

Il présente la trame verte et bleue et les différents éléments qui la composent. Cette approche cartographique permet de voir des trames bien définies à l'intérieur de la commune. Les connexions écologiques avec les communes périphériques sont liées aux cours d'eau et aux boisements.

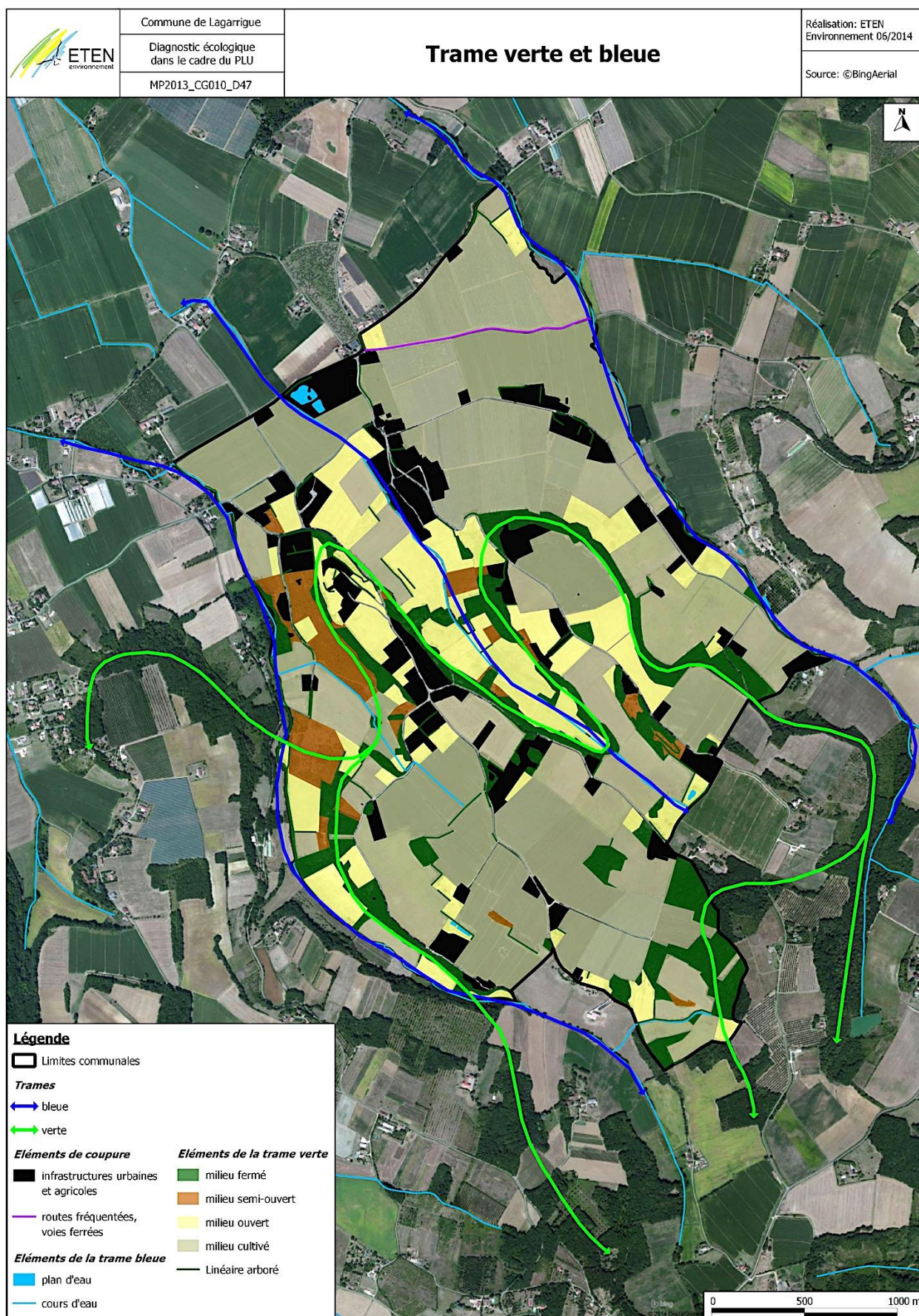
A l'échelle locale la commune de Lagarrigue occupe une place importante dans la trame bleue, du fait qu'elle initie une sous-trame aquatique. La trame verte est absente en milieu agricole, en particulier du fait de la prépondérance des grandes monocultures et des vergers intensifs sur cette partie du territoire. En revanche, une trame verte particulièrement ramifiée traverse la commune par son centre, les milieux boisés et semi-ouverts étant connectés entre eux, à l'intérieur comme à l'extérieur de la commune.

Le complexe bocager du centre de la commune est essentiel au maintien de cette trame verte, d'autant qu'aucune coupure majeure de trame n'est notée.



verte et bleue- principes – extrait de « l'eau dans les document d'urbanisme » Agence de l'eau Adour-Garonne-2011

TABLEAU DE BORD



4. Conclusion

Dans un souci de continuité écologique, il est vital de préserver les éléments structuraux du paysage et de limiter les aménagements aux zones de moindre intérêt.

Les haies, alignements d'arbres, ripisylves, milieux aquatiques (cours d'eau et plans d'eau) sont classées à **enjeu fort** car ils constituent des corridors fondamentaux utilisés par la flore et la faune. Les boisements et les friches arbustives constituent également un enjeu fort en tant qu'écosystèmes complexes et riches. Les zones à forts enjeux ne doivent pas faire l'objet d'aménagements, dans une optique de préservation des habitats et de continuité écologique.

Les prairies permanentes, les friches, les vieilles plantations de feuillus et les parcs et jardins présentent un **enjeu modéré** car ce sont des milieux également riches occupant une place stratégique, en continuité avec les autres milieux naturels. L'aménagement sur ces zones ne doit se faire que dans le cas où il n'y aurait pas d'alternative possible pour limiter au maximum le morcellement de ces milieux naturels.

Les peupleraies et les plantations représentent un **enjeu faible** sur le plan environnemental. Certaines friches et prairies sont également classées à enjeu faible lorsqu'elles présentent un intérêt écologique moindre (parcelle isolée en contexte urbain, prairie temporaire dépourvue de haies, diversité floristique faible, etc.).

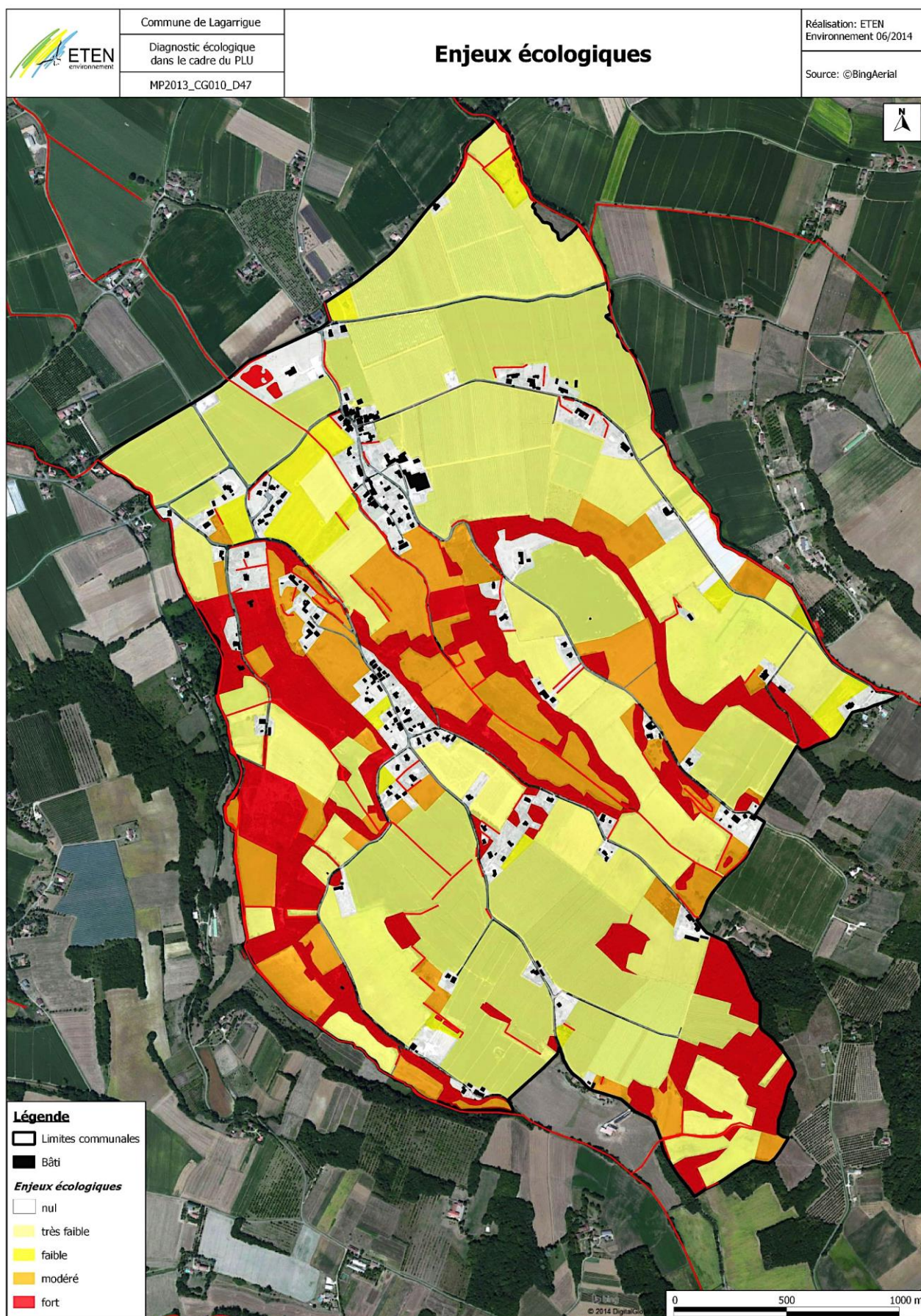
Enfin, les cultures, les friches agricoles et les vergers intensifs représentent un **enjeu très faible**.

Il est nécessaire de ne pas aménager le long des routes, mais au contraire de regrouper les habitations, en veillant à préserver et ne pas isoler les secteurs à enjeux écologiques forts et modérés. Les habitations dispersées le long des routes forment en effet de véritables barrières à la dispersion des espèces et fragmentent donc fortement les milieux.

Dans les aménagements futurs il est indispensable de prendre en considération cette approche de continuité écologique. Les futures habitations doivent s'établir sur les parcelles à plus faibles enjeux telles que les cultures. Les petits bosquets et les linéaires boisés doivent être maintenus et renforcés car ce sont des éléments qui façonnent le paysage agricole de la commune et qui permettent l'établissement d'une faune diversifiée à la vue du contexte local.

Les espaces naturels doivent aussi s'inclure au sein des zones urbanisées, ce qui améliore sensiblement le cadre de vie et permet de limiter la fragmentation du paysage.

TABLEAU DE BORD



EVALUATION DES POTENTIELS URBANISABLES

La définition des zones constructibles et le traitement des marges urbanisées

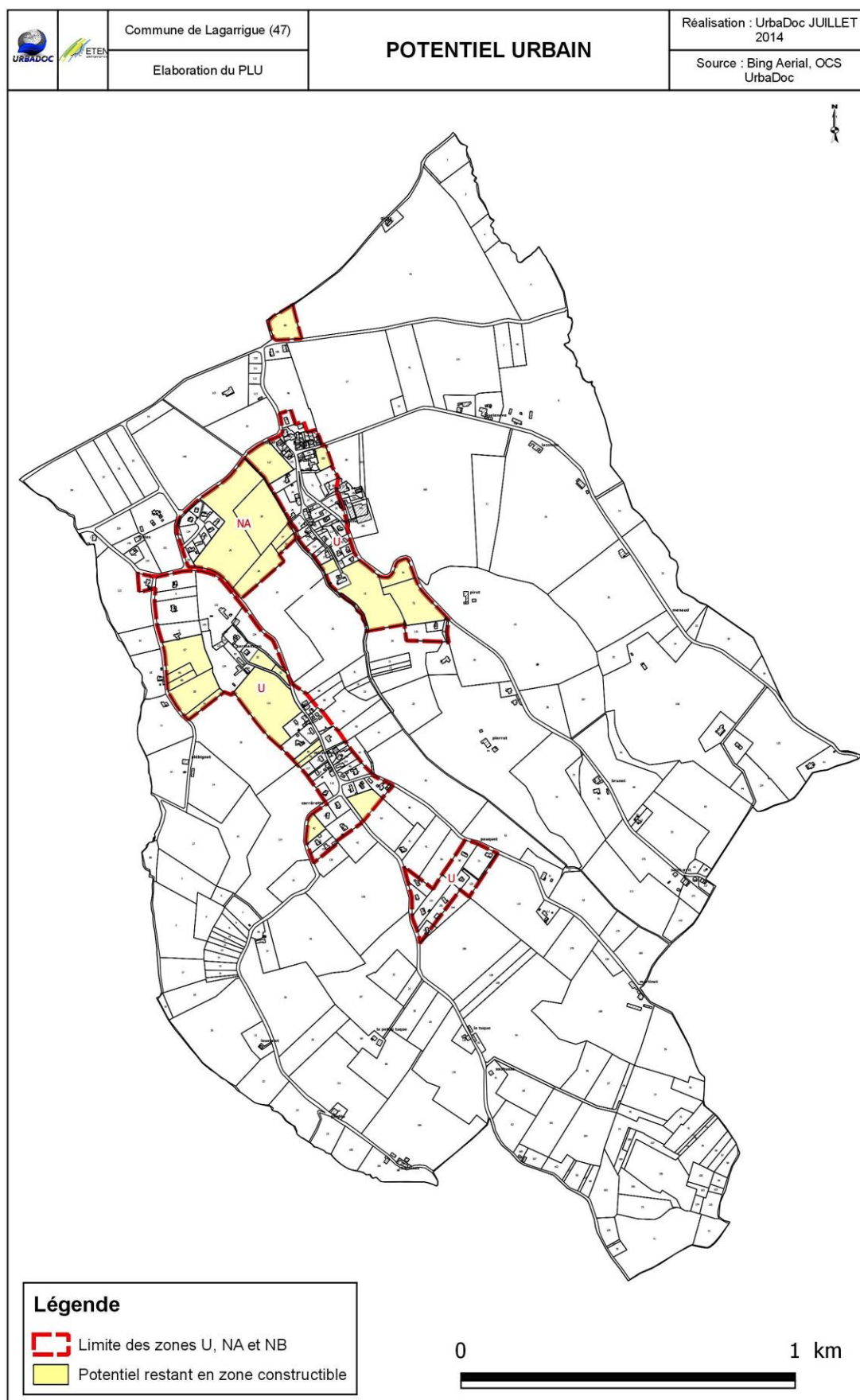
La pression foncière s'exerçant sur les espaces naturels et agricoles oblige la collectivité à porter une attention particulière dans la définition des zones à rendre constructible et à privilégier de manière prioritaire la qualification des dents creuses inscrites dans la partie actuellement urbanisée. Une attention particulière devra être portée sur le traitement des limites entre zone urbaine et milieu agricole et naturel. Les orientations d'aménagement et de programmations (OAP) permettront de conférer une certaine structuration dans les programmations à réaliser. L'un des enjeux du PLU sera en outre de limiter l'entame des îlots agricoles et des espaces naturels, en recherchant des limites franches aux secteurs à urbaniser et en reconsidérant en ce sens les limites de l'enveloppe urbaine, cela conformément aux objectifs des loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche (MAP) du 27 Juillet 2010, de la loi ENE portant Engagement National pour l'Environnement du 12 Juillet 2010 et de la loi ALUR du 24 Mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové. L'un des objectifs est de lutter contre l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. L'une des mesures portées par la loi ALUR consiste notamment à identifier les potentiels de densification des zones déjà urbanisées. Un potentiel urbanisable important de foncier à vocation d'habitat

Les secteurs cartographiés ci-dessous permettent de mettre en évidence le foncier restant au regard du précédent document d'urbanisme (POS).

Cette analyse montre qu'il existe un potentiel important quant aux secteurs à urbaniser : **19,77 ha** à vocation d'habitat. La municipalité devra donc porter une réflexion sur les secteurs à appréhender de manière prioritaire pour la construction neuve à usage d'habitat. Ainsi, les zones repérées ci-après seront discutées quant à leur maintien en totalité ou non en zone constructible.

La loi ALUR exige en outre d'évaluer les potentiels urbanisables au sein des zones urbaines ; les possibilités de densification par redécoupage des fonds de jardins lorsque ceux-ci bénéficient de conditions d'accès satisfaisantes, précisément la possibilité d'aménager un accès de 3 m de large, ont donc été appréhendées. Les terrains identifiés, d'une superficie minimale de 800 m², ont été repérés en jaune sur la cartographie suivante : Au regard de l'implantation du bâti en milieu de terrain sur les secteurs d'urbanisation pavillonnaire, stérilisant le plus souvent le redécoupage des parcelles, ce potentiel n'est pas significatif au sein de la tâche urbaine.

TABLEAU DE BORD



CHAPITRE III : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS ET EXPOSE DES MOTIFS

LES MOTIFS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Pour répondre aux enjeux de son territoire et tenir compte des nouvelles évolutions législatives, le Conseil Municipal a décidé l'élaboration du PLU. Cette procédure est l'occasion pour les élus, les partenaires institutionnels et les habitants de s'intéresser aux problématiques rencontrées ainsi qu'aux atouts et opportunités à saisir pour leur territoire.

Ce moment de réflexion partagée est également l'occasion de dessiner les contours (et le contenu) d'un projet de territoire qui mêle ambition et réalisme, développement et aménagement, à court et long terme. Dans ce cadre, la stratégie de développement durable de la commune s'articule selon les orientations suivantes :

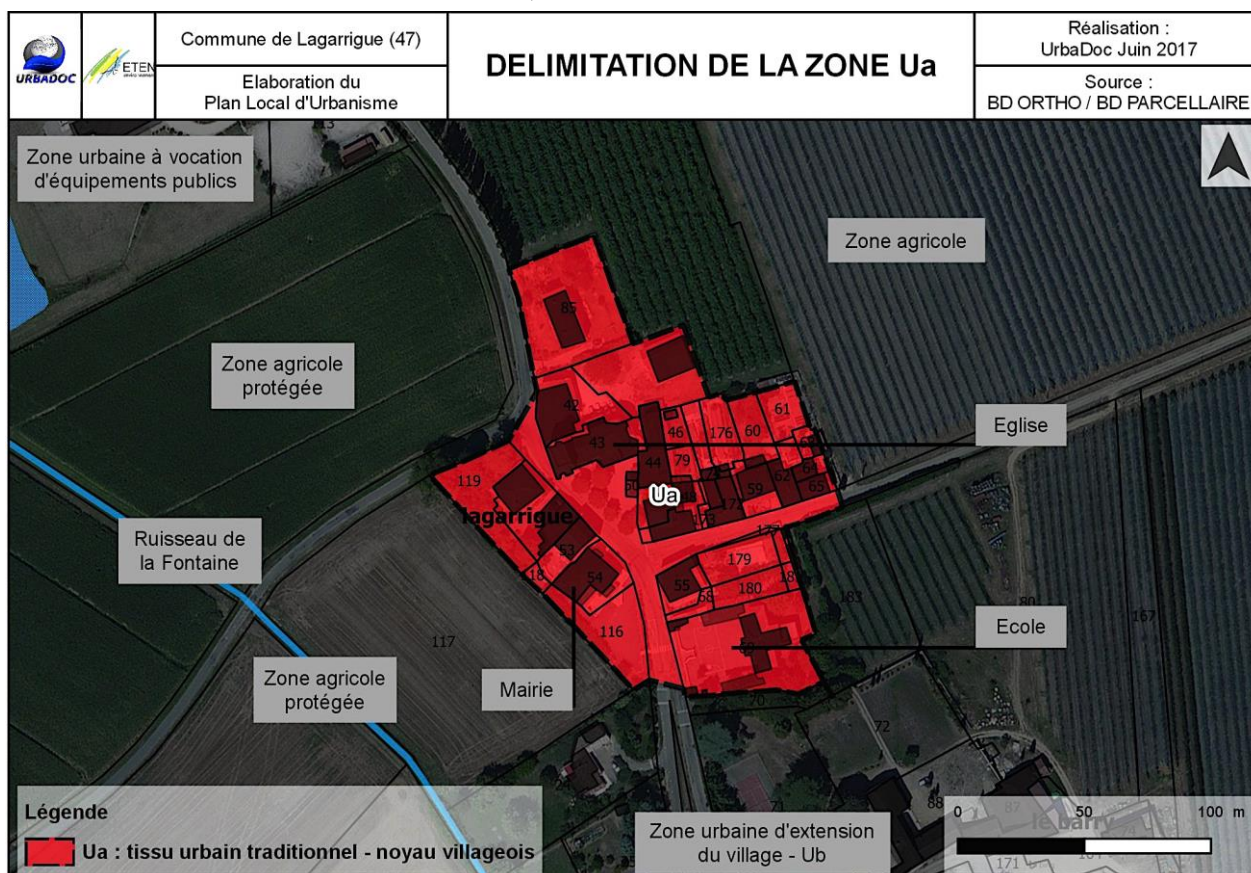
Tableau récapitulatif des différentes orientations du PADD ; UrbaDoc 2017

	Aiguillon en 2025	Orientations / Actions	Motifs
Axe 1	UN OBJECTIF DEMOGRAPHIQUE MAITRISE CONFORME AUX EQUIPEMENTS COMMUNAUX	<p><i>50 habitants supplémentaires à l'horizon 2025</i></p> <p><i>Renforcer les équipements nécessaires aux populations en rapport avec l'ambition communale</i></p> <p><i>Développer les activités ludo-sportives et culturelles</i></p>	<p>Favoriser le renouvellement naturel de la population, Apporter de la mixité sociale et pallier le vieillissement</p> <p><i>Adapter les équipements communaux à la population : emplacement réservé pour l'aménagement d'une réserve incendie</i></p> <p><i>Favoriser le développement des communications numériques selon les ambitions de chaque commune</i></p> <p><i>Maintenir et développer les équipements publics et services existants</i></p> <p><i>Mise en place d'une zone naturelle de loisirs</i></p>
Axe 2	MAITRISE LE DEVELOPPEMENT URBAIN, VALORISER LES RESSOURCES FONCIERES	<p><i>Prévoir environ 5 ha à l'urbanisation, hors densification</i></p> <p><i>Reconsidérer les zones constructibles sur les principaux hameaux ruraux et écarts en fonction des enjeux de chaque commune</i></p> <p><i>Aménager selon les limites naturelles et structurelles</i></p> <p><i>Préserver la qualité architecturale du bâti</i></p> <p><i>Vers un urbanisme durable</i></p>	<p><i>Ouvrir trois zones à urbaniser (Ouest du secteur Le Barry, Nord-Ouest du secteur Trilles et Sud du Hameau Miramont/Carrérotte).</i></p> <p><i>Porter des OAP sur les zones AU afin de détailler leurs conditions d'accessibilités.</i></p> <p><i>Tenir compte des enjeux agricoles, environnementaux et des contraintes naturelles</i></p> <p><i>Tenir compte de la qualité du cadre bâti tout en appliquant une réglementation plus souple dans les secteurs d'extensions</i></p> <p><i>Encourager et promouvoir un urbanisme durable</i></p>
Axe 3	MAINTENIR ET DEVELOPPER LES ACTIVITES ECONOMIQUES	<p><i>Conforter le développement d'une économie présentielle</i></p> <p><i>Développer les activités touristiques et conforter l'identité rurale</i></p>	<p><i>Favoriser le développement des activités économiques compatibles avec la fonction résidentielle</i></p> <p><i>Encourager les projets de diversification de l'agriculture vers l'agro-tourisme</i></p>
Axe 4	CONFORTER LE MAILLAGE VIAIRE, FACILITER LES DEPLACEMENTS	<p><i>Aménager les secteurs à urbaniser dans une logique d'ensemble</i></p> <p><i>Adapter l'offre de stationnement aux besoins de la population et en corrélation</i></p>	<p><i>S'assurer une desserte cohérente et conforme aux besoins de chaque secteur</i></p> <p><i>Créer une aire de stationnement groupé dans le futur lotissement communal</i></p>

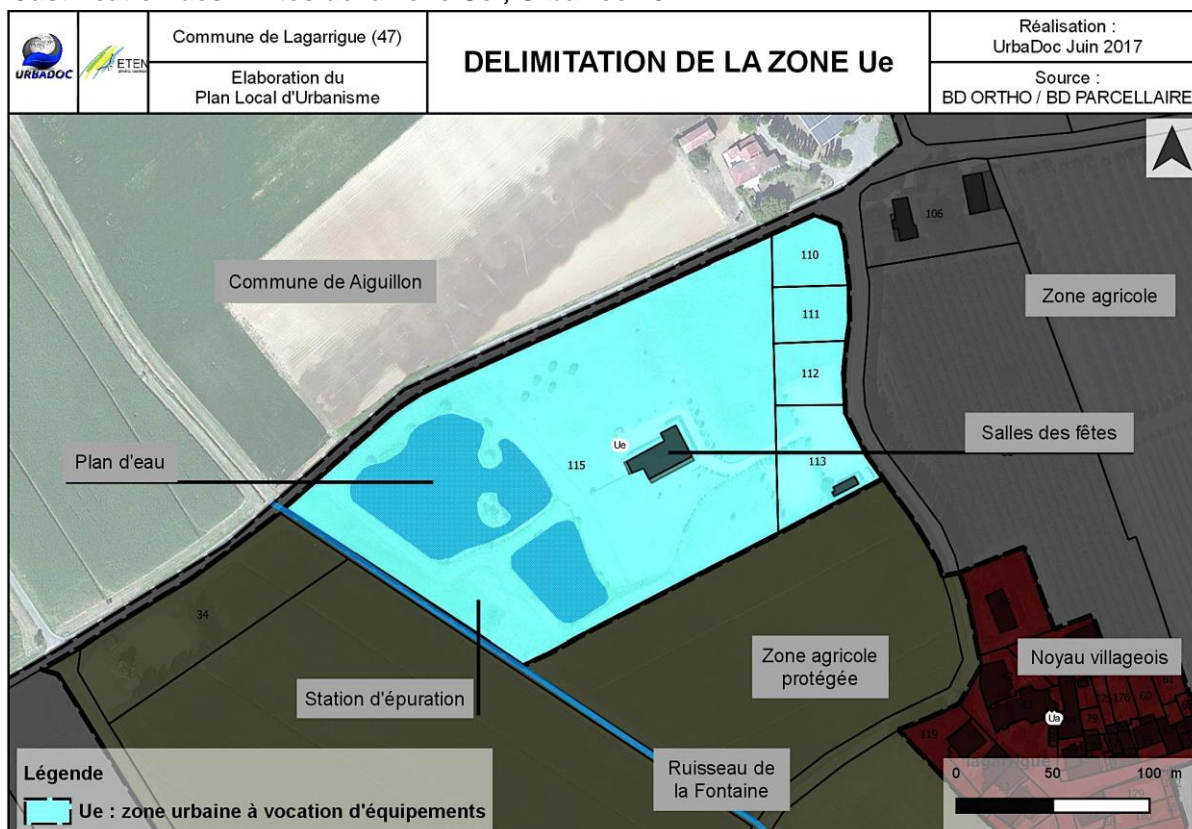
		<p><i>avec les futures zones d'urbanisation</i></p> <p><i>Optimiser et sécuriser les déplacements</i></p>	<p><i>Réaménager les parkings de la salle des fêtes et de la salle des sports</i></p> <p><i>Développer les aires de covoiturages</i></p> <p><i>Améliorer les infrastructures routières dans les centres-bourgs et les zones périphériques</i></p>
Axe 5	<p>MAINTENIR ET FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE AGRICOLE SUR LES TERRITOIRES</p>	<p><i>Préserver l'activité agricole et limiter le plus possible les nouvelles constructions sur les terres ayant une forte valeur agronomique</i></p> <p><i>Définir des limites agro-urbaines</i></p> <p><i>Préserver et mettre en valeur l'identité rurale et le patrimoine architectural traditionnel</i></p> <p><i>Etudier les possibilités de changement de destination du bâti agricole</i></p>	<p><i>Favoriser la diversification des activités agricoles</i></p> <p><i>Veiller aux règles de réciprocité</i></p> <p><i>Définir des zones agricoles protégées de toutes constructions</i></p> <p><i>Gérer les transitions entre espace agricole et zones urbaines</i></p> <p><i>Protéger le patrimoine architectural bâti et paysager revendicatif des caractéristiques rurales</i></p> <p><i>Permettre sous condition les changements de destination</i></p>
Axe 6	<p>PROTEGER ET VALORISER L'ENVIRONNEMENT</p>	<p><i>Gérer durablement la ressource en eau</i></p> <p><i>Préserver les espaces boisés</i></p> <p><i>Protéger les espaces présentant des enjeux écologiques</i></p> <p><i>Préserver la trame verte et bleue</i></p>	<p><i>Assurer une gestion économe de la ressource en eau : adaptabilité des projets urbains aux capacités et contraintes des milieux récepteurs</i></p> <p><i>Protéger l'espace forestier, patrimoine identitaire</i></p> <p><i>Assurer les continuités écologiques au sein et entre les différentes trames et sous trames écologiques</i></p> <p><i>Veillez à la préserver et à la reconquête de la trame verte et bleue</i></p>

TABLEAU DE BORD

Justification des limites de la zone Ua ; UrbaDoc 2017



Justification des limites de la zone Ue ; UrbaDoc 2017



CARACTERISTIQUES DES DIFFERENTES ZONES

Le projet définit et tracé sur le règlement graphique (pièce 4 du PLU), a identifié 4 catégories de zones (Zones urbaines, Zones à urbaniser, Zones agricoles et Zones naturelles).

1. Les zones urbaines

Les zones urbaines (zone U) sont des zones dans lesquelles les équipements publics (voiries, alimentation en eau potable, électricité, réseau public d'assainissement, défense incendie), existants ou en cours de réalisation, permettent d'admettre immédiatement des constructions. En classant ces zones U, la commune admet implicitement qu'elles ont le niveau d'équipements nécessaire à une urbanisation immédiate. Trois zones urbaines sont identifiées sur la commune :

- zone Ua pour la partie la plus ancienne et la plus densément structurée du bourg de Lagarrigue ;
- zones Ub pour les secteurs d'extensions du bourg (partie Sud du centre ancien) et desservis par le réseau d'assainissement collectif. Mais également les écarts mêlant extensions pavillonnaires et entités plus traditionnelles (Trilles, Carmantran, Miramont, Carrérotte).
- en zone Ue pour le secteur à vocation d'équipements.

1.1 La zone Ua : zone urbaine correspondant au noyau villageois

La zone Ua, d'une superficie de 1,61 hectare, correspond à la partie la plus ancienne et la plus dense du territoire communal.

Le bâti est revendicatif d'une architecture et d'une forme urbaine traditionnelle avec une implantation quasi-systématique en accroche ou léger retrait de la voirie.

Cette zone est correctement desservie par les réseaux AEP et électricité et est défendue contre le risque incendie.

Le centre-bourg regroupe plusieurs marqueurs identitaires et équipements participant à son rôle polarisant à l'échelle du territoire : école, mairie, Eglise.

La limite du noyau villageois, se dessine autour de l'enveloppe urbaine. Les champs agricoles marquent la limite de la zone Ua, notamment sur la cadrant Nord, Est et Ouest. Afin de protéger de toute construction, une zone agricole protégée est identifiée sur la partie Nord-Ouest. Elle permet de préserver les qualités paysagères et les vues lointaines sur le village

Sur la partie Sud, le bourg est continu à la zone Ub, sur laquelle des habitations se sont développées majoritairement sous une forme pavillonnaire qui a fait l'objet d'un classement distinct en raison d'une forme et d'une architecture différente davantage composite (Ub).

1.2 La zone Ub : zone urbaine correspondant aux extensions pavillonnaires proches du bourg et des hameaux Le barry, La fontaine, Trilles, Carmantran, Miramont et Carrérotte

La zone Ub correspond à la partie urbanisée ayant permis l'agrandissement du noyau villageois (secteur Le Barry et la Fontaine) et la constitution de hameaux urbains dû à l'urbanisation récente sous forme pavillonnaire. Entre les 3 zones Ub, un vallon est identifié. Ce dernier est classé en zone agricole protégée et atteste une volonté de la municipalité de préserver cet espace de toute constructions à usage agricole.

L'ensemble des zones Ub, sont correctement desservis par les réseaux d'eau potable, d'électricité et entre dans le périmètre de la défense incendie.

L'ensemble des 3 zones Ub du territoire communal, couvre une superficie de 23,20 ha.

Le secteur Le barry et la Fontaine :

Ce secteur, établi dans le prolongement Sud du noyau villageois, est délimité au plus proche de la partie actuellement urbanisée.

Sur la partie Est, une entreprise « Vergers du Barry » est implantée, produisant des pommes et des prunes. Celle-ci n'est pas compatible avec la fonction résidentielle qui prédomine la zone Ub. C'est pourquoi, la limite de la zone s'arrête au contact des bâtiments d'activités.

TABLEAU DE BORD

Justification des limites des zones Ub ; UrbaDoc 2017



En marge Ouest, la limite de la zone Ub tient compte de la présence du ruisseau de la Fontaine marqueur d'une séparation naturelle. Dans le prolongement Ouest, une zone à urbaniser et de loisirs sont présentes. Compte tenu du resserrement des habitations, les possibilités de développement sur ce secteur restent limitées. Seul le Nord de la parcelle n°15, présente un potentiel de restructuration d'une superficie de (0,18 ha). Il constitue un fond de jardin pouvant être densifié.

Le Secteur Trilles et Carmantran :

Ce secteur se localise à l'Ouest du centre-ancien, séparé par la zone agricole protégée. Le bâti observé est pour partie organisé sous la forme d'opérations groupées, il s'agit le plus souvent d'habitations pavillonnaires implantées en milieu de parcelle et dont le développement est guidé par des logiques individuelles. De fait, les densités sont plus modérées que dans la zone Ua car la zone comprend majoritairement de l'habitat individuel accompagné d'une grande superficie de jardins.

Le tracé de la zone Ub se matérialise par les limites des habitations existantes, présentes au sein de l'enveloppe urbaine. La parcelle n°15, se situant au milieu du secteur Ub, ne possède actuellement pas d'habitations. La municipalité a décidé de classer la partie Sud de la parcelle en zone constructible (potentiels en zone Ub), alors que la partie Nord restera en zone naturelle de loisirs. Cet espace aura pour objectif à terme de devenir un poumon vert, un espace de rencontre et de centralité. Des limites naturelles marquent également le tracé du zonage (voie communale au Nord). Le hameau est encadré par des espaces agricoles (Nord, Est, Ouest et Sud-Est) et boisés au Sud-Ouest. Pour venir terminer l'urbanisation au Nord-Ouest, une zone AU est prévue.

A l'intérieur de l'enveloppe urbaine, des possibilités de densification par la qualification de dents creuses sont présentes. Ils représentent 0,75 ha, soit la création de 5 à 10 logements supplémentaires.

Le Secteur Miramont et Carrérotte :

Cette zone Ub se caractérise par une forme bâtie davantage composite mêlant constructions traditionnelles implantées en accroche à la voirie telles en entrée Nord, mais aussi des unités d'habitations plus récentes et développées sous forme de lotissement en marge Sud. La délimitation de la zone épouse au plus près les limites de l'enveloppe bâtie ; en ce sens, cette zone offre très peu de possibilité de densification. Seules trois parcelles ont été identifiées : L'arrière de la parcelle n°106 (0,11 ha) et les parcelles n°38 et 39 (0,30 ha), sont identifiées comme potentiel de densification.

1.3 La zone Ue : zone urbaine à vocation d'équipements publics

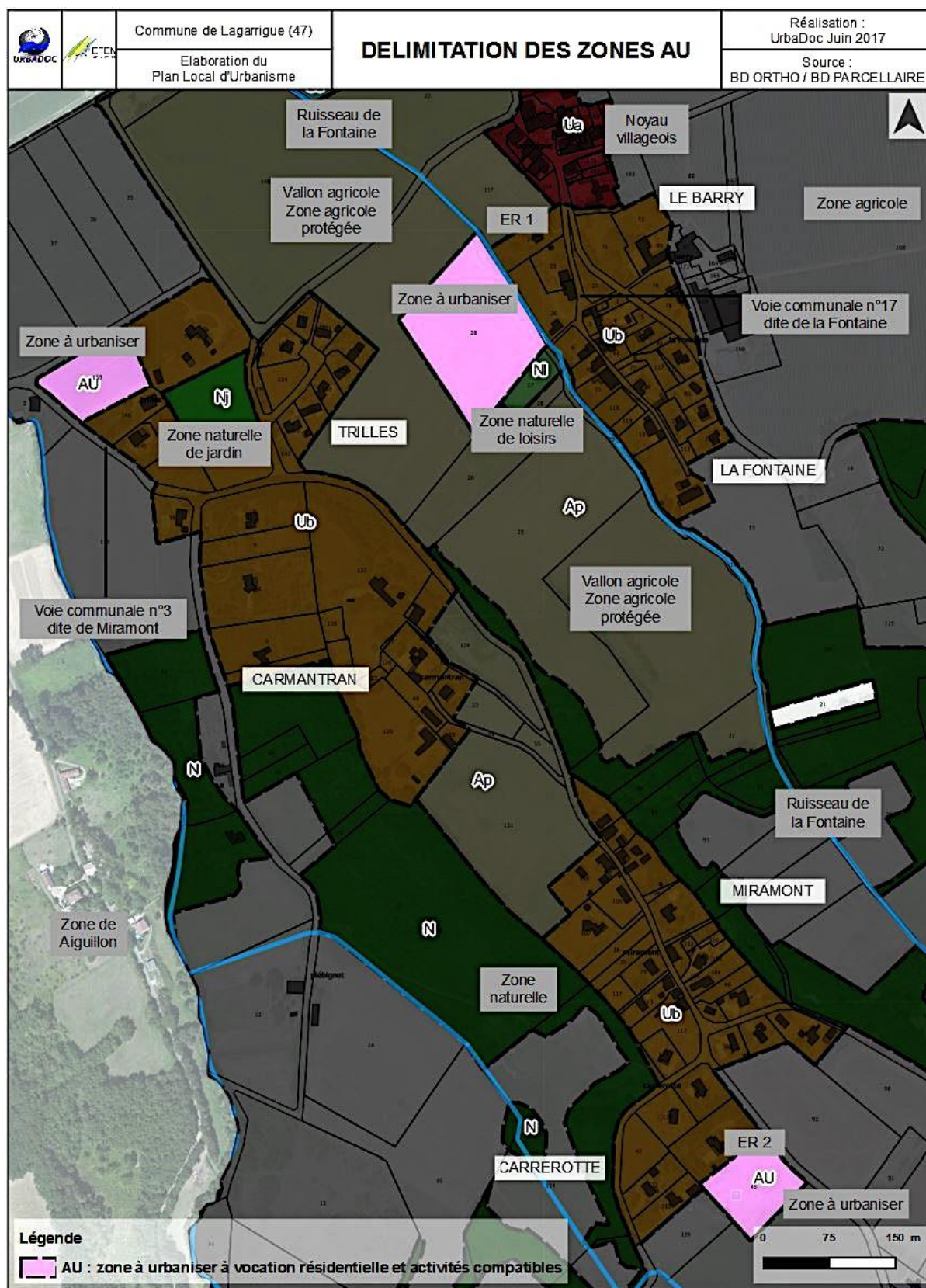
La zone Ue correspond à l'emprise des équipements publics existants, en marge Nord du noyau villageois. Cette zone couvre une superficie de 3,80 ha.

La zone Ue se localise en extrémité Nord du territoire communal. Elle est encadrée à l'Ouest par le ruisseau de la Fontaine et à l'Est par une route. Au-delà de ces limites physiques, la zone Ue est isolée au milieu des champs agricoles.

La zone regroupe le bâtiment de la salle des fêtes, le plan d'eau et la station d'épuration.

TABLEAU DE BORD

Justification des limites des zones AU : UrbaDoc 2017



2. Les zones à urbaniser

Les zones à urbaniser correspondent à des secteurs présentant un caractère pour l'instant naturel ou agricole mais qui sont voués à l'urbanisation dès lors qu'ils seront équipés (voirie, eau, électricité, défense incendie...). Conformément aux dispositions de l'article R*151-20 du code de l'urbanisme si, à la périphérie immédiate de la zone existent des réseaux suffisants, la zone peut être ouverte à l'urbanisation dans le respect des prescriptions du projet d'aménagement et de développement durables et du règlement, c'est-à-dire soit sous forme d'opération d'ensemble (lotissement par exemple), soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements interne à la zone (sous réserve que les conditions de desserte et de branchements aux réseaux aient été précisément définies dans le PADD et le règlement).

Les zones AU, compte tenu de leur inscription à proximité de l'enveloppe urbaine, bénéficient de l'ensemble des équipements réseaux AEP et électricité en capacité suffisante ou en cours d'extension. Les zones AU sont destinées à accueillir de l'habitat et des activités compatibles avec la fonction résidentielle qui y prédomine et émane d'une volonté d'organiser l'urbanisation à court terme. Le PLU ne comprend que trois zones à urbaniser, situées à l'Ouest du secteur Le Barry, Au Nord-Ouest du secteur Trilles et au Sud du Hameau Miramont/Carrérotte. Des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ont été portées sur ces trois zones afin de détailler tout particulièrement leurs conditions d'accessibilités.

2.1 Zone à urbaniser - Ouest du secteur Le Barry

Ce secteur se développe à proximité immédiate du centre bourg et non loin des habitations regroupées en marge de la voie communale n°17 dite de la Fontaine. La zone est inscrite dans le prolongement Ouest de la zone Ub. Le terrain, communal et déjà inscrit en zone constructible du précédent document d'urbanisme, s'inscrit dans un large vallon agricole. La délimitation de cette zone se matérialise par des bandes de 133 mètres de largeur sur 152 mètres de hauteur environ, soit une superficie de 2,00 ha. La zone offre, un potentiel minimum de 14 constructions. L'aménagement recherché se structurera autour d'une voie de desserte interne réalisée sous forme de bouclage. L'enjeu est de créer un maillage piéton entre la zone Ua et la zone naturelle de loisirs (NI) localisée au Sud de la zone AU, grâce à l'emplacement réservé n°1 et le long du ruisseau.

2.2 Zone à urbaniser – Secteur Nord-Ouest du hameau des Trilles

La zone AU sur le secteur Trilles, aura une superficie de 0,76 ha et un potentiel minimum de 5 constructions. L'aménagement s'organisera autour d'une voie desserte interne aboutissant sur une aire de retournement. L'accès à la zone AU s'effectuera à partir de la voie communale n°3 dite de Miramont. L'enjeu est de venir combler une emprise circonscrite sur ses pourtours par des habitations, exceptée sur la partie Nord, où le tracé de la voie communale n°3 constitue une limite structurante et une césure nette avec le foncier agricole.

2.3 Zone à urbaniser – Secteur Sud du hameau Miramont/Carrérotte

La troisième zone AU, se situe dans la continuité d'un petit foyer d'urbanisation (Miramont/Carrérotte). L'enjeu d'urbaniser cette zone consiste à étendre de manière raisonnée la trame urbaine sur un secteur dont le renforcement des réseaux – défense incendie – est d'ores et déjà acté par la définition de l'emplacement réservé n°2. La zone couvre une superficie de 0,68 ha correspondant à un minimum de 4 logements supplémentaires.

TABLEAU DE BORD

ZONE A URBANISER – OUEST DU SECTEUR LE BARRY MARGE DE LA FONTAINE - AMENAGEMENT D'UN LOTISSEMENT COMMUNAL

Budget prévisionnel (coûts approchés)

La viabilisation de ce secteur engendre des coûts en matière de desserte routière et d'équipement réseau. Ces équipements sont chiffrés à minima selon les éléments détaillés et le schéma de principe ci-dessous.

VRD	Coût au m.l	Total
VOIRIE		
Chaussée (L = 400 m)	300 € / m.l	120 000 €
Cheminement piétonnier (L = 90 m)	75 € / m.l	6 750 €
RESEAU avec branchements inclus (L = 400 m)		
Adduction eau potable	80 € / m.l	32 000 €
Alimentation électrique	75 € / m.l	30 000 €
Assainissement	100 € / m.l	40 000 €
Télécommunications	75 € / m.l	30 000 €
PAYSAGEMENT (L = 200 m)		
Tampon paysager au contact des îlots agricoles	7 € / m.l	1 400 €
Coût total VRD		260 150 €

Schéma d'aménagement

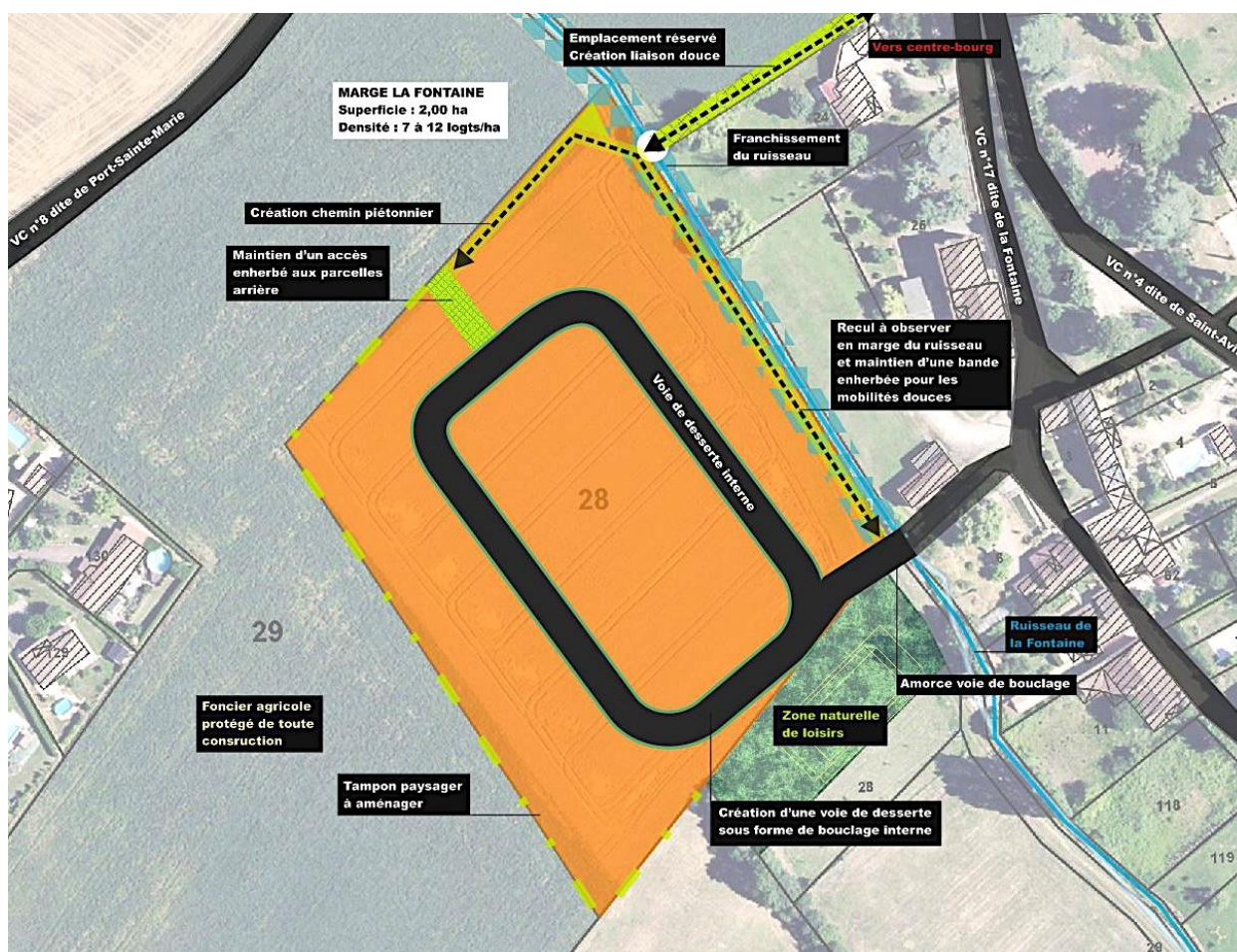


TABLEAU DE BORD

ZONE A URBANISER – SECTEUR NORD-OUEST DU HAMEAU DES TRILLES ETAYER LA TRAME URBAINE PAR LE COMBLEMENT D'UN ESPACE INTERSTITIEL

Budget prévisionnel (coûts approchés)

La viabilisation de ce secteur engendre des coûts en matière de desserte routière et d'équipement réseau. Ces équipements sont chiffrés à minima selon les éléments détaillés et le schéma de principe ci-dessous.

VRD	Coût au m.l	Total
VOIRIE		
Chaussée (L = 70 m)	300 € / m.l	21 000 €
RESEAU avec branchements inclus (L = 70 m)		
Adduction eau potable	80 € / m.l	5 600 €
Alimentation électrique	75 € / m.l	5 250 €
Télécommunications	75 € / m.l	5 250 €
Coût total VRD		37 100 €

Schéma d'aménagement

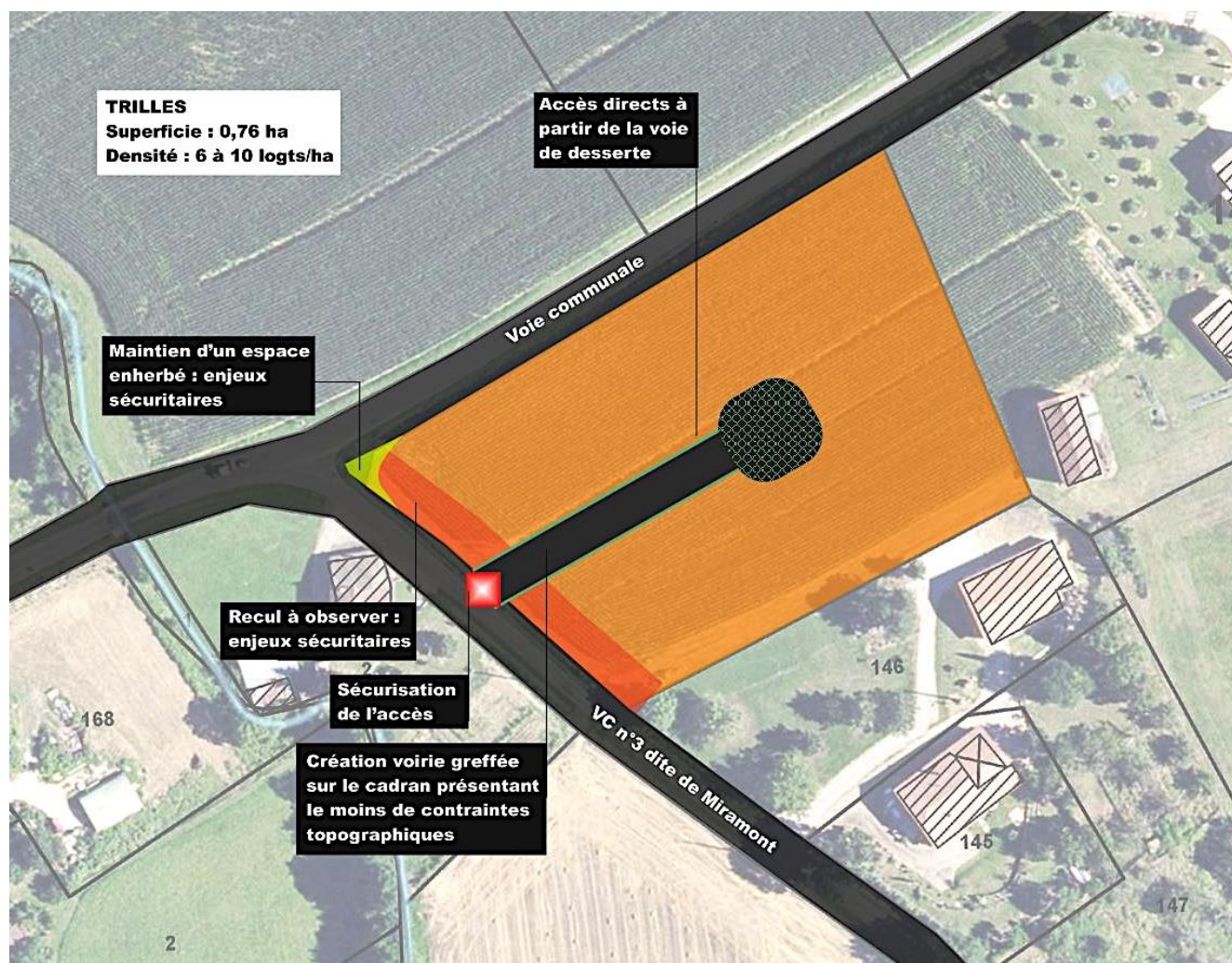


TABLEAU DE BORD

ZONE A URBANISER - CARREROTTE SUD – FAIRE VIVRE CET ECART EN AUTORISANT UNE URBANISATION RAISONNEE

Budget prévisionnel (coûts approchés)

La viabilisation de ce secteur engendre des coûts en matière de desserte routière et d'équipement réseau. Ces équipements sont chiffrés à minima selon les éléments détaillés et le schéma de principe ci-dessous.

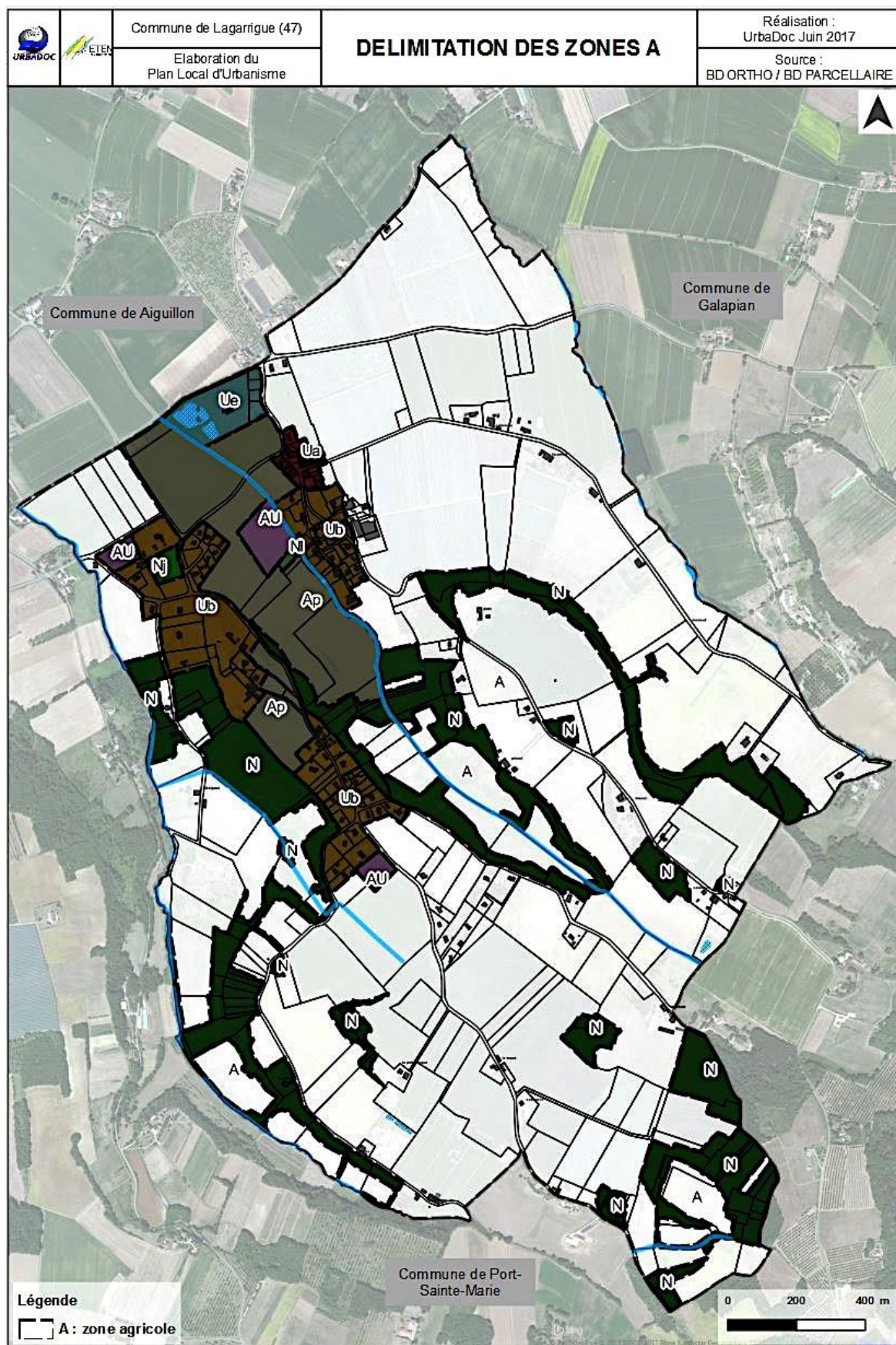
VRD	Coût au m.l	Total
VOIRIE		
Chaussée (L = 55 m)	300 € / m.l	16 500 €
RESEAU avec branchements inclus (L = 55 m)		
Adduction eau potable	80 € / m.l	4 400 €
Alimentation électrique	75 € / m.l	4 125 €
Télécommunications	75 € / m.l	4 125 €
PAYSAGEMENT (L = 170 m)		
Tampon paysager au contact des îlots agricoles	7 € / m.l	1 190 €
Coût total VRD		30 340 €

Schéma d'aménagement



TABLEAU DE BORD

Justification des limites de la zone A ; UrbaDoc 2017



3. Les zones agricoles

La zone A correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, qui sont à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les bâtiments sont isolés et de volumétrie simple. Il est nécessaire de maintenir, sur le territoire communal, une activité agricole significative en équilibre avec le développement urbain.

3.1 La zone A : valoriser les potentialités agronomiques

Le conseil municipal a souhaité le maintien de l'activité agricole, conformément à l'axe 5 du PADD, avec la volonté de préserver l'activité agricole et limiter le plus possible les nouvelles constructions sur les terrains ayant une forte valeur agronomique.

Les données agricoles inhérentes à la céréaliculture et les polycultures, de nombreux vergers et quelques pacages, constituent une signature économique et paysagère de premier plan pour la commune. On note par ailleurs la présence de nombreux élevages.

Afin de permettre la pérennité de l'activité agricole, et de ne pas créer de conflits d'usage, le PLU a ainsi circonscrit les zones U dans leurs limites et accorde un maximum de ressources à l'espace agricole. Les plus grandes dents creuses et espaces pressentis à l'urbanisation ont été systématiquement classées en zone à urbaniser du PLU (AU) et/ou ont fait l'objet d'orientations d'aménagements afin de garantir une urbanisation cohérente, organisée et non subie.

La zone A regroupe :

- Les parcelles valorisées par l'agriculture ;
- l'habitat diffus situé en zone agricole.

Cet habitat diffus, réparti de manière ponctuelle sur l'ensemble du territoire, mérite de pouvoir évoluer, c'est pourquoi seules les extensions et annexes des constructions existantes y sont autorisées dans la mesure que cela n'impacte négativement pas l'activité agricole et les paysages. A contrario les nouvelles constructions à vocation d'habitat sont proscrites dans ces zones, car cet habitat diffus ne doit pas être encouragé afin d'éviter tout développement de l'urbanisation sur des surfaces agricoles peu équipées en réseaux.

Aussi, certains bâtiments agricoles dont la fonction agricole n'apparaît plus pérenne ont été référencés comme susceptibles de changer de destination.

3.2 Les zones Ap : limiter la promiscuité entre fonction agricole et résidentielle

Des zones agricoles protégées de toutes constructions (Ap) sont matérialisées sur les abords Ouest du noyau villageois et étendue sur le vallon agricole s'éparant les différentes zones Ub.

La définition de ces zones répond à la volonté de créer des espaces tampon entre les zones urbaines et les espaces agricoles, conformément à l'axe 5.2 du PADD (Définir les limites agro-urbaines), cela afin d'éviter une trop grande promiscuité entre les fonctions agricoles et résidentielles sur des secteurs appelés à se développer davantage.

La matérialisation de ces zones émane donc de la volonté de limiter le plus possible les conflits d'usage et de voisinage et permet également de préserver les plus-values paysagères aux abords du village.

TABLEAU DE BORD

Justification des limites des zones Ap ; UrbaDoc 2017

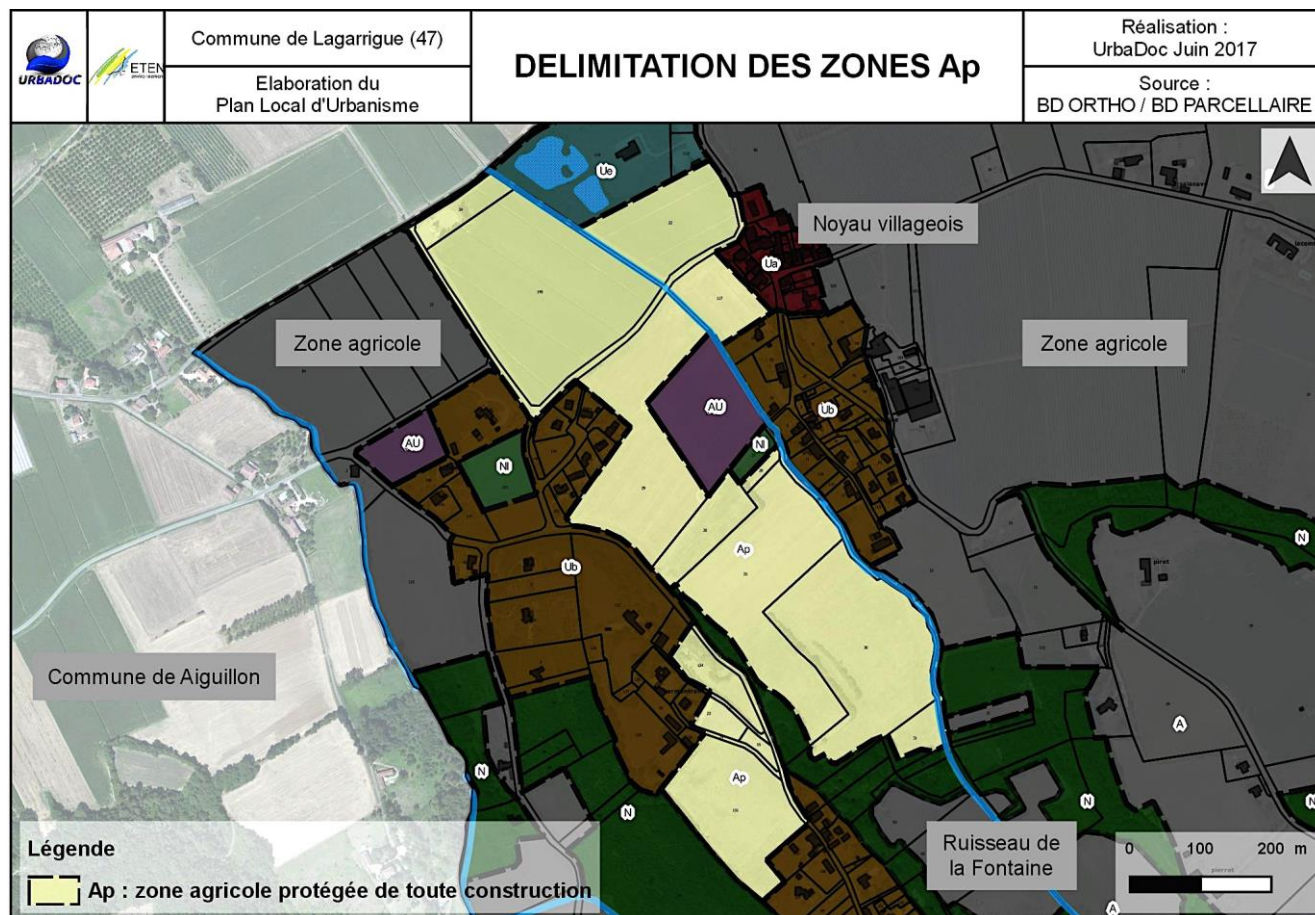
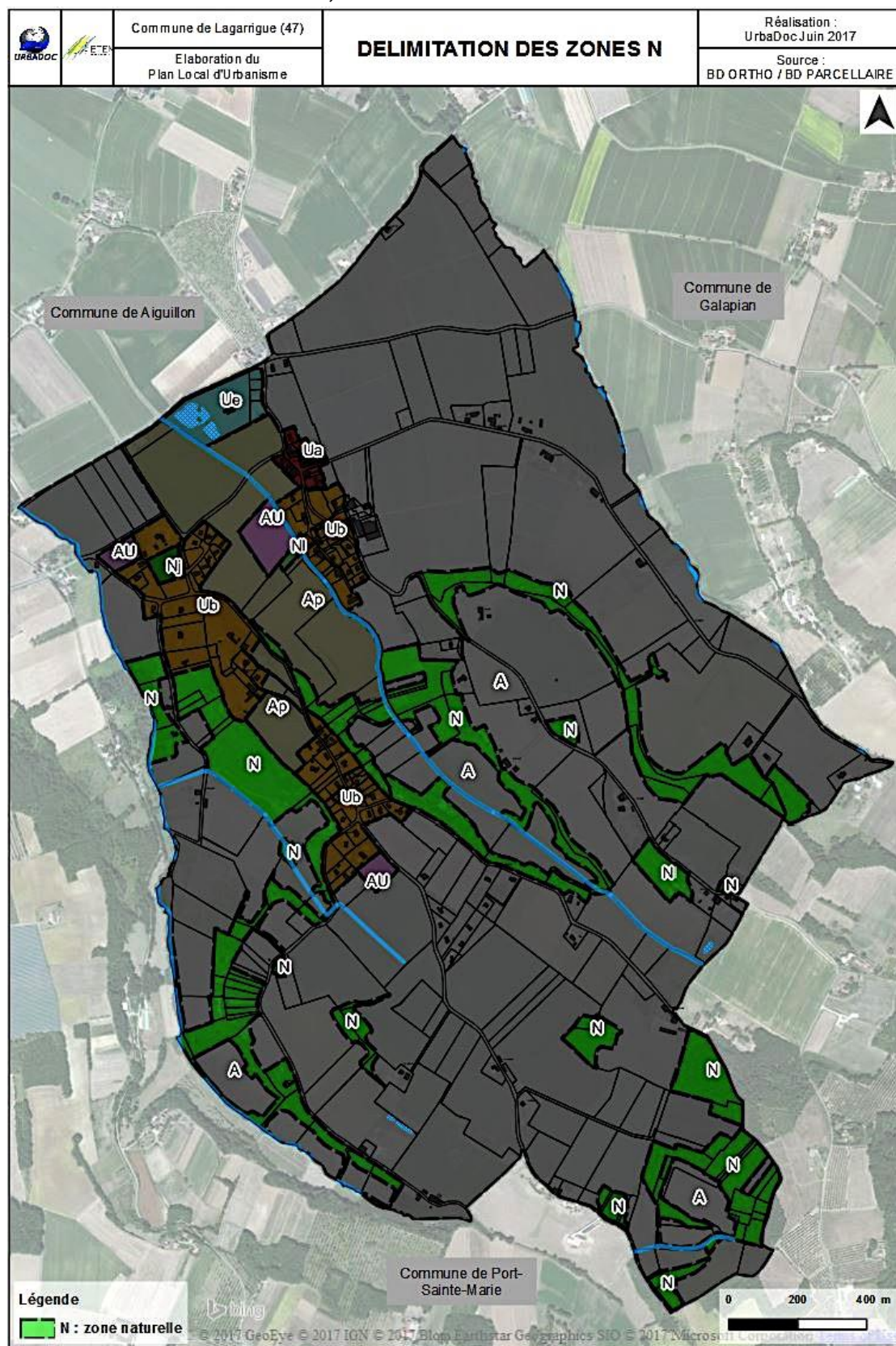


TABLEAU DE BORD

Justification des limites de la zone N ; UrbaDoc 2017



4 Les zones naturelles

4.1 Les zones N : zones naturelles

Les zones naturelles et forestières sont appelées zones "N". Indépendamment du degré d'équipement, le classement en zone N doit être motivé, soit par la qualité du site ou des paysages et/ou leur intérêt esthétique ou historique, soit par le caractère majoritairement naturel des lieux qu'il s'agit dès lors de conserver. Les secteurs "N" sont donc très largement inconstructibles, hormis des extensions ou annexes d'habitation de constructions existantes ou des constructions/installations nécessaires aux services d'intérêt collectif. L'objectif de cette zone est de garantir la vocation d'espace naturel en réhabilitant les paysages et en restaurant les milieux.

Les zones "N" correspondent essentiellement aux espaces boisés de la commune. Ces espaces présentent la double fonction de caractériser le paysage de la commune et de procurer une richesse écologique (faune, flore, habitats...) proximité des espaces urbanisés.

4.2 La zones Nj : zone naturelle à vocation de jardin

Le règlement graphique définit une zone Nj à l'intérieur et du tissu urbain de la zone Ub. Une zone a été identifiée sur le règlement graphique. Elle se localise sur le secteur Trilles. L'idée est d'avoir un espace vert à proximité d'un quartier pourvu à un développement urbain.

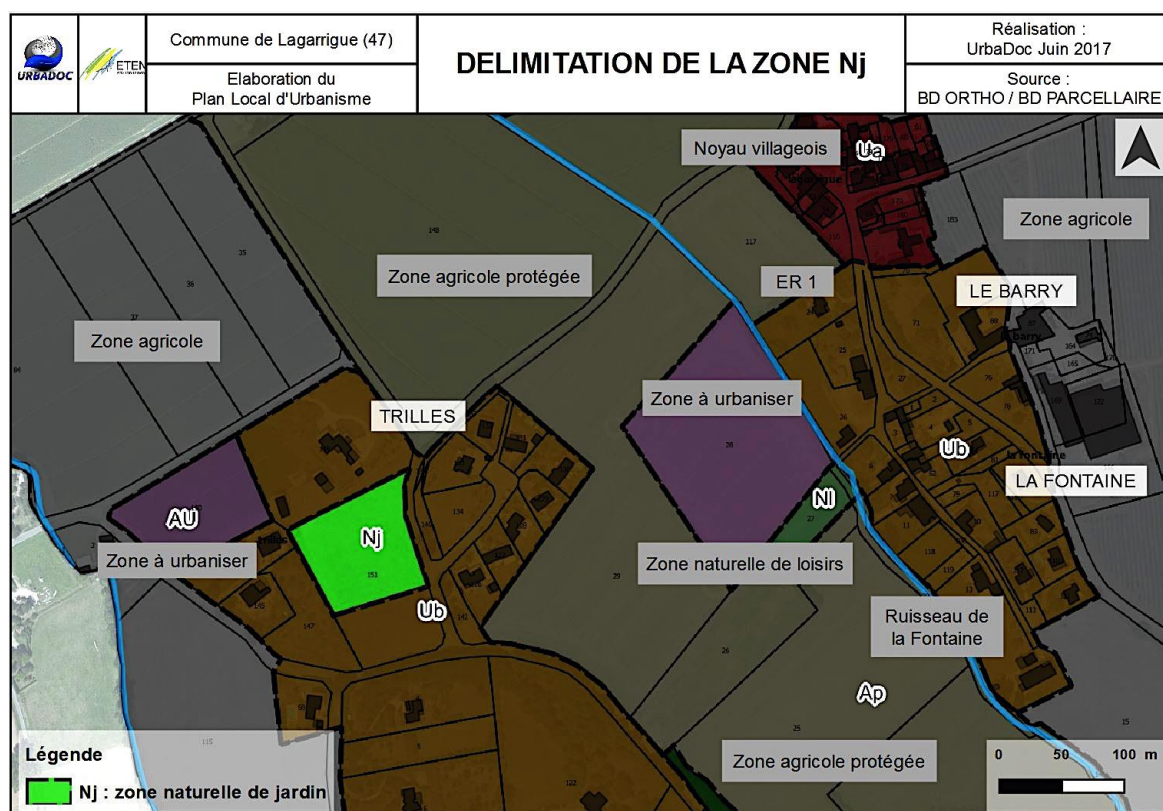
4.3 La zone NI : zone naturelle à vocation de loisirs

Le règlement graphique définit une zone NI à l'intérieur et en marge du tissu urbain caractéristique de la zone Ub. Une zone NI a été identifiée sur le règlement graphique : une zone NI en marge Ouest de la zone Ub présente sur le secteur Le Barry/La Fontaine. L'idée est d'avoir un espace de loisirs et de centralité à proximité du centre-ancien.

La définition de la zone correspond à la volonté de préserver ces espaces en créant des espaces de respiration et de rencontre.

TABLEAU DE BORD

Justification des limites de la zone Nj ; UrbaDoc 2017



Justification des limites de la zone NI ; UrbaDoc 2017

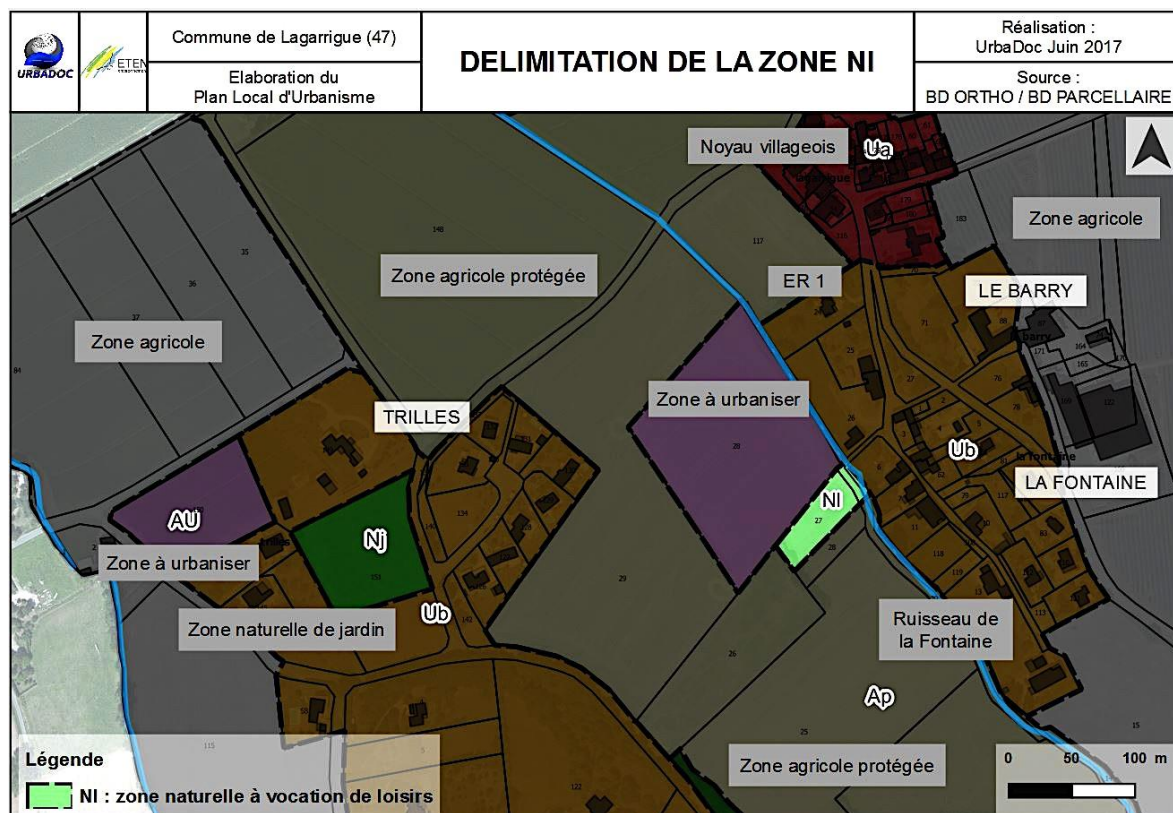


TABLEAU DE BORD

Tableau 1 : tableau récapitulatif des différentes zones du PLU, UrbaDoc 2017

Désignation des zones	Superficie totale	Observation
Zone Ua	1,62 ha	Zone correspondant au noyau villageois de Lagarrigue dans lequel des prescriptions particulières sont fixées pour préserver la qualité architecturale du bâti traditionnel
Zone Ub	23,20 ha	Forme urbaine mixte mêlant bâti traditionnel et pavillonnaire dans laquelle la mixité des fonctions est recherchée
Zone Ue	3,79 ha	Zone urbaine à vocation d'équipements publics.
Zone AU	3,49 ha	Zones à urbaniser correspondant aux futurs secteurs d'urbanisation à vocation d'habitat
Zone A	323,06 ha	Zone agricole où toutes les constructions sont interdites, sauf celles nécessaires à l'exploitation agricole
Zone Ap	27,31	Zone agricole protégée, qui interdit les constructions de toutes natures
Zone N	59,00 ha	Zone naturelle et forestière très largement inconstructible
Zone Nj	0,75 ha	Zone naturelle de jardin
Zone NI	0,26 ha	Zone naturelle de loisirs

TABLEAU DE BORD

Liste des emplacements réservés ; UrbaDoc 2017

Numéro	Dénomination	Bénéficiaire	Référence cadastrale	Superficie
ER 1	Aménagement d'un cheminement piétonnier	Commune	ZA 117	3m / 270 m ²
ER 2	Aménagement d'une réserve incendie	Commune	ZC 45	503 m ²

Localisation des emplacements réservés ; UrbaDoc 2017

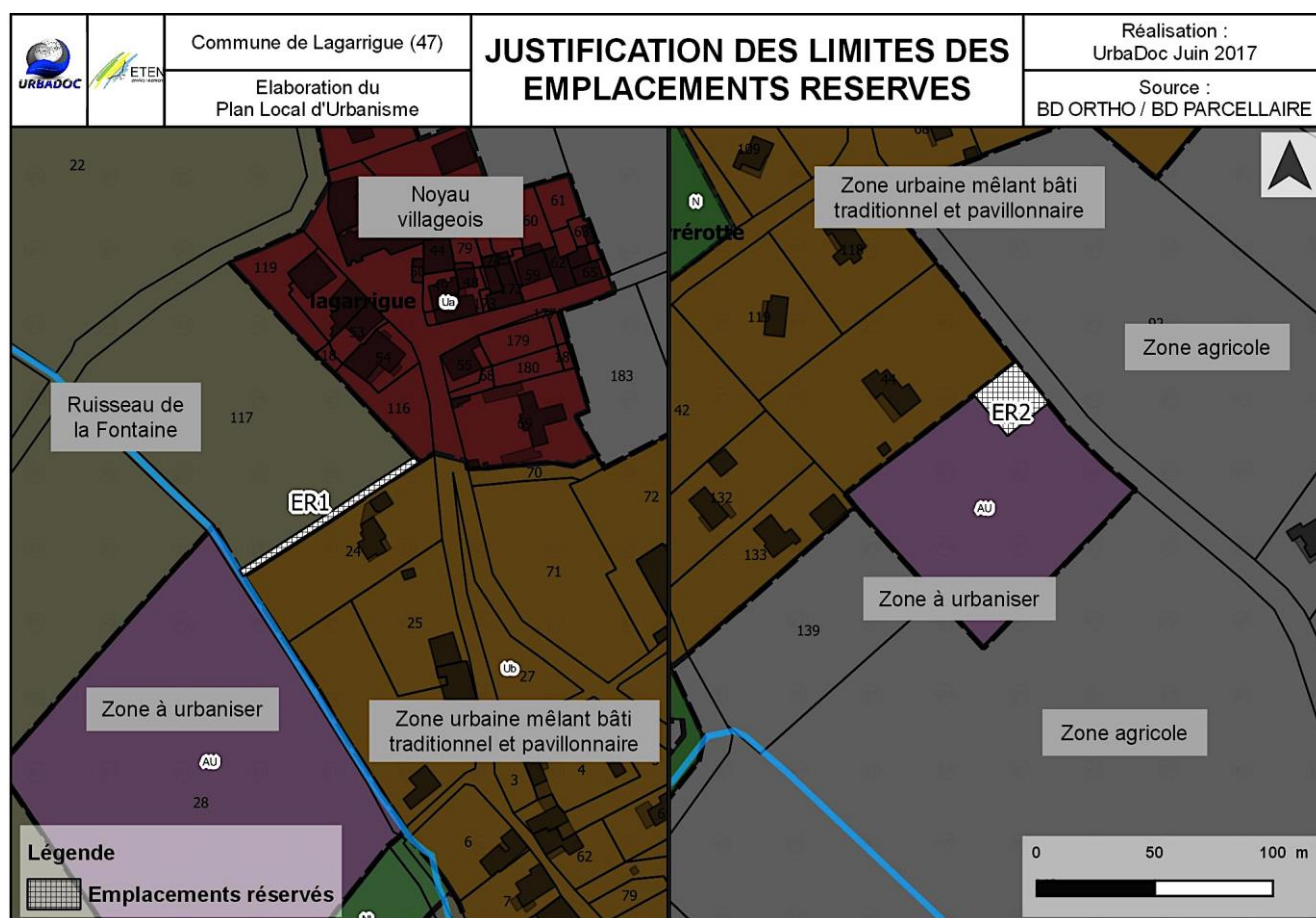


TABLEAU DE BORD

Liste du petit patrimoine protégé au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme ; UrbaDoc 2017

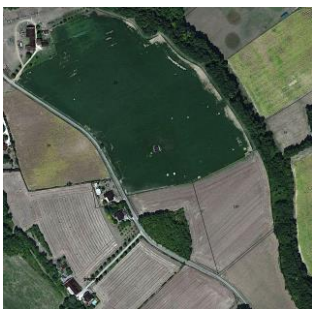

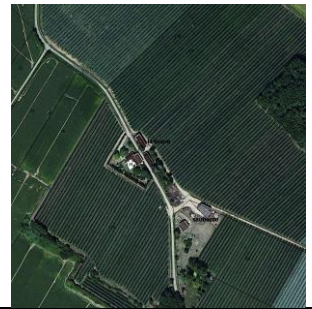



Numéro	Intitulé	Lieu-dit	Référence cadastrale	Vue aérienne
1	Cabane de vigneron	PIRET	ZB 29	
2	Séchoir	SAUBUSSE	ZC 187	
3	Séchoir	LA TUQUE	ZC 54	
4	Ancienne Eglise et son cimetière	SAINT AVIT NORD	ZB 45	
5	Séchoir	CHARDINES	ZC 184	
6	Croix	FRAIRIE	Emprise publique	

TABLEAU DE BORD







Numéro	Intitulé	Lieu-dit	Référence cadastrale	Vue aérienne
7	Séchoir	MIRAMONT	ZD 130	
8	Hangar	CLAQUET	ZC 191	
9	Ancienne Eglise et son cimetière	SAINT JEAN	ZC 38	
10	Ruine	FRAIRIE	ZC 7	
11	Croix	LE BOURG	Emprise publique	
12	Croix	TRILLES NORD	Emprise publique	

TABLEAU DE BORD


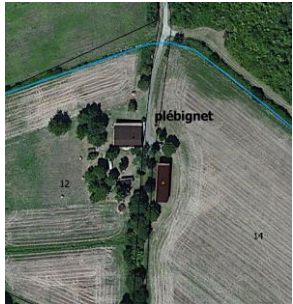




Numéro	Intitulé	Lieu-dit	Référence cadastrale	Vue aérienne
13	Ruine	TOUMAZET	ZD 11	
14	Séchoir	PLEBIGNET	ZD 14	
15	Croix	LE BOURG	Emprise publique	
16	Séchoir	SALANAVE	ZA 124	
17	Ruine	MENAUD	ZB 106	
18	Croix	CARREROTTE NORD	Emprise publique	

TABLEAU DE BORD

Petit patrimoine protégé au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme ; UrbaDoc 2017

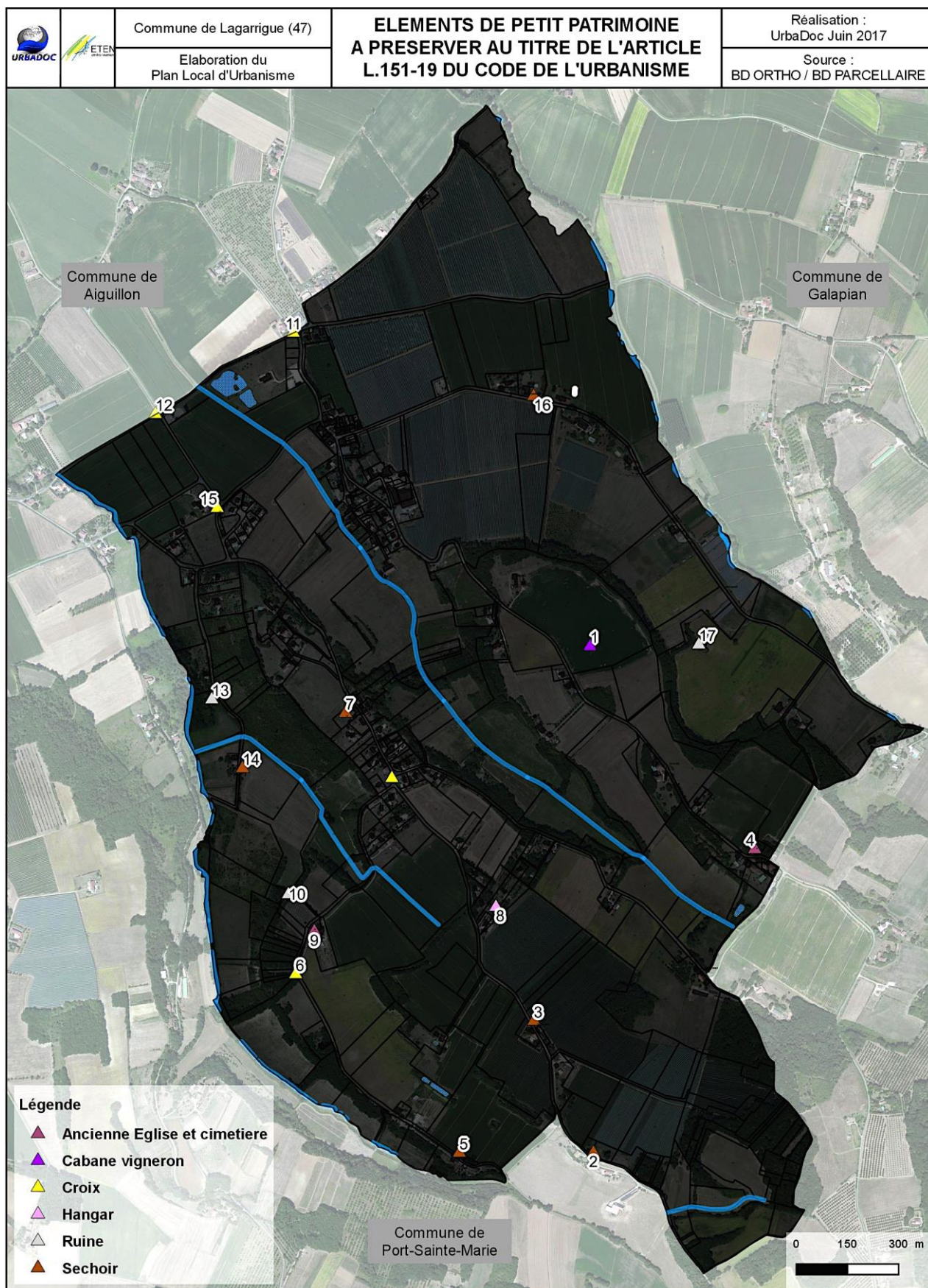


TABLEAU DE BORD

Localisation du bâti susceptible de changer de destination ; UrbaDoc 2017




N° parcellaire	Vue aérienne
175 ZC	

TABLEAU DE BORD

Eléments constitutifs de la trame verte et bleue ; Eten Environnement ; UrbaDoc 2017

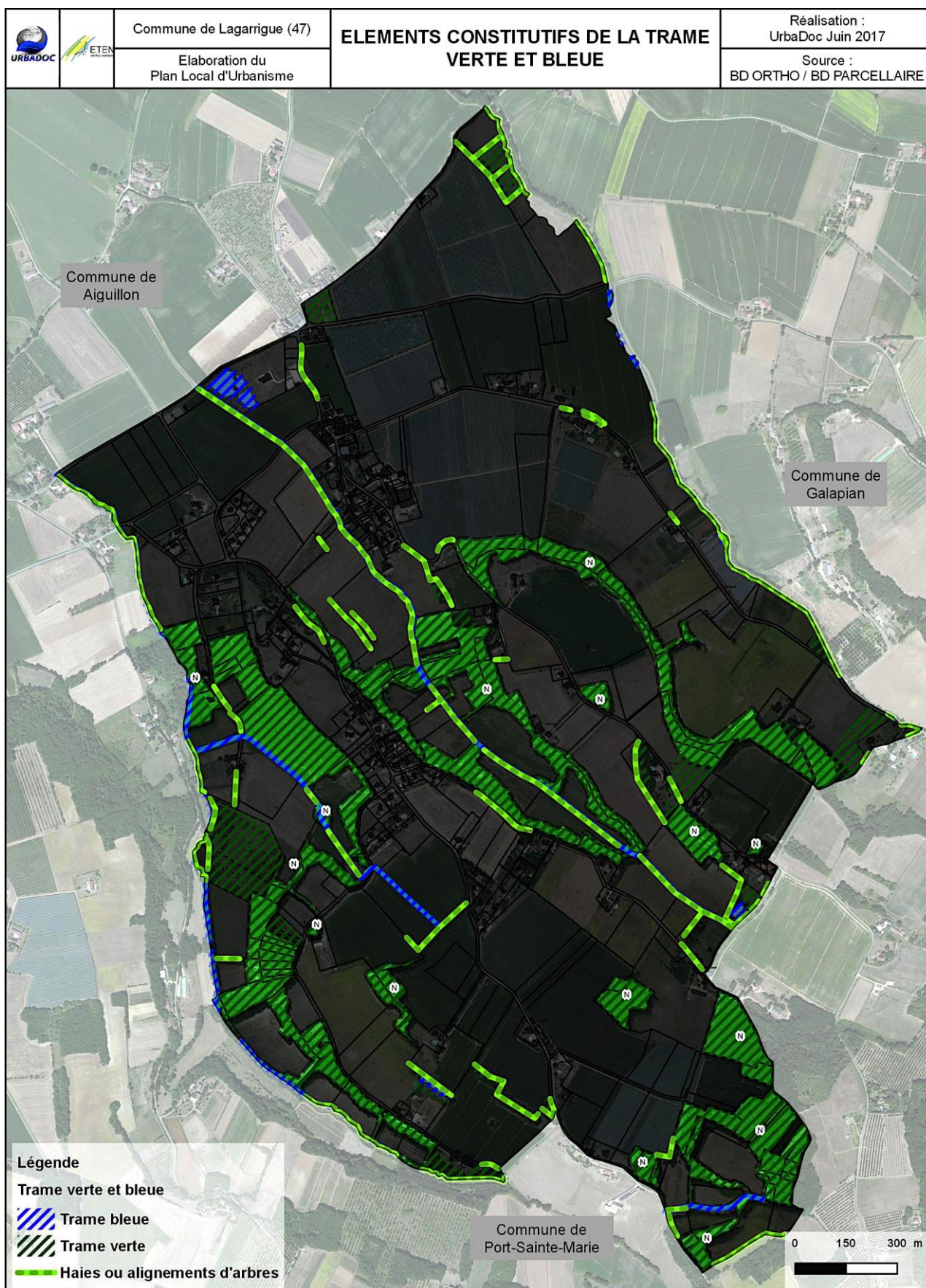
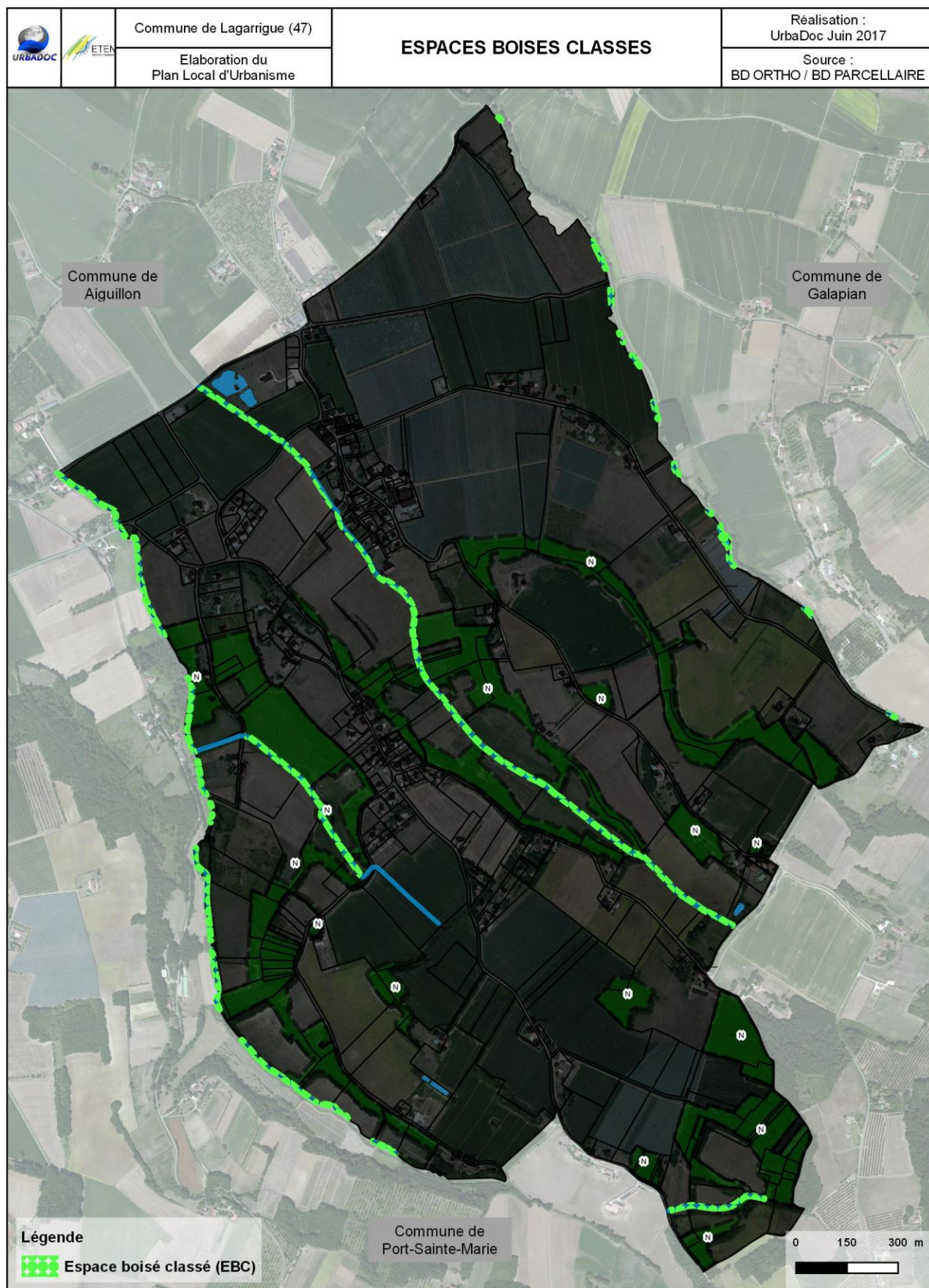


TABLEAU DE BORD

Espaces boisés classés du PLU ; UrbaDoc 2017



AUTRES PRESCRIPTIONS

1. Les emplacements réservés

Le conseil municipal a réservé deux emplacements. Le premier permettra la création d'un cheminement piétonnier pour relier le noyau villageois avec la zone naturel de loisirs. Cet emplacement porte sur une superficie de 270 m² et concerne une partie de la parcelle cadastrée ZA 117. Le deuxième emplacement réservé concerne l'aménagement d'une réserve incendie, en lien avec la création de la zone à urbaniser sur le secteur de La Fontaine. La mise à l'abri contre le risque incendie de ce secteur permettra de poursuivre un développement raisonné du hameau. L'ER porte sur la parcelle n°ZC45 et a une superficie de 503 m².

2. Le petit patrimoine protégé au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme

Lors de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, le conseil municipal a décidé d'identifier les éléments patrimoniaux et secteurs de paysage qu'il souhaite conserver et protéger au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. La liste du petit patrimoine protégé est déclinée dans le tableau ci-dessus et concerne 18 éléments.

3. Les bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination au titre de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme

Le PLU a identifié un bâtiment agricole susceptible de changer de destination sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la CDPENAF¹². Le bâtiment concerne une ancienne grange située sur la parcelle ZC 175 au lieu-dit Saint-Avit Sud.

Extrait de la vue aérienne du bâtiment susceptible de changer de destination, Géoportail, 2017



4. Les éléments constitutifs du réseau de trame verte et bleue

Le PLU a intégré un sur-zonage permettant de déterminer clairement les trames vertes et bleues recensés sur le territoire communal. Cette volonté atteste d'une préservation par le PLU de l'ensemble des secteurs à enjeux environnementaux. La matérialisation de ces secteurs répond à la volonté du conseil municipal de protéger l'ensemble des connexions entre les divers bosquets et autres milieux servant de biotope pour la faune (cours d'eau, mare, etc.) et qui ont été classés en zone naturelle. La physionomie des corridors écologiques correspond soit à des structures linéaires (haies, bords de chemins, cours d'eau) ou bien à des matrices paysagères plus larges assurant une continuité avec les différents îlots.

5. Les espaces boisés classés

Le PLU a classé plusieurs espaces boisés. Cette mesure de protection concerne les ripisylves des cours d'eau participant ainsi au maintien de l'intégrité des trames bleues.

¹ Commission Départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers

² Commission Départementale de la nature, des sites et des paysages

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

	Sous-section	Thème	Justifications des règles
1	REGLES RELATIVES A L'AFFECTATION DES SOLS ET DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS	<ul style="list-style-type: none"> Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol autorisées sous condition Règles relatives aux zones agricoles et naturelles 	<p>Le règlement s'attache à éviter les nuisances, à conforter la vocation résidentielle dominante et à valoriser l'espace public.</p> <p>Outre les constructions à vocation d'habitat, les activités à usage de commerce et de services, sont autorisées sous conditions d'être compatibles avec la vocation résidentielle.</p> <p>Outre les constructions liées et nécessaires à l'activité agricole, les modalités d'évolution du bâti non agricole (Zones A et N) restent limitées pour éviter le mitage synonyme de gaspillage de l'espace.</p>
2	QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	<ul style="list-style-type: none"> Hauteur des constructions Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques / limites séparatives Caractéristiques architecturales – Constructions neuves / Rénovations / Bâtiments agricoles et forestiers Espaces non bâtis dans les zones Ua et Ub Dispositions applicables aux éléments de patrimoine Dispositions applicables aux éléments de paysage Stationnement 	<p>La hauteur s'attache à préserver la morphologie urbaine existante afin de ne pas modifier le paysage urbain. La densification par le haut, sur les secteurs d'extensions pavillonnaires est donc limitée selon les lieux.</p> <p>L'enjeu est de préserver la morphologie urbaine existante (Accroche de voirie, léger retrait de la voirie). Les nouvelles constructions seront implantées selon des règles sensiblement similaires.</p> <p>Le règlement vise au maintien de la forme urbaine et à préserver la qualité architecturale du bâti. Une palette de couleurs est également mise en place pour garder une certaine harmonie sur le territoire.</p> <p>Afin de préserver un aspect rural, il est important de veiller à avoir une partie du jardin gazonnée et planté avec de préférence des essences locales, pour toutes les nouvelles constructions.</p> <p>Cet article s'intéresse à préserver et mettre en valeur le bâtiment protégé identifiée sur le règlement graphique.</p> <p>L'écriture de cette règle vise à protéger et préserver les éléments écologiques qui jouent un rôle à l'échelle du territoire</p> <p>Le stationnement des véhicules est réglementé pour la construction neuve, afin d'éviter les problèmes de stationnement.</p>
3	EQUIPEMENTS ET RESEAUX – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES ET RESEAUX	<ul style="list-style-type: none"> Conditions de desserte par les voies publiques ou ouvertes au public Desserte par les réseaux 	<p>Prise en compte des enjeux sécuritaires : gabarit et accessibilité adaptés à la circulation, y compris pour les véhicules de défense incendie.</p> <p>Projet de construction conditionné au raccordement du réseau AEP. Concernant le rejet des eaux usées : prise en compte des enjeux environnementaux (Réseau collectif ou à défaut dispositif autonome conforme)</p> <p>Nouvelle programmation : veuillez porter une attention particulière sur la desserte numérique</p>

CHAPITRE IV : EVALUATION DES INCIDENCES DU PLU SUR LA DEMOGRAPHIE, L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT

TABLEAU DE BORD

Bilan général des zones urbaines à vocation d'habitat hors rétention foncière, UrbaDoc, 2017

Zones urbaines à vocation d'habitat	Superficie (ha)	Superficie constructible (ha)	Nombre de constructions estimées*	Evolution démographique estimée**
Ua	1,61	/	/	/
Ub	23,20	1,34	8 à 9	18 à 20
Ue	3,80	/	/	/
TOTAL	28,61	1,34	8 à 9	18 à 20

*Densité minimale de 6 à 7 logements/ha

** Selon une taille moyenne des ménages projetée de 2,2 personnes

Bilan général des zones à urbaniser à vocation d'habitat hors rétention foncière, UrbaDoc, 2017

Zones à urbaniser à vocation d'habitat	Superficie (ha)	Nombre de constructions estimées*	Evolution démographique estimée**
AU	3,49	21 à 24	46 à 53
TOTAL	3,49	21 à 24	46 à 53

*Densité minimale de 6 à 7 logements/ha

** Selon une taille moyenne des ménages projetée de 2,2 personnes

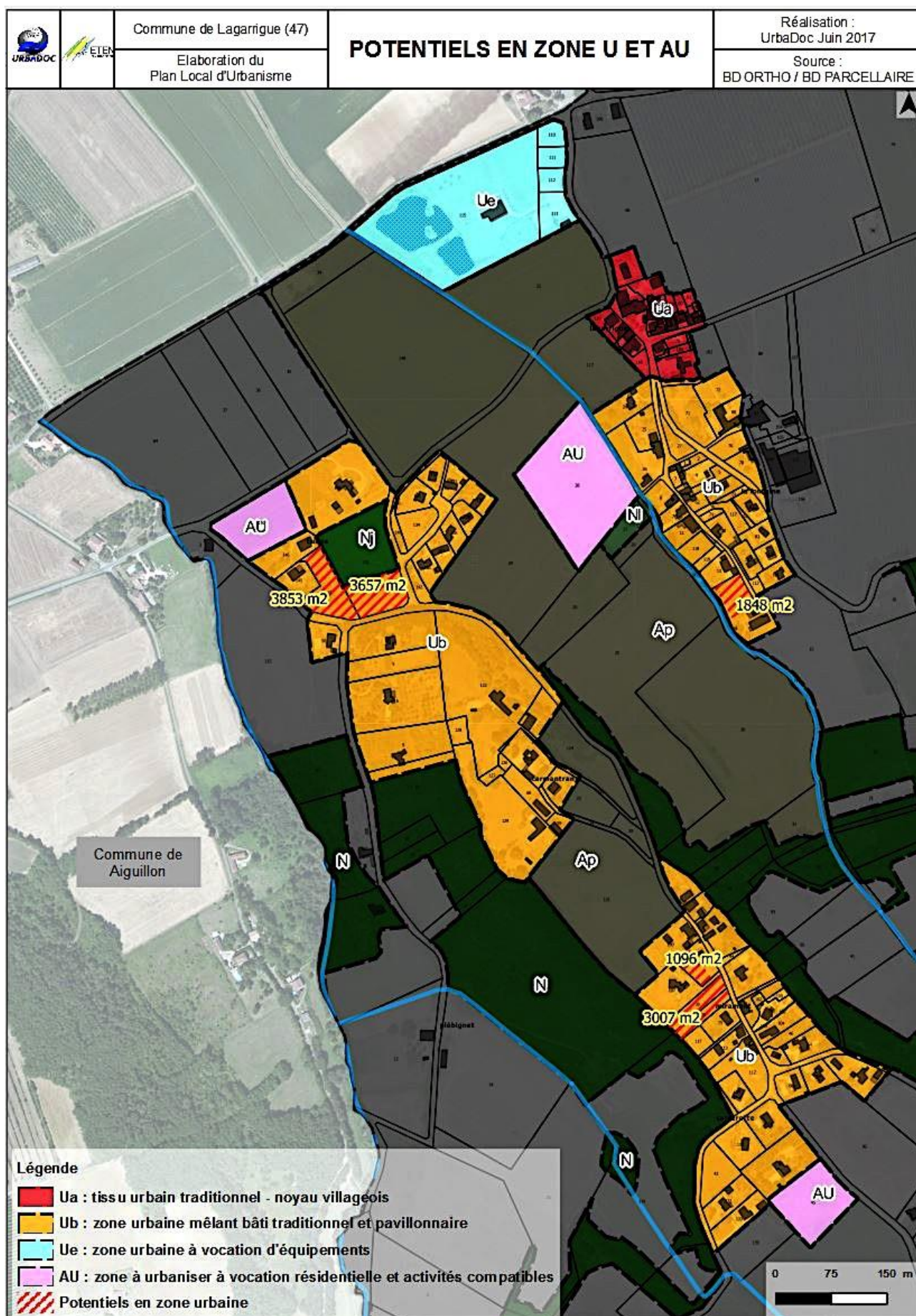
Synthèse des zones urbaines et des zones à urbaniser à vocation d'habitat hors rétention foncière, UrbaDoc, 2017

Zones urbaines à vocation d'habitat	Superficie (ha)	Superficie constructible (ha)	Nombre de constructions estimées*	Evolution démographique estimée**
Zones urbaines	28,61	1,34	8 à 9	18 à 20
Zones à urbaniser	3,49	3,49	21 à 23	46 à 53
TOTAL	32,10	4,83	29 à 32	64 à 73
Compatibilité du projet avec le PADD				
PADD	/	Enveloppe globale : 5h	11 + 22 = 33	33 x 2.2 = 73

*Densité minimale de 6 à 7 logements/ha

** Selon une taille moyenne des ménages projetée de 2,2 personnes

Illustrations en hachuré rouge des potentiels de densification en zone Ub hors rétention foncière UrbaDoc et localisation des zones AU, UrbaDoc 2017,



INCIDENCES DU PLU SUR LA DEMOGRAPHIE

Pour calculer les incidences démographiques, il convient d'appréhender les surfaces disponibles dégagées par chaque zone à vocation d'habitat définies par le règlement graphique.

Ces surfaces disponibles peuvent être des dents creuses, des potentiels de restructuration par redécoupage parcellaire des fonds de jardins ou de nouvelles surfaces à urbaniser.

1. Les zones urbaines

En confortant les zones urbanisées, le PLU offre un potentiel de densification de 1,34 ha en zone Ub. Ce potentiel équivaut à des possibilités de construction immédiate de l'ordre de 8 à 9 constructions en zone Ub.

Les possibilités de densification à l'intérieur de la zone bâtie sont le fait de la présence d'espaces interstitiels, compte tenu du caractère urbain mêlant du bâti traditionnel et pavillonnaire.

La présence de l'ensemble des réseaux en zone Ub favorise la possibilité d'évolution des dents creuses identifiées.

Les potentiels en zone urbaine identifiés correspondent principalement à des terrains inscrits au sein de la partie actuellement urbanisée, les possibilités d'urbanisation auront peu d'impact tant au niveau du foncier agricole que des plus-values paysagères. Les possibilités optimales, c'est à dire en l'absence de rétention foncière, des densifications projetées au sein de la zone Ub offrent un potentiel d'accueil de 18 à 20 habitants.

2. Les zones à urbaniser

Plusieurs zones dédiées à l'urbanisation future ont été définies dans le PLU. L'urbanisation de ces zones permettra à terme la construction nouvelle de 21 à 24 logements. Avec une taille moyenne des ménages projetées de 2,2 personnes, les zones AU offrent un potentiel d'accueil de 46 à 53 habitants.

3. Les zones agricoles

1 seul bâtiment agricole susceptible de changer de destination, notamment vers une vocation d'habitat, a été identifié dans le règlement graphique.

4. La réhabilitation d'une partie des logements vacants

Un objectif de remise sur le marché de 10% des unités vacantes est affiché dans le PADD : cela porte à 1 unité qui peut potentiellement être remise sur le marché à l'horizon 2025.

5. Compatibilité du projet avec le PADD

Le PADD fixe un projet d'évolution permettant la production de 33 logements à l'horizon 2025.

Le règlement graphique, comptabilise un potentiel minimum de 29 constructions et un potentiel maximum de 32 constructions en zone urbaine (Ub) et à urbaniser (AU), selon une densité moyenne comprise entre 6 et 7 logements à l'hectare et selon les caractéristiques intrinsèques aux secteurs de densification.

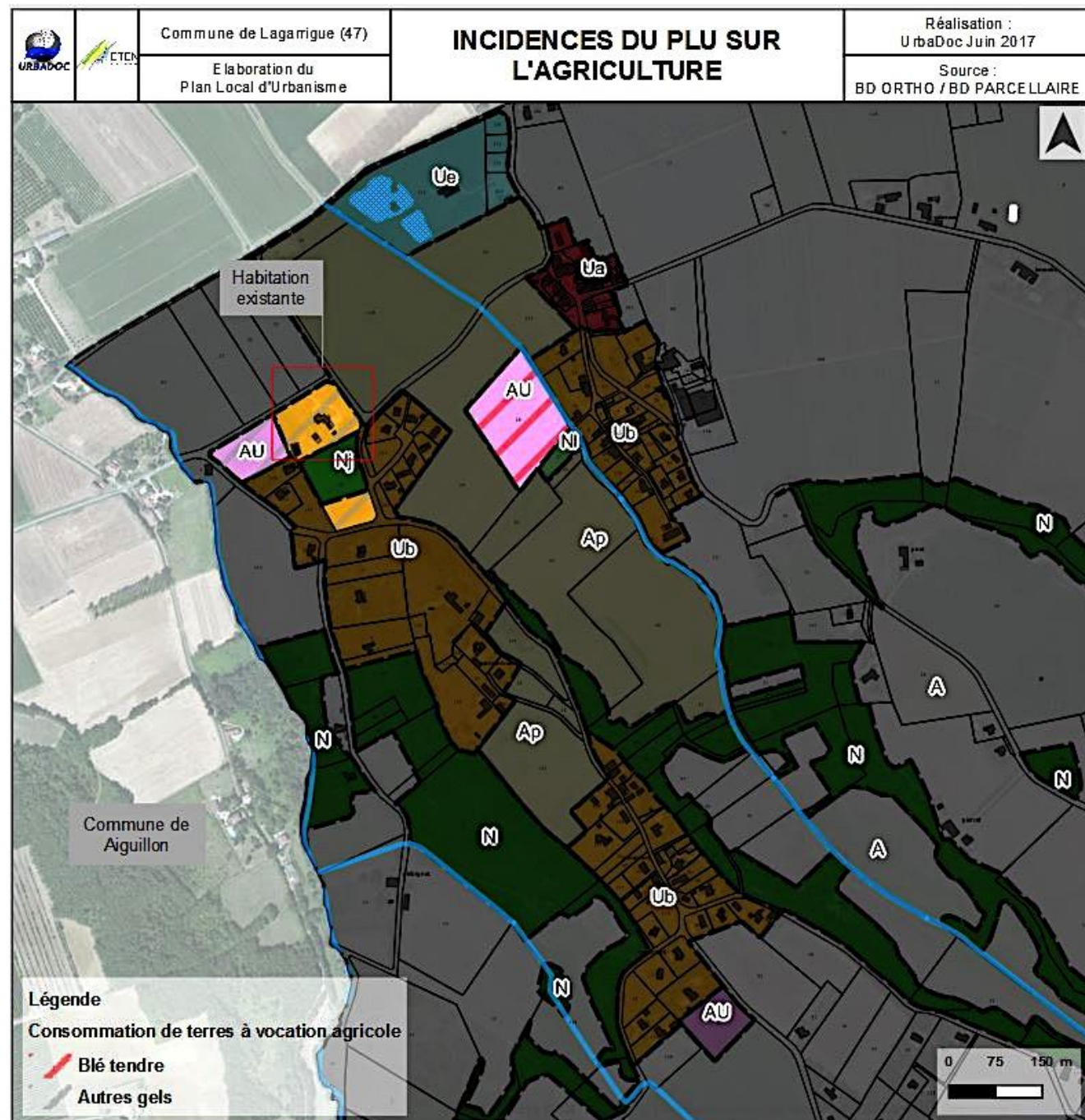
En parallèle, l'objectif de remise sur le marché de 1 logement vacant est projeté d'ici 2025, portant à 33 unités le nombre de logements proposés sur le marché, équivalent à l'objectif affiché en la matière sur le PADD (Nombre de logements à créer : 22 logements + nombre de logements pour logique de desserrement de la taille des ménages : 11 logements).

Enfin 1 bâtiment agricole susceptible de changer de destination a été identifié.

La majeure partie de ce développement démographique a lieu sur les 3 entités les plus densément urbanisées (le village : Le Barry, La fontaine / Trilles et Carmantran / Miramont et Carrérotte), ce qui répond à l'objectif du PADD de reconsidérer les zones constructibles sur les principaux hameaux (Axe 2,2).

TABLEAU DE BORD

Incidences du PLU sur l'agriculture ; RPG 2012 ; UrbaDoc 2017



Incidences du PLU sur l'agriculture selon la zone ; RPG 2012 ; UrbaDoc 2017			Incidences du PLU sur l'agriculture par type de culture ; RPG 2012 ; UrbaDoc 2017		
Zones	Surface (m ²)	Surface (ha)	Type de culture	Surface (m ²)	Surface (ha)
Ub	13 999	1,40	Autres gels	21 553	2,16
AU	27 596	2,76	Blé tendre	20 042	2,00
Total	41 595	4,16	Total	41 595	4,16

INCIDENCES DU PLU SUR L'AGRICULTURE

L'agriculture constitue une activité économique à part entière contribuant localement au maintien des spécificités paysagères de par son rôle d'activité d'intérêt général nécessaire à l'entretien du milieu, des chemins d'exploitation, etc... ; elle contribue aussi à la conservation du patrimoine bâti ancien de caractère présentant une typicité locale.

L'axe 5 du PADD (pièce 2 du PLU) est de maintenir et favoriser le développement de l'activité agricole sur les territoires.

Le PADD veille à maintenir une agriculture de proximité en veillant au respect du fonctionnement des exploitations. Pour cela, il s'agit d'une part de conserver les activités existantes mais aussi de proposer un projet de développement urbain qui évite de consommer des terres arables ou comportant des enjeux agricoles importants.

La réalisation d'un diagnostic agricole sur la commune a permis d'identifier les principaux enjeux liés à l'agriculture et à la pérennité des exploitations existantes. Ce diagnostic a permis d'identifier un certain nombre de bâtiments agricoles que le règlement graphique a pris en compte afin de mettre en place des périmètres d'inconstructibilité agro-urbaines pour éviter les conflits d'usage (Zone Agricole Protégée - Ap).

Cette prise en compte permet d'une part d'éviter d'exposer les populations à des activités génératrices de nuisances (sonores et olfactives) tout en permettant aux agriculteurs de maintenir et développer leur activité. En considérant l'agriculture comme une entrée majeure du projet de développement communal, le PLU limite grandement les risques de nuisances et de conflits d'usage.

Le registre parcellaire graphique (RPG) qui représente les groupes de cultures principaux déclarés en 2012 par les exploitants agricoles pour bénéficier des aides de la Politique Agricole Commune (PAC), couplé à la cartographie des structures parcellaires, réalisée dans le cadre du diagnostic agricole, montre que les surfaces prélevées se font en marge de la Partie Actuellement Urbanisée.

Le tableau de bord ci-contre met en évidence les zones urbaines et à urbaniser qui consomment des surfaces agricoles et engendrent un prélèvement total de 4,16ha.

Les objectifs de densité inscrits dans le PADD ainsi que dans les OAP concernant les zones à urbaniser et les potentiels en zone urbaines, jouent en faveur d'une moindre pression foncière sur les espaces agricoles et la préservation du cadre paysager. Le prélèvement des terres agricoles permettra une urbanisation sous forme d'opérations d'aménagement d'ensemble sur les plus grandes parcelles avec une forme urbaine permettant de rentabiliser de manière efficiente le foncier et les investissements réseaux.

Les surfaces prélevées sur l'ensemble des zones ouvertes à la construction s'élèvent à :

- 1,40 ha sur les zones Ub
- 2,76 ha sur les zones AU

Au total, ce sont 4,1 ha qui sont directement prélevés sur les zones agricoles.

Le plus grand espace agricole prélevé correspond à la zone AU (2 ha), à l'Ouest du secteur Le Barry/La fontaine et référencée comme blé tendre dans le RGP de 2012. Néanmoins, ce terrain est communal et déjà inscrit en zone constructible du précédent document d'urbanisme. De manière générale, le prélèvement des terres agricoles relève de la qualification de dents creuses et donc d'emprise dont la vocation agricole était d'ores et déjà compromise.

Le PLU a été élaboré de manière à optimiser l'usage du foncier consommé, cela afin d'éviter le gaspillage et le mitage de l'espace, conformément aux objectifs affichés dans le PADD en matière de préservation de l'activité agricole.

De plus, il est important de noter que le foncier consommé permettra une diversification de ces terrains dans le sens où les activités économiques compatibles avec la fonction résidentielle sont autorisées au sein des zones Ub et AU.

Enfin, avec 323,06 ha hectares inscrits en zone agricole sur le règlement graphique, et 27,31 hectares en zone agricole protégée, l'attachement aux caractéristiques rurales de la commune est préservé.

En synthèse, sur le règlement graphique, les zones agricoles (A et Ap) représentent environ 80% du territoire communal.

TABLEAU DE BORD

Incidences du PLU sur l'environnement ; ETEN Environnement ; UrbaDoc 2017



INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Le PADD s'est donné comme objectif de protéger et valoriser l'environnement (Axe 6 du PADD). Il s'agit de préserver les espaces de nature sensible, notamment les milieux forestiers de la commune, de gérer durablement la ressource en eau et de valoriser les éléments de nature plus ordinaires tels que les formations boisées en bord de cours d'eau et les haies structurant les îlots agricoles.

L'environnement a été considéré par le PLU comme une entrée principale au projet de développement communal. L'état initial de l'environnement a été réalisé afin de prendre la mesure des enjeux environnementaux présents sur la commune et d'adapter le projet de développement à ces enjeux. Pour cela, la trame verte et bleue du SRCE¹ a été affinée à l'échelle de la commune par un travail de terrain à la parcelle.

Les zones à urbaniser ont été déterminées au regard de ces enjeux écologiques repérés et affinés afin de préserver les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques présents sur la commune. Le règlement graphique du PLU a intégré un sur-zonage permettant de déterminer clairement les trames vertes et bleues recensés sur la commune. Il intègre également les haies à préserver au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme afin de maintenir les réseaux écologiques existants. De plus, les espaces boisés les plus importants qualitativement, ont été classés afin d'éviter le défrichement et préserver leur fonction.

Le projet de développement de l'habitat priorise le comblement des délaissés urbains par l'urbanisation de 1,34 hectare de délaissés urbain et 3,49 hectares en extension urbaine (Zone AU). Ces secteurs ont été adaptés aux enjeux écologiques, ainsi, aucune zone ouverte à l'urbanisation n'a d'incidence sur des terrains à enjeux écologiques très forts.

Le tableau de bord précédent fait état que des terrains à enjeux écologiques forts, impactent des zones urbaines (Ub) et ne concernent pas des emprises identifiées en tant que potentiel de densification.

Ainsi, le projet urbain prend place dans des espaces qui n'engendrent pas d'incidences sur l'environnement et qui permettent de maintenir les fonctionnalités écologiques du territoire.

CHAPITRE V : CRITERES POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

TABLEAU DE BORD

Indicateurs de suivi ; UrbaDoc 2017

	Aujourd'hui (avant approbation du PLU)	Les objectifs du PLU	Dans 9 ans
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> - 279 habitants en 2008 - 287 habitants en 2013¹ - Croissance démographique : 2,87% entre 2008 et 2013 	- + 50 habitants à l'horizon 2025	<p>Selon les projections du PLU, à l'horizon 2025, la population communale devraient s'élever à 337 habitants.</p> <p>Au rythme des projections démographiques, la commune arriverait-elle au nombre d'habitants envisagé ?</p>
Logements	En 2013, 133 logements dont 112 résidences principales, 9 de résidences secondaires et 12 de logements vacants	<ul style="list-style-type: none"> + 22 logements à produire en construction + 10 logements à produire liés au desserrement de la taille des ménages + résorption du taux de vacance (1 unités) 	<p>Selon les projections du PLU, dans 9 ans, la commune devrait compter + 33 logements supplémentaires pour atteindre 145 logements. Cette augmentation du parc de logements permettra-t-elle de répondre aux besoins des nouveaux ?</p>
Superficie consommée	Foncier restant au regard du précédent document d'urbanisme (POS) : potentiel de 19,77 ha à vocation d'habitat	<p>Densité de 6 à 7 logts / ha</p> <p>Lot moyen de 1350 m²</p>	<p>Selon le PLU, un objectif de modération de la consommation de l'espace a été mis en place. Cette réduction de la taille des parcelles répond-il aux objectifs définis par la loi ALUR ?</p> <p>Traduit-elle les objectifs en termes de gestion économe de l'espace ?</p>
Règlement écrit	Plan d'Occupation des Sols	Règlement écrit : Zone U Zone AU Zone A Zone N	Le règlement de chaque zone est-il adapté à la commune ? Existe-t-il des règles bloquantes au développement de la commune ?
Règlement graphique	Plan d'Occupation des Sols	Règlement graphique : Zone U Zone AU Zone A Zone N	Le règlement graphique est-il adapté à la commune ?
Autres règles	Plan d'Occupation des Sols	<ul style="list-style-type: none"> - Sur-zonage TVB - Emplacements réservés - L.151-11 du code de l'urbanisme - L.151-19 du code de l'urbanisme 	<p>Ces règles conviennent-elles toujours au projet communal ?</p> <p>Ces règles n'entravent-elles pas les projets agricoles, le développement économique ou de l'habitat ?</p>

¹ Le recensement de population pris en compte : recensement INSEE 2013.

CRITERES POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Selon l'article R*151-4 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation doit « identifier les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article 153-27 ».

Ce dernier article demande à ce qu'une évaluation du document d'urbanisme soit réalisée au plus tard 9 ans après l'approbation du PLU.

Les objectifs du PLU sont-ils encore conformes aux attentes des élus et adaptés à la commune et à son développement ?

Une réponse totalement positive entraîne la poursuite logique du document d'urbanisme. Si quelques points de détail sont à revoir, une ou plusieurs procédures peuvent être mises en œuvre comme une révision simplifiée ou une déclaration de projet afin d'adapter le document aux nouvelles attentes communales. Une réponse négative remettant en cause l'économie générale du PLU entraînera donc une révision générale du PLU.